Victor Hugo

ACTES ET PAROLES - II

Actes et Paroles - II

Victor Hugo

Catégorie : Savoir, culture et société

Date de publication sur Atramenta : 10 mars 2011

Oeuvre du domaine public.

1. PENDANT L’EXIL 1852-1870
2. CE QUE C’EST QUE L’EXIL
3. I
4. II
5. III
6. IV
7. V
8. VI
9. VII
10. VIII
11. IX
12. x
13. XI
14. XII
15. XIII
16. XIV
17. XV
18. XVI
19. PENDANT L’EXIL
20. 1852
21. I – EN QUITTANT LA BELGIQUE
22. II – EN ARRIVANT À JERSEY
23. III – DECLARATION À PROPOS DE L’EMPIRE
24. IV – BANQUET POLONAIS
25. 1853
26. I – SUR LA TOMBE DE JEAN BOUSQUET AU CIMETIÈRE SAINT-JEAN, À JERSEY
27. II. SUR LA TOMBE DE LOUISE JULIEN
28. III – VINGT-TROISIÈME ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION POLONAISE
29. 1854
30. I – AUX HABITANTS DE GUERNESEY
31. 1855
32. I – SIXIÈME ANNIVERSAIRE DU 24 FÉVRIER 1848
33. II – LETTRE À LOUIS BONAPARTE
34. III – EXPULSION DE JERSEY
35. 1856
36. I
37. À L’ITALIE
38. II – LA GRÈCE

39. 1859
40. I – L'AMNISTIE
41. II – JOHN BROWN
42. 1860
43. I – RENTRÉE À JERSEY
44. II
45. 1861
46. L'Expédition de Chine.
47. 1862
48. I – LES CONDAMNÉS DE CHARLEROI
49. II – ARMAND BARBÈS
50. III – LES MISÉRABLES
51. IV – LE BANQUET DES ENFANTS
52. V – GENÈVE ET LA PEINE DE MORT
53. VI – AFFAIRE DOISE
54. 1863
55. I – À L'ARMÉE RUSSE
56. II – GARIBALDI
57. III – LA GUERRE DU MEXIQUE
58. 1864
59. I – LE CENTENAIRE DE SHAKESPEARE
60. II – LES RUES ET MAISONS DU VIEUX BLOIS
61. 1865
62. I – EMILY DE PUTRON
63. II – LA STATUE DE BECCARIA
64. III – LE CENTENAIRE DE DANTE
65. IV – CONGRÈS DES ÉTUDIANTS
66. 1866
67. I – LA LIBERTÉ
68. II – LE CONDAMNÉ À MORT DE JERSEY BRADLEY
69. III – LA CRÈTE
70. 1867
71. I – LA CRÈTE
72. II – LES FENIANS
73. III – L'EMPEREUR MAXIMILIEN
74. IV – VOLTAIRE
75. V – JOHN BROWN
76. VI – LA PEINE DE MORT
77. VII – HERNANI
78. VIII – MENTANA
79. I
80. II
81. III

82. IV
83. V
84. VI
85. VII
86. VIII
87. IX – LES ENFANTS PAUVRES
88. 1868
89. I – MANIN
90. II – GUSTAVE FLOURENS
91. III – L'ESPAGNE
92. IV – SECONDE LETTRE À L'ESPAGNE
93. V – LES ENFANTS PAUVRES
94. 1869
95. I – LA CRÈTE
96. II – AUX CINQ RÉDACTEURS-FONDATEURS DU RAPPEL
97. III – CONGRÈS DE LA PAIX À LAUSANNE
98. IV – RÉPONSE À FÉLIX PYAT
99. V – LA CRISE D'OCTOBRE 1869
100. VI – GEORGE PEABODY
101. VII – À CHARLES HUGO
102. VIII – LES ENFANTS PAUVRES
103. 1870
104. I – CUBA
105. II – POUR CUBA
106. III – LUCRECE BORGIA
107. IV – WASHINGTON
108. V – HENNETT DE KESLER
109. VI – AUX MARINS DE LA MANCHE
110. VII – LES SAUVETEURS
111. VIII – LE TRAVAIL EN AMÉRIQUE
112. IX – LE PLÉBISCITE
113. X – LA GUERRE EN EUROPE
114. NOTES
115. 1853
116. 1854
117. 1860
118. 1862
119. 1863
120. 1864
121. 1865
122. 1866
123. 1867
124. 1869

125. 1870
126. 1883

PENDANT L'EXIL 1852-1870

CE QUE C'EST QUE L'EXIL

I

Le droit incarné, c'est le citoyen ; le droit couronné, c'est le législateur. Les républiques anciennes se représentaient le droit assis dans la chaise curule, ayant en main ce sceptre, la loi, et vêtu de cette pourpre, l'autorité. Cette figure était vraie, et l'idéal n'est pas autre aujourd'hui. Toute société régulière doit avoir à son sommet le droit sacré et armé, sacré par la justice, armé de la liberté.

Dans ce qui vient d'être dit, le mot force n'a pas été prononcé. La force existe pourtant ; mais elle n'existe pas hors du droit ; elle existe dans le droit.

Qui dit droit dit force.

Qu'y a-t-il donc hors du droit ?

La violence.

Il n'y a qu'une nécessité, la vérité ; c'est pourquoi il n'y a qu'une force, le droit. Le succès en dehors de la vérité et du droit est une apparence. La courte vue des tyrans s'y trompe ; un guet-apens réussi leur fait l'effet d'une victoire, mais cette victoire est pleine de cendre ; le criminel croit que son crime est son complice ; erreur ; son crime est son punisseur ; toujours l'assassin se coupe à son couteau ; toujours la trahison trahit le traître ; les délinquants, sans qu'ils s'en doutent, sont tenus au collet par leur forfait, spectre invisible ; jamais une mauvaise action ne vous lâche ; et fatalement, par un itinéraire inexorable, aboutissant aux cloaques de sang pour la gloire et aux abîmes de boue pour la honte, sans rémission pour les coupables, les Dix-huit Brumaire conduisent les grands à Waterloo et les Deux-Décembre traînent les petits à Sedan.

Quand ils dépouillent et découronnent le droit, les hommes de violence et les traîtres d'état ne savent ce qu'ils font.

II

L'exil, c'est la nudité du droit. Rien de plus terrible. Pour qui ?

Pour celui qui subit l'exil ? Non, pour celui qui l'inflige. Le supplice se retourne et mord le bourreau.

Un rêveur qui se promène seul sur une grève, un désert autour d'un songeur, une tête vieillie et tranquille autour de laquelle tournent des oiseaux de tempête, étonnés, l'assiduité d'un philosophe au lever rassurant du matin, Dieu pris à témoin de temps en temps en présence des rochers et des arbres, un roseau qui non seulement pense, mais médite, des cheveux qui de noirs deviennent gris et de gris deviennent blancs dans la solitude, un homme qui se sent de plus en plus devenir une ombre, le long passage des années sur celui qui est absent, mais qui n'est pas mort, la gravité de ce déshérité, la nostalgie de cet innocent, rien de plus redoutable pour les malfaiteurs couronnés.

Quoi que fassent les tout-puissants momentanés, l'éternel fond leur résiste. Ils n'ont que la surface de la certitude, le dessous appartient aux penseurs. Vous exilez un homme. Soit. Et après ? Vous pouvez arracher un arbre de ses racines, vous n'arracherez pas le jour du ciel. Demain, l'aurore.

Pourtant, rendons cette justice aux proscripteurs ; ils sont logiques, parfaits, abominables. Ils font tout ce qu'ils peuvent pour anéantir le proscrit.

Parviennent-ils à leur but ? réussissent-ils ? sans doute.

Un homme tellement ruiné qu'il n'a plus que son honneur, tellement dépouillé qu'il n'a plus que sa conscience, tellement isolé qu'il n'a plus près de lui que l'équité, tellement renié qu'il n'a plus avec lui que la vérité, tellement jeté aux ténèbres qu'il ne lui reste plus que le soleil, voilà ce que c'est qu'un proscrit.

III

L'exil n'est pas une chose matérielle, c'est une chose morale. Tous les coins de terre se valent. Angulus ridet. Tout lieu de rêverie est bon, pourvu que le coin soit obscur et que l'horizon soit vaste.

En particulier l'archipel de la Manche est attrayant ; il n'a pas de peine à ressembler à la patrie, étant la France. Jersey et Guernesey sont des morceaux de la Gaule, cassée au huitième siècle par la mer.

Jersey a eu plus de coquetterie que Guernesey ; elle y a gagné d'être plus jolie et moins belle. À Jersey la forêt s'est faite jardin ; à Guernesey le rocher est resté colosse. Plus de grâce ici, plus de majesté là. À Jersey on est en Normandie, à Guernesey on est en Bretagne. Un bouquet grand comme la ville de Londres, c'est Jersey.

Tout y est parfum, rayon, sourire ; ce qui n'empêche pas les visites de la tempête. Celui qui écrit ces pages a quelque part qualifié Jersey « une idylle en pleine mer ». Aux temps païens, Jersey a été plus romaine et Guernesey plus celtique ; on sent à Jersey Jupiter et à Guernesey Teutatès. À Guernesey, la férocité a disparu, mais la sauvagerie est restée. À Guernesey, ce qui fut jadis druidique est maintenant huguenot ; ce n'est plus Moloch, mais c'est Calvin ; l'église est froide, le paysage est prude, la religion a de l'humeur. Somme toute, deux îles charmantes ; l'une aimable, l'autre revêche.

Un jour la reine d'Angleterre, plus que la reine d'Angleterre, la duchesse de Normandie, vénérable et sacrée six jours sur sept, fit une visite, avec salves, fumée, vacarme et cérémonie, à Guernesey.

C'était un dimanche, le seul jour de la semaine qui ne fût pas à elle.

La reine, devenue brusquement « cette femme », violait le repos du Seigneur. Elle descendit sur le quai au milieu de la foule muette.

Pas un front ne se découvrit. Un seul homme la salua, le proscrit qui parle ici.

Il ne saluait pas une reine ; mais une femme.

L'île dévote fut bourrue. Ce puritanisme a sa grandeur.

Guernesey est faite pour ne laisser au proscrit que de bons souvenirs ; mais l'exil existe en dehors du lieu d'exil. Au point de vue intérieur, on peut dire : il n'y a pas de bel exil.

L'exil est le pays sévère ; là tout est renversé, inhabitable, démoli et

gisant, hors le devoir, seul debout, qui, comme un clocher d'église dans une ville écroulée, paraît plus haut de toute cette chute autour de lui.

L'exil est un lieu de châtiment.

De qui ?

Du tyran.

Mais le tyran se défend.

IV

Attendez-vous à tout, vous qui êtes proscrit. On vous jette au loin, mais on ne vous lâche pas. Le proscripteur est curieux et son regard se multiplie sur vous. Il vous fait des visites ingénieuses et variées. Un respectable pasteur protestant s'assied à votre foyer, ce protestantisme émarge à la caisse Tronsin-Dumersan ; un prince étranger qui baragouine se présente, c'est Vidocq qui vient vous voir ; est-ce un vrai prince ? oui ; il est de sang royal, et aussi de la police ; un professeur gravement doctrinaire s'introduit chez vous, vous le surprenez lisant vos papiers. Tout est permis contre vous ; vous êtes hors la loi, c'est-à-dire hors l'équité, hors la raison, hors le respect, hors la vraisemblance ; on se dira autorisé par vous à publier vos conversations, et l'on aura soin qu'elles soient stupides ; on vous attribuera des paroles que vous n'avez pas dites, des lettres que vous n'avez pas écrites, des actions que vous n'avez pas faites. On vous approche pour mieux choisir la place où l'on vous poignardera ; l'exil est à claire-voie ; on y regarde comme dans une fosse aux bêtes ; vous êtes isolé, et guetté.

N'écrivez pas à vos amis de France ; il est permis d'ouvrir vos lettres ; la cour de cassation y consent ; défiez-vous de vos relations de proscrit, elles aboutissent à des choses obscures ; cet homme qui vous sourit à Jersey vous déchire à Paris ; celui-ci qui vous salue sous son nom vous insulte sous un pseudonyme ; celui-là, à Jersey même, écrit contre les hommes de l'exil des pages dignes d'être offertes aux hommes de l'empire, et auxquelles du reste il rend justice en les dédiant aux banquiers Pereire. Tout cela est tout simple, sachez-le.

Vous êtes au lazaret. Si quelqu'un d'honnête vient vous voir, malheur à lui. La frontière l'attend, et l'empereur est là sous sa forme gendarme. On mettra des femmes nues pour chercher sur elles un livre de vous, et si elles résistent, si elles s'indignent, on leur dira : ce n'est pas pour votre peau !

Le maître, qui est le traître, vous entoure de qui bon lui semble ; le prescripteur dispose de la qualité de proscrit ; il en orne ses agents ; aucune sécurité ; prenez garde à vous ; vous parlez à un visage, c'est un masque qui entend ; votre exil est hanté par ce spectre, l'espion.

Un inconnu, très mystérieux, vient vous parler bas à l'oreille ; il vous

déclare que, si vous le voulez, il se charge d'assassiner l'empereur ; c'est Bonaparte qui vous offre de tuer Bonaparte. À vos banquets de fraternité, quelqu'un dans un coin criera : Vive Marat ! vive Hèbert ! vive la guillotine ! Avec un peu d'attention vous reconnaîtrez la voix de Carlier. Quelquefois l'espion mendie ; l'empereur vous demande l'aumône par son Piétri ; vous donnez, il rit ; gaîté de bourreau. Vous payez les dettes d'auberge de cet exilé, c'est un agent ; vous payez le voyage de ce fugitif, c'est un sbire ; vous passez la rue, vous entendez dire : Voilà le vrai tyran ! C'est de vous qu'on parle ; vous vous retournez ; qui est cet homme ? on vous répond : c'est un proscrit.

Point. C'est un fonctionnaire. Il est farouche et payé. C'est un républicain signé Maupas. Coco se déguise en Scaevola.

Quant aux inventions, quant aux impostures, quant aux turpitudes, acceptez-les. Ce sont les projectiles de l'empire.

Surtout ne réclamez pas. On rirait. Après la réclamation, l'injure recommencera, la même, sans même prendre la peine de varier ; à quoi bon changer de bave ? celle d'hier est bonne.

L'outrage continuera, sans relâche, tous les jours, avec la tranquillité infatigable et la conscience satisfaite de la roue qui tourne et de la vénalité qui ment. De représailles point ; l'injure se défend par sa bassesse ; la platitude sauve l'insecte. L'écrasement de zéro est impossible. Et la calomnie, sûre de l'impunité, s'en donne à cœur joie ; elle descend à de si niaises indignités que l'abaissement de la démentir dépasse le dégoût de l'endurer.

Les insulteurs ont pour public les imbéciles. Cela fait un gros rire.

On en vient à s'étonner que vous ne trouviez pas tout naturel d'être calomnié. Est-ce que vous n'êtes pas là pour cela ? O homme naïf, vous êtes cible. Tel personnage est de l'académie pour vous avoir insulté ; tel autre a la croix pour le même acte de bravoure, l'empereur l'a décoré sur le champ d'honneur de la calomnie ; tel autre, qui s'est distingué aussi par des affronts d'éclat, est nommé préfet. Vous outrager est lucratif.

Il faut bien que les gens vivent. Dame ! pourquoi êtes-vous exilé ?

Soyez raisonnable. Vous êtes dans votre tort. Qui vous forçait de trouver mauvais le coup d'état ? Quelle idée avez-vous eue de combattre pour le droit ?

Quel caprice vous a passé par la tête de vous révolter du côté de la loi ? Est-ce qu'on prend la défense du droit et de la loi quand ils n'ont plus personne pour eux ? Voilà bien les démagogues ! s'entêter, persévérer, persister, c'est absurde. Un homme poignarde le droit et assassine la loi. Il est probable qu'il a ses raisons. Soyez avec cet homme. Le succès le fait juste. Soyez avec le succès puisque le succès devient le

droit. Tout le monde vous en saura gré. Nous ferons votre éloge. Au lieu d'être proscrit vous serez sénateur, et vous n'aurez pas la figure d'un idiot.

Osez-vous douter du bon droit de cet homme ? mais vous voyez bien qu'il a réussi ! Vous voyez bien que les juges qui l'avaient mis en accusation lui prêtent serment ! Vous voyez bien que les prêtres, les soldats, les évêques, les généraux, sont avec lui ! Vous croyez avoir plus de vertu que tout cela ! vous voulez tenir tête à tout cela !

Allons donc ! D'un côté tout ce qui est respecté, tout ce qui est respectable, tout ce qui est vénéré, tout ce qui est vénérable, de l'autre, vous ! C'est inepte ; et nous vous bafouons, et nous faisons bien. Mentir contre une brute est permis. Tous les honnêtes gens sont contre vous ; et nous, les calomniateurs, nous sommes avec les honnêtes gens. Voyons, réfléchissez, rentrez en vous-même. Il fallait bien sauver la société. De qui ? de vous. De quoi ne la menaciez-vous pas ?

Plus de guerre, plus d'échafaud, l'abolition de la peine de mort, l'enseignement gratuit et obligatoire, tout le monde sachant lire !

C'était affreux. Et que d'utopies abominables ! la femme de mineure faite majeure, cette moitié du genre humain admise au suffrage universel, le mariage libéré par le divorce ; l'enfant pauvre instruit comme l'enfant riche, l'égalité résultant de l'éducation ; l'impôt diminué d'abord et supprimé enfin par la destruction des parasitismes, par la mise en location des édifices nationaux, par l'égout transformé en engrais, par la répartition des biens communaux, par le défrichement des jachères, par l'exploitation de la plus-value sociale ; la vie à bon marché, par l'empoissonnement des fleuves ; plus de classes, plus de frontières, plus de ligatures, la république d'Europe, l'unité monétaire continentale, la circulation décuplée décuplant la richesse ; que de folies ! il fallait bien se garer de tout cela ! Quoi ! la paix serait faite parmi les hommes, il n'y aurait plus d'armée, il n'y aurait plus de service militaire ! Quoi ! la France serait cultivée de façon à pouvoir nourrir deux cent cinquante millions d'hommes ; il n'y aurait plus d'impôt, la France vivrait de ses rentes ! Quoi ! la femme voterait, l'enfant aurait un droit devant le père, la mère de famille ne serait plus une sujette et une servante, le mari n'aurait plus le droit de tuer sa femme ! Quoi ! le prêtre ne serait plus le maître ! Quoi ! il n'y aurait plus de batailles, il n'y aurait plus de soldats, il n'y aurait plus de bourreaux, il n'y aurait plus de potences et de guillotines ! Mais c'est épouvantable ! il fallait nous sauver. Le président l'a fait ; vive l'empereur ! — Vous lui résistez ; nous vous déchirons ; nous écrivons sur vous des choses quelconques.

Nous savons bien que ce que nous disons n'est pas vrai, mais nous

protégeons la société, et la calomnie qui protège la société est d'utilité publique. Puisque la magistrature est avec le coup d'état, la justice y est aussi ; puisque le clergé est avec le coup d'état, la religion y est aussi ; la religion et la justice sont des figures immaculées et saintes ; la calomnie qui leur est utile participe de l'honneur qu'on leur doit ; c'est une fille publique, soit, mais elle sert des vierges.

Respectez-la.

Ainsi raisonnent les insulteurs.

Ce que le proscrit a de mieux à faire, c'est de penser à autre chose.

V

Puisqu'il est au bord de la mer, qu'il en profite. Que cette mobilité sous l'infini lui donne la sagesse. Qu'il médite sur l'émeute éternelle des flots contre le rivage et des impostures contre la vérité. Les diatribes sont vainement convulsives. Qu'il regarde la vague cracher sur le rocher, et qu'il se demande ce que cette salive y gagne et ce que ce granit y perd.

Non, pas de révolte contre l'injure, pas de dépense d'émotion, pas de représailles, ayez une tranquillité sévère. La roche ruisselle, mais ne bouge pas. Parfois elle brille du ruissellement. La calomnie finit par être un lustre. À un ruban d'argent sur la rose, on reconnaît que la chenille a passé.

Le crachat au front du Christ, quoi de plus beau !

Un prêtre, un certain Ségur, a appelé Garibaldi poltron. Et, en verve de métaphore, il ajoute : Comme la lune. — Garibaldi poltron comme la lune ! Ceci plaît à la pensée. Et il en découle des conséquences.

Achille est lâche, donc Thersite est brave ; Voltaire est stupide, donc Ségur est profond.

Que le proscrit fasse son devoir, et qu'il laisse la diatribe faire sa besogne.

Que le proscrit traqué, trahi, hué, aboyé, mordu, se taise.

C'est grand le silence.

Aussi bien vouloir éteindre l'injure, c'est l'attiser. Tout ce que l'on jette à la calomnie lui est combustible.

Elle emploie à son métier sa propre honte. La contredire, c'est la satisfaire. Au fond, la calomnie estime profondément le calomnié. C'est elle qui souffre ; elle meurt du dédain. Elle aspire à l'honneur d'un démenti. Ne le lui accordez pas. Être soufflетée lui prouverait qu'on l'aperçoit. Elle montrerait sa joue toute chaude en disant : Donc j'existe !

VI

D'ailleurs, pourquoi et de quoi les proscrits se plaindraient-ils ?

Regardez toute l'histoire. Les grands hommes sont encore plus insultés qu'eux.

L'outrage est une vieille habitude humaine ; jeter des pierres plaît aux mains fainéantes ; malheur à tout ce qui dépasse le niveau ; les sommets ont la propriété de faire venir d'en haut la foudre et d'en bas la lapidation. C'est presque leur faute ; pourquoi sont-ils des sommets ? Ils attirent le regard et l'affront. Ce passant, l'envieux, n'est jamais absent de la rue et a pour fonction la haine ; et toujours on le rencontre, petit et furieux, dans l'ombre des hauts édifices.

Les spécialistes auraient des études à faire dans la recherche des causes d'insomnie des grands hommes. Homère dort, bonus dormitat ; ce sommeil est piqué par Zoïle. Eschyle sent sur sa peau la cuisson d'Eupolis et de Cratinus ; ces infiniment petits abondent ; Virgile a sur lui Moevius ; Horace, Licilius ; Juvénal, Codrus ; Dante a Cecchi ; Shakespeare a Green ; Rotrou a Scudéri, et Corneille a l'académie ; Molière a Donneau de Visé, Montesquieu a Desfontaines, Buffon a Labeaumelle, Jean-Jacques a Palissot, Diderot a Nonotte, Voltaire a Fréron. La gloire, lit doré où il y a des punaises.

L'exil n'est pas la gloire, mais il a avec la gloire cette ressemblance, la vermine. L'adversité n'est pas une chose qu'on laisse tranquille. Voir le sommeil du juste banni déplaît aux ramasseurs de miettes sous les tables de Néron ou de Tibère. Comment, il dort ! Il est donc heureux ! mordons-le !

Un homme terrassé, gisant, balayé dehors (ce qui est tout simple ; quand Vitellius est l'idole, Juvénal est l'ordure), un expulsé, un déshérité, un vaincu, on est jaloux de cela. Chose bizarre, les proscrits ont des envieux. Cela se comprendrait des hautes vertus enviant les hautes infortunes, de Caton enviant Régulus, de Thraséas enviant Brutus, de Rabbe enviant Barbès. Mais point. Ce sont les vils qui se mêlent d'être jaloux des altiers ; ce qui est importuné par la fière protestation du vaincu, c'est la nullité plate et vaine. Gustave Planche jalouse Louis Blanc, Baculard jalouse Milton, et Jocrisse jalouse Eschyle.

L'insulteur antique ne suivait que le char du vainqueur, l'insulteur

actuel suit la claie du vaincu. Le vaincu saigne. Les insulteurs ajoutent leur boue à ce sang. Soit. Qu'ils aient cette joie.

Cette joie paraît d'autant plus réelle qu'elle n'est point haïe du maître et qu'elle est habituellement payée. Les fonds secrets s'épanouissent en outrages publics. Les despotes, dans leur guerre aux proscrits, ont deux auxiliaires ; premièrement, l'envie, deuxièmement, la corruption.

Quand on dit ce que c'est que l'exil, il faut entrer un peu dans le détail. L'indication de certains rongeurs spéciaux fait partie du sujet, et nous avons dû pénétrer dans cette entomologie.

VII

Tels sont les petits côtés de l'exil, voici les grands :

Songer, penser, souffrir.

Être seul et sentir qu'on est avec tous ; exécrer le succès du mal, mais plaindre le bonheur du méchant ; s'affermir comme citoyen et se purifier comme philosophe ; être pauvre, et réparer sa ruine avec son travail ; méditer et préméditer, méditer le bien et préméditer le mieux ; n'avoir d'autre colère que la colère publique, ignorer la haine personnelle ; respirer le vaste air vivant des solitudes, s'absorber dans la grande rêverie absolue ; regarder ce qui est en haut sans perdre de vue ce qui est en bas ; ne jamais pousser la contemplation de l'idéal jusqu'à l'oubli du tyran ; constater en soi le magnifique mélange de l'indignation qui s'accroît et de l'apaisement qui augmente ; avoir deux âmes, son âme et la patrie.

Une chose est douce, c'est la pitié d'avance ; tenir la clémence prête pour le coupable quand il sera terrassé et agenouillé ; se dire qu'on ne repoussera jamais des mains jointes. On sent une joie auguste à faire aux vaincus de l'avenir, quels qu'ils soient, et aux fugitifs inconnus une promesse d'hospitalité. La colère désarme devant l'ennemi accablé. Celui qui écrit ces lignes a habitué ses compagnons d'exil à lui entendre dire : — Si jamais, le lendemain d'une révolution, Bonaparte en fuite frappe à ma porte et me demande asile, pas un cheveu ne tombera de sa tête.

Ces méditations, compliquées de tous les déchaînements de l'adversité, plaisent à la conscience du proscrit.

Elles ne l'empêchent pas de faire son devoir. Loin de là. Elles l'y encouragent. Sois d'autant plus sévère aujourd'hui que tu seras plus compatissant demain ; foudroie le puissant en attendant que tu secoures le suppliant. Plus tard, tu ne mettras à ton amnistie qu'une condition, le repentir.

Aujourd'hui tu as affaire au crime heureux. Frappe.

Creuser le précipice à l'ennemi vainqueur, préparer l'asile à l'ennemi vaincu, combattre avec l'espoir de pouvoir pardonner, c'est là le grand effort et le grand rêve de l'exil. Ajoutez à cela le dévouement à la souffrance universelle. Le proscrit a ce contentement magnanime de ne pas être inutile. Blessé lui-même, saignant lui-même, il s'oublie, et il

panse de son mieux la plaie humaine. On croit qu'il fait des songes ; non ; il cherche la réalité. Disons plus, il la trouve. Il rôde dans le désert et il songe aux villes, aux tumultes, aux fourmillements, aux misères, à tout ce qui travaille, à la pensée, à la charrue, à l'aiguille, aux doigts rouges de l'ouvrière sans feu dans la mansarde, au mal qui pousse là où l'on ne sème pas le bien, au chômage du père, à l'ignorance de l'enfant, à la croissance des mauvaises herbes dans les cerveaux laissés incultes, aux rues le soir, aux pâles réverbères, aux offres que la faim peut faire aux passants, aux extrémités sociales, à la triste fille qui se prostitue, hommes, par notre faute. Sondages douloureux et utiles. Couvez le problème, la solution éclora. Il rêve sans relâche. Ses pas le long de la mer ne sont point perdus.

Il fraternise avec cette puissance, l'abîme. Il regarde l'infini, il écoute l'ignoré. La grande voix sombre lui parle.

Toute la nature en foule s'offre à ce solitaire. Les analogies sévères l'enseignent et le conseillent. Fatal, persécuté, pensif, il a devant lui les nuées, les souffles, les aigles ; il constate que sa destinée est tonnante et noire comme les nuées, que ses persécuteurs sont vains comme les souffles, et que son âme est libre comme les aigles.

Un exilé est un bienveillant. Il aime les roses, les nids, le va-et-vient des papillons. L'été il s'épanouit dans la douce joie des êtres ; il a une foi inébranlable dans la bonté secrète et infinie, étant puéril au point de croire en Dieu ; il fait du printemps sa maison ; les entrelacements des branches, pleins de charmants antres verts, sont la demeure de son esprit ; il vit en avril, il habite floréal ; il regarde les jardins et les prairies, émotion profonde ; il guette les mystères d'une touffe de gazon ; il étudie ces républiques, les fourmis et les abeilles ; il compare les mélodies diverses joutant pour l'oreille d'un Virgile invisible dans la géorgique des bois ; il est souvent attendri jusqu'aux larmes parce que la nature est belle ; la sauvagerie des halliers l'attire, et il en sort doucement effaré ; les attitudes des rochers l'occupent ; il voit à travers sa rêverie les petites filles de trois ans courir sur la grève, leurs pieds nus dans la mer, leurs jupes retroussées à deux bras, montrant à la fécondité immense leur ventre innocent ; l'hiver, il émiette du pain sur la neige pour les oiseaux. De temps en temps on lui écrit : Vous savez, telle pénalité est abolie ; vous savez, telle tête ne sera pas coupée. Et il lève les mains au ciel.

VIII

Contre cet homme dangereux les gouvernements se prêtent main-forte.

Ils s'accordent réciproquement entre eux la persécution des proscrits, les internements, les expulsions, quelquefois les extraditions. Les extraditions ! oui, les extraditions. Il en fut question à Jersey, en 1855. Les exilés purent voir, le 18 octobre, amarré au quai de Saint-Hélier, un navire de la marine impériale, l'Ariel, qui venait les chercher ; Victoria offrait les proscrits à Napoléon ; d'un trône à l'autre on se fait de ces politesses.

Le cadeau n'eut pas lieu. La presse royaliste anglaise applaudissait ; mais le peuple de Londres le prenait mal. Il se mit à gronder. Ce peuple est ainsi fait ; son gouvernement peut être caniche, lui il est dogue. Le dogue, c'est un lion dans un chien ; la majesté dans la probité, c'est le peuple anglais.

Ce bon et fier peuple montra les dents ; Palmerston et Bonaparte durent se contenter de l'expulsion. Les proscrits s'émurent médiocrement.

Ils reçurent avec un sourire la signification officielle, un peu baragouinée. Soit, dirent les proscrits. Expioulcheune. Cette prononciation les satisfit.

À cette époque, si les gouvernements étaient de connivence avec le prescripteur, on sentait entre les proscrits et les peuples une complicité superbe. Cette solidarité, d'où résultera l'avenir, se manifestait sous toutes les formes, et l'on en trouvera les marques à chacune des pages de ce livre.

Elle éclatait à l'occasion d'un passant quelconque, d'un homme isolé, d'un voyageur reconnu sur une route ; faits imperceptibles sans doute, et de peu d'importance, mais significatifs. En voici un qui mérite peut-être qu'on s'en souvienne.

IX

En l'été de 1867, Louis Bonaparte avait atteint le maximum de gloire possible à un crime. Il était sur le sommet de sa montagne, car on arrive en haut de la honte ; rien ne lui faisait plus obstacle ; il était infâme et suprême ; pas de victoire plus complète, car il semblait avoir vaincu les consciences. Majestés et altesses, tout était à ses pieds ou dans ses bras ; Windsor, le Kremlin, Schoenbrunn

et Potsdam se donnaient rendez-vous aux Tuileries ; on avait tout, la gloire politique, M. Rouher ; la gloire militaire, M. Bazaine ; et la gloire littéraire, M. Nisard ; on était accepté par de grands caractères, tels que MM. Vieillard et Mérimée ; le Deux-Décembre avait pour lui la durée, les quinze années de Tacite, grande mortalis oevi spatium ; l'empire était en plein triomphe et en plein midi, s'étalant. On se moquait d'Homère sur les théâtres et de Shakespeare à l'académie. Les professeurs d'histoire affirmaient que Léonidas et Guillaume Tell n'avaient jamais existé ; tout était en harmonie ; rien ne détonnait, et il y avait accord entre la platitude des idées et la soumission des hommes ; la bassesse des doctrines était égale à la fierté des personnages ; l'avilissement faisait loi ; une sorte d'Anglo-France existait, mi-partie de Bonaparte et de Victoria, composée de liberté selon Palmerston et d'empire selon Troplong ; plus qu'une alliance, presque un baiser.

Le grand juge d'Angleterre rendait des arrêts de complaisance ; le gouvernement britannique se déclarait le serviteur du gouvernement impérial, et, comme on vient de le voir, lui prouvait sa subordination par des expulsions, des procès, des menaces d'alien-bill, et de petites persécutions, format anglais.

Cette Anglo-France proscrivait la France et humiliait l'Angleterre, mais elle régnait ; la France esclave, l'Angleterre domestique, telle était la situation. Quant à l'avenir, il était masqué. Mais le présent était de l'opprobre à visage découvert, et, de l'aveu de tous, c'était magnifique. À Paris, l'exposition universelle resplendissait et éblouissait l'Europe ; il y avait là des merveilles ; entre autres, sur un piédestal, le canon Krupp, et l'empereur des français félicitait le roi de Prusse.

C'était le grand moment prospère.

Jamais les proscrits n'avaient été plus mal vus. Dans certains journaux

anglais, on les appelait « les rebelles ».

Dans ce même été, un jour du mois de juillet, un passager faisait la traversée de Guernesey à Southampton. Ce passager était un de ces « rebelles » dont on vient de parler. Il était représentant du peuple en 1851 et avait été exilé le 2 décembre. Ce passager, dont le nom est inutile à dire ici, car il n'a été que l'occasion du fait que nous allons raconter, s'était embarqué le matin même, à Saint-Pierre-Port, sur le bateau-poste Normandy. La traversée de Guernesey à Southampton est de sept ou huit heures.

C'était l'époque où le khédive, après avoir salué Napoléon, venait saluer Victoria, et, ce jour-là même, la reine d'Angleterre offrait au vice-roi d'Égypte le spectacle de la flotte anglaise dans la rade de Sheerness, voisine de Southampton.

Le passager dont nous venons de parler était un homme à cheveux blancs, silencieux, attentif à la mer. Il se tenait debout près du timonier.

Le Normandy avait quitté Guernesey à dix heures du matin ; il était environ trois heures de l'après-midi ; on approchait des Needles, qui marquent l'extrémité sud de l'île de Wight ; on apercevait cette haute architecture sauvage de la mer et ces colossales pointes de craie qui sortent de l'océan comme les clochers d'une prodigieuse cathédrale engloutie ; on allait entrer dans la rivière de Southampton ; le timonier commençait à manœuvrer à bâbord.

Le passager regardait l'approche des Aiguilles, quand tout à coup il s'entendit appeler par son nom ; il se retourna ; il avait devant lui le capitaine du navire.

Ce capitaine était à peu près du même âge que lui ; il se nommait Harvey ; il avait de robustes épaules, d'épais favoris blancs, la face hâlée et fière, l'œil gai.

— Est-il vrai, monsieur, dit-il, que vous désiriez voir la flotte anglaise ?

Le passager n'avait pas exprimé ce vœu, mais il avait entendu des femmes témoigner vivement ce désir autour de lui.

Il se borna à répondre :

— Mais, capitaine, ce n'est pas votre itinéraire.

Le capitaine reprit :

— Ce sera mon itinéraire si vous le voulez.

Le passager eut un mouvement de surprise.

— Changer votre route ?

— Oui.

— Pour m'être agréable ?

— Oui.

— Un vaisseau français ne ferait pas cela pour moi !

— Ce qu'un vaisseau français ne ferait pas pour vous, dit le capitaine, un vaisseau anglais le fera.

Et il reprit :

— Seulement, pour ma responsabilité devant mes chefs, écrivez-moi sur mon livre votre volonté.

Et il présenta son livre de bord au passager, qui écrivit sous sa dictée : « Je désire voir la flotte anglaise ». et signa.

Un moment après, le steamer obliquait à tribord, laissait à gauche les Aiguilles et la rivière de Southampton et entrait dans la rade de Sheerness.

Le spectacle était beau en effet. Toutes les batteries mêlaient leurs fumées et leurs tonnerres ; les silhouettes des massifs navires cuirassés s'échelonnaient les unes derrière les autres dans une brume rougeâtre, vaste pêle-mêle de mâtures apparues et disparues ; le Normandy passait au milieu de ces hautes ombres, salué par les hurrahs ; cette course à travers la flotte anglaise dura plus de deux heures.

Vers sept heures, quand le Normandy arriva à Southampton, il était pavoisé.

Un des amis du capitaine Harvey, M. Rascol, directeur du Courrier de l'Europe, l'attendait sur le port ; il s'étonna du navire pavoisé.

— Pour qui donc avez-vous pavoisé, capitaine ? Pour le khédive ?

Le capitaine répondit :

— Pour le proscrit.

Pour le proscrit. Traduisez : Pour la France.

Nous n'aurions pas raconté ce fait, s'il n'empruntait une grandeur singulière à la fin du capitaine Harvey.

Cette fin, la voici.

Trois ans après cette revue de Sheerness, très peu de temps après avoir remis à son passager de juillet 1867 une adresse des marins de la Manche, dans la nuit du 17 mars 1870, le capitaine Harvey faisait son trajet habituel de Southampton à Guernesey. Une brume couvrait la mer. Le capitaine Harvey était debout sur la passerelle du steamer, et manœuvrait avec précaution, à cause de la nuit et du brouillard. Les passagers dormaient.

Le Normandy était un très grand navire, le plus beau peut-être des bateaux-poste de la Manche, six cents tonneaux, deux cent vingt pieds anglais de long, vingt-cinq de large ; il était « jeune », comme disent les marins, il n'avait pas sept ans. Il avait été construit en 1863.

Le brouillard s'épaississait, on était sorti de la rivière de Southampton, on était en pleine mer, à environ quinze milles au-delà des

Aiguilles.

Le packet avançait lentement. Il était quatre heures du matin.

L'obscurité était absolue, une sorte de plafond bas enveloppait le steamer, on distinguait à peine la pointe des mâts.

Rien de terrible comme ces navires aveugles qui vont dans la nuit.

Tout à coup dans la brume une noirceur surgit ; fantôme et montagne, un promontoire d'ombre courant dans l'écume et trouant les ténèbres.

C'était la Mary, grand steamer à hélice, venant d'Odessa, allant à Grimsby, avec un chargement de cinq cents tonnes de blé ; vitesse énorme, poids immense. La Mary courait droit sur le Normandy.

Nul moyen d'éviter l'abordage, tant ces spectres de navires dans le brouillard se dressent vite. Ce sont des rencontres sans approche.

Avant qu'on ait achevé de les voir, on est mort.

La Mary, lancée à toute vapeur, prit le Normandy par le travers, et l'éventra.

Du choc, elle-même, avariée, s'arrêta.

Il y avait sur le Normandy vingt-huit hommes d'équipage, une femme de service, la stuartess, et trente et un passagers, dont douze femmes.

La secousse fut effroyable. En un instant, tous furent sur le pont, hommes, femmes, enfants, demi-nus, courant, criant, pleurant. L'eau entrait furieuse. La fournaise de la machine, atteinte par le flot, râlait.

Le navire n'avait pas de cloisons étanches ; les ceintures de sauvetage manquaient.

Le capitaine Harvey, droit sur la passerelle de commandement, cria :

— Silence tous, et attention ! Les canots à la mer. Les femmes d'abord, les passagers ensuite. L'équipage après. Il y a soixante personnes à sauver.

On était soixante et un. Mais il s'oubliait.

On détacha les embarcations : Tous s'y précipitaient. Cette hâte pouvait faire chavirer les canots. Ockleford, le lieutenant, et les trois contre-maîtres, Goodwin, Bennett et West, continrent cette foule éperdue d'horreur. Dormir, et tout à coup, et tout de suite, mourir, c'est affreux.

Cependant, au-dessus des cris et des bruits, on entendait la voix grave du capitaine, et ce bref dialogue s'échangeait dans les ténèbres :

— Mécanicien Locks ?

— Capitaine ?

— Comment est le fourneau ?

— Noyé.

— Le feu ?

— Éteint.

— La machine ?

— Morte.

Le capitaine cria :

— Lieutenant Ockleford ?

Le lieutenant répondit :

— Présent.

Le capitaine reprit :

— Combien avons-nous de minutes ?

— Vingt.

— Cela suffit, dit le capitaine. Que chacun s'embarque à son tour.

Lieutenant Ockleford, avez-vous vos pistolets ?

— Oui, capitaine.

— Brûlez la cervelle à tout homme qui voudrait passer avant une femme.

Tous se turent. Personne ne résista ; cette foule sentant au-dessus d'elle cette grande âme.

La Mary, de son côté, avait mis ses embarcations à la mer, et venait au secours de ce naufrage qu'elle avait fait.

Le sauvetage s'opéra avec ordre et presque sans lutte. Il y avait, comme toujours, de tristes égoïsmes ; il y eut aussi de pathétiques dévouements[1].

Harvey, impassible à son poste de capitaine, commandait, dominait, dirigeait, s'occupait de tout et de tous, gouvernait avec calme cette angoisse, et semblait donner des ordres à la catastrophe.

On eût dit que le naufrage lui obéissait.

À un certain moment il cria :

— Sauvez Clément.

Clément, c'était le mousse. Un enfant.

Le navire décroissait lentement dans l'eau profonde.

On hâtait le plus possible le va-et-vient des embarcations entre le Normandy et la Mary.

— Faites vite, criait le capitaine.

À la vingtième minute le steamer sombra.

L'avant plongea d'abord, puis l'arrière.

Le capitaine Harvey, debout sur la passerelle, ne fit pas un geste, ne dit pas un mot, et entra immobile dans l'abîme. On vit, à travers la brume sinistre, cette statue noire s'enfoncer dans la mer.

Ainsi finit le capitaine Harvey.

Qu'il reçoive ici l'adieu du proscrit.

Pas un marin de la Manche ne l'égalait. Après s'être imposé toute sa vie le devoir d'être un homme, il usa en mourant du droit d'être un héros.

[1] note : Voir aux Notes.

X

Est-ce que le proscrit liait le prescripteur ? Non. Il le combat ; c'est tout. À outrance ? oui. Comme ennemi public toujours, jamais comme ennemi personnel. La colère de l'honnête homme ne va pas au-delà du nécessaire. Le proscrit exècre le tyran et ignore la personne du proscripteur. S'il la connaît, il ne l'attaque que dans la proportion du devoir.

Au besoin le proscrit rend justice au proscripteur ; si le proscripteur, par exemple, est dans une certaine mesure écrivain et a une littérature suffisante, le proscrit en convient volontiers. Il est incontestable, soit dit en passant, que Napoléon III eût été un académicien convenable ; l'académie sous l'empire avait, par politesse sans doute, suffisamment abaissé son niveau pour que l'empereur pût en être ; l'empereur eût pu se croire là parmi ses pairs littéraires, et sa majesté n'eût aucunement déparé celle des quarante.

À l'époque où l'on annonçait la candidature de l'empereur à un fauteuil vacant, un académicien de notre connaissance, voulant rendre à la fois justice à l'historien de César et à l'homme de Décembre, avait d'avance rédigé ainsi son bulletin de vote : Je vote pour l'admission de M. Louis Bonaparte à l'académie et au bagne.

On le voit, toutes les concessions possibles, le proscrit les fait.

Il n'est absolu qu'au point de vue des principes. Là son inflexibilité commence. Là il cesse d'être ce que dans le jargon politique on nomme « un homme pratique ».

De là ses résignations à tout, aux violences, aux injures, à la ruine, à l'exil. Que voulez-vous qu'il y fasse ? Il a dans la bouche la vérité qui, au besoin, parlerait malgré lui.

Parler par elle et pour elle, c'est là son fier bonheur.

Le vrai a deux noms ; les philosophes l'appellent l'idéal, les hommes d'état l'appellent le chimérique.

Les hommes d'état ont-ils raison ? Nous ne le pensons pas.

À les entendre, tous les conseils que peut donner un proscrit sont « chimériques ».

En admettant, disent-ils, que ces conseils aient pour eux la vérité, ils ont contre eux la réalité.

Examinons.

Le proscrit est un homme chimérique. Soit. C'est un voyant aveugle ; voyant du côté de l'absolu, aveugle du côté du relatif. Il fait de bonne philosophie et de mauvaise politique. Si on l'écoutait, on irait aux abîmes. Ses conseils sont des conseils d'honnêteté et de perdition. Les principes lui donnent raison, mais les faits lui donnent tort.

Voyons les faits.

John Brown est vaincu à Harper's Ferry. Les hommes d'état disent :

Pendez-le. Le proscrit dit : Respectez-le. On pend John Brown ; l'Union se disloque, la guerre du Sud éclate. John Brown épargné, c'était l'Amérique épargnée.

Au point de vue du fait, qui a eu raison, les hommes pratiques, ou l'homme chimérique ?

Deuxième fait. Maximilien est pris à Queretaro. Les hommes pratiques disent : Fusillez-le. L'homme chimérique dit : Graciez-le. On fusille Maximilien. Cela suffit pour rapetisser une chose immense. L'héroïque lutte du Mexique perd son suprême lustre, la clémence hautaine.

Maximilien gracié, c'était le Mexique désormais inviolable, c'était cette nation, qui avait constaté son indépendance par la guerre, constatant par la civilisation sa souveraineté ; c'était, sur le front de ce peuple, après le casque, la couronne.

Cette fois encore, l'homme chimérique voyait juste.

Troisième fait. Isabelle est détrônée. Que va devenir l'Espagne ? république ou monarchie ? Sois monarchie ! disent les hommes d'état !

Sois république ! dit le proscrit. L'homme chimérique n'est pas écouté, les hommes pratiques l'emportent ; l'Espagne se fait monarchie. Elle tombe d'Isabelle en Amédée, et d'Amédée en Alphonse, en attendant Carlos ; ceci ne regarde que l'Espagne. Mais voici qui regarde le monde : cette monarchie en quête d'un monarque donne prétexte à Hohenzollern ; de là l'embuscade de la Prusse, de là l'égorgement de la France, de là Sedan, de là la honte et la nuit.

Supposez l'Espagne république, nul prétexte à un guet-apens, aucun Hohenzollern possible, pas de catastrophes.

Donc le conseil du proscrit était sage.

Si par hasard on découvrait un jour cette chose étrange que la vérité n'est pas imbécile, que l'esprit de compassion et de délivrance a du bon, que l'homme fort c'est l'homme droit, et que c'est la raison qui a raison !

Aujourd'hui, au milieu des calamités, après la guerre étrangère, après la guerre civile, en présence des responsabilités encourues de deux côtés, le proscrit d'autrefois songe aux proscrits d'aujourd'hui, il se penche sur les exils, il a voulu sauver John Brown, il a voulu sauver Maximilien, il a

voulu sauver la France, ce passé lui éclaire l'avenir, il voudrait fermer la plaie de la patrie et il demande l'amnistie.

Est-ce un aveugle ? est-ce un voyant ?

XI

En décembre 1851, quand celui qui écrit ces lignes arriva chez l'étranger, la vie eut d'abord quelque dureté. C'est en exil surtout que se fait sentir le res angusta domi.

Cette esquisse sommaire de « ce que c'est que l'exil » ne serait pas complète si ce côté matériel de l'existence du proscrit n'était pas indiqué, en passant, et du reste, avec la sobriété convenable.

De tout ce que cet exilé avait possédé il lui restait sept mille cinq cents francs de revenu annuel. Son théâtre, qui lui rapportait soixante mille francs par an, était supprimé. La hâtive vente à l'encan de son mobilier avait produit un peu moins de treize mille francs. Il avait neuf personnes à nourrir.

Il avait à pourvoir aux déplacements, aux voyages, aux emménagements nouveaux, aux mouvements d'un groupe dont il était le centre, à tout l'inattendu d'une existence désormais arrachée de terre et maniable à tous les vents ; un proscrit, c'est un déraciné. Il fallait conserver la dignité de la vie et faire en sorte qu'autour de lui personne ne souffrît.

De là une nécessité immédiate de travail.

Disons que la première maison d'exil, Marine-Terrace, était louée au prix très modéré de quinze cents francs par an.

Le marché français était fermé à ses publications.

Ses premiers éditeurs belges imprimèrent tous ses livres sans lui rendre aucun compte, entre autres les deux volumes des Oeuvres oratoires.

Napoléon le Petit fit seul exception. Quant aux Châtiments, ils coûtèrent à l'auteur deux mille cinq cents francs.

Cette somme, confiée à l'éditeur Samuel, n'a jamais été remboursée. Le produit total de toutes les éditions des Châtiments a été pendant dix-huit ans confisqué par les éditeurs étrangers.

Les journaux royalistes anglais faisaient sonner très haut l'hospitalité anglaise, mélangée, on s'en souvient, d'assauts nocturnes et d'expulsions, du reste comme l'hospitalité belge. Ce que l'hospitalité anglaise avait de complet, c'était sa tendresse pour les livres des exilés. Elle réimprimait ces livres et les publiait et les vendait avec l'empressement le plus cordial

au bénéfice des éditeurs anglais. L'hospitalité pour le livre allait jusqu'à oublier l'auteur. La loi anglaise, qui fait partie de l'hospitalité britannique, permet ce genre d'oubli. Le devoir d'un livre est de laisser mourir de faim l'auteur, témoin Chatterton, et d'enrichir l'éditeur. Les Châtiments en particulier ont été vendus et se vendent encore et toujours en Angleterre au profit unique du libraire Jeffs. Le théâtre anglais n'était pas moins hospitalier pour les pièces françaises que la librairie anglaise pour les livres français. Aucun droit d'auteur n'a jamais été payé pour Ruy Blas, joué plus de deux cents fois en Angleterre.

Ce n'est pas sans raison, on le voit, que la presse royaliste-bonapartiste de Londres reprochait aux proscrits d'abuserde l'hospitalité anglaise.

Cette presse a souvent appelé celui qui écrit ces lignes, avare.

Elle l'appelait aussi « ivrogne », abandonned drinker.

Ces détails font partie de l'exil.

XII

Cet exilé ne se plaint de rien. Il a travaillé. Il a reconstruit sa vie pour lui et pour les siens. Tout est bien.

Y a-t-il du mérite à être proscrit ? Non. Cela revient à demander : Y a-t-il du mérite à être honnête homme ? Un proscrit est un honnête homme qui persiste dans l'honnêteté. Voilà tout.

Il y a telle époque où cette persistance est rare. Soit. Cette rareté ôte quelque chose à l'époque, mais n'ajoute rien à l'honnête homme.

L'honnêteté, comme la virginité, existe en dehors de l'éloge. Vous êtes pur parce que vous êtes pur. L'hermine n'a aucun mérite à être blanche.

Un représentant proscrit pour le peuple fait un acte de probité. Il a promis, il tient sa promesse. Il la tient au-delà même de la promesse, comme doit faire tout homme scrupuleux. C'est en cela que le mandat impératif est inutile ; le mandat impératif a le tort de mettre un mot dégradant sur une chose noble, qui est l'acceptation du devoir ; en outre, il omet l'essentiel, qui est le sacrifice ; le sacrifice, nécessaire à accomplir, impossible à imposer. L'engagement réciproque, la main de l'élu mise dans la main de l'électeur, le mandant et le mandataire se donnent mutuellement parole, le mandataire de défendre le mandant, le mandant de soutenir le mandataire, deux droits et deux forces mêlés, telle est la vérité. Cela étant, le représentant doit faire son devoir, et le peuple le sien. C'est la dette de la conscience acquittée des deux côtés.

Mais quoi, se dévouer jusqu'à l'exil ? Sans doute. Alors c'est beau ; non, c'est simple. Tout ce qu'on peut dire du représentant proscrit, c'est qu'il n'a pas trompé sur la qualité de la chose promise. Un mandat est un contrat. Il n'y a aucune gloire à ne point vendre à faux poids.

Le représentant honnête homme exécute le contrat. Il doit aller, et il va, jusqu'au bout de l'honneur et de la conscience. Là il trouve le précipice. Soit. Il y tombe. Parfaitement.

Y meurt-il ? Non, il y vit.

XIII

Résumons-nous.

Ce genre d'existence, l'exil, a, on le voit, une certaine variété d'aspects.

C'est de cette vie, agitée si l'on regarde la destinée, tranquille si l'on regarde l'âme, qu'a vécu, de 1851 à 1870, du Deux-Décembre au Quatre-Septembre, l'absent qui rend aujourd'hui compte à son pays de son absence par la publication de ce livre. Cette absence a duré dix-neuf ans et neuf mois. Qu'a-t-il fait pendant ces longues années ?

Il a essayé de ne pas être inutile. La seule belle chose de cette absence, c'est que lui, misérable, les misères sont venues le trouver ; les naufrages ont demandé secours à ce naufragé. Non seulement les individus, mais les peuples ; non seulement les peuples, mais les consciences ; non seulement les consciences, mais les vérités. Il lui a été donné de tendre la main du haut de son écueil à l'idéal tombé dans le gouffre ; il lui semblait par moments que l'avenir en détresse tâchait d'aborder à son rocher. Qu'était-il pourtant ? Peu de chose. Un effort vivant. En présence de toutes les mauvaises forces conjurées et triomphantes, qu'est-ce qu'une volonté ?

Rien, si elle représente l'égoïsme ; tout, si elle représente le droit.

La plus inexpugnable des positions résulte du plus profond des écroulements ; il suffit que l'homme écroulé soit un homme juste ; insistons-y, si cet homme a raison, il est bon qu'il soit accablé, ruiné, spolié, expatrié, bafoué, insulté, renié, calomnié et qu'il résume en lui toutes les formes de la défaite et de la faiblesse ; alors il est tout-puissant.

Il est indomptable ayant en lui la droiture ; il est invincible ayant pour lui la réalité. Quelle force que ceci : n'être rien ! N'avoir plus rien à soi, n'avoir plus rien sur soi, c'est la meilleure condition de combat. Cette absence d'armure prouve l'invulnérable. Pas de situation plus haute que celle-là, être tombé pour la justice. En face de l'empereur se dresse le proscrit.

L'empereur damne, le proscrit condamne. L'un dispose des codes et des juges ; l'autre dispose des vérités. Oui, il est bon d'être tombé. La chute de ce qui a été la prospérité fait l'autorité d'un homme ; votre pouvoir et votre richesse sont souvent votre obstacle ; quand cela vous

quitte, vous êtes débarrassé, et vous vous sentez libre et maître ; rien ne vous gêne désormais ; en vous retirant tout on vous a tout donné ; tout est permis à qui tout est défendu ; vous n'êtes plus contraint d'être académique et parlementaire ; vous avez la redoutable aisance du vrai, sauvagement superbe. La puissance du proscrit se compose de deux éléments ; l'un qui est l'injustice de sa destinée, l'autre qui est la justice de sa cause. Ces deux forces contradictoires s'appuient l'une sur l'autre ; situation formidable et qui peut se résumer en deux mots :

Hors la loi, dans le droit.

Le tyran qui vous attaque rencontre pour premier adversaire sa propre iniquité, c'est-à-dire lui-même, et pour deuxième adversaire votre conscience, c'est-à-dire Dieu.

Combat, certes, inégal. Défaite certaine du tyran. Allez devant vous, justicier.

Ce sont ces réalités que, dans les premières pages de cette introduction, nous avons essayé d'exprimer en cette ligne :

L'exil, c'est la nudité du droit.

XIV

C'est pourquoi celui qui écrit ceci a été pendant ces dix-neuf années content et triste ; content de lui-même, triste d'autrui ; content de se sentir honnête, triste du crime à extension indéfinie qui d'âme en âme gagnait la conscience publique et avait fini par s'appeler la satisfaction des intérêts. Il était indigné et accablé de ce malheur national qu'on appelait la prospérité de l'empire. Les joies d'orgie sont misères. Une prospérité qui est la dorure d'un forfait ment et couve une calamité. L'œuf du Deux-Décembre est Sedan.

C'étaient là les douleurs du proscrit, douleurs pleines de devoirs.

Il pressentait l'avenir et dénonçait dans l'étourdissement des fêtes l'approche des catastrophes. Il entendait le pas des événements auquel sont sourds les heureux. Les catastrophes sont arrivées, ayant en elles la double force d'impulsion qui leur venait de Bonaparte et de Bismarck, d'un guet-apens punissant l'autre. En somme, l'empire est tombé et la France se relèvera. Dix milliards et deux provinces, c'est notre rançon. C'est cher, et nous avons droit au remboursement. En attendant, soyons calmes ; l'empire de moins, c'est l'honneur de plus.

La situation actuelle est bonne. Mieux vaut la France mutilée par une voie de fait qu'amoindrie par un déshonneur. C'est la différence d'une plaie à un virus. On guérit de la plaie, on meurt de la peste. La France eût agonisé par l'empire. La honte bue, c'est la France morte.

Aujourd'hui la honte est vomie, la France vivra.

Le peuple n'a plus rien en lui que de sain et de robuste, à présent que le 18 brumaire et le 2 décembre sont recrachés.

Dans la solitude où il méditait l'avenir, les préoccupations de l'exilé étaient sévères, mais sereines ; ses désespoirs étaient mêlés d'espérances. Il avait, on vient de le voir, la mélancolie du malheur public, et en même temps la joie altière de se sentir proscrit. L'exil était pour cet homme une joie, parce qu'il était une puissance. Une bulle dit de Luther excommunié, mais indompté : Stat coram pontifice sicut Satanas coram Jehovah. La comparaison est juste, et le proscrit qui parle ici le reconnaît. Par-dessus le silence fait en France, par-dessus la tribune aplatie, par-dessus la presse bâillonnée, le proscrit, libre comme le Satan du vrai devant le Jéhovah du faux, pouvait prendre la parole et la prenait. Il défendait le

suffrage universel contre le plébiscite, le peuple contre la foule, la gloire contre le reître, la justice contre le juge, le flambeau contre le bûcher, et Dieu contre le prêtre. De là ce long cri qui remplit ce livre. De toutes parts, nous venons de le dire et dans ce livre on le verra, les détresses s'adressaient à lui, sachant qu'il ne reculait devant aucun devoir. Les opprimés voyaient en lui l'accusateur public du crime universel. Il suffit, pour accepter cette mission, d'être une âme, et, pour remplir cette fonction, d'être une voix. Une âme probe et une voix libre, il a été cela. Il entendait des appels à l'horizon, et du fond de son isolement il y répondait.

C'est là ce qu'on va lire.

Toutes les persécutions des maîtres se déchaînaient sur lui, et il y avait, et il y a encore, sur son nom une inexprimable condensation de haine ; mais qu'est-ce que cela fait, et qu'importe ? Il n'en a pas moins eu le fier bonheur d'être proscrit vingt ans, et de tenir tête, lui solitaire à toutes les multitudes, lui désarmé à toutes les légions, lui rêveur à tous les meurtriers, lui banni à tous les despotes, lui atome à tous les colosses, n'ayant en lui que cette seule force, un rayon de lumière.

Cette lumière, c'était, nous l'avons dit, le droit, l'éternel droit.

Il remercie Dieu. Pendant tout le temps qu'il faut à un front de quarante ans pour devenir un front de soixante ans, il a vécu de cette vie hautaine. Il a été l'expulsé, le traqué, le chassé. Il a été abandonné de tous et n'a abandonné personne. Il a connu l'excellence du désert ; c'est au désert qu'est l'écho. Là on entend la clameur des peuples. Pendant que les oppresseurs travaillaient au mal sous la fixité de son regard, il a tâché de travailler au bien. Il a laissé tous les tyrans manier toutes les foudres au-dessus de sa tête, n'ayant, lui, d'autre souci que la calamité publique. Il a habité un écueil, il a rêvé, médité, songé, tranquille sous une nuée de colère et de menaces ; et il se déclare satisfait ; car de quoi peut-on se plaindre quand on a eu vingt ans auprès de soi et avec soi, la justice, la raison, la conscience, la vérité, le droit, et la mer aux bruits immenses ?

Et dans toute cette ombre il a été aimé.

La haine n'a pas été seule sur lui ; un sombre amour rayonnait jusqu'à sa solitude ; il a senti la profonde chaleur du peuple doux et triste, l'ouverture des cœurs s'est faite de son côté, il remercie l'immense âme humaine. Il a été aimé de loin et de près. Il a eu autour de lui d'intrépides compagnons d'épreuve, obstinés au devoir, opiniâtres au juste et au vrai, combattants indignés et souriants ; cet illustre Vacquerie, cet admirable Paul Meurice, ce stoïque Schoelcher, et Ribeyrolles, et Dulac, et Kesler, ces vaillants hommes, et toi, mon Charles, et toi, mon Victor… — Je m'arrête. Laissez-moi me souvenir.

XV

Il ne finira pas ces pages, pourtant, sans dire que, durant cette longue nuit faite par l'exil, il n'a pas perdu de vue Paris un seul instant.

Il le constate, et, lui qui a été si longtemps l'habitant de l'obscurité, il a le droit de le constater, même dans l'assombrissement de l'Europe, même dans l'occultation de la France, Paris ne s'éclipse pas. Cela tient à ce que Paris est la frontière de l'avenir.

Frontière visible de l'inconnu. Toute la quantité de Demain qui peut être entrevue dans Aujourd'hui. C'est là Paris.

Qui cherche des yeux le Progrès, aperçoit Paris.

Il y a des villes noires ; Paris est la ville de lumière.

Le philosophe la distingue au fond de ses songes.

XVI

Voir vivre cette ville, assister à cette grandeur, c'est là pour l'esprit une émotion poignante. Aucun milieu n'est plus vaste ; aucune perspective n'est plus inquiétante et plus sublime. Ceux qui, par les hasards quelconques de la vie, ont quitté la vision de Paris pour la vision de l'océan, n'ont éprouvé, en changeant de spectacle, aucune hausse d'infini. D'ailleurs, passer de l'horizon des hommes à l'horizon des choses, cela n'efface rien. Ce rêve en arrière, auquel s'opiniâtre la mémoire, est flottant comme le nuage, mais plus tenace.

L'espace n'en fait pas ce qu'il veut. Le vent en marche jour et nuit, les quatre ouragans qui alternent à jamais, les bises, les bourrasques, les rafales, n'emportent pas la silhouette des deux tours jumelles, et ne dispersent pas l'arc de triomphe, le gothique beffroi aux tocsins, et la haute colonnade roulée autour du dôme souverain ; et, derrière les derniers lointains de l'abîme, au-dessus du bouleversement des écumes et des navires, au milieu des rayons, des nuées et des souffles, s'ébauche au fond des brumes l'immense fantôme de la cité immobile. Auguste apparition au banni. Paris, étant une idée autant qu'une ville, a l'ubiquité. Les parisiens ont Paris, et le monde l'a. On voudrait en sortir qu'on ne pourrait ; Paris est respirable. Quiconque vit, même sans le connaître, l'a en soi. À plus forte raison ceux qui l'ont connu. La distraction sauvage de l'océan se complique de ce souvenir, égal aux tempêtes. Quelque orage que fasse la mer, Paris a 93.

L'évocation se fait d'elle-même, les toits semblent surgir parmi les flots, la ville se recomposée dans toute cette onde, et ce tremblement infini s'y ajoute. Dans la cohue des Koules on croit entendre bruire la fourmilière des rues. Charme farouche. On regarde la mer et on voit Paris. Les grandes paix que comportent ces espaces ne contrarient pas ce songe. Les vastes oublis qui vous environnent n'y font rien ; la pensée arrive au calme, mais à un calme qui admet ce trouble ; l'épaisse enveloppe des ténèbres laisse passer la lueur qui vient de derrière l'horizon, et qui est Paris. On y pense, donc on le possède. Il se mêle, indistinct, aux diffusions muettes de la méditation. L'apaisement sublime du ciel constellé ne suffit pas à dissoudre au fond d'un esprit cette grande figure de la cité suprême. Ces monuments, cette histoire, ce peuple en

travail, ces femmes qui sont des déesses, ces enfants qui sont des héros, ces révolutions commençant par la colère et finissant par le chef-d'œuvre, cette toute-puissance sacrée d'un tourbillon d'intelligences, ces exemples tumultueux, cette vie, cette jeunesse ; tout cela est présent à l'absent ; et Paris reste inoubliable, et Paris demeure ineffaçable et insubmersible, même pour l'homme abîmé dans l'ombre qui passe ses nuits en contemplation devant la sérénité éternelle, et qui a dans l'âme la stupeur profonde des étoiles.

Novembre 1875.

PENDANT L'EXIL

1852

Commencement de l’exil. Belgique. — Départ de Belgique. — Angleterre.

Arrivée à Jersey. Déclaration de guerre des proscrits à l’empire.

Fraternité des vaincus de France et des vaincus de Pologne.

I – EN QUITTANT LA BELGIQUE

À Anvers, le 1er août 1852.

En décembre 1851, Victor Hugo fut un des cinq représentants du peuple élus par la gauche pour diriger la résistance et combattre le coup d'état. Ce comité des Cinq lutta depuis le 2 décembre jusqu'au 6, et dut changer vingt-sept fois d'asile. Le massacre des boulevards, le jeudi 4, assura la victoire du crime et ôta toute chance de succès aux défenseurs de la loi. Victor Hugo, caché dans Paris, et en communication avec les principaux hommes des faubourgs, voulut rester le plus longtemps possible à la disposition du peuple et épuiser jusqu'à la dernière chance de résistance. Le 11, tout espoir était évanoui. Victor Hugo ne quitta Paris que ce jour-là. Il alla à Bruxelles. Là il écrivit l'Histoire d'un crime et Napoléon le Petit. Ceci fit faire au gouvernement belge une loi, la loi Faider.

Cette loi, faite exprès pour Victor Hugo, décrétait des pénalités contre la pensée libre et déclarait sacrés et inviolables en Belgique tous les princes, crimes compris. Elle s'appela du nom de son inventeur, un nommé Faider. Ce Faider était, à ce qu'il paraît, magistrat. Victor Hugo dut chercher un autre asile. Le 1er août, il s'embarqua à Anvers pour l'Angleterre. Les proscrits français, réfugiés en Belgique, vinrent l'accompagner jusqu'à l'embarquement.

L'élite des libéraux belges se joignit aux proscrits français. Il y eut une sorte de séparation solennelle entre ces hommes, dont plusieurs devaient mourir dans l'exil.

On adressa à Victor Hugo des paroles d'adieu, auxquelles il répondit :

Frères proscrits, amis belges,

En répondant à tant de cordiales paroles qui s'adressent à moi, souffrez que je ne parle pas de moi et trouvez bon que je m'oublie.

Qu'importe ce qui m'arrive ! J'ai été exilé de France pour avoir combattu le guet-apens de décembre et m'être colleté avec la trahison ; je suis exilé de Belgique pour avoir fait Napoléon le Petit. Eh bien ! je suis banni deux fois, voilà tout. M. Bonaparte m'a traqué à Paris, il me traque à Bruxelles ; le crime se défend ; c'est tout

simple. J'ai fait mon devoir, et je continuerai de faire mon devoir.

N'en parlons plus. Certes, je souffre de vous quitter, mais est-ce que

nous ne sommes pas faits pour souffrir ? Mon cœur saigne ; laissons-le saigner. Ne nous appelons-nous pas les sacrifiés ?

Permettez donc que je laisse de côté, ce qui me touche, pour remercier Madier-Montjau de ses généreuses effusions, Charras de ses grandes et belles paroles, Deschanel de sa noble et charmante éloquence, Dussoubs et Agricol Perdiguier de leur adieu touchant, et vous-mêmes, nos amis de Belgique, de vos fraternelles sympathies si fermement exprimées ; je ne sache rien de mieux, au moment de quitter cette terre hospitalière, au moment de nous séparer peut-être pour ne plus nous revoir, qu'une dernière malédiction à Louis Bonaparte et une dernière acclamation à la république.

Vive la république, amis !

(On crie de toutes parts : Vive la république ! L'orateur reprend :)

Il y a des gens qui disent : La république est morte. Eh bien ! si elle est morte, que le monde, absorbé à cette heure dans l'assouvissement joyeux et brutal des intérêts matériels, détourne un moment la tête, et qu'il regarde l'exil saluer le tombeau !

Proscrits, si la république est morte, veillons le cadavre ! Allumons nos âmes, et laissons-les se consumer comme des cierges autour du cercueil ; restons inclinés devant l'idée morte, et, après avoir été ses soldats pour la défendre, soyons ses prêtres pour l'ensevelir.

Mais non, la république n'est pas morte !

Citoyens, je le déclare, elle n'a jamais été plus vivante. Elle est dans les catacombes, ce qui est bon. Ceux-là seuls la croient morte qui prennent les catacombes pour le tombeau. Amis, les catacombes ne sont pas le sépulcre, les catacombes sont le berceau. Le christianisme en est sorti la tiare en tête ; la république en sortira l'auréole au front. La république morte, grand Dieu ! mais elle est immortelle ! Mais à quel moment dit-on cela ! au moment où elle a, en France seulement, deux mille massacrés, douze cents suppliciés, dix mille déportés, quarante mille proscrits ! La république morte ! mais regardez donc autour de vous. La terre d'exil, les pontons, les bagnes, Bellisle, Mazas, l'Afrique, Cayenne, les fossés du Champ de Mars, le cimetière Montmartre, sont pleins de sa vie !

Citoyens, la démocratie, la liberté, la république est notre religion à nous.

Eh bien ! Passez-moi cette expression, les martyrs sont le combustible des religions. Plus il y en a dans le brasier, plus la flamme monte, plus l'idée grandit, plus, la vérité illumine. À cette heure, proscrits, je le répète, la république est plus vivante et plus éblouissante que jamais, ayant pour splendeur toutes vos misères.

Et, au besoin, je n'en voudrais pas d'autre preuve que ce reflet d'on ne sait quelle aurore qui éclaire en ce moment tous vos visages, à vous, bannis, qui m'entourez. Qu'y a-t-il en effet dans vos yeux et sur vos fronts ? La joie. La sainte joie des victimes. Sans compter la ville natale évanouie, la fortune perdue, le travail brisé, le pain qui manque, les habitudes rompues, le foyer détruit, chacun de vous a au cœur un père, une mère, des frères, des enfants, dont il a fallu se séparer, une femme aimée et quittée, quelque amour meurtri et saignant ; vous souffrez, vous vous tordez sur ces charbons ardents ; mais vous levez la tête, et votre œil dit : nous sommes contents.

C'est que vous savez que la république, votre foi, votre idée-patrie, puise une vie nouvelle dans vos tortures. Vos douleurs sont une affirmation. Le bûcher flamboie ; le martyr rayonne.

Vive la république, citoyens !

(On crie : Vive la république ! Une voix dit : Un mot aux amis belges ! Victor Hugo continue :)

Je viens d'entendre une voix me crier : un mot aux amis belges ! Est-ce que vous croyez par hasard que je vais les oublier ? (Non ! non !)

Les oublier dans cet adieu ! eux qui nous ont suivis jusqu'ici, eux qui nous entourent à cette heure de leur foule intelligente et cordiale, eux qui blâment si énergiquement les faiblesses de leur gouvernement, les oublier ! jamais !

Petite nation, ils se sont conduits comme un grand peuple.

Ils sont accourus au-devant de nous, — vous vous en souvenez, bannis ! — quand nous arrivions à leur frontière après le 2 décembre, proscrits, chassés, poursuivis, la sueur au front, l'oreille encore pleine de la rumeur du combat, la glorieuse boue des barricades à nos habits ! ils n'ont pas repoussé notre adversité ; ils n'ont pas eu peur de notre contagion ; gloire à eux ! ils ont fait, grandement et simplement, asseoir à leur foyer cette espèce de pestiférés qu'on appelle les vaincus.

Amis belges, j'arrive donc à vous sans transition.

Vous êtes nos hôtes, c'est-à-dire nos frères.

On n'a pas besoin de transition pour tendre la main à des frères.

L'un de vous, tout à l'heure, ce vaillant Louis Labarre, songeant à M. Bonaparte, attestait en termes éloquents votre nationalité, et jurait de mourir pour la défendre.

C'est bien ; je l'approuve.

Nous tous français qui sommes ici, nous l'approuvons.

Oui, si M. Bonaparte arrive, si M. Bonaparte vous envahit, s'il vient une nuit, — c'est son heure, — heurter vos frontières, traînant à sa suite, ou, pour mieux dire, poussant devant lui, — marcher en tête n'est pas sa

manière, — poussant devant lui ce qu'il appelle aujourd'hui la France, cette armée maintenant dénationalisée, ces régiments dont il a fait des hordes, ces prétoriens qui ont violé l'assemblée nationale, ces janissaires qui ont sabré la constitution, ces soldats du boulevard Montmartre, qui auraient pu être des héros et dont il a fait des brigands ; s'il arrive à vos frontières, cet homme, déclarant la Belgique pachalik, vous apportant la honte à vous qui êtes l'honneur, vous apportant l'esclavage à vous qui êtes la liberté, vous apportant le vol à vous qui êtes la probité, oh ! Levez-vous, belges, levez-vous tous ! recevez Louis Bonaparte comme vos aïeux les nerviens ont reçu Caligula ! courez aux fourches, aux pierres, aux faulx, aux socs de vos charrues ; prenez vos couteaux, prenez vos fusils, prenez vos carabines ; sautez sur la vieille épée d'Arteveld, sautez sur le vieux bâton ferré de Coppenole, remettez, s'il le faut, des boulets de marbre dans la grosse couleuvrine de Gand ; vous en trouverez à Notre-Dame de Hal ! criez aux armes ! ce n'est pas Annibal qui est aux portes, c'est Schinderhannes ! Sonnez le tocsin, battez le rappel ; faites la guerre des plaines, faites la guerre des murailles, faites la guerre des buissons ; luttez pied à pied, défendez-vous, frappez, mourez ; souvenez-vous de vos pères qui ont voulu vous léguer la gloire, souvenez-vous de vos enfants auxquels vous devez léguer la liberté !

Empruntez à Waterloo son cri funèbre : la Belgique meurt et ne se rend pas !

Si le Bonaparte vient, faites cela !

Mais, belges, si, un jour, le front dans la lumière, agitant au vent joyeux des révolutions un drapeau d'une seule couleur sur lequel, vous lirez : Fraternité des Peuples. États-Unis d'Europe, — grande, libre, fière, tendre, sereine, des épis et des lauriers dans les mains, la France, la vraie France vient à vous, oh ! levez-vous encore cette fois, belges, mais pour remplacer le bâton ferré par le rameau fleuri ! levez-vous, mais pour aller au-devant de la France, et pour lui dire :

Salut !

Levez-vous pour lui tendre la main, à notre mère, comme nous, ses fils, nous vous la tendons, et pour lui ouvrir les bras comme nous vous les ouvrons. Car cette France-là, ce ne sera pas la conquérante, ce sera l'initiatrice ; ce ne sera pas la France qui subjugue, ce sera la France qui délivre ; ce ne sera pas la France des Bonapartes, ce sera la France des nations !

Recevez-la comme une grande amie. Accueillez-la, cette victorieuse, comme, proscrite, vous l'avez accueillie. Car c'est elle que vous acclamez en ce moment ; car c'est la France qui est ici. C'est elle qui, à cette heure, quelquefois meurtrie par vos gouvernants, toujours relevée et consolée

par vous, pleure à la porte de vos villes sous la blouse de l'ouvrier ou sous le sarrau de toile du laboureur exilé.

Amis, la persécution et la douleur, c'est aujourd'hui ; les États-Unis d'Europe, les Peuples-Frères, c'est demain. Lendemain inévitable pour nos ennemis, infaillible pour nous. Amis, quelles que soient les angoisses et les duretés du moment qui passe, fixons notre pensée sur ce lendemain splendide, déjà visible pour elle, sur cette immense échéance de la liberté et de la fraternité. C'est dans cette contemplation que vous puisez votre calme, proscrits de France.

Quelquefois, comme je vous le rappelais tout à l'heure, dans la nuit lugubre où vous êtes, on s'étonne de voir dans vos yeux tant de lumière. Cette lumière, c'est la clarté de l'avenir dont vous êtes pleins.

Citoyens français et belges, en face des tyrans, levons haut les nationalités ; en présence de la démocratie, inclinons-les. La démocratie, c'est la grande patrie. République universelle, c'est patrie universelle. Au jour venu, contre les despotes, les nationalités et les patries devront pousser le cri de guerre ; l'œuvre faite, l'unité, la sainte unité humaine déposera au front de toutes les nations le baiser de paix. Montons d'échelon en échelon, d'initiation en initiation, de douleur en douleur, de misère en misère, aux grandes formules. Que chaque degré franchi élargisse l'horizon. Il y a quelque chose qui est au-dessus de l'allemand, du belge, de l'italien, de l'anglais, du français, c'est le citoyen ; il y a quelque chose qui est au-dessus du citoyen, c'est l'homme. La fin des nations, c'est l'unité, comme la fin des racines, c'est l'arbre, comme la fin des vents, c'est le ciel, comme la fin des fleuves, c'est la mer. Peuples ! il n'y a qu'un peuple. Vive la république universelle !

II – EN ARRIVANT À JERSEY

Le 5 août 1852.

Victor Hugo ne fit que traverser l'Angleterre. Le 5 août, il débarqua à Jersey. Il fut reçu à son arrivée par le groupe des proscrits français, qui l'attendaient sur le quai de Saint-Hélier.

Citoyens,

Je vous remercie de votre fraternelle bienvenue. Je la rapproche avec attendrissement de l'adieu de nos amis de Belgique. J'ai quitté la France sur le quai d'Anvers, je la retrouve sur la jetée de Saint-Hélier.

Amis, je viens de voir en Belgique un touchant spectacle : toutes les divisions oubliées, toutes les nuances républicaines réconciliées ; une concorde profonde, tous les systèmes ralliés au drapeau de l'Idée, le rapprochement des proscrits dans les bras de l'affliction ; chacun cherchant son adversaire pour en faire son ami, et son ennemi, pour en faire son frère ; toutes les rancunes évanouies dans le doux et fier sourire du malheur ; j'ai vu cela, j'en viens, j'en ai le cœur plein, c'est beau.

Oui, toutes les mains venant les unes au-devant des autres, tous les démocrates et tous les socialistes ne faisant plus qu'un seul républicain ; pas un regard farouche, pas un front à l'écart ; nulle exclusion ; tous les passés honnêtes s'acceptant, toutes les dates de l'épreuve fraternisant, toutes les natures les plus diverses mises d'accord, toutes, depuis les militants jusqu'aux philosophes.

Depuis Charras, l'homme de guerre, jusqu'à Agricol Perdiguier, l'homme de paix ; depuis ceux qui, enfants de troupe de l'Idée, ont eu le bonheur de naître et de grandir dans la foi républicaine, jusqu'à ceux qui, comme moi, nés dans d'autres rangs, ont monté de progrès en progrès, d'horizon en horizon, de sacrifice en sacrifice, à la démocratie pure.

J'ai vu cela, je le répète, et c'est à nous, les nouveaux venus, d'en féliciter la république.

Je dis les nouveaux venus, car nous autres, les républicains d'après Février, nous sommes, je le sais et j'y insiste, les ouvriers de la dernière heure ; mais on peut s'en vanter, quand cette dernière heure a été l'heure de la persécution, l'heure des larmes, l'heure du sang, l'heure du combat, l'heure de l'exil.

J'ai vu en Belgique l'admirable spectacle de la souffrance doucement

et fermement supportée. Tous prennent part aux amertumes de l'épreuve comme à un banquet commun. Ils s'aiment et ils croient. Oh ! vous qui êtes leurs frères, laissez-moi, par une dernière illusion, prolonger ici l'adieu que je leur ai fait ! Laissez-moi glorifier ces hommes qui souffrent si bien ! ces ouvriers arrachés à la ville qui nourrissait leur corps et illuminait leur intelligence, ces paysans déracinés du champ natal ; et les autres non moins méritants, lettrés, professeurs, artistes, avocats, notaires, médecins, car toutes les professions ont eu tous les courages ; laissez-moi glorifier ces bannis, ces chassés, ces persécutés, et, au milieu de tous, ces représentants du peuple qui, après avoir lutté trois ans à la tribune contre une coalition de réactions, de trahisons et de haines, ont lutté quatre jours dans la rue contre une armée !

Ces représentants, je les ai connus, ils sont mes amis, laissez-moi vous en parler, permettez-moi ces effusions, je les ai vus dans les mêlées ; je les ai vus sur le penchant des catastrophes ; j'ai vu leur calme dans les barricades ; j'ai vu, ce qui est plus rare que le courage militaire, leur front intrépide dans les luttes parlementaires, pendant que l'avenir mystérieux les menaçait, pendant que les fureurs de la majorité s'acharnaient sur eux, pendant que la presse monarchique, c'est-à-dire anarchique, les insultait, que les journaux bonapartistes, complices des préméditations sinistres de l'Élysée, leur prodiguaient à dessein la boue et l'injure, et que la calomnie les faisait bons pour la proscription.

Je les ai vus ensuite après l'écroulement, dans la peine, dans la grande épreuve, conduisant au désert de l'exil la lugubre colonne des sacrifiés, et, moi qui les aimais, je les ai admirés.

Voilà ce que j'ai vu en Belgique, voilà, je le sais, ce que je vais revoir ici. Car ce grand exemple de la concorde des proscrits, dont la France a besoin, ce beau spectacle de la fraternité pratiquée devant lequel tombent les calomnies, la Belgique, certes, n'est point la seule à le donner. Il se retrouve sur tous les autres radeaux de la Méduse, sur tous les autres points où les naufragés de la proscription se sont groupés ; il se retrouve particulièrement à Jersey. Je vous en remercie, amis, au nom de notre malheur !

Oh ! scellons, consolidons, cimentons cette concorde ! abjurons toute dissidence et tout désaccord ! puisque nous n'avons plus qu'une couleur à notre drapeau, la pourpre, n'ayons plus qu'un sentiment dans nos âmes, la fraternité !

La France, je le répète, a besoin de nous savoir unis. Divisés, nous la troublons ; unis, nous la rassurons. Soyons unis pour être forts, et soyons unis pour être heureux !

Heureux ! quel mot ! Et peut-on le prononcer, hélas, quand la patrie

est loin, quand la liberté est morte ? Oui, si l'on aime. S'aimer dans l'affliction, c'est le bonheur du malheur.

Et comment ne nous aimerions-nous pas ? Y a-t-il quelque douleur qui n'ait pas été également partagée à tous ? Nous avons le même malheur et la même espérance. Nous avons sur la tête le même ciel et le même exil. Ce que vous pleurez, je le pleure ; ce que vous regrettez, je le regrette ; ce que vous espérez, je l'attends. Étant pareils par le sort, comment ne serions-nous pas frères par l'esprit ? La larme que nous avons dans les yeux s'appelle France, le rayon que nous avons dans la pensée s'appelle république. Aimons-nous ! Souffrir ensemble, c'est déjà s'aimer. L'adversité, en perçant nos cœurs du même glaive, les a traversés du même amour.

Aimons-nous pour la patrie absente ! aimons-nous pour la république égorgée ! aimons-nous contre l'ennemi commun !

Notre but, c'est un seul peuple ; notre point de départ, ce doit être une seule âme. Ébauchons l'unité par l'union.

Citoyens, vive la république ! Proscrits, vive la France !

III – DECLARATION À PROPOS DE L'EMPIRE

Jersey, 31 octobre 1852.

AU PEUPLE

Citoyens,

L'empire va se faire. Faut-il voter ? Faut-il continuer de s'abstenir ?

Telle est la question qu'on nous adresse.

Dans le département de la Seine, un certain nombre de républicains, de ceux qui, jusqu'à ce jour, se sont abstenus, comme ils le devaient, de prendre part, sous quelque forme que ce fût, aux actes du gouvernement de M. Bonaparte, sembleraient aujourd'hui ne pas être éloignés de penser qu'à l'occasion de l'empire une manifestation opposante de la ville de Paris, par la voie du scrutin, pourrait être utile, et que le moment serait peut-être venu d'intervenir dans le vote. Ils ajoutent que, dans tous les cas, le vote pourrait être un moyen de recensement pour le parti républicain ; grâce au vote, on se compterait.

Ils nous demandent conseil.

Notre réponse sera simple ; et ce que nous dirons pour Paris, peut être dit pour tous les départements.

Nous ne nous arrêterons point à faire remarquer que M. Bonaparte ne s'est pas décidé à se déclarer empereur sans avoir au préalable arrêté avec ses complices le nombre de voix dont il lui convient de dépasser les 7,500,000 de son 20 décembre. À l'heure qu'il est, huit millions, neuf millions, dix millions, son chiffre est fait. Le scrutin n'y changera rien.

Nous ne prendrons pas la peine de vous rappeler ce que c'est que le « suffrage universel » de M. Bonaparte, ce que c'est que les scrutins de M. Bonaparte. Manifestation de la ville de Paris ou de la ville de Lyon, recensement du parti républicain, est-ce que cela est possible ? Où sont les garanties du scrutin ? où est le contrôle ?

où sont les scrutateurs ? où est la liberté ? Songez à toutes ces dérisions. Qu'est-ce qui sort de l'urne ? la volonté de M. Bonaparte.

Pas autre chose. M. Bonaparte a les clefs des boîtes dans sa main, les Oui et les Non dans sa main, le vote dans sa main. Après le travail des préfets et des maires terminé, ce gouvernant de grands chemins s'enferme tête-à-tête avec le scrutin, et le dépouille. Pour lui, ajouter ou retrancher des voix, altérer un procès-verbal, inventer un total, fabriquer

un chiffre, qu'est-ce que c'est ? un mensonge, c'est-à-dire peu de chose ; un faux, c'est-à-dire rien.

Restons dans les principes, citoyens. Ce que nous avons à vous dire, le voici :

M. Bonaparte trouve que l'instant est venu de s'appeler majesté. Il n'a pas restauré un pape pour le laisser à rien faire ; il entend être sacré et couronné. Depuis le 2 décembre, il a le fait, le despotisme ; maintenant il veut le mot, l'empire. Soit.

Nous, républicains, quelle est notre fonction ? quelle doit être notre attitude ?

Citoyens, Louis Bonaparte est hors la loi ; Louis Bonaparte est hors l'humanité.

Depuis dix mois que ce malfaiteur règne, le droit à l'insurrection est en permanence et domine toute la situation. À l'heure où nous sommes, un perpétuel appel aux armes est au fond des consciences. Or, soyons tranquilles, ce qui se révolte dans toutes les consciences arrive bien vite à armer tous les bras.

Amis et frères ! en présence de ce gouvernement infâme, négation de toute morale, obstacle à tout progrès social, en présence de ce gouvernement meurtrier du peuple, assassin de la république et violateur des lois, de ce gouvernement né de la force et qui doit périr par la force, de ce gouvernement élevé par le crime et qui doit être terrassé par le droit, le français digne du nom de citoyen ne sait pas, ne veut pas savoir s'il y a quelque part des semblants de scrutin, des comédies de suffrage universel et des parodies d'appel à la nation ; il ne s'informe pas s'il y a des hommes qui votent et des hommes qui font voter, s'il y a un troupeau qu'on appelle le sénat et qui délibère et un autre troupeau qu'on appelle le peuple et qui obéit ; il ne s'informe pas si le pape va sacrer au maître-autel de Notre-Dame l'homme qui, — n'en doutez pas, ceci est l'avenir inévitable, — sera ferré au poteau par le bourreau ;-en présence de M. Bonaparte et de son gouvernement, le citoyen digne de ce nom ne fait qu'une chose et n'a qu'une chose à faire : charger son fusil et attendre l'heure.

IV – BANQUET POLONAIS

ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION DE POLOGNE

29 novembre 1852.

Proscrits de Pologne,

Vous prononcez mon nom au milieu de cette fête, destinée à honorer vos grandes luttes. Vous me faites appel. Je me lève.

Cette solennité m'est chère. Elle m'est chère doublement, et savez-vous pourquoi, citoyens ? ce n'est pas seulement parce qu'elle rappelle à nos mémoires votre héroïque réveil de 1830, c'est aussi, c'est surtout parce qu'elle glorifie une révolution, au jour, presqu'à l'heure où la servitude vote l'empire.

Oui, ceci me plaît, ceci me convient. Cette communion, à laquelle j'assiste, cette communion de la France exilée et de la Pologne proscrite dans un illustre souvenir, dans une date mémorable, a le haut caractère d'un acte de foi. Oui, citoyens, c'est au moment où il semble que les cercueils se ferment qu'il faut affirmer la vie.

Qu'aujourd'hui, ici, dans cette île, à l'instant où, en France, on salue empereur le bandit du 2 décembre, que vos voix généreuses, que vos paroles inspirées, que vos chants patriotiques répondent, comme un écho de la conscience humaine, à ces acclamations infâmes !

Et maintenant, permettez-moi de me recueillir en présence de la date qui nous rassemble et que je vois inscrite sur ce mur.

La Pologne ! le 29 novembre 1830 ! quelle nation ! quel anniversaire !

Citoyens, aujourd'hui, tout au travers de cet amas énorme de contrats exécrables qui constituent ce que les chancelleries appellent le droit public actuel de l'Europe, au milieu de ces brocantages de territoires, de ces achats de peuples, de ces ventes de nations, au milieu de ce tas odieux de parchemins scellés de tous les sceaux impériaux et royaux qui a pour première page le traité de partage, de 1772 et pour dernière page le traité de partage de 1815, on voit un trou, un trou profond, terrible, menaçant, une plaie béante qui perce la liasse de part en part. Et ce trou, qui l'a fait ? le sabre de la Pologne. En combien de coups ? en un seul. Et quel jour ? le 29 novembre 1830.

Le 29 novembre 1830, la Pologne a senti que le moment était venu d'empêcher la prescription de sa nationalité, et ce jour-là, elle a donné ce

coup de sabre effrayant.

Depuis, ce sabre a été brisé. L'ordre, on a dit ce mot hideux, l'ordre a régné à Varsovie ! Ce peuple, qui était un héros, est redevenu un esclave et a repris sa souquenille de galérien. Des princes dignes du bagne ont remis à la chaîne ce forçat digne de l'auréole.

O polonais, vous avez presque le droit de vous tourner vers nous, fils de l'Europe, avec amertume. Mon cœur se serre en songeant à vous. Le traité de 1772, perpétré et commis à la face de la France, en pleine lumière de la philosophie et de la civilisation, dans ce plein midi que Voltaire et Rousseau faisaient sur le monde, le traité de 1772 est la grande tache du dix-huitième siècle comme le 2 décembre est la grande honte du dix-neuvième.

Pendant toute une longue période historique, — et je n'ai pas attendu ce jour pour le dire, je le rappelais le 19 mars 1846 à l'assemblée politique dont je faisais partie, — depuis les premières années de Henri II jusqu'aux dernières années de Louis XIV, la Pologne a couvert le continent, périodiquement épouvanté par la crue formidable des turcs. L'Europe a vécu, a grandi, a pensé, s'est développée, a été heureuse, est devenue Europe derrière ce boulevard. La barbarie, marée montante, écumait sur la Pologne comme l'océan sur la falaise, et la Pologne disait à la barbarie comme la falaise à l'océan : tu n'iras pas plus loin. Cela a duré trois cents ans.

Quelle a été la récompense ? Un beau jour, l'Europe, que la Pologne avait sauvée de la Turquie, a livré la Pologne à la Russie. Et, aveuglement qui est un châtiment ! en commettant un crime, l'Europe ne s'est pas aperçue qu'elle faisait une sottise. La situation continentale avait changé ; la menace ne venait plus du même côté. Le dix-huitième siècle, préparation en toute chose du dix-neuvième, est marqué par la décroissance du sultan et par la croissance du czar.

L'Europe ne s'était pas rendu compte de ce phénomène. Pierre Ier, et son rude précepteur Charles XII, avaient changé la Moscovie en Russie.

Dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, la Turquie s'en allait, la Russie arrivait. La gueule ouverte désormais, ce n'était plus la Turquie, c'était la Russie.

Le rugissement sourd qu'on entendait ne venait plus de Stamboul, il venait de Pétersbourg. Le péril s'était déplacé, mais la Pologne était restée. Chose frappante, elle était providentiellement placée aussi bien pour résister aux russes que pour repousser les turcs. Cette situation étant donnée, en 1772, qu'a fait l'Europe ? La Pologne était la sentinelle. L'Europe l'a livrée. À qui ? à l'ennemi.

Et qui a fait cette chose sans nom ? les diplomates, les cervelles

politiques du temps, les hommes d'état de profession. Or, ce n'est pas seulement ingrat, c'est inepte. Ce n'est pas seulement infâme, c'est bête.

Aujourd'hui, l'Europe porte la peine du crime. À son tour, le cadavre de la Pologne livre l'Europe à la Russie.

Et la Russie, citoyens, est un bien autre péril que n'était la Turquie. Toutes deux sont l'Asie ; mais la Turquie était l'Asie chaude, colorée, ardente, la lave qui met le feu, mais qui peut féconder ; la Russie est l'Asie froide, l'Asie pâle et glacée, l'Asie morte, la pierre du sépulcre qui tombe et ne se relève plus. La Turquie, ce n'était que l'islamisme ; c'était féroce, mais cela n'avait pas de système. La Russie est quelque chose d'autrement redoutable, c'est le passé debout, qui s'obstine à vivre et à épouser le présent. Mieux vaut la morsure d'un léopard que l'étreinte d'un spectre.

La Turquie n'attaquait qu'une forme de civilisation, le christianisme, forme dont la face catholique est déjà morte ; la Russie, elle, veut étouffer toute la civilisation d'un coup et à la fois dans la démocratie.

Ce qu'elle veut tuer, c'est la révolution, c'est le progrès, c'est l'avenir. Il semble que le despotisme russe se soit dit : j'ai un ennemi, l'esprit humain.

Je résume ceci d'un mot. Après les turcs, la Grèce a survécu ; l'Europe ne survivrait pas après les russes.

O polonais, je vous le dis du fond de l'âme, je vous admire. Vous êtes les aînés de la persécution. Cette coupe d'amertume où nous buvons aujourd'hui, nous y trouvons la trace de vos lèvres. Vous portez les chevrons de l'exil. Vos frères sont en Sibérie comme les nôtres sont en Afrique. Bannis de Pologne, les proscrits de France vous saluent.

Nous saluons ton histoire, peuple polonais, bon peuple ! Lève la tête dans ton accablement. Tu es grand, gisant sur le fumier russe. O Job des nations, tes plaies, sont des gloires.

Nous saluons ton histoire et l'histoire de tous les peuples qui ont souffert et qui ont lutté.

Cette réunion, cette date auguste, 29 novembre 1830, évoquent à nos yeux tous les grands souvenirs révolutionnaires, tous les grands hommes libérateurs, et, dans notre reconnaissance religieuse et profonde, nous convions Kosciuszko, Washington, Bolivar, Botzaris, tous les vaillants lutteurs du progrès, tous les glorieux martyrs de l'idée, à ces saintes agapes de la proscription. Ici, dans cette salle, est-ce qu'il ne vous semble pas comme à moi les voir au-dessus de nos têtes ?

Est-ce qu'il n'y a pas là, autour de cette date splendide, comme une nuée lumineuse où ces triomphateurs, nos vrais ancêtres, nous apparaissent et nous sourient ? Regardez-les, contemplez-les comme moi,

ces transfigurés ! Eux aussi ont souffert.

Au jour mystérieux qui sort de la tombe, ceux qui n'étaient que des hommes deviennent des demi-dieux, et les couronnes d'épines qui faisaient saigner le front des vivants se changent en couronnes de lauriers et font rayonner le front des fantômes.

Citoyens, cinq nations sont ici représentées, la Pologne, la Hongrie, l'Allemagne, l'Italie et la France, cinq nations illustres devant le genre humain, aujourd'hui couchées dans la fosse.

Les hommes de despotisme en frémissent de joie. Leur joie a tort. Je ne me lasserai jamais de le redire, quoique assassinées, ces grandes nations ne sont pas mortes. Les tyrans, qui n'ont pas d'âme, ne savent pas que les peuples en ont une.

Quand les tyrans ont scellé sur un peuple la pierre du tombeau, qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils croient avoir enfermé une nation dans la tombe, ils y ont enfermé une idée. Or, la tombe ne fait rien à qui ne meurt pas, et l'idée est immortelle.

Citoyens, un peuple n'est pas une chair ; un peuple est une pensée ! Qu'est-ce que la Pologne ? C'est l'indépendance. Qu'est-ce que l'Allemagne ? c'est la vertu. Qu'est-ce que la Hongrie ? c'est l'héroïsme. Qu'est-ce que l'Italie ? c'est la gloire. Qu'est-ce que la France ? c'est la liberté.

Citoyens, le jour où l'indépendance, la vertu, l'héroïsme, la gloire et la liberté mourront, ce jour-là, ce jour-là seulement, la Pologne, l'Allemagne, la Hongrie, l'Italie et la France seront mortes.

Ce jour-là, citoyens, l'âme du monde aurait disparu.

Or, l'âme du monde, c'est Dieu.

Citoyens, buvons à l'idée qui ne meurt pas ! buvons aux peuples qui ressuscitent !

1853

Les proscrits meurent. — La guerre éclate. Paroles d’espérance sur les tombeaux et sur les peuples.

I – SUR LA TOMBE DE JEAN BOUSQUET AU CIMETIÈRE SAINT-JEAN, À JERSEY

20 avril 1853.

Victor Hugo à Jersey habitait une solitude, une maison appelée Marine-Terrace, isolée au bord de la mer.

Cependant les proscrits commençaient à mourir. Un homme ne doit pas être mis dans la tombe sans qu'une parole soit dite qui aille de lui à Dieu.

Les proscrits vinrent trouver Victor Hugo, et lui demandèrent de dire, au nom de tous, cette parole.

Citoyens,

L'homme auquel nous sommes venus dire l'adieu suprême, Jean Bousquet, de Tarn-et-Garonne, fut un énergique soldat de la démocratie. Nous l'avons vu, proscrit inflexible, dépérir douloureusement au milieu de nous. Le mal le rongeait ; il se sentait lentement empoisonné par le souvenir de tout ce qu'on laisse derrière soi ; il pouvait revoir les êtres absents, les lieux aimés, sa ville, sa maison ; il pouvait revoir la France, il n'avait qu'un mot à dire, cette humiliation exécrable que M. Bonaparte appelle amnistie ou grâce s'offrait à lui, il l'a chastement repoussée, et il est mort. Il avait trente-quatre ans.

Maintenant le voilà ! (L'orateur montre la fosse.)

Je n'ajouterai pas un éloge à cette simple vie, à cette grande mort.

Qu'il repose en paix, dans cette fosse obscure où la terre va le couvrir, et où son âme est allée retrouver les espérances éternelles du tombeau !

Qu'il dorme ici, ce républicain, et que le peuple sache qu'il y a encore des cœurs fiers et purs, dévoués à sa cause !

Que la république sache qu'on meurt plutôt que de l'abandonner ! Que la France sache qu'on meurt parce qu'on ne la voit plus !

Qu'il dorme, ce patriote, au pays de l'étranger ! Et nous, ses compagnons de lutte et d'adversité, nous qui lui avons fermé les yeux, à sa ville natale, à sa famille, à ses amis, s'ils nous demandent :

Où est-il ? nous répondrons : Mort dans l'exil ! comme les soldats répondaient au nom de Latour d'Auvergne : Mort au champ d'honneur !

Citoyens ! aujourd'hui, en France, les apostasies sont en joie. La vieille terre du 14 juillet et du 10 août assiste à l'épanouissement hideux

des turpitudes et à la marche triomphale des traîtres. Pas une indignité qui ne reçoive immédiatement une récompense. Ce maire a violé la loi, on le fait préfet ; ce soldat a déshonoré le drapeau, on le fait général ; ce prêtre a vendu la religion, on le fait évêque ; ce juge a prostitué la justice, on le fait sénateur ; cet aventurier, ce prince a commis tous les crimes, depuis les vilenies devant lesquelles reculerait un filou jusqu'aux horreurs devant lesquelles reculerait un assassin, il passe empereur. Autour de ces hommes, tout est fanfares, banquets, danses, harangues, applaudissements, génuflexions. Les servilités viennent féliciter les ignominies. Citoyens, ces hommes ont leurs fêtes ; eh bien ! nous aussi nous avons les nôtres.

Quand un de nos compagnons de bannissement, dévoré par la nostalgie, épuisé par la fièvre lente des habitudes rompues et des affections brisées, après avoir bu jusqu'à la lie toutes les agonies de la proscription, succombe enfin et meurt, nous suivons sa bière couverte d'un drap noir ; nous venons au bord de la fosse ; nous nous mettons à genoux, nous aussi, non devant le succès, mais devant le tombeau ; nous nous penchons sur notre frère enseveli et nous lui disons : — Ami ! Nous te félicitons d'avoir été vaillant, nous te félicitons d'avoir été généreux et intrépide, nous te félicitons d'avoir été fidèle, nous te félicitons d'avoir donné à ta foi jusqu'au dernier souffle de ta bouche, jusqu'au dernier battement de ton cœur, nous te félicitons d'avoir souffert, nous te félicitons d'être mort ! — Puis nous relevons la tête, et nous nous en allons le cœur plein d'une sombre joie. Ce sont là les fêtes de l'exil.

Telle est la pensée austère et sereine qui est au fond de toutes nos âmes ; et devant ce sépulcre, devant ce gouffre où il semble que l'homme s'engloutit, devant cette sinistre apparence du néant, nous nous sentons consolidés dans nos principes et dans nos certitudes ; l'homme convaincu n'a jamais le pied plus ferme que sur la terre, mouvante du tombeau ; et, l'œil fixé sur ce mort, sur cet être évanoui, sur cette ombre qui a passé, croyants inébranlables, nous glorifions celle qui est immortelle et celui qui est éternel, la liberté et Dieu !

Oui, Dieu !

Jamais une tombe ne doit se fermer sans que ce grand mot, sans que ce mot vivant y soit tombé.

Les morts le réclament, et ce n'est pas nous qui le leur refuserons. Que le peuple religieux et libre au milieu duquel nous vivons le comprenne bien, les hommes du progrès, les hommes de la démocratie, les hommes de la révolution savent que la destinée de l'âme est double, et l'abnégation qu'ils montrent dans cette vie prouve combien ils comptent profondément sur l'autre.

Leur foi dans ce grand et mystérieux avenir résiste même au spectacle repoussant que nous donne depuis le 2 décembre le clergé catholique asservi.

Le papisme romain en ce moment épouvante la conscience humaine.

Ah ! je le dis, et j'ai le cœur plein d'amertume, en songeant à tant d'abjection et de honte, ces prêtres, qui, pour de l'argent, pour des palais, des mitres et des crosses, pour l'amour des biens temporels, bénissent et glorifient le parjure, le meurtre et la trahison, ces églises où l'on chante Te Deum au crime couronné, oui, ces églises, oui, ces prêtres suffiraient pour ébranler les plus fermes convictions dans les âmes les plus profondes, si l'on n'apercevait, au-dessus de l'église, le ciel, et, au-dessus du prêtre, Dieu !

Et ici, citoyens, sur le seuil de cette tombe ouverte, au milieu de cette foule recueillie qui environne cette fosse, le moment est venu de semer, pour qu'elle germe dans toutes les consciences, une grave et solennelle parole.

Citoyens, à l'heure où nous sommes, heure fatale et qui sera comptée dans les siècles, le principe absolutiste, le vieux principe du passé, triomphe par toute l'Europe ; il triomphe comme il lui convient de triompher, par le glaive, par la hache, par la corde et le billot, par les massacres, par les fusillades, par les tortures, par les supplices.

Le despotisme, ce Moloch entouré d'ossements, célèbre à la face du soleil ses effroyables mystères sous le pontificat sanglant des Haynau, des Bonaparte et des Radetzky. Potences en Hongrie, potences en Lombardie, potences en Sicile ; en France, la guillotine, la déportation et l'exil.

Rien que dans les états du pape, et je cite le pape qui s'intitule le roi de douceur, rien que dans les états du pape, dis-je, depuis trois ans, seize cent quarante-quatre patriotes, le chiffre est authentique, sont morts fusillés ou pendus, sans compter les innombrables morts ensevelis vivants dans les cachots et les oubliettes.

Au moment où je parle, le continent, comme aux plus odieux temps de l'histoire, est encombré d'échafauds et de cadavres ; et, le jour où la révolution voudrait se faire un drapeau des linceuls de toutes les victimes, l'ombre de ce drapeau noir couvrirait l'Europe.

Ce sang, tout ce sang qui coule, de toutes parts, à ruisseaux, à torrents, démocrates, c'est le vôtre.

Eh bien, citoyens, en présence de cette saturnale de massacre et de meurtre, en présence de ces infâmes tribunaux où siègent des assassins en robe de juges, en présence de tous ces cadavres chers et sacrés, en présence de cette lugubre et féroce victoire des réactions, je le déclare solennellement, au nom des proscrits de Jersey qui m'en ont donné le

mandat, et j'ajoute au nom de tous les proscrits républicains, car pas une voix de vrai républicain ayant quelque autorité ne me démentira, je le déclare devant ce cercueil d'un proscrit, le deuxième que nous descendons dans la fosse depuis dix jours, nous les exilés, nous les victimes, nous abjurons, au jour inévitable et prochain du grand dénûment révolutionnaire, nous abjurons toute volonté, tout sentiment, toute idée de représailles sanglantes !

Les coupables seront châtiés, certes, tous les coupables, et châtiés sévèrement, il le faut ; mais pas une tête ne tombera ; pas une goutte de sang, pas une éclaboussure d'échafaud ne tachera la robe immaculée de la république de Février. La tête même du brigand de décembre sera respectée avec horreur par le progrès. La révolution fera de cet homme un plus grand exemple en remplaçant sa pourpre d'empereur par la casaque de forçat. Non, nous ne répliquerons pas à l'échafaud par l'échafaud. Nous répudions la vieille et inepte loi du talion. Comme la monarchie, le talion fait partie du passé ; nous répudions le passé.

La peine de mort, glorieusement abolie par la république en 1848, odieusement rétablie par Louis Bonaparte, reste abolie pour nous, abolie à jamais.

Nous avons emporté dans l'exil le dépôt sacré du progrès ; nous le rapporterons à la France fidèlement. Ce que nous demandons à l'avenir, ce que nous voulons de lui, c'est la justice, ce n'est pas la vengeance. D'ailleurs, de même que pour avoir à jamais le dégoût des orgies, il suffisait aux spartiates d'avoir vu des esclaves ivres de vin, à nous républicains, pour avoir à jamais horreur des échafauds, il nous suffit de voir les rois ivres de sang.

Oui, nous le déclarons, et nous attestons cette mer qui lie Jersey à la France, ces champs, cette calme nature qui nous entoure, cette libre Angleterre qui nous écoute, les hommes de la révolution, quoi qu'en disent les abominables calomnies bonapartistes, rentreront en France, non comme des exterminateurs, mais comme des frères ! Nous prenons à témoin de nos paroles ce ciel sacré qui rayonne au-dessus de nos têtes et qui ne verse dans nos âmes que des pensées de concorde et de paix ! nous attestons ce mort qui est là dans cette fosse et qui, pendant que je parle, murmure à voix basse dans son suaire : Oui, frères, repoussez la mort ! je l'ai acceptée pour moi, je n'en veux pas pour autrui !

La république, c'est l'union, l'unité, l'harmonie, la lumière, le travail créant le bien-être, la suppression des conflits d'homme à homme et de nation à nation, la fin des exploitations inhumaines, l'abolition de la loi de mort, et l'établissement de la loi de vie.

Citoyens, cette pensée est dans vos esprits, et je n'en suis que

l'interprète ; le temps des sanglantes et terribles nécessités révolutionnaires est passé ; pour ce qui reste à faire, l'indomptable loi du progrès suffit.

D'ailleurs, soyons tranquilles, tout combat avec nous dans les grandes batailles qui nous restent à livrer ; batailles dont l'évidente nécessité n'altère pas la sérénité des penseurs ; batailles dans lesquelles l'énergie révolutionnaire égalera l'acharnement monarchique ; batailles dans lesquelles la force unie au droit terrassera la violence alliée à l'usurpation ; batailles superbes, glorieuses, enthousiastes, décisives, dont l'issue n'est pas douteuse, et qui seront les Tolbiac, les Hastings et les Austerlitz de la démocratie. Citoyens, l'époque de la dissolution du vieux monde est arrivée. Les antiques despotismes sont condamnés par la loi providentielle ; le temps, ce fossoyeur courbé dans l'ombre, les ensevelit ; chaque jour qui tombe les enfouit plus avant dans le néant.

Dieu jette les années sur les trônes comme nous jetons les pelletées de terre sur les cercueils.

Et maintenant, frères, au moment de nous séparer, poussons le cri de triomphe, poussons le cri du réveil ; comme je vous le disais il y a quelques mois à propos de la Pologne, c'est sur les tombes qu'il faut parler de résurrection. Certes, l'avenir, un avenir prochain, je le répète, nous promet en France la victoire de l'idée démocratique, l'avenir nous promet la victoire de l'idée sociale ; mais il nous promet plus encore, il nous promet sous tous les climats, sous tous les soleils, dans tous les continents, en Amérique aussi bien qu'en Europe, la fin de toutes les oppressions et de tous les esclavages.

Après les rudes épreuves que nous subissons, ce qu'il nous faut, ce n'est pas seulement l'émancipation de telle ou telle classe qui a souffert trop longtemps, l'abolition de tel ou tel privilège, la consécration de tel ou tel droit ; cela, nous l'aurons ; mais cela ne nous suffit pas ; ce qu'il nous faut, ce que nous obtiendrons, n'en doutez pas, ce que pour ma part, du fond de cette nuit sombre de l'exil, je contemple d'avance avec l'éblouissement de la joie, citoyens, c'est la délivrance de tous les peuples, c'est l'affranchissement de tous les hommes ! Amis, nos souffrances engagent Dieu. Il nous en doit le prix. Il est débiteur fidèle, il s'acquittera. Ayons donc une foi virile, et faisons avec transport notre sacrifice. Opprimés de toutes les nations, offrez vos plaies ; polonais, offrez vos misères ; hongrois, offrez votre gibet ; italiens, offrez votre croix ; héroïques déportés de Cayenne et d'Afrique, nos frères, offrez votre chaîne ; proscrits, offrez votre proscription ; et toi, martyr, offre ta mort à la liberté du genre humain.

II. SUR LA TOMBE DE LOUISE JULIEN

CIMETIÈRE DE SAINT-JEAN
26 juillet 1853.
Citoyens,

Trois cercueils en quatre mois.

La mort se hâte, et Dieu nous délivre un à un.

Nous ne t'accusons pas, nous te remercions, Dieu puissant qui nous rouvres, à nous exilés, les portes de la patrie éternelle !

Cette fois, l'être inanimé et cher que nous apportons à la tombe, c'est une femme.

Le 21 janvier dernier, une femme fut arrêtée chez elle par le sieur Boudrot, commissaire de police à Paris. Cette femme, jeune encore, elle avait trente-cinq ans ; mais estropiée et infirme, fut envoyée à la préfecture et enfermée dans la cellule no. 1, dite cellule d'essai. Cette cellule, sorte de cage de sept à huit pieds carrés à peu près, sans air et sans jour, la malheureuse prisonnière l'a peinte d'un mot ; elle l'appelle : cellule-tombeau ; elle dit, je cite ses propres paroles : « C'est dans cette cellule-tombeau, qu'estropiée, malade, j'ai passé vingt et un jours, collant mes lèvres d'heure en heure contre le treillage pour aspirer un peu d'air vital et ne pas mourir. »[2] — Au bout de ces vingt et un jours, le 14 février, le gouvernement de décembre mit cette femme dehors et l'expulsa. Il la jeta à la fois hors de la prison et hors de la patrie.

La proscrite sortait du cachot d'essai avec les germes de la phthisie. Elle quitta la France et gagna la Belgique. Le dénûment la força de voyager toussant, crachant le sang, les poumons malades, en plein hiver, dans le nord, sous la pluie et la neige, dans ces affreux wagons découverts qui déshonorent les riches entreprises des chemins de fer. Elle arriva à Ostende ; elle était chassée de France, la Belgique la chassa. Elle passa en Angleterre. À peine débarquée à Londres, elle se mit au lit. La maladie contractée dans le cachot, aggravée par le voyage forcé de l'exil, était devenue menaçante. La proscrite, je devrais dire la condamnée à mort, resta gisante deux mois et demi. Puis, espérant un peu de printemps et de soleil, elle vint à Jersey. On se souvient encore de l'y avoir vue arriver par une froide matinée pluvieuse, à travers les brumes de la mer, râlant et grelottant sous sa pauvre robe de toile toute

mouillée. Peu de jours après son arrivée, elle se coucha ; elle ne s'est plus relevée.

Il y a trois jours elle est morte.

Vous me demanderez ce qu'était cette femme et ce qu'elle avait fait pour être traitée ainsi ; je vais vous le dire.

Cette femme, par des chansons patriotiques, par de sympathiques et cordiales paroles, par de bonnes et civiques actions, avait rendu célèbre, dans les faubourgs de Paris, le nom de Louise Julien sous lequel le peuple la connaissait et la saluait. Ouvrière, elle avait nourri sa mère malade ; elle l'a soignée et soutenue dix ans.

Dans les jours de lutte civile, elle faisait de la charpie ; et, boiteuse et se traînant, elle allait dans les ambulances, et secourait les blessés de tous les partis. Cette femme du peuple était un poète, cette femme du peuple était un esprit ; elle chantait la république, elle aimait la liberté, elle appelait ardemment l'avenir fraternel de toutes les nations et de tous les hommes ; elle croyait à Dieu, au peuple, au progrès, à la France ; elle versait autour d'elle, comme un vase, dans les esprits des prolétaires, son grand cœur plein d'amour et de foi.

Voilà ce que faisait cette femme. M. Bonaparte l'a tuée.

Ah ! une telle tombe n'est pas muette ; elle est pleine de sanglots, de gémissements et de clameurs.

Citoyens, les peuples, dans le légitime orgueil de leur toute-puissance et de leur droit, construisent avec le granit et le marbre des édifices sonores, des enceintes majestueuses, des estrades sublimes, du haut desquelles parle leur génie, du haut desquelles se répandent à flots dans les âmes les éloquences saintes du patriotisme, du progrès et de la liberté ; les peuples, s'imaginant qu'il suffit d'être souverains pour être invincibles, croient inaccessibles et imprenables ces citadelles de la parole, ces forteresses sacrées de l'intelligence humaine et de la civilisation, et ils disent : la tribune est indestructible. Ils se trompent ; ces tribunes-là peuvent être renversées.

Un traître vient, des soldats arrivent, une bande de brigands se concerte, se démasque, fait feu, et le sanctuaire est envahi, et la pierre et le marbre sont dispersés, et le palais, et le temple, où la grande nation parlait au monde, s'écroule, et l'immonde tyran vainqueur s'applaudit, bat des mains, et dit : C'est fini.

Personne ne parlera plus. Pas une voix ne s'élèvera désormais. Le silence est fait. — Citoyens ! à son tour le tyran se trompe. Dieu ne veut pas que le silence se fasse ; Dieu ne veut pas que la liberté, qui est son verbe, se taise. Citoyens ! au moment où les despotes triomphants croient la leur avoir ôtée à jamais, Dieu redonne la parole aux idées. Cette

tribune détruite, il la reconstruit. Non au milieu de la place publique, non avec le granit et le marbre, il n'en a pas besoin. Il la reconstruit dans la solitude ; il la reconstruit avec l'herbe du cimetière, avec l'ombre des cyprès, avec le monticule sinistre que font les cercueils cachés sous terre ; et de cette solitude, de cette herbe, de ces cyprès, de ces cercueils disparus, savez-vous ce qui sort, citoyens ? Il en sort le cri déchirant de l'humanité, il en sort la dénonciation et le témoignage, il en sort l'accusation inexorable qui fait pâlir l'accusé couronné, il en sort la formidable protestation des morts ! Il en sort la voix vengeresse, la voix inextinguible, la voix qu'on n'étouffe pas, la voix qu'on ne bâillonne pas ! — Ah ! M. Bonaparte a fait taire la tribune ; c'est bien ; maintenant qu'il fasse donc taire le tombeau !

Lui et ses pareils n'auront rien fait tant qu'on entendra sortir un soupir d'une tombe, et tant qu'on verra rouler une larme dans les yeux augustes de la pitié.

Pitié ! ce mot que je viens de prononcer, il a jailli du plus profond de mes entrailles devant ce cercueil, cercueil d'une femme, cercueil d'une sœur, cercueil d'une martyre ! Pauline Roland en Afrique, Louise Julien à Jersey, Francesca Maderspach à Temeswar, Blanca Téléki à Pesth, tant d'autres, Rosalie Gobert, Eugénie Guillemot, Augustine Péan, Blanche Clouart, Joséphine Prabeil, Élisabeth Parlès, Marie Reviel, Claudine Hibruit, Anne Sangla, veuve Combescure, Armantine Huet, et tant d'autres encore, sœurs, mères, filles, épouses, proscrites, exilées, transportées, torturées, suppliciées, crucifiées, ô pauvres femmes ! Oh ! quel sujet de larmes profondes et d'inexprimables attendrissements ! Faibles, souffrantes, malades, arrachées à leurs familles, à leurs maris, à leurs parents, à leurs soutiens, vieilles quelquefois et brisées par l'âge, toutes ont été des héroïnes, plusieurs ont été des héros ! Oh ! ma pensée en ce moment se précipite dans ce sépulcre et baise les pieds froids de cette morte dans son cercueil ! Ce n'est pas une femme que je vénère dans Louise Julien, c'est la femme ; la femme de nos jours, la femme digne de devenir citoyenne ; la femme telle que nous la voyons autour de nous, dans tout son dévouement, dans toute sa douceur, dans tout son sacrifice, dans toute sa majesté !

Amis, dans les temps futurs, dans cette belle, et paisible, et tendre, et fraternelle république sociale de l'avenir, le rôle de la femme sera grand ; mais quel magnifique prélude à ce rôle que de tels martyres si vaillamment endurés ! Hommes et citoyens, nous avons dit plus d'une fois dans notre orgueil : — Le dix-huitième siècle a proclamé le droit de l'homme ; le dix-neuvième proclamera le droit de la femme ;-mais, il faut l'avouer, citoyens, nous ne nous sommes point hâtés ; beaucoup, de

considérations, qui étaient graves, j'en conviens, et qui voulaient être mûrement examinées, nous ont arrêtés ; et à l'instant où je parle, au point même où le progrès est parvenu, parmi les meilleurs républicains, parmi les démocrates les plus vrais et les plus purs, bien des esprits excellents hésitent encore à admettre dans l'homme et dans la femme l'égalité de l'âme humaine, et, par conséquent, l'assimilation, sinon l'identité complète, des droits civiques. Disons-le bien haut, citoyens, tant que la prospérité a duré, tant que la république a été debout, les femmes, oubliées par nous, se sont oubliées elles-mêmes ; elles se sont bornées à rayonner comme la lumière ; à échauffer les esprits, à attendrir les cœurs, à éveiller les enthousiasmes, à montrer du doigt à tous le bon, le juste, le grand et le vrai. Elles n'ont rien ambitionné au-delà. Elles qui, par moment, sont, l'image, de la patrie vivante, elles qui pouvaient être l'âme de la cité, elles ont été simplement l'âme de la famille. À l'heure de l'adversité, leur attitude a changé, elles ont cessé d'être modestes ; à l'heure de l'adversité, elles nous ont dit :

— Nous ne savons pas si nous, avons droit à votre puissance, à votre liberté, à votre grandeur ; mais ce que nous savons, c'est que nous avons droit à votre misère. Partager vos souffrances, vos accablements, vos dénûments, vos détresses, vos renoncements, vos exils, votre abandon si vous êtes sans asile, votre faim si vous êtes sans pain, c'est là le droit de la femme, et nous le réclamons. — O mes frères ! et les voilà qui nous suivent dans le combat, qui nous accompagnent dans la proscription, et qui nous devancent dans le tombeau !

Citoyens, puisque cette fois encore vous avez voulu que je parlasse en votre nom, puisque votre mandat donne à ma voix l'autorité qui manquerait à une parole isolée ; sur la tombe de Louise Julien, comme il y a trois mois, sur la tombe de Jean Bousquet, le dernier cri que je veux jeter, c'est le cri de courage, d'insurrection et d'espérance !

Oui, des cercueils comme celui de cette noble femme qui est là signifient et prédisent la chute prochaine des bourreaux, l'inévitable écroulement des despotismes et des despotes. Les proscrits meurent l'un après l'autre ; le tyran creuse leur fosse ; mais à un jour venu, citoyens, la fosse tout à coup attire et engloutit le fossoyeur !

O morts qui m'entourez et qui m'écoutez, malédiction à Louis Bonaparte ! O morts, exécration à cet homme ! Pas d'échafauds quand viendra la victoire, mais une longue et infamante expiation à ce misérable !

Malédiction sous tous les cieux, sous tous les climats, en France, en Autriche, en Lombardie, en Sicile, à Rome, en Pologne, en Hongrie, malédiction aux violateurs du droit humain et de la loi divine !

Malédiction aux pourvoyeurs des pontons, aux dresseurs des gibets, aux destructeurs des familles, aux tourmenteurs des peuples !

Malédiction aux proscripteurs des pères, des mères et des enfants !

Malédiction aux fouetteurs de femmes ! Proscrits ! soyons implacables dans ces solennelles et religieuses revendications du droit et de l'humanité. Le genre humain a besoin de ces cris terribles ; la conscience universelle a besoin de ces saintes indignations de la pitié. Exécrer les bourreaux, c'est consoler les victimes. Maudire les tyrans, c'est bénir les nations.

[2] Note : Voir les Bagnes d'Afrique et la Transportation de décembre, par Ch. Ribeyrolles, p. 199.

III – VINGT-TROISIÈME ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION POLONAISE

29 novembre 1853, à Jersey.

Proscrits, mes frères !

Tout marche, tout avance, tout approche, et, je vous le dis avec une joie profonde, déjà se font jour et deviennent visibles les symptômes précurseurs du grand avènement. Oui, réjouissez-vous, proscrits de toutes les nations, ou, pour mieux dire, proscrits de la grande nation unique, de cette nation qui sera le genre humain et qui s'appellera République universelle. — Réjouissez-vous ! l'an dernier, nous ne pouvions qu'invoquer l'espérance ; cette année, nous pouvons presque attester la réalité. L'an dernier, à pareille époque, à pareil jour, nous nous bornions à dire : l'Idée ressuscitera. Cette année, nous pouvons dire : l'Idée ressuscite !

Et comment ressuscite-t-elle ? de quelle façon ? par qui ? c'est là ce qu'il faut admirer.

Citoyens, il y a en Europe un homme qui pèse sur l'Europe ; qui est tout ensemble prince spirituel, seigneur temporel, despote, autocrate, obéi dans la caserne, adoré dans le monastère, chef de la consigne et du dogme, et qui met en mouvement, pour l'écrasement des libertés du continent, un empire de la force de soixante millions d'hommes. Ces soixante millions d'hommes, il les tient dans sa main, non comme des hommes, mais comme des brutes, non comme des esprits, mais comme des outils. En sa double qualité ecclésiastique et militaire, il met un uniforme à leurs âmes comme à leurs corps ; il dit : marchez ! et il faut marcher ; il dit : croyez ! et il faut croire.

Cet homme s'appelle en politique l'Absolu, et en religion l'Orthodoxe ; il est l'expression suprême de la toute-puissance humaine ; il torture, comme bon lui semble, des peuples entiers ; il n'a qu'à faire un signe, et il le fait, pour vider la Pologne dans la Sibérie ; il croise, mêle et noue tous les fils de la grande conspiration des princes contre les hommes ; il a été à Rome, et lui, pape grec, il a donné le baiser d'alliance au pape latin ; il règne à Berlin, à Munich, à Dresde, à Stuttgart, à Vienne, comme à Saint-Pétersbourg ; il est l'âme de l'empereur d'Autriche et la volonté du roi de Prusse ; la vieille Allemagne n'est plus

que sa remorque. Cet homme est quelque chose qui ressemble à l'ancien roi des rois ; c'est l'Agamemnon de cette guerre de Troie que les hommes du passé font aux hommes de l'avenir ; c'est la menace sauvage de l'ombre à la lumière, du nord au midi. Je viens de vous le dire, et je résume d'un mot ce monstre de l'omnipotence : empereur comme Charles-Quint, pape comme Grégoire VII, il tient dans ses mains une croix qui se termine en glaive et un sceptre qui se termine en knout.

Ce prince, ce souverain, puisque les peuples permettent à des hommes de prendre ce nom, ce Nicolas de Russie est à cette heure l'homme véritable du despotisme. Il en est la tête ; Louis Bonaparte n'en est que le masque.

Dans ce dilemme qui a toute la rigueur d'un décret du destin, Europe républicaine ou Europe cosaque, c'est Nicolas de Russie qui incarne l'Europe cosaque.

Nicolas de Russie est le vis-à-vis de la Révolution.

Citoyens, c'est ici qu'il faut se recueillir. Les choses nécessaires arrivent toujours ; mais par quelle voie ? c'est là ce qui est admirable, et j'appelle sur ceci votre attention.

Nicolas de Russie semblait avoir triomphé ; le despotisme, vieil édifice restauré, dominait de nouveau l'Europe, plus solide en apparence que jamais, avec le meurtre de dix nations pour base et le crime de Bonaparte pour couronnement. La France, que le grand poète anglais, que Shakespeare appelle le « soldat de Dieu », la France était à terre, désarmée, garrottée, vaincue. Il paraissait qu'il n'y avait plus qu'à jouir de la victoire. Mais, depuis Pierre, les czars ont deux pensées, l'absolutisme et la conquête. La première satisfaite, Nicolas a songé à la seconde. Il avait à côté de lui, à son ombre, j'ai presque dit à ses pieds, un prince amoindri, un empire vieillissant, un peuple affaibli par son peu d'adhérence à la civilisation européenne. Il s'est dit : c'est le moment ; et il a étendu son bras vers Constantinople, et il a allongé sa serre vers cette proie. Oubliant toute dignité, toute pudeur, tout respect de lui-même et d'autrui, il a montré brusquement à l'Europe les plus cyniques nudités de l'ambition. Lui, colosse, il s'est acharné sur une ruine ; il s'est rué sur ce qui tombait, et il s'est dit avec joie : Prenons Constantinople ; c'est facile, injuste et utile.

Citoyens, qu'est-il arrivé ?

Le sultan s'est dressé.

Nicolas, par sa ruse et sa violence, s'est donné pour adversaire le désespoir, cette grande force. La révolution, foudre endormie, était là. Or, — écoutez ceci, car c'est grand : — il s'est trouvé que, froissé, humilié, navré, poussé à bout, ce turc, ce prince chétif, ce prince débile,

ce moribond, ce fantôme sur lequel le czar n'avait qu'à souffler, ce petit sultan, souffleté par Mentschikoff et cravaché par Gortschakoff, s'est jeté sur la foudre et l'a saisie.

Et maintenant il la tient, il la secoue au-dessus de sa tête, et les rôles sont changés, et voici Nicolas qui tremble ! — et voici les trônes qui s'émeuvent, et voici les ambassadeurs d'Autriche et de Prusse qui s'en vont de Constantinople, et voici les légions polonaise, hongroise et italienne qui se forment, et voici la Roumanie, la Transylvanie, la Hongrie qui frémissent, voici la Circassie qui se lève, voici la Pologne qui frissonne ; car tous, peuples et rois, ont reconnu cette chose éclatante qui flamboie et qui rayonne à l'orient, et ils savent bien que ce qui brille en ce moment dans la main désespérée de la Turquie, ce n'est pas le vieux sabre ébréché d'Othman, c'est l'éclair splendide des révolutions !

Oui, citoyens, c'est la révolution qui vient de passer le Danube !

Le Rhin, le Tibre, la Vistule et la Seine en ont tressailli.

Proscrits, combattants de toutes les dates, martyrs de toutes les luttes, battez des mains à cet ébranlement immense qui commence à peine, et que rien maintenant n'arrêtera. Toutes les nations qu'on croyait mortes dressent la tête en ce moment. Réveil des peuples, réveil de lions.

Cette guerre a éclaté au sujet d'un sépulcre dont tout le monde voulait les clefs. Quel sépulcre et quelles clefs ? C'est là ce que les rois ignorent. Citoyens, ce sépulcre, c'est la grande tombe où est enfermée la République, déjà debout dans les ténèbres et toute prête à sortir. Et ces clefs qui ouvriront ce sépulcre, dans quelles mains tomberont-elles ? Amis, ce sont les rois qui se les disputent, mais c'est le peuple qui les aura.

C'est fini, j'y insiste, désormais les négociations, les notes, les protocoles, les ultimatum, les armistices, les plâtrages de paix eux-mêmes n'y peuvent rien. Ce qui est fait est fait. Ce qui est entamé s'achèvera. Le sultan, dans son désespoir, a saisi la révolution, et la révolution le tient. Il ne dépend plus de lui-même à présent de se délivrer de l'aide redoutable qu'il s'est donnée. Il le voudrait qu'il ne le pourrait. Quand un homme prend un archange pour auxiliaire, l'archange l'emporte sur ses ailes.

Chose frappante ! il est peut-être dans la destinée du sultan de faire crouler tous les trônes. (Une voix : Y compris le sien.)

Et cette œuvre à laquelle on contraint le sultan, ce sera le czar qui l'aura provoquée !

Cet écroulement des trônes, d'où sortira la confédération des Peuples-Unis, ce sera le czar, je ne dirai pas qui l'aura voulu, mais qui l'aura causé. L'Europe cosaque aura fait surgir l'Europe républicaine. À l'heure

qu'il est, citoyens, le grand révolutionnaire de l'Europe, — c'est Nicolas de Russie.

N'avais-je pas raison de vous dire : admirez de quelle façon la providence s'y prend !

Oui, la providence nous emporte vers l'avenir à travers l'ombre.

Regardez, écoutez, est-ce que vraiment vous ne voyez pas que le mouvement de tout commence à devenir formidable ? Le sinistre sabbat de l'absolutisme passe comme une vision de nuit. Les rangées de gibets chancellent à l'horizon, les cimetières entrevus paraissent et disparaissent, les fosses où sont les martyrs se soulèvent, tout se hâte dans ce tourbillon de ténèbres. Il semble qu'on entend ce cri mystérieux : « Hourrah ! hourrah ! les rois vont vite ! »

Proscrits, attendons l'heure. Elle va bientôt sonner, préparons-nous.

Elle va sonner pour les nations, elle va sonner pour nous-mêmes.

Alors, pas un cœur ne faiblira. Alors nous sortirons, nous aussi, de cette tombe qu'on appelle l'exil ; nous agiterons tous les sanglants et sacrés souvenirs, et, dans les dernières profondeurs, les masses se lèveront contre les despotes, et le droit et la justice et le progrès vaincront ; car le plus auguste et le plus terrible des drapeaux, c'est le suaire dans lequel les rois ont essayé d'ensevelir la liberté !

Citoyens, du fond de cette adversité où nous sommes encore, envoyons une acclamation à l'avenir. Saluons, au-delà de toutes ces convulsions et de toutes ces guerres, saluons l'aube bénie des États-Unis d'Europe ! Oh ! ce sera là une réalisation splendide ! Plus de frontières, plus de douanes, plus de guerres, plus d'armées, plus de prolétariat, plus d'ignorance, plus de misère ; toutes les exploitations coupables supprimées, toutes les usurpations abolies ; la richesse décuplée, le problème du bien-être résolu par la science ; le travail, droit et devoir ; la concorde entre les peuples, l'amour entre les hommes ; la pénalité résorbée par l'éducation ; le glaive brisé comme le sabre ; tous les droits proclamés et mis hors d'atteinte, le droit de l'homme à la souveraineté, le droit de la femme à l'égalité, le droit de l'enfant à la lumière ; la pensée, moteur unique, la matière, esclave unique ; le gouvernement résultant de la superposition des lois de la société aux lois de la nature, c'est-à-dire pas d'autre gouvernement que le droit de l'Homme ;-voilà ce que sera l'Europe demain peut-être, citoyens, et ce tableau qui vous fait tressaillir de joie n'est qu'une ébauche tronquée et rapide. O proscrits, bénissons nos pères dans leurs tombes, bénissons ces dates glorieuses qui rayonnent sur ces murailles, bénissons la sainte marche des idées.

Le passé appartient aux princes ; il s'appelle Barbarie ; l'avenir appartient aux peuples ; il s'appelle Humanité !

1854

La peine de mort. — Un gibet à Guernesey. Complaisances anglaises. — Évocation de l'avenir. Misère. — Nostalgie. Encore un qui meurt. — Désastres en Crimée. Bassesse dans le parlement. Attitude du proscrit devant le proscripteur.

I – AUX HABITANTS DE GUERNESEY

Janvier 1854.

Une condamnation à mort est prononcée dans les îles de la Manche.

Victor Hugo intervient.

Peuple de Guernesey,

C'est un proscrit qui vient à vous.

C'est un proscrit qui vient vous parler pour un condamné. L'homme qui est dans l'exil tend la main à l'homme qui est dans le sépulcre. Ne le trouvez pas mauvais, et écoutez-moi.

Le mardi 18 octobre 1853, à Guernesey, un homme, John-Charles Tapner, est entré la nuit chez une femme, Mme Saujon, et l'a tuée ; puis il l'a volée, et il a mis le feu au cadavre et à la maison, espérant que le premier forfait s'en irait dans la fumée du second. Il s'est trompé.

Les crimes ne sont pas complaisants, et l'incendie a refusé de cacher l'assassinat. La providence n'est pas une recéleuse ; elle a livré le meurtrier.

Le procès fait à Tapner a jeté un jour hideux sur plusieurs autres crimes. Depuis un certain temps des mains, tout de suite disparues, avaient mis le feu à diverses maisons dans l'île ; les présomptions se sont fixées sur Tapner, et il a paru vraisemblable que tous les précédents incendies dussent se résumer dans le sanglant incendiaire du 18 octobre.

Cet homme a été jugé ; jugé avec une impartialité et un scrupule qui honorent votre libre et intègre magistrature.

Treize audiences ont été employées à l'examen des faits et à la formation lente de la conviction des juges. Le 3 janvier l'arrêt a été rendu à l'unanimité ; et à neuf heures du soir, en audience publique et solennelle, votre honorable chef-magistrat, le bailli de Guernesey, d'une voix brisée et éteinte, tremblant d'une émotion dont je le glorifie, a déclaré à l'accusé « que la loi punissant de mort le meurtre », il devait, lui John-Charles Tapner, se préparer à mourir, qu'il serait pendu, le 27 janvier prochain, sur le lieu même de son crime, et que, là où il avait tué, il serait tué.

Ainsi, à ce moment où nous sommes, il y a, au milieu de vous, au milieu de nous, habitants de cet archipel, un homme qui, dans cet avenir plein d'heures obscures pour tous les autres hommes, voit distinctement

sa dernière heure ; en cet instant, dans cette minute où nous respirons librement, où nous allons et venons, où nous parlons et sourions, il y a, à quelques pas de nous, et le cœur se serre en y songeant, il y a dans une geôle, sur un grabat de prison, un homme, un misérable homme frissonnant, qui vit l'œil fixé sur un jour de ce mois, sur le 27 janvier, spectre qui grandit et qui approche. Le 27 janvier, masqué pour nous tous comme tous les autres jours qui nous attendent, ne montre qu'à cet homme son visage, la face sinistre de la mort.

Guernesiais, Tapner est condamné à mort ; en présence du texte des codes, votre magistrature a fait, son devoir ; elle a rempli, pour me servir des propres termes du chef-magistrat, « son obligation » ; mais prenez garde.

Ceci est le talion. Tu as tué, tu seras tué. Devant la loi humaine, c'est juste ; devant la loi divine, c'est redoutable.

Peuple de Guernesey, rien n'est petit quand il s'agit de l'inviolabilité humaine. Le monde civilisé vous demande la vie de cet homme.

Qui suis-je ? rien. Mais a-t-on besoin d'être quelque chose pour supplier ? est-il nécessaire d'être grand pour crier grâce ? Hommes des îles de la Manche, nous proscrits de France, nous vivons au milieu de vous, nous vous aimons. Nous voyons vos voiles passer à l'horizon dans les crépuscules des tempêtes, et nous vous envoyons nos bénédictions et nos prières. Nous sommes vos frères. Nous vous estimons, nous vous honorons ; nous vénérons en vous le travail, le courage, les nuits passées à la mer pour nourrir la femme et les enfants, les mains calleuses du matelot, le front hâlé du laboureur, la France dont nous sommes les fils et dont vous êtes les petits-fils, l'Angleterre dont vous êtes les citoyens et dont nous sommes les hôtes.

Permettez-nous donc de vous adresser la parole, puisque nous sommes assis à votre foyer, et de vous payer votre hospitalité en coopération cordiale. Permettez-nous de nous attrister de tout ce qui pourrait assombrir votre doux pays.

Le plongeur se précipite au fond de la mer et rapporte une poignée de gravier. Nous autres, nous sommes les souffrants, nous sommes les éprouvés, c'est-à-dire les penseurs ; les rêveurs, si vous voulez.

— Nous plongeons au fond des choses, nous tâchons de toucher Dieu, et nous rapportons une poignée de vérités.

La première des vérités, la voici : tu ne tueras pas.

Et cette parole est absolue ; elle a été dite pour la loi, aussi bien que pour l'individu.

Guernesiais, écoutez ceci :

Il y a une divinité horrible, tragique, exécrable, païenne. Cette

divinité s'appelait Moloch chez les hébreux et Teutatès chez les celtes ; elle s'appelle à présent la peine de mort. Elle avait autrefois pour pontife, dans l'orient, le mage, et, dans l'occident, le druide ; son prêtre aujourd'hui, c'est le bourreau. Le meurtre légal a remplacé le meurtre sacré. Jadis elle a rempli votre île de sacrifices humains ; et elle en a laissé partout les monuments, toutes ces pierres lugubres où la rouille des siècles a effacé la rouille du sang, qu'on rencontre à demi ensevelies dans l'herbe au sommet de vos collines et sur lesquelles la ronce siffle au vent du soir.

Aujourd'hui, en cette année dont elle épouvante l'aurore, l'idole monstrueuse reparaît parmi vous ; elle vous somme de lui obéir ; elle vous convoque à jour fixe, pour la célébration de son mystère, et, comme autrefois, elle réclame de vous, de vous qui avez lu l'évangile, de vous qui avez l'œil fixé sur le calvaire, elle réclame un sacrifice humain ! Lui obéirez-vous ? redeviendrez-vous païens le 27 janvier 1854 pendant deux heures ? païens pour tuer un homme !

Païens pour perdre une âme ! païens pour mutiler la destinée du criminel en lui retranchant le temps du repentir ! Ferez-vous cela ? Serait-ce là le progrès ? Où en sont les hommes si le sacrifice humain est encore possible ? Adore-t-on encore à Guernesey l'idole, la vieille idole du passé, qui tue en face de Dieu qui crée ? À quoi bon lui avoir ôté le peulven si c'est pour lui rendre la potence ?

Quoi ! commuer une peine, laisser à un coupable la chance du remords et de la réconciliation, substituer au sacrifice humain l'expiation intelligente, ne pas tuer un homme, cela est-il donc si malaisé ? Le navire est-il donc si en détresse qu'un homme y soit de trop ? Un criminel repentant pèse-t-il donc tant à la société humaine qu'il faille se hâter de jeter par-dessus le bord dans l'ombre de l'abîme cette créature de Dieu ?

Guernesiais ! la peine de mort recule aujourd'hui partout et perd chaque jour du terrain ; elle s'en va devant le sentiment humain. En 1830, la chambre des députés de France en réclamait l'abolition, par acclamation ; la constituante de Francfort l'a rayée des codes en 1848 ; la constituante de Rome l'a supprimée en 1849 ; notre constituante de Paris ne l'a maintenue qu'à une majorité imperceptible ; je dis plus, la Toscane, qui est catholique, l'a abolie ; la Russie, qui est barbare, l'a abolie ; Otahiti, qui est sauvage, l'a abolie. Il semble que les ténèbres elles-mêmes n'en veulent plus.

Est-ce que vous en voulez, vous, hommes de ce bon pays ?

Il dépend de vous que la peine de mort soit abolie de fait à Guernesey ; il dépend de vous qu'un homme ne soit pas « pendu jusqu'à ce que mort s'ensuive » le 27 janvier ; il dépend de vous que ce spectacle

effroyable, qui laisserait une tache noire sur votre beau ciel, ne vous soit pas donné.

Votre constitution libre met à votre disposition tous les moyens d'accomplir cette œuvre religieuse et sainte. Réunissez-vous légalement. Agitez pacifiquement l'opinion et les consciences. L'île entière peut, je dis plus, doit intervenir. Les femmes doivent presser les maris, les enfants attendrir les pères, les hommes signer des requêtes et des pétitions. Adressez-vous à vos gouvernants et à vos magistrats dans les limites de la loi. Réclamez le sursis, réclamez la commutation de peine. Vous l'obtiendrez.

Levez-vous. Hâtez-vous. Ne perdez pas un jour, ne perdez pas une heure, ne perdez pas un instant. Que ce fatal 27 janvier vous soit sans cesse présent. Que toute l'île compte les minutes comme cet homme !

Songez-y bien, depuis que cette sentence de mort est prononcée, le bruit que vous entendez maintenant dans toutes vos horloges, c'est le battement du cœur de ce misérable.

Un précédent est-il nécessaire ? en voici un :

En 1851, un homme, à Jersey, tua un autre homme.

Un nommé Jacques Fouquet tira un coup de fusil à un nommé Derbyshire. Jacques Fouquet fut déclaré coupable successivement par les deux jurys. Le 27 août 1851 la cour le condamna à mort. Devant l'imminence d'une exécution capitale, l'île s'émut. Un grand meeting eut lieu ; seize cents personnes y assistèrent. Des français y parlèrent aux applaudissements du généreux peuple jersiais. Une pétition fut signée. Le 23 septembre, la grâce de Fouquet arriva.

Maintenant, qu'est-il advenu de Fouquet ?

Je vais vous le dire.

Fouquet vit et Fouquet se repent.[3]

Qu'est-ce que le gibet a à répondre à cela ?

Guernesiais ! ce qu'a fait Jersey, Guernesey peut le faire. Ce que Jersey a obtenu, Guernesey l'obtiendra.

Dira-t-on qu'ici, dans ce sombre guet-apens du 18 octobre, la mort semble justice ? que le crime de Tapner est bien grand ?

Plus le crime est grand, plus le temps doit être mesuré long au repentir.

Quoi ! une femme aura été assassinée, lâchement tuée, lâchement ! une maison aura été pillée, violée, incendiée, un meurtre aura été accompli, et autour de ce meurtre on croira entrevoir une foule d'autres actions perverses, un attentat aura été commis, je me trompe, plusieurs attentats, qui exigeraient une longue et solennelle réparation, le châtiment accompagné de la réflexion, le rachat du mal par la pénitence,

l'agenouillement du criminel sous le crime et du condamné sous la peine, toute une vie de douleur et de purification ; et parce qu'un matin, à un jour précis, le vendredi 27 janvier, en quelques minutes, un poteau aura été enfoncé dans la terre, parce qu'une corde aura serré le cou d'un homme, parce qu'une âme se sera enfuie d'un corps misérable avec le hurlement du damné, tout sera bien !

Brièveté chétive de la justice humaine !

Oh ! nous sommes le dix-neuvième siècle ; nous sommes le peuple nouveau ; nous sommes le peuple pensif, sérieux, libre, intelligent, travailleur, souverain ; nous sommes le meilleur âge de l'humanité, l'époque de progrès, d'art, de science, d'amour, d'espérance, de fraternité ; échafauds ! qu'est-ce que vous nous voulez ?

O machines monstrueuses de la mort, hideuses charpentes du néant, apparitions du passé, toi qui tiens à deux bras ton couperet triangulaire, toi qui secoues un squelette au bout d'une corde, de quel droit reparaissez-vous en plein midi, en plein soleil, en plein dix-neuvième siècle, en pleine vie ? vous êtes des spectres. Vous êtes les choses de la nuit, rentrez dans la nuit. Est-ce que les ténèbres offrent leurs services à la lumière ? Allez-vous-en. Pour civiliser l'homme, pour corriger le coupable, pour illuminer la conscience, pour faire germer le repentir dans les insomnies du crime, nous avons mieux que vous, nous avons la pensée, l'enseignement, l'éducation patiente, l'exemple religieux, la clarté en haut, l'épreuve en bas, l'austérité, le travail, la clémence. Quoi ! du milieu de tout ce qui est grand, de tout ce qui est vrai, de tout ce qui est beau, de tout ce qui est auguste, on verra obstinément surgir la peine de mort ! Quoi ! la ville souveraine, la ville centrale du genre humain, la ville du 14 juillet et du 10 août, la ville où dorment Rousseau et Voltaire, la métropole des révolutions, la cité-crèche de l'idée, aura la Grève, la barrière Saint-Jacques, la Roquette ! Et ce ne sera pas assez de cette contradiction abominable ! et ce contre-sens sera peu ! et cette horreur ne suffira pas ! Et il faudra qu'ici aussi, dans cet archipel, parmi les falaises, les arbres et les fleurs, sous l'ombre des grandes nuées qui viennent du pôle, l'échafaud se dresse, et domine, et constate son droit, et règne ! ici ! dans le bruit des vents, dans la rumeur éternelle des flots, dans la solitude de l'abîme, dans la majesté de la nature !

Allez-vous-en, vous dis-je ! disparaissez ! Qu'est-ce que vous venez faire, toi, guillotine, au milieu de Paris, toi, gibet, en face de l'océan ?

Peuple de pêcheurs, bons et vaillants hommes de la mer, ne laissez pas mourir cet homme. Ne jetez pas l'ombre d'une potence sur votre île charmante et bénie. N'introduisez pas dans vos héroïques et incertaines aventures de mer ce mystérieux élément de malheur.

N’acceptez pas la solidarité redoutable de cet empiétement du pouvoir humain sur le pouvoir divin. Qui sait ? qui connaît ? qui a pénétré l’énigme ? Il y a des abîmes dans les actions humaines, comme il y a des gouffres dans les flots. Songez aux jours d’orage, aux nuits d’hiver, aux forces irritées et obscures qui s’emparent de vous à de certains moments. Songez comme la côte de Serk est rude, comme les bas-fonds des Minquiers sont perfides, comme les écueils de Pater-Noster sont mauvais. Ne faites pas souffler dans vos voiles le vent du sépulcre. N’oubliez pas, navigateurs, n’oubliez pas, pêcheurs, n’oubliez pas, matelots, qu’il n’y a qu’une planche entre vous et l’éternité, que vous êtes à la discrétion des vagues qu’on ne sonde pas et de la destinée qu’on ignore, qu’il y a peut-être des volontés dans ce que vous prenez pour des caprices, que vous luttez sans cesse contre la mer et contre le temps, et que, vous, hommes, qui savez si peu de chose et qui ne pouvez rien, vous êtes toujours face à face avec l’infini et avec l’inconnu !

L’inconnu et l’infini, c’est la tombe.

N’ouvrez pas, de vos propres mains, une tombe au milieu de vous.

Quoi donc ! les voix de cet infini ne nous disent-elles rien ? Est-ce que tous les mystères ne nous entretiennent pas les uns des autres ?

Est-ce que la majesté de l’océan ne proclame pas la sainteté du tombeau ?

Dans la tempête, dans l’ouragan, dans les coups d’équinoxe, quand les brises de la nuit balanceront l’homme mort aux poutres du gibet, est-ce que ce ne sera pas une chose terrible que ce squelette maudissant cette île dans l’immensité ?

Est-ce que vous ne songerez pas en frémissant, j’y insiste, que ce vent qui viendra souffler dans vos agrès aura rencontré à son passage cette corde et ce cadavre, et que cette corde et ce cadavre lui auront parlé ?

Non ! plus de supplices ! nous, hommes de ce grand siècle, nous n’en voulons plus. Nous n’en voulons pas plus pour le coupable que pour le non coupable. Je le répète, le crime se rachète par le remords et non par un coup de hache ou un nœud coulant ; le sang se lave avec les larmes et non avec le sang. Non ! ne donnons plus de besogne au bourreau. Ayons ceci présent à l’esprit, et que la conscience du juge religieux et honnête médite d’accord avec la nôtre : indépendamment du grand forfait contre l’inviolabilité de la vie humaine accompli aussi bien sur le brigand exécuté que sur le héros supplicié, tous les échafauds ont commis des crimes. Le code de meurtre est un scélérat masqué avec ton masque, ô justice, et qui tue et massacre impunément.

Tous les échafauds portent des noms d’innocents et de martyrs. Non, nous ne voulons plus de supplices. Pour nous la guillotine s’appelle

Lesurques, la roue s'appelle Calas, le bûcher s'appelle Jeanne d'Arc, la torture s'appelle Campanella, le billot s'appelle Thomas Morus, la ciguë s'appelle Socrate, le gibet se nomme Jésus-Christ !

Oh ! s'il y a quelque chose d'auguste dans ces enseignements de fraternité, dans ces doctrines de mansuétude et d'amour que toutes les bouches qui crient : religion, et toutes les bouches qui disent : démocratie, que toutes les voix de l'ancien et du nouvel évangile sèment et répandent aujourd'hui d'un bout, du monde à l'autre, les unes au nom de l'Homme-Dieu, les autres au nom de l'Homme-Peuple ; si ces doctrines sont justes, si ces idées sont vraies ; si le vivant est frère du vivant, si la vie de l'homme est vénérable, si l'âme de l'homme est immortelle ; si Dieu seul a le droit de retirer ce que Dieu seul a eu le pouvoir de donner ; si la mère qui sent l'enfant remuer dans ses entrailles est un être béni, si le berceau est une chose sacrée, si le tombeau est une chose sainte, — insulaires de Guernesey, ne tuez pas cet homme !

Je dis : ne le tuez pas, car, sachez-le bien, quand on peut empêcher la mort, laisser mourir, c'est tuer.

Ne vous étonnez pas de cette instance qui est dans mes paroles.

Laissez, je vous le dis, le proscrit intercéder pour le condamné. Ne dites pas : que nous veut cet étranger ? Ne dites pas au banni : de quoi te mêles-tu ? ce n'est pas ton affaire.

— Je me mêle des choses du malheur ; c'est mon droit, puisque je souffre.

L'infortune a pitié de la misère ; la douleur se penche sur le désespoir.

D'ailleurs, cet homme et moi, n'avons-nous pas des souffrances qui se ressemblent ? ne tendons-nous pas chacun les bras à ce qui nous échappe ? moi banni, lui condamné, ne nous tournons-nous pas chacun vers notre lumière, lui vers la vie, moi vers la patrie ?

Et, — l'on devrait réfléchir à ceci, — l'aveuglement de la créature humaine qui proscrit et qui juge est si profond, la nuit est telle sur la terre, que nous sommes frappés, nous les bannis de France, pour avoir fait notre devoir, comme cet homme est frappé pour avoir commis un crime.

La justice et l'iniquité se donnent la main dans les ténèbres.

Mais qu'importe ! pour moi cet assassin n'est plus un assassin, cet incendiaire n'est plus un incendiaire, ce voleur n'est plus un voleur ; c'est un être frémissant qui va mourir.

Le malheur le fait mon frère.

Je le défends.

L'adversité qui nous éprouve a parfois, outre l'épreuve, des utilités imprévues, et il arrive que nos proscriptions, expliquées par les choses

auxquelles elles servent, prennent des sens inattendus et consolants.

Si ma voix est entendue, si elle n'est pas emportée comme un souffle vain dans le bruit du flot et de l'ouragan, si elle ne se perd pas dans la rafale qui sépare les deux îles, si la semence de pitié que je jette à ce vent de mer germe dans les cœurs et fructifie, s'il arrive que ma parole, la parole obscure du vaincu, ait cet insigne honneur d'éveiller l'agitation salutaire d'où sortiront-la peine commuée et le criminel pénitent, s'il m'est donné à moi, le proscrit rejeté et inutile, de me mettre en travers d'un tombeau qui s'ouvre, de barrer le passage à la mort, et de sauver la tête d'un homme, si je suis le grain de sable tombé de la main du hasard qui fait pencher la balance et qui fait prévaloir là vie sur la mort, si ma proscription a été bonne à cela, si c'était là le but mystérieux de la chute de mon foyer et de ma présence en ces îles, oh ! alors tout est bien, je n'ai pas souffert, je remercie, je rends grâces et je lève les mains au ciel, et, dans cette occasion où éclatent toutes les volontés de la providence, ce sera votre triomphe, ô Dieu, d'avoir fait bénir Guernesey par la France, ce peuple presque primitif par la civilisation tout entière, les hommes qui ne tuent point par l'homme qui a tué, la loi de miséricorde et de vie par le meurtrier, et l'exil par l'exilé !

Hommes de Guernesey, ce qui vous parle en cet instant, ce n'est pas moi, qui ne suis que l'atome emporté n'importe dans quelle nuit par le souffle de l'adversité ; ce qui s'adresse à vous aujourd'hui, je viens de vous le dire, c'est la civilisation tout entière ; c'est elle qui tend vers vous ses mains vénérables.

Si Beccaria proscrit était au milieu de vous, il vous dirait : la peine capitale est impie ; si Franklin banni vivait à votre foyer, il vous dirait : la loi qui tue est une loi funeste ; si Filangieri réfugié, si Vico exilé, si Turgot expulsé, si Montesquieu chassé, habitaient sous votre toit, ils vous diraient : l'échafaud est abominable ; si Jésus-Christ, en fuite devant Caïphe, abordait votre île, il vous dirait : ne frappez pas avec le glaive ;- et à Montesquieu, à Turgot, à Vico, à Filangieri, à Beccaria, à Franklin vous criant : grâce ! à Jésus-Christ vous criant : grâce ! répondriez-vous : Non !

Non ! c'est la réponse du mal. Non ! c'est la réponse du néant. L'homme croyant et libre affirme la vie, affirme la pitié, la clémence et le pardon, prouve l'âme de la société par la miséricorde de la loi, et ne répond non ! qu'à l'opprobre, au despotisme et à la mort.

Un dernier mot et j'ai fini.

À cette heure fatale de l'histoire où nous sommes, car si grand que soit un siècle et si beau que soit un astre, ils ont leurs éclipses, à cette minute sinistre que nous traversons, qu'il y ait au moins un lieu sur la

terre où le progrès couvert de plaies, jeté aux tempêtes, vaincu, épuisé, mourant, se réfugie et surnage ! Iles de la Manche, soyez le radeau de ce naufragé sublime ! Pendant que l'orient et l'occident se heurtent pour la fantaisie des princes, pendant que les continents n'offrent partout aux yeux que ruse, violence, fourberie, ambition, pendant que les grands empires étalent les passions basses, vous, petits pays, donnez les grands exemples.

Reposez le regard du genre humain.

Oui, en ce moment où le sang des hommes coule à ruisseaux à cause d'un homme, en ce moment où l'Europe assiste à l'agonie héroïque des turcs sous le talon du czar, triomphateur qu'attend le châtiment, en ce moment où la guerre, évoquée par un caprice d'empereur, se lève de toutes parts avec son horreur et ses crimes, qu'ici du moins, dans ce coin du monde, dans cette république de marins et de paysans, on voie ce beau spectacle : un petit peuple brisant l'échafaud ! Que la guerre soit partout, et ici la paix ! Que la barbarie soit partout, et ici la civilisation ! Que la mort, puisque les princes le veulent, soit partout, et que la vie soit ici ! Tandis que les rois, frappés de démence, font de l'Europe un cirque où les hommes vont remplacer les tigres et s'entre-dévorer, que le peuple de Guernesey, de son rocher, entouré des calamités du monde et des tempêtes du ciel, fasse un piédestal et un autel ; un piédestal à l'Humanité, un autel à Dieu !

Jersey, Marine-Terrace, 10 janvier 1854.

[3] Note : JACQUES FOUQUET. — On nous assure que Jacques Fouquet, condamné à mort par notre cour royale, comme coupable du crime de meurtre sur Frédéric Derbyshire et dont la peine fut commuée par sa majesté en celle de la déportation perpétuelle, a été transféré, il y a six mois, de la prison de Millbank où il était toujours resté, à Dartmore.Il est presque complètement guéri du mal qu'il avait au cou, et sa conduite a été telle à Millbank, que le gouverneur de cette prison regarde comme très probable une nouvelle commutation de sa peine, et un bannissement aux possessions anglaises. (Chronique de Jersey, 7 janvier 1854.)

1855

Ce que pourrait être l'Europe. Ce qu'elle est. Suite des complaisances de l'Angleterre pour l'empire. L'empereur reçu à Londres. Les proscrits chassés de Jersey.

I – SIXIÈME ANNIVERSAIRE DU 24 FÉVRIER 1848

24 février 1855.

Proscrits,

Si la révolution, inaugurée il y a sept ans à pareil jour à l'Hôtel de Ville de Paris, avait suivi son cours naturel, et n'avait pas été, pour ainsi dire, dès le lendemain même de son avènement, détournée de son but ; si la réaction d'abord, Louis Bonaparte ensuite, n'avaient pas détruit la république, la réaction par ruse et lent empoisonnement, Louis Bonaparte par escalade nocturne, effraction, guet-apens et meurtre ; si, dès les jours éclatants de Février, la république avait montré son drapeau sur les Alpes et sur le Rhin et jeté au nom de la France à l'Europe ce cri : Liberté ! qui eût suffi à cette époque, vous vous en souvenez tous, pour consommer sur le vieux continent le soulèvement de tous les peuples et achever l'écroulement de tous les trônes ; si la France, appuyée sur la grande épée de 92, eût donné aide, comme elle le devait, à l'Italie, à la Hongrie, à la Pologne, à la Prusse, à l'Allemagne ; si, en un mot, l'Europe des peuples eût succédé en 1848 à l'Europe des rois, voici quelle serait aujourd'hui, après sept années de liberté et de lumière, la situation du continent.

On verrait ceci :

Le continent serait un seul peuple ; les nationalités vivraient de leur vie propre dans la vie commune ; l'Italie appartiendrait à l'Italie, la Pologne appartiendrait à la Pologne, la Hongrie appartiendrait à la Hongrie, la France appartiendrait à l'Europe, l'Europe appartiendrait à l'Humanité.

Plus de Rhin, fleuve allemand ; plus de Baltique et de mer Noire, lacs russes ; plus de Méditerranée, lac français ; plus d'Atlantique, mer anglaise ; plus de canons au Sund et à Gibraltar ; plus de kammerlicks aux Dardanelles. Les fleuves libres, les détroits libres, les océans libres.

Le groupe européen n'étant plus qu'une nation, l'Allemagne serait à la France, la France serait à l'Italie ce qu'est aujourd'hui la Normandie à la Picardie et la Picardie à la Lorraine. Plus de guerre ; par conséquent plus d'armée. Au seul point de vue financier, bénéfice net par an pour l'Europe, quatre milliards.[4].

Plus de frontières, plus de douanes, plus d'octrois ; le libre échange ;

flux et reflux gigantesque de numéraire et de denrées, industrie et commerce vingtuplés ; bonification annuelle pour la richesse du continent, au moins dix milliards. Ajoutez les quatre milliards de la suppression des armées, plus deux milliards au moins gagnés par l'abolition des fonctions parasites sur tout le continent, y compris la fonction de roi, cela fait tous les ans un levier de seize milliards pour soulever les questions économiques. Une liste civile du travail, une caisse d'amortissement de la misère épuisant les bas-fonds du chômage et du salariat avec une puissance de seize milliards par an.

Calculez cette énorme production de bien-être.

Je ne développe pas.

Une monnaie continentale, à double base métallique et fiduciaire, ayant pour point d'appui le capital Europe tout entier et pour moteur l'activité libre de deux cents millions d'hommes, cette monnaie, une, remplacerait et résorberait toutes les absurdes variétés monétaires d'aujourd'hui, effigies de princes, figures des misères, variétés qui sont autant de causes d'appauvrissement ; car, dans le va-et-vient monétaire, multiplier la variété, c'est multiplier le frottement ; multiplier le frottement, c'est diminuer la circulation. En monnaie, comme en toute chose, circulation, c'est unité.

La fraternité engendrerait la solidarité ; le crédit de tous serait la propriété de chacun, le travail de chacun, la garantie de tous.

Liberté d'aller et venir, liberté de s'associer, liberté de posséder, liberté d'enseigner, liberté de parler, liberté d'écrire, liberté de penser, liberté d'aimer, liberté de croire, toutes les libertés feraient faisceau autour du citoyen gardé par elles et devenu inviolable.

Aucune voie de fait, contre qui que ce soit ; même pour amener le bien. Car à quoi bon ? Par la seule force des choses, par la simple augmentation de la lumière, par le seul fait du plein jour succédant à la pénombre monarchique et sacerdotale, l'air serait devenu irrespirable à l'homme de force, à l'homme de fraude, à l'homme de mensonge, à l'homme de proie, à l'exploitant, au parasite, au sabreur, à l'usurier, à l'ignorantin, à tout ce qui vole dans les crépuscules avec l'aile de la chauve-souris.

La vieille pénalité se serait dissoute comme le reste. La guerre étant morte, l'échafaud, qui a la même racine, aurait séché et disparu de lui-même. Toutes les formes du glaive se seraient évanouies. On en serait à douter que la créature humaine ait jamais pu, ait jamais osé mettre à mort la créature humaine, même dans le passé. Il y aurait, dans la galerie ethnographique du Louvre, un mortier-Paixhans sous verre, un canon-Lancastre sous verre, une guillotine sous verre, une potence sous verre, et

l'on irait par curiosité voir au muséum ces bêtes féroces de l'homme comme on va voir à la ménagerie les bêtes féroces de Dieu.

On dirait : c'est donc cela, un gibet ! comme on dit : c'est donc cela, un tigre !

On verrait partout le cerveau qui pense, le bras qui agit ; la matière, qui obéit ; la machine servant l'homme ; les expérimentations sociales sur une vaste échelle ; toutes les fécondations merveilleuses du progrès par le progrès ; la science aux prises avec la création ; des ateliers toujours ouverts dont la misère n'aurait qu'à pousser la porte pour devenir le travail ; des écoles toujours ouvertes dont l'ignorance n'aurait qu'à pousser la porte pour devenir la lumière ; des gymnases gratuits et obligatoires où les aptitudes seules marqueraient les limites de l'enseignement, où l'enfant pauvre recevrait la même culture que l'enfant riche ; des scrutins où la femme voterait comme l'homme.

Car le vieux monde du passé trouve la femme bonne pour les responsabilités civiles, commerciales, pénales, il trouve la femme bonne pour la prison, pour Clichy, pour le bagne, pour le cachot, pour l'échafaud ; nous, nous trouvons la femme bonne pour la dignité et pour la liberté ; il trouve la femme bonne pour l'esclavage et pour la mort, nous la trouvons bonne pour la vie ; il admet la femme comme personne publique pour la souffrance et pour la peine, nous l'admettons comme personne publique pour le droit. Nous ne disons pas : âme de première qualité, l'homme ; âme de deuxième qualité, la femme.

Nous proclamons la femme notre égale, avec le respect de plus. O femme, mère, compagne, sœur, éternelle mineure, éternelle esclave, éternelle sacrifiée, éternelle martyre, nous vous relèverons ! De tout ceci le vieux monde nous raille, je le sais. Le droit de la femme, proclamé par nous, est le sujet principal de sa gaîté. Un jour, à l'assemblée, un interrupteur me cria : — C'est surtout avec ça, les femmes, que vous nous faites rire. — Et vous, lui répondis-je, c'est surtout avec ça, les femmes, que vous nous faites pleurer.

Je reprends, et j'achève cette esquisse.

Au faîte de cette splendeur universelle, l'Angleterre et la France rayonneraient ; car elles sont les aînées de la civilisation actuelle ; elles sont au dix-neuvième siècle les deux nations mères ; elles éclairent au genre humain en marche les deux routes du réel et du possible ; elles portent les deux flambeaux, l'une le fait, l'autre l'idée.

Elles rivaliseraient sans se nuire ni s'entraver. Au fond, et à voir les choses de la hauteur philosophique, — permettez-moi cette parenthèse-il n'y a jamais eu entre elles d'autre antipathie que ce désir d'aller au-delà, cette impatience de pousser plus loin, cette logique de marcheur en

avant, cette soi de l'horizon, cette ambition de progrès indéfini qui est toute la France et qui a quelquefois importuné l'Angleterre sa voisine, volontiers satisfaite des résultats obtenus et épouse tranquille du fait accompli. La France est l'adversaire de l'Angleterre comme le mieux est l'ennemi du bien.

Je continue.

Dans la vieille cité du dix août et du vingt-deux septembre, déclarée désormais la Ville d'Europe, Urbs, une colossale assemblée, l'assemblée des États-Unis d'Europe, arbitre de la civilisation, sortie du suffrage universel de tous les peuples du continent, traiterait et réglerait, en présence de ce majestueux mandant, juge définitif, et avec l'aide de la presse universelle libre, toutes les questions de l'humanité, et ferait de Paris au centre du monde un volcan de lumière.

Citoyens, je le dis en passant, je ne crois pas à l'éternité de ce qu'on appelle aujourd'hui les parlements ; mais les parlements, générateurs de liberté et d'unité tout ensemble, sont nécessaires jusqu'au jour, jour lointain, encore et voisin de l'idéal, où, les complications politiques s'étant dissoutes dans la simplification du travail universel, la formule :

LE MOINS DE GOUVERNEMENT POSSIBLE recevant une application de plus en plus complète, les lois factices ayant toutes disparu et les lois naturelles demeurant seules, il n'y aura plus d'autre assemblée que l'assemblée des créateurs et des inventeurs, découvrant et promulguant la loi et ne la faisant pas, l'assemblée de l'intelligence, de l'art et de la science, l'Institut.

L'Institut transfiguré et rayonnant, produit d'un tout autre mode de nomination, délibérant publiquement. Sans nul doute, l'Institut, dans la perspective des temps, est l'unique assemblée future. Chose frappante et que j'ajoute encore en passant, c'est la Convention qui a créé l'Institut. Avant d'expirer, ce sombre aigle des révolutions a déposé sur le généreux sol de France l'œuf mystérieux qui contient les ailes de l'avenir.

Ainsi, pour résumer en peu de mots les quelques linéaments que je viens d'indiquer, et beaucoup de détails m'échappent, je jette ces idées au hasard et rapidement et je ne trace qu'un à peu près, si la révolution de 1848 avait vécu et porté ses fruits, si la république fût restée debout, si, de république française, elle fût devenue, comme la logique l'exige, république européenne, fait qui se serait accompli alors, certes, en moins d'une année, et presque sans secousse ni déchirement, sous le souffle du grand vent de Février, citoyens, si les choses s'étaient passées de la sorte, que serait aujourd'hui l'Europe ? une famille. Les nations sœurs. L'homme frère de l'homme.

On ne serait plus ni français, ni prussien, ni espagnol ; on serait

européen. Partout la sérénité, l'activité, le bien-être, la vie. Pas d'autre lutte, d'un bout à l'autre du continent, que la lutte du bien, du beau, du grand, du juste, du vrai et de l'utile domptant l'obstacle et cherchant l'idéal. Partout cette immense victoire qu'on appelle le travail dans cette immense clarté qu'on appelle la paix.

Voilà, citoyens, si la révolution eût triomphé, voilà, en raccourci et en abrégé, le spectacle que nous donnerait à cette heure l'Europe des peuples.

Mais ces choses ne se sont point réalisées. Heureusement on a rétabli l'ordre. Et, au lieu de cela, que voyons-nous ?

Ce qui est debout en ce moment, ce n'est pas l'Europe des peuples ; c'est l'Europe des rois.

Et que fait-elle, l'Europe des rois ?

Elle a la force ; elle peut ce qu'elle veut ; les rois sont libres puisqu'ils ont étouffé la liberté ; l'Europe des rois est riche ; elle a des millions, elle a des milliards ; elle n'a qu'à ouvrir la veine des peuples pour en faire jaillir du sang et de l'or. Que fait-elle ?

Déblaie-t-elle les embouchures des fleuves ? abrège-t-elle la route de l'Inde ? relie-t-elle le Pacifique à l'Atlantique ?

Perce-t-elle l'isthme de Suez ? coupe-t-elle l'isthme de Panama ? jette-t-elle dans les profondeurs de l'océan le prodigieux fil électrique qui rattachera les continents aux continents par l'idée devenue éclair, et qui, fibre colossale de la vie universelle, fera du globe un cœur énorme ayant pour battement la pensée de l'homme ?

À quoi s'occupe l'Europe des rois ? accomplit-elle, maîtresse du monde, quelque grand et saint travail de progrès, de civilisation et d'humanité ? à quoi dépense-t-elle les forces gigantesques du continent dont elle dispose ?

que fait-elle ?

Citoyens, elle fait une guerre.

Une guerre pour qui ?

Pour vous, peuples ?

Non, pour eux, rois.

Quelle guerre ?

Une guerre misérable par l'origine : une clef ; épouvantable par le début : Balaklava ; formidable par la fin : l'abîme.

Une guerre qui part du risible pour aboutir à l'horrible.

Proscrits, nous avons déjà plus d'une fois parlé de cette guerre, et nous sommes condamnés à en parler longtemps encore. Hélas ! je n'y songe, quant à moi, que le cœur serré.

O français qui m'entourez, la France avait une armée, une armée la

première du monde, une armée admirable, incomparable, formée aux grandes guerres par vingt ans d'Afrique, une armée tête de colonne du genre humain, espèce de Marseillaise vivante, aux strophes hérissées de bayonnettes, qui, mêlée au souffle de la Révolution, n'eût eu qu'à faire chanter ses clairons pour faire à l'instant même tomber en poussière sur le continent tous les vieux sceptres et toutes les vieilles chaînes ; cette armée, où est-elle ? qu'est-elle devenue ?

Citoyens, M. Bonaparte l'a prise. Qu'en a-t-il fait ? d'abord il l'a enveloppée dans le linceul de son crime ; ensuite il lui a cherché une tombe. Il a trouvé la Crimée.

Car cet homme est poussé et aveuglé par ce qu'il a en lui de fatal et par cet instinct de la destruction du vieux monde qui est son âme à son insu.

Proscrits, détournez un moment vos yeux de Cayenne où il y a aussi un sépulcre, et regardez là-bas à l'orient. Vous y avez des frères.

L'armée française et l'armée anglaise sont là.

Qu'est-ce que c'est que cette tranchée qu'on ouvre devant cette ville tartare ? cette tranchée à deux pas de laquelle coule le ruisseau de sang d'Inkermann, cette tranchée où il y a des hommes qui passent la nuit debout et qui ne peuvent se coucher parce qu'ils sont dans l'eau jusqu'aux genoux ; d'autres qui sont couchés, mais dans un demi-mètre de boue qui les recouvre entièrement et où ils mettent une pierre pour que leur tête en sorte ; d'autres qui sont couchés, mais dans la neige, sous la neige, et qui se réveilleront demain les pieds gelés ; d'autres qui sont couchés, mais sur la glace et qui ne se réveilleront pas ; d'autres qui marchent pieds nus par un froid de dix degrés parce qu'ayant ôté leurs souliers, ils n'ont plus la force de les remettre ; d'autres couverts de plaies qu'on ne panse pas.

Tous sans abri, sans feu, presque sans aliments, faute de moyens de transport, ayant pour vêtement des haillons mouillés devenus glaçons, rongés de dyssenterie et de typhus, tués par le lit où ils dorment, empoisonnés par l'eau qu'ils boivent[5], harcelés de sorties, criblés de bombes, réveillés de l'agonie par la mitraille, et ne cessant d'être des combattants que pour redevenir des mourants ; cette tranchée où l'Angleterre, à l'heure qu'il est, a entassé trente mille soldats, où la France, le 17 décembre, — j'ignore le chiffre ultérieur, — avait couché quarante-six mille sept cents hommes ; cette tranchée où, en moins de trois mois, quatrevingt mille hommes ont disparu ; cette tranchée de Sébastopol, c'est la fosse des deux armées. Le creusement de cette fosse, qui n'est pas finie, a déjà coûté trois milliards.

La guerre est un fossoyeur en grand qui se fait payer cher.

Oui, pour creuser la fosse des deux armées d'Angleterre et de France, la France et l'Angleterre, en comptant tout, y compris le capital des flottes englouties, y compris la dépression de l'industrie, du commerce et du crédit, ont déjà dépensé trois milliards. Trois milliards ! avec ces trois milliards on eût complété le réseau des chemins de fer anglais et français, on eût construit le tunnel tubulaire de la Manche, meilleur trait d'union des deux peuples que la poignée de main de lord Palmerston et de M. Bonaparte qu'on nous montre au-dessus de nos têtes avec cette légende :

À LA BONNE FOI ; avec ces trois milliards, on eût drainé toutes les bruyères de France et d'Angleterre, donné de l'eau salubre à toutes les villes, à tous les villages et à tous les champs, assaini la terre et l'homme, reboisé dans les deux pays toutes les pentes, prévenu par conséquent les inondations et les débordements, empoissonné tous les fleuves de façon à donner au pauvre le saumon à un sou la livre, multiplié les ateliers et les écoles, exploré et exploité partout les gisements houillers et minéraux, doté toutes les communes de pioches à vapeur, ensemencé les millions d'hectares en friche, transformé les égouts en puits d'engrais, rendu les disettes impossibles, mis le pain dans toutes les bouches, décuplé la production, décuplé la consommation, décuplé la circulation, centuplé la richesse ! — Il vaut mieux prendre-je me trompe-ne pas prendre Sébastopol !

Il vaut mieux employer ses milliards à faire périr ses armées ! il vaut mieux se ruiner à se suicider !

Donc, devant le continent qui frissonne, les deux armées agonisent.

Et, pendant ce temps-là, que fait « l'empereur Napoléon III » ?

J'ouvre un journal de l'empire (l'orateur déploie un journal) et j'y lis :

« Le carnaval poursuit ses joies. Ce ne sont que fêtes et bals.

Le deuil que la cour a pris à l'occasion des morts des reines de Sardaigne sera suspendu vingt-quatre heures pour ne pas empêcher le bal qui va avoir lieu aux Tuileries. »

Oui, c'est le bruit d'un orchestre que nous entendons dans le pavillon de l'Horloge ; oui, le Moniteur enregistre et détaille le quadrille où ont « figuré leurs majestés » ; oui, l'empereur danse, oui, ce Napoléon danse, pendant que, les prunelles fixées sur les ténèbres, nous regardons, et que le monde civilisé, frémissant, regarde avec nous Sébastopol, ce puits de l'abîme, ce tonneau sombre ou viennent l'une après l'autre, pâles, échevelées, versant dans le gouffre leurs trésors et leurs enfants, et recommençant toujours, la France et l'Angleterre, ces deux Danaïdes aux yeux sanglants !

Pourtant on annonce que « l'empereur » va partir. Pour la Crimée !

Est-ce possible ? Voici que la pudeur lui viendrait et qu'il aurait conscience de la rougeur publique ? On nous le montre brandissant vers Sébastopol le sabre de Lodi, chaussant les bottes de sept lieues de Wagram, avec Troplong et Baroche éplorés pendus aux deux basques de sa redingote grise. Que veut dire ce va-t-en guerre ? — Citoyens, un souvenir. Le matin du coup d'état, apprenant que la lutte commençait, M. Bonaparte s'écria : Je veux aller partager les dangers de mes braves soldats !

Il y eut probablement là quelque Baroche ou quelque Troplong qui s'éplora. Rien ne put le retenir. Il partit. Il traversa les Champs-Elysées et les Tuileries entre deux triples haies de bayonnettes. En débouchant des Tuileries, il entra rue de l'Échelle.

Rue de l'Échelle, cela signifie rue du Pilori ; il y avait là autrefois en effet une échelle ou pilori.

Dans cette rue il aperçut de la foule, il vit le geste menaçant du peuple ; un ouvrier lui cria : à bas le traître ! Il pâlit, tourna bride, et rentra à l'Elysée. Ne nous donnons donc pas les émotions du départ. S'il part, la porte des Tuileries, comme celle de l'Elysée, reste entre-bâillée derrière lui ; s'il part, ce n'est pas pour la tranchée où l'on agonise, ni pour la brèche où l'on meurt. Le premier coup de canon qui lui criera : à bas le traître !

lui fera rebrousser chemin. Soyons tranquilles. Jamais, ni dans Paris, ni en Crimée, ni dans l'histoire, Louis Bonaparte ne dépassera la rue de l'Échelle.

Du reste, s'il part, l'œil de l'histoire sera fixé sur Paris.

Attendons.

Citoyens, je viens d'exposer devant vous, et je circonsris la peinture, le tableau que présente l'Europe aujourd'hui.

Ce que serait l'Europe républicaine, je vous l'ai dit ; ce qu'est l'Europe impériale ; vous le voyez.

Dans cette situation générale, la situation spéciale de la France, la voici :

Les finances gaspillées, l'avenir grevé d'emprunts, lettres de change signées DEUX-DÉCEMBRE et LOUIS BONAPARTE et par conséquent sujettes à protêt, l'Autriche et la Prusse ennemies avec des masques d'alliées, la coalition des rois latente mais visible, les rêves de démembrement revenus, un million d'hommes prêta s'ébranler vers le Rhin au premier signe du czar, l'armée d'Afrique anéantie. Et pour point d'appui, quoi ? l'Angleterre ; un naufrage.

Tel est cet effrayant horizon aux deux extrémités duquel se dressent deux spectres, le spectre de l'armée en Crimée, le spectre de la

république en exil.

Hélas ! l'un de ces deux spectres a au flanc le coup de poignard de l'autre, et le lui pardonne.

Oui, j'y insiste, la situation est si lugubre que le parlement épouvanté ordonne une enquête, et qu'il semble à ceux qui n'ont pas foi en l'avenir des peuples providentiels que la France va périr et que l'Angleterre va sombrer.

Résumons.

La nuit partout. Plus de tribune en France, plus de presse, plus de parole. La Russie sur la Pologne, l'Autriche sur la Hongrie, l'Autriche sur Milan, l'Autriche sur Venise, Ferdinand sur Naples, le pape sur Rome, Bonaparte sur Paris. Dans ce huis clos de l'obscurité, toutes sortes d'actes de ténèbres ; exactions, spoliations, brigandages, transportations, fusillades, gibets ; en Crimée, une guerre affreuse ; des cadavres d'armées sur des cadavres de nations ; l'Europe cave d'égorgement. Je ne sais quel tragique flamboiement sur l'avenir. Blocus, villes incendiées, bombardements, famines, pestes, banqueroutes. Pour les intérêts et les égoïsmes le commencement d'un sauve-qui-peut. Révoltes obscures des soldats en attendant le réveil des citoyens.

État de choses terrible, vous dis-je, et cherchez-en l'issue. Prendre Sébastopol, c'est la guerre sans fin ; ne pas prendre Sébastopol, c'est l'humiliation sans remède.

Jusqu'à présent on s'était ruiné pour la gloire, maintenant ou se ruine pour l'opprobre.

Et que deviendront, sous ce trépignement de césars furieux, ceux des peuples qui survivent ? Ils pleureront jusqu'à leur dernière larme, ils paieront jusqu'à leur dernier sou, ils saigneront jusqu'à leur dernier enfant. Nous sommes en Angleterre, que voyons-nous autour de nous ?

Partout des femmes en noir. Des mères, des sœurs, des orphelines, des veuves. Rendez-leur donc ce qu'elles pleurent, à ces femmes ! Toute l'Angleterre est sous un crêpe. En France il y a ces deux immenses deuils, l'un qui est la mort, l'autre, pire, qui est l'ignominie ;

l'hécatombe de Balaklava et le bal des Tuileries.

Proscrits, cette situation a un nom. Elle s'appelle « la société sauvée ».

Ne l'oublions pas, ce nom nous le dit, reportons toujours tout à l'origine.

Oui, cette situation, toute cette situation sort du « grand acte » de décembre. Elle est le produit du parjure du 2 et de la boucherie du 4. On ne peut pas dire d'elle du moins qu'elle est bâtarde. Elle a une mère, la trahison, et un père, le massacre. Voyez ces deux choses qui aujourd'hui se touchent comme les deux doigts de la main de justice divine, le guet-

apens de 1851 et la calamité de 1855, la catastrophe de Paris et la catastrophe de l'Europe.

M. Bonaparte est parti de ceci pour arriver à cela.

Je sais bien qu'on me dit, je sais bien que M. Bonaparte me dit et me fait dire par ses journaux : — Vous n'avez à la bouche que le Deux-Décembre ! Vous répétez toujours ces choses-là ! — À quoi je réponds : — Vous êtes toujours là !

Je suis votre ombre.

Est-ce ma faute à moi si l'ombre du crime est un spectre ?

Non ! non ! non ! non ! ne nous taisons pas, ne nous lassons pas, ne nous arrêtons pas. Soyons toujours là, nous aussi, nous qui sommes le droit, la justice et la réalité. Il y a maintenant au-dessus de la tête de Bonaparte deux linceuls, le linceul du peuple et le linceul de l'armée, agitons-les sans relâche. Qu'on entende sans cesse, qu'on entende à travers tout, nos voix au fond de l'horizon ! ayons la monotonie redoutable de l'océan, de l'ouragan, de l'hiver, de la tempête, de toutes les grandes protestations de la nature.

Ainsi, citoyens, une bataille à outrance, une fuite sans fond de toutes les forces vives, un écroulement sans limites, voilà où en est cette malheureuse société du passé qui s'était crue sauvée en effet parce qu'un beau matin elle avait vu un aventurier, son conquérant, confier l'ordre au sergent de ville et l'abrutissement au jésuite !

Cela est en bonnes mains, avait-elle dit.

Qu'en pense-t-elle maintenant ?

O peuples, il y a des hommes de malédiction.

Quand ils promettent la paix, ils tiennent la guerre ; quand ils promettent le salut, ils tiennent le désastre ; quand ils promettent la prospérité, ils tiennent la ruine ; quand ils promettent la gloire, ils tiennent la honte ; quand ils prennent la couronne de Charlemagne, ils mettent dessous le crâne d'Ezzelin ; quand ils refont la médaille de César, c'est avec le profil de Mandrin ; quand ils recommencent l'empire, c'est par 1812 ; quand ils arborent un aigle, c'est une orfraie ; quand ils apportent à un peuple un nom, c'est un faux nom ; quand ils lui font un serment, c'est un faux serment ; quand ils lui annoncent un Austerlitz, c'est un faux Austerlitz ; quand ils lui donnent un baiser, c'est le baiser de Judas ; quand ils lui offrent un pont pour passer d'une rive à l'autre, c'est le pont de la Bérésina.

Ah ! il n'est, pas un de nous, proscrits, qui ne soit navré, car la désolation est partout, car l'abjection est partout, car l'abomination est partout ; car l'accroissement du czar, c'est la diminution delà lumière ; car, moi qui vous parle, l'abaissement de cette grande, fière, généreuse et

libre Angleterre m'humilie comme homme ; car, suprême douleur, nous entendons en ce moment la France qui tombe avec le bruit que ferait la chute d'un cercueil !

Vous êtes navrés, mais vous avez courage et foi. Vous faites bien, amis. Courage, plus que jamais ! Je vous l'ai dit déjà, et cela devient plus évident de jour en jour, à cette heure la France et l'Angleterre n'ont plus qu'une voie de salut, l'affranchissement des peuples, la levée en masse des nationalités, la révolution. Extrémité sublime.

Il est beau que le salut soit en même temps la justice. C'est là que la providence éclate.

Oui, courage plus que jamais ! Dans le péril Danton criait : de l'audace ! de l'audace ! et encore de l'audace ! — Dans l'adversité il faut crier : de l'espoir ! de l'espoir ! et encore de l'espoir ! — Amis, la grande république, la république démocratique, sociale et libre rayonnera avant peu ; car c'est la fonction de l'empire de la faire renaître, comme c'est la fonction de la nuit de ramener le jour. Les hommes de tyrannie et de malheur disparaîtront.

Leur temps se compte maintenant par minutes. Ils sont adossés au gouffre ; et déjà, nous qui sommes dans l'abîme, nous pouvons voir leur talon qui dépasse le rebord du précipice. O proscrits ! j'en atteste les ciguës que les Socrates ont bues, les Golgotha où sont montés les Jésus-Christs, les Jéricho que les Josués ont fait crouler ; j'en atteste les bains de sang qu'ont pris les Thraséas, les braises ardentes qu'ont mâchées les Porcias, épouses des Brutus, les bûchers d'où les Jean Huss ont crié : le cygne naîtra ! j'en atteste ces mers qui nous entourent et que les Christophe-Colombs ont franchies, j'en atteste ces étoiles qui sont au-dessus de nos têtes et que les Galilées ont interrogées, proscrits, la liberté est immortelle ! proscrits, la vérité est éternelle !

Le progrès, c'est le pas même de Dieu.

Donc, que ceux qui pleurent se consolent, et que ceux qui tremblent-il n'y en a pas parmi nous-se rassurent.

L'humanité ne connaît pas le suicide et Dieu ne connaît pas l'abdication. Non, les peuples ne resteront pas indéfiniment dans les ténèbres, ignorant l'heure qu'il est dans la science, l'heure qu'il est dans la philosophie, l'heure qu'il est dans l'art, l'heure qu'il est dans l'esprit humain, l'œil stupidement fixé sur le despotisme, ce sinistre cadran d'ombre où la double aiguille sceptre et glaive, à jamais immobile, marque éternellement minuit !

[4] Note : Pour la France, plus de liste civile, plus de clergé payé, plus de magistrature inamovible, plus d'administration centralisée, plus d'armée permanente ; bénéfice net par an : 800 millions. 2 millions par jour. [5]

note : Voir aux Notes.

II – LETTRE À LOUIS BONAPARTE

8 avril 1855.

Cette funèbre guerre de Crimée se termina par le baiser de la reine Victoria à « l'empereur des français ». Louis Bonaparte alla à Londres chercher ce baiser. Ce fut une sorte d'enivrement des deux gouvernements. Les fêtes après les carnages ; ces choses là s'enchaînent.

La fête fut splendide. Elle fut même complète. L'exil s'en mêla. En débarquant à Douvres, « l'empereur » put lire, affichées sur tous les murs, les paroles que voici :

VICTOR HUGO À LOUIS BONAPARTE

Qu'est-ce que vous venez faire ici ? à qui en voulez-vous ? Qui venez-vous insulter ? L'Angleterre dans son peuple ou la France dans ses proscrits ? Nous en avons déjà enterré neuf, à Jersey seulement.

Est-ce là ce que vous voulez savoir ? Le dernier s'appelait Félix Bony, et avait vingt-neuf ans ; cela vous suffit-il ? Voulez-vous voir son tombeau ? Que venez-vous faire ici, vous dis-je ? Cette Angleterre qui n'a point de bât sur le cou, cette France bannie, ce peuple souverain de lui-même, cette proscription décimée et calme, n'ont que faire de vous. Laissez la liberté en paix. Laissez l'exil tranquille.

Ne venez pas.

Quel leurre viendrez-vous offrir à cette illustre et généreuse nation ? quel coup d'ongle préméditez-vous contre la liberté anglaise ? arriveriez-vous plein de promesses comme en France en 1848 ? changeriez-vous la pantomime ? mettrez-vous la main sur votre cœur pour l'alliance anglaise de la même façon que vous l'y mettiez pour la république ? sera-ce toujours l'habit boutonné, la plaque sur l'habit, la main sur la plaque, l'accent ému, l'œil humide ? quelle parole la plus sacrée allez-vous jurer ? quelle affirmation de fidélité éternelle, quel engagement inviolable, quelle protestation portant votre exergue, quel serment frappé à votre effigie allez-vous mettre en circulation ici, vous, le faux monnayeur de l'honneur !

Qu'est-ce que vous apporteriez à cette terre ? Cette terre est la terre de Thomas Morus, de Hampden, de Bradshaw, de Shakespeare, de Milton, de Newton, de Watt, de Byron, et elle n'a pas besoin d'un échantillon de la boue du boulevard Montmartre. Vous venez chercher

une jarretière ? En effet, c'est jusque-là que vous avez du sang.

Je vous dis de ne pas venir. Vous ne seriez pas à votre place ici.

Regardez. Vous voyez bien que ce peuple est libre. Vous voyez bien que ces gens-là vont et viennent, lisent, écrivent, interrogent, pensent, crient, se taisent, respirent, comme bon leur semble. Cela ne ressemble à rien de ce que vous connaissez. Vous aurez beau regarder les collets d'habit, vous n'y trouverez pas le pli que donne le poing du gendarme. Non, vraiment, vous ne seriez pas chez vous. Vous seriez dans un air irrespirable pour vous.

Vous voyez bien qu'il n'y a pas de janissaires ici, pas plus de janissaires prêtres que de janissaires soldats ; vous voyez bien qu'il n'y pas d'espions ; vous voyez bien qu'il n'y a pas de jésuites ; vous voyez bien que les juges rendent la justice !

La tribune parle, les journaux parlent, la conscience publique parle ; il y a du soleil en ce pays. Vous voyez bien qu'il fait jour, aigle ! que venez-vous faire ici ?

Si vous voulez savoir, alliance à part, ce que ce peuple pense de vous, lisez ses vrais journaux, ses journaux d'il y a deux ans.

Visiterez-vous Londres, habillé en empereur et en général ? D'autres qui étaient empereurs aussi, et généraux aussi, l'ont visitée avant vous, et y ont eu des ovations diversement triomphales ; vous auriez le même accueil. Irez-vous au square Trafalgar ? irez-vous au square Waterloo, au pont Waterloo, à la colonne Waterloo ? Nicolas y a été reçu par les aldermen. Irez-vous à la brasserie Perkins ? Haynau y a été reçu par les ouvriers.

Venez-vous parler à l'Angleterre de la Crimée ? Vous toucheriez là à un grand deuil. Le désastre de Sébastopol a ouvert le flanc de l'Angleterre plus profondément encore que le flanc de la France.

L'armée française agonise, l'armée anglaise est morte ; ce qui, si l'on en croit ceux qui admirent vos hasards, aurait fait faire à l'un de vos historiographes cette remarque : — Sans le vouloir, nous vengeons Waterloo. Napoléon III a fait plus de mal à l'Angleterre en un an d'alliance qu'en quinze ans de guerre Napoléon premier.

(À propos, vos amis ne disent plus : le grand. Pourquoi donc ?)

Oui, vous avez de ces flatteurs-là, empereur d'occasion.

C'est une chose étrange en effet que cette aventure qu'on appelle votre destinée.

Les paroles manquent et l'on tombe dans un abîme de stupeur en pensant que vous en êtes peut-être vraiment venu vous-même à croire que vous êtes quelqu'un, eu songeant que vous prenez votre tragédie horrible au sérieux, et que, probablement, vous vous imagineriez faire

sur l'Europe je ne sais quel effet de perspective le jour où vous apparaîtriez au peuple anglais dans votre mise en scène d'à présent, muet, heureux et lugubre, debout dans votre nuée de crimes, couronné d'une sorte d'infamie impériale et mystérieuse, et portant sur votre front toutes ces actions sombres qui sont de la compétence du tonnerre.

Et de la cour d'assises, monsieur.

Ah ! ces terribles choses vraies, vous les entendrez. Pourquoi venez-vous ici ?

Tenez, parmi ceux de ce gouvernement qui, pour des raisons variées, vous font accueil, prenez le plus enthousiaste, le plus enivré, le plus effaré de vous, prenez l'anglais qui crie le mieux : Vive l'empereur ! alderman, ministre, lord, et faites-lui cette simple question :

— S'il arrivait en ce pays qu'un homme tenant le pouvoir à un titre quelconque, un ministre, par exemple (c'est ce que vous étiez, monsieur), s'il arrivait que cet homme, sous prétexte qu'il aurait, devant les hommes et devant Dieu, juré fidélité à la constitution, prît une nuit l'Angleterre à la gorge, brisât le parlement, renversât la tribune, jetât les membres inviolables des assemblées dans les cabanons de Millbank et de Newgate, démolît Westminster, fit du sac de laine l'oreiller de son corps de garde, chassât les juges à coups de bottes, liât les mains derrière le dos à la justice, bâillonnât la presse, écrasât les imprimeries, étranglât les journaux, couvrît Londres de canons et de bayonnettes, vidât les fourgons de la Banque dans les poches de ses soldats, prît les maisons d'assaut, égorgeât les hommes, les femmes, les vieillards et les enfants, fît de Hyde-Park une fosse d'arquebusades nocturnes, mitraillât la Cité, mitraillât let Strand, mitraillât Régent street, mitraillât Charing Cross, vingt quartiers de Londres, vingt comtés d'Angleterre, encombrât les rues des cadavres des passants, emplît les morgues et les cimetières, fît la nuit partout, le silence partout, la mort partout, supprimât, en un mot, d'un seul coup, la loi, la liberté, le droit, la nation, le souffle, la vie, qu'est-ce que le peuple anglais ferait à cet homme ? — Avant que la phrase soit finie, vous verriez sortir de terre d'elle-même et se dresser devant vous l'échelle de l'échafaud !

Oui, l'échafaud.

Et, si hideux que soient les crimes que je viens d'énumérer, je prononce ce mot, — pourquoi m'en cacherais-je ? — avec un serrement de cœur ; car la suprême parole du progrès, confessée par nous, démocrates-socialistes, n'a pas jusqu'à cette heure été acceptée en Angleterre, et pour ce grand peuple insulaire, arrêté à mi-côte du dix-neuvième siècle et à quelque distance du sommet de la civilisation, la vie humaine n'est pas encore inviolable.

Il faut être sur ce haut plateau de l'exil et de l'épreuve où nous sommes pour embrasser l'horizon entier de la vérité et pour comprendre que toute vie humaine, même votre vie humaine à vous, monsieur, est sacrée.

Ce n'est pas du reste de cette façon, et du haut d'un principe, que vos amis de ce pays traitent les questions qui vous touchent. Ils trouvent plus court de dire qu'il n'y a jamais eu de coup d'état, que ce n'est pas vrai, que vous n'avez jamais prêté le moindre serment, que le deux-décembre n'a jamais existé, qu'il n'a pas été versé une goutte de sang, que Saint-Arnaud, Espinasse et Maupas sont des personnages mythologiques, qu'il n'y a pas de proscrits, que Lambessa est dans la lune, et que nous faisons semblant.

Les habiles disent qu'il y a bien eu quelque chose en effet, mais que nous exagérons, que les hommes tués n'avaient pas tous des cheveux blancs, que les femmes tuées n'étaient pas toutes grosses, et que l'enfant de sept ans de la rue Tiquetonne avait huit ans.

Je reprends.

Ne venez pas dans ce pays.

Songez d'ailleurs à l'imprudence ; et à quoi exposeriez-vous le gouvernement qui vous recevrait chez lui ? Paris a des éruptions inattendues ; il l'a prouvé en 1789, en 1830 et en 1848. Qu'est-ce qui garantit au peuple anglais, qui prise haut, et avec raison, l'amitié de la France, qu'est-ce qui garantit au gouvernement britanniquequ'une révolution ne va pas éclater derrière vos ta lons, que le décor ne va pas changer subitement, que ce vieux trouble-fête de faubourg Saint-Antoine ne va pas se réveiller en sursaut et donner un coup de pied dans l'empire, et que, tout à coup, en une secousse de télégraphe électrique, lui, gouvernement d'Angleterre, il ne va pas se trouver brusquement ayant pour hôte à Saint-James et pour convive au banquet royal, non sa majesté l'empereur des français, mais l'accusé pâle et frissonnant de la France et de la république ? non le Napoléon de la colonne, mais le Napoléon du poteau ?

Mais vos polices vous rassurent. Le coup d'état a dans sa poche le vieil œil de Vidocq et voit le fond des choses avec ça. C'est ce qui lui tient lieu de conscience. La police vous répond du peuple de même que le prêtre vous répond de Dieu. M. Piétri et M. Sibour vous parlent chacun d'un côté. — Cette canaille de peuple n'existe plus, affirme M. Piétri. — Je voudrais bien voir que Dieu bougeât, murmure M. Sibour.

Vous êtes tranquille. Vous dites : — Bah ! ces démagogues rêvent. Ils voudraient me faire peur avec des croquemitaines. Il n'y a plus de révolution ; Veuillot l'a broutée.

Le coup d'état peut dormir sur les deux oreilles de Baroche. Paris, la populace, les faubourgs, tout cela est sous mes talons. Qu'importe tout cela ?

Au fait, c'est juste. Et qu'importe l'histoire ? qu'importe la postérité ? Qu'il y ait aujourd'hui un deux-décembre faisant pendant à Austerlitz, un Sébastopol faisant équilibre à Marengo, qu'il y ait un Napoléon le grand et un autre Napoléon s'agitant sous le microscope, que notre oncle soit notre oncle ou ne le soit pas, qu'il ait vécu ou soit mort, que l'Angleterre lui ait mis Wellington sur la tête et Hudson-Lowe sur la poitrine, qu'est-ce que cela fait ? Nous n'en sommes plus là. C'est du passé ou du libelle. Si nous sommes petit, cela ne regarde personne. On nous admire. N'est-ce pas, Troplong ? Oui, sire.

Il n'y a plus qu'une question aujourd'hui, notre empire. Une seule chose importe, prouver que nous sommes reçu ; imposer « le parvenu » à la vieille maison royale de Brunswick ; faire disparaître la catastrophe de Crimée sous des fêtes en Angleterre ; se réjouir dans ce crêpe ; couvrir ces mitrailles d'un feu d'artifice ; montrer notre habit de général là où l'on a vu notre bâton de policeman ; être joyeux ; danser un peu à Buckingham Palace. Cela fait, tout est fait.

Donc voyage à Londres. Préférable du reste au voyage en Crimée ; à Londres les salves tireront à poudre. Quinze jours de galas. Triomphe.

Promenades dans les résidences royales ; à Carlton-House ; à Osborn, dans l'île de Wight ; à Windsor où vous trouverez le lit de Louis-Philippe à qui vous devez votre vie et sa bourse, et où la tour de Lancastre vous parlera de Henri l'imbécile, et où la tour d'York vous parlera de Richard l'assassin. Puis grands et petits levers, bals, bouquets, orchestres, Rule Britannia croisé de Partant pour la Syrie, lustres allumés, palais illuminés, harangues, hurrahs.

Détails de vos grands cordons et de vos grâces dans les journaux.

C'est bien. À ces détails trouvez bon que d'avance j'en mêle d'autres qui viennent d'un autre de vos lieux de triomphe, de Cayenne. Les déportés, — ces hommes qui n'ont commis d'autre crime que de résister à votre crime, c'est à-dire de faire leur devoir, et d'être de bons et vaillants citoyens, — les déportés sont là, accouplés aux forçats, travaillant huit heures par jour sous le bâton des argousins, nourris de métuel et de couac comme autrefois les esclaves, tête rasée, vêtus de haillons marqués T. F. Ceux qui ne veulent pas porter eu grosses lettres le mot galérien sur leurs souliers vont pieds nus. L'argent qu'on leur envoie leur est pris. S'ils oublient de mettre le bonnet bas devant quelqu'un des malfaiteurs, vos agents, qui les gardent, cas de punition, les fers, le cachot, le jeûne, la faim, ou bien on les lie, quinze jours durant, quatre heures chaque jour,

par le cou, la poitrine, les bras et les jambes, avec de grosses cordes, à un billot.

Par décret du sieur Bonnard se qualifiant gouverneur de la Guyane, en date du 29 août, permis aux gardiens de les tuer pour ce qu'on appelle « violation de consigne ».

Climat terrible, ciel tropical, eaux pestilentielles, fièvre, typhus, nostalgie ; ils meurent-trente-cinq sur deux cents, dans le seul îlot Saint-Joseph ;-on jette les cadavres à la mer. Voilà, monsieur.

Ces rabâchages du sépulcre vous font sourire, je le sais ; mais vous en souriez pour ceux qui en pleurent. J'en conviens, vos victimes, les orphelins et les veuves que vous faites, les tombeaux que vous ouvrez, tout cela est bien usé. Tous ces linceuls montrent la corde. Je n'ai rien de plus neuf à vous offrir ; que voulez-vous ? Vous tuez, on meurt.

Prenons tous notre parti, nous de subir le fait, vous de subir le cri ; nous, des crimes, vous, des spectres.

Du reste, on nous dit ici de nous taire, et l'on ajoute que, si nous élevons la voix en ce moment, nous, les exilés, c'est l'occasion qu'on choisira pour nous jeter dehors. On ferait bien. Sortir à l'instant où vous entrez. Ce serait juste.

Il y aurait là pour les chassés quelque chose qui ressemblerait à de la gloire.

Et puis, comme politique, ce serait logique. La meilleure bienvenue au proscripteur, c'est la persécution des proscrits. On peut lire cela dans Machiavel, ou dans vos yeux.

La plus douce caresse au traître, c'est l'insulte aux trahis. Le crachat sur Jésus est sourire à Judas.

Qu'on fasse donc ce qu'on voudra.

La persécution. Soit.

Quelle que soit cette persécution, quelque forme qu'elle prenne, sachez ceci, nous l'accueillerons avec orgueil et joie ; et pendant qu'on vous saluera, nous la saluerons. Ce n'est pas nouveau ; toutes les fois qu'on a crié : Ave, Caesar, l'écho du genre humain a répondu : Ave, dolor.

Quelle qu'elle soit, cette persécution, elle n'ôtera pas de nos yeux, ni des yeux de l'histoire, l'ombre hideuse que vous avez faite. Elle ne nous fera pas perdre de vue votre gouvernement du lendemain du coup d'état, ce banquet catholique et soldatesque, ce festin de mitres et de shakos, cette mêlée du séminaire et de la caserne dans une orgie, ce tohu-bohu d'uniformes débraillés et de soutanes ivres, cette ripaille d'évêques et de caporaux où personne ne sait plus ce qu'il fait, où Sibour jure et où Magnan prie, où le prêtre coupe son pain avec le sabre et où le soldat

boit dans le ciboire. Elle ne nous fera pas perdre de vue l'éternel fond de votre destinée, cette grande nation éteinte, cette mort de la lumière du monde, cette désolation, ce deuil, ce faux serment énorme, Montmartre qui est une montagne sur votre horizon sinistre, le nuage immobile des fusillades du Champ de Mars ; là-bas, dressant leur triangle noir, les guillotines de 1852, et, là, à nos pieds, dans l'obscurité, cet océan qui charrie dans ses écumes vos cadavres de Cayenne.

Ah ! la malédiction de l'avenir est une mer aussi, et votre mémoire, cadavre horrible, roulera à jamais dans ses vagues sombres !

Ah ! malheureux ! avez-vous quelque idée de la responsabilité des âmes ? Quel est votre lendemain ? votre lendemain sur la terre ? Votre lendemain dans le tombeau ? qu'est-ce qui vous attend ? croyez-vous en Dieu ? qui êtes-vous ?

Quelquefois, la nuit, ne dormant pas, le sommeil de la patrie est l'insomnie du proscrit, je regarde à l'horizon la France noire, je regarde l'éternel firmament, visage de la justice éternelle, je fais des questions à l'ombre sur vous, je demande aux ténèbres de Dieu ce qu'elles pensent des vôtres, et je vous plains, monsieur, en présence du silence formidable de l'infini.

VICTOR HUGO.

III – EXPULSION DE JERSEY

Cependant, souterrainement, Louis Bonaparte manœuvrait, ce qui lui avait attiré l'Avertissement qu'on a lu plus haut ; il avait mis en mouvement dans la chambre des communes quelqu'un d'inconnu qui porte un nom connu, sir Robert Peel, lequel avait, dans le patois sérieux qu'admet la politique, particulièrement en Angleterre, dénoncé Victor Hugo, Mazzini et Kossuth, et dit de Victor Hugo ceci : « Cet individu a une sorte de querelle personnelle avec le distingué personnage que le peuple français s'est choisi pour souverain. » Individu est, à ce qu'il paraît, le mot qui convient ; un M. de Ribaucourt l'a employé plus tard, en mai 1871, pour demander l'expulsion belge de Victor Hugo ; et M. Louis Bonaparte l'avait employé pour qualifier les représentants du peuple proscrits par lui en janvier 1852. Ce M. Peel, dans cette séance du 13 décembre 1854, après avoir signalé les actes et les publications de Victor Hugo, avait déclaré qu'il demanderait aux ministres de la reine s'il n'y aurait pas moyen d'y mettre un terme. La persécution du proscrit était en germe dans ces paroles.

Victor Hugo, indifférent à ces choses diverses, continua l'œuvre de son devoir, et fit passer par-dessus la tête du gouvernement anglais sa Lettre à Louis Bonaparte, qu'on vient de lire. La colère fut profonde. L'alliance anglo-française éclata ; la police de Paris vint déchirer l'affiche du proscrit sur les murs de Londres. Cependant le gouvernement anglais trouva prudent d'attendre une autre occasion.

Elle ne tarda pas à se présenter.

Une lettre éloquente, ironique et spirituelle, adressée à la reine et signée Félix Pyat, fut publiée à Londres et reproduite à Jersey par le journal l'Homme (voir le livre les Hommes de l'exil). L'explosion eut lieu là-dessus. Trois proscrits, Ribeyrolles, rédacteur de l'Homme, le colonel Pianciani et Thomas, furent expulsés de Jersey par ordre du gouvernement anglais. Victor Hugo prit fait et cause pour eux. Il éleva la voix.

DÉCLARATION

Trois proscrits, Ribeyrolles, l'intrépide et éloquent écrivain ; Pianciani, le généreux représentant du peuple romain ; Thomas, le courageux prisonnier du Mont-Saint-Michel, viennent d'être expulsés de

Jersey.

L'acte est sérieux. Qu'y a-t-il à la surface ? Le gouvernement anglais.

Qu'y a-t-il au fond ? La police française. La main de Fouché peut mettre le gant de Castlereagh ; ceci le prouve.

Le coup d'état vient de faire son entrée dans les libertés anglaises.

L'Angleterre en est arrivée à ce point, proscrire des proscrits.

Encore un pas, et l'Angleterre sera une annexe de l'empire français, et Jersey sera un canton de l'arrondissement de Coutances.

À l'heure qu'il est, nos amis sont partis ; l'expulsion est consommée.

L'avenir qualifiera le fait ; nous nous bornons à le constater.

Nous en prenons acte ; rien de plus. En mettant à part le droit outragé, les violences dont nos personnes sont l'objet nous font sourire.

La révolution française est en permanence ; la république française, c'est le droit ; l'avenir est inévitable. Qu'importe le reste ?

Qu'est-ce, d'ailleurs, que cette expulsion ? Une parure de plus à l'exil, un trou de plus au drapeau.

Seulement, pas d'équivoque.

Voici ce que nous disons, nous, proscrits de France, à vous, gouvernement anglais :

M. Bonaparte, votre « allié puissant et cordial », n'a pas d'autre existence légale que celle-ci : prévenu du crime de haute trahison.

M. Bonaparte, depuis quatre ans, est sous le coup d'un mandat d'amener, signé Hardouin, président de la haute cour de justice ; Delapalme, Pataille, Moreau (de la Seine), Cauchy, juges, et contre-signé Renouard, procureur général[6].

M. Bonaparte a prêté serment, comme fonctionnaire, à la république, et s'est parjuré.

M. Bonaparte a juré fidélité à la constitution, et a brisé la constitution.

M. Bonaparte, dépositaire de toutes les lois, a violé toutes les lois.

M. Bonaparte a emprisonné les représentants du peuple inviolables, chassé les juges.

M. Bonaparte, pour échapper au mandat d'amener de la haute cour, a fait ce que fait le malfaiteur pour se soustraire aux gendarmes, il a tué.

M. Bonaparte a sabré, mitraillé, exterminé, massacré le jour, fusillé la nuit.

M. Bonaparte a guillotiné Cuisinier, Cirasse, Charlet, coupables d'avoir prêté main-forte au mandat d'amener de la justice.

M. Bonaparte a suborné les soldats, suborné les fonctionnaires, suborné les magistrats.

M. Bonaparte a volé les biens de Louis-Philippe à qui il devait la vie.

M. Bonaparte a séquestré, pillé, confisqué, terrorisé les consciences, ruiné les familles.

M. Bonaparte a proscrit, banni, chassé, expulsé, déporté en Afrique, déporté à Cayenne, déporté en exil quarante mille citoyens, du nombre desquels sont les signataires de cette déclaration.

Haute trahison, faux serment, parjure, subornation des fonctionnaires, séquestration des citoyens, spoliation, vol, meurtre, ce sont là des crimes prévus par tous les codes, chez tous les peuples ; punis en Angleterre de l'échafaud, punis en France, où la république a aboli la peine de mort, du bagne.

La cour d'assises attend M. Bonaparte.

Dès à présent, l'histoire lui dit : Accusé, levez-vous !

Le peuple français a pour bourreau et le gouvernement anglais a pour allié le crime-empereur.

Voilà ce que nous disons.

Voilà ce que nous disions hier, et la presse anglaise en masse le disait avec nous ; voilà ce que nous dirons demain, et la postérité unanime le dira avec nous.

Voilà ce que nous dirons toujours, nous qui n'avons qu'une âme, la vérité, et qu'une parole, la justice.

Et maintenant expulsez-nous !

VICTOR HUGO.

Jersey, 17 octobre 1855.

À la signature de Victor Hugo vinrent se joindre trente-cinq signatures de proscrits.

Les voici :

Le colonel SANDOR TÉLÉKI, E. BEAUVAIS, BONNET-DUVERDIER, HENNET DE KESLER, ARSÈNE HAYES, ALBERT BARBIEUX, ROOMILHAC, avocat ; A. — C. WIESENER, ancien officier autrichien ; le docteur GORNET, CHARLES HUGO, J. — B. AMIEL (de l'Ariége), FRANÇOIS-VICTOR HUGO, F. TAFÉRY, THÉOPHILE GUÉRIN, FRANÇOIS ZYCHON, BENJAMIN COLIN, ÉDOUARD COLET, KOZIELL, V. VINCENT, A. PIASECKI, GIUSEPPE RANCAN, LEFEBVRE, BARBIER, docteur-médecin ; H. PREVERAUD, condamné à mort du Deux-Décembre (Allier) ; le docteur FRANCK, proscrit allemand ; PAPOWSKI et ZENO SWIETOSLAWSKI, proscrits polonais ; ÉDOUARD BIFFI, proscrit italien ; FOMBERTAUX père, FOMBERTAUX fils, CHARDENAL, BOUILLARD, le docteur DEVILLE.

Ce qui suit est extrait du livre les Hommes de l'exil, par Charles Hugo :

Le samedi 27 octobre 1855, à dix heures du matin, trois personnes se

présentèrent à Marine Terrace et demandèrent à parler à M. Victor Hugo et à ses deux fils.

« À qui ai-je l'honneur de parler ? demanda M. Victor Hugo au premier des trois.

— Je suis le connétable de Saint-Clément, monsieur Victor Hugo. Je suis chargé par son excellence le gouverneur de Jersey de vous dire qu'en vertu d'une décision de la couronne, vous ne pouvez plus séjourner dans cette île, et que vous aurez à la quitter d'ici au 2 novembre prochain.

Le motif de cette mesure prise à votre égard est votre signature au bas de la « Déclaration » affichée dans les rues de Saint-Hélier, et publiée dans le journal l'Homme.

— C'est bien, monsieur. »

Le connétable de Saint-Clément fit ensuite la même communication dans les mêmes termes à MM. Charles Hugo et François-Victor Hugo, qui lui firent la même réponse.

M. Victor Hugo demanda au connétable s'il pouvait lui laisser copie de l'ordre du gouvernement anglais. Sur la réponse négative de M. Lenepveu qui déclara que ce n'était pas l'usage, Victor Hugo lui dit :

« Je constate que, nous autres proscrits, nous signons et publions ce que nous écrivons et que le gouvernement anglais cache ce qu'il écrit. »

Après avoir rempli leur mandat, le connétable et ses deux officiers s'étaient assis.

« Il est nécessaire, reprit alors Victor Hugo, que vous sachiez, messieurs, toute la portée de l'acte que vous venez d'accomplir, avec beaucoup de convenance d'ailleurs et dans des formes dont je me plais à reconnaître la parfaite mesure. Ce n'est pas vous que je fais responsables de cet acte ; je ne veux pas vous demander votre avis ; je suis sûr que dans votre conscience vous êtes indignés et navrés de ce que l'autorité militaire vous fait faire aujourd'hui. »

Les trois magistrats gardèrent le silence et baissèrent la tête.

Victor Hugo continua.

« Je ne veux pas savoir votre sentiment.

Votre silence m'en dit assez.

Il y a entre les consciences des honnêtes gens un pont par lequel les pensées communiquent, sans avoir besoin de sortir de la bouche.

Il est nécessaire néanmoins, je vous le répète, que vous vous rendiez bien compte de l'acte auquel vous vous croyez forcés de prêter votre assistance.

Monsieur le connétable de Saint-Clément, vous êtes membre des états de cette île.

Vous avez été élu par le libre suffrage de vos concitoyens.

Vous êtes représentant du peuple de Jersey.

Que diriez-vous si le gouverneur militaire envoyait une nuit ses soldats vous arrêter dans votre lit, s'il vous faisait jeter en prison, s'il brisait en vos mains le mandat dont vous êtes investi, et si vous, représentant du peuple, il vous traitait comme le dernier des malfaiteurs ?

Que diriez-vous s'il en faisait autant à chacun de vos collègues ? Ce n'est pas tout.

Je suppose que, devant cette violation du droit, les juges de votre cour royale se rassemblassent et rendissent un arrêt qui déclarerait le gouverneur prévenu de crime de haute trahison, et qu'alors le gouverneur envoyât une escouade de soldats qui chassât les juges de leur siège, au milieu de leur délibération solennelle.

Je suppose encore qu'en présence de ces attentats, les honnêtes citoyens de votre île se réunissent dans les rues, prissent les armes, fissent des barricades et se missent en mesure de résister à la force au nom du droit, et qu'alors le gouverneur les fît mitrailler par la garnison du fort ; je dis plus, je suppose qu'il fît massacrer les femmes, les enfants, les vieillards, les passants inoffensifs et désarmés pendant toute une journée, qu'il brisât les portes des maisons à coups de canon, qu'il éventrât les magasins à coups de mitraille, et qu'il fît tuer les habitants sous leurs lits à coups de bayonnette.

Si le gouverneur de Jersey faisait cela, que diriez-vous ? »

Le connétable de Saint-Clément avait écouté dans le plus profond silence et avec un embarras visible ces paroles. À l'interpellation qui lui était adressée, il continua de rester muet. Victor Hugo répéta sa question : « Que diriez-vous, monsieur ? répondez.

— Je dirais, répondit M. Lenepveu, que le gouverneur aurait tort.

— Pardon, monsieur, entendons-nous sur les mots. Vous me rencontrez dans la rue, vous me saluez et je ne vous salue pas. Vous rentrez chez vous et vous dites : « M. Victor Hugo ne m'a pas rendu mon salut. Il a eu tort. » C'est bien. — Un enfant étrangle sa mère. Vous bornerez-vous à dire : il a eu tort ? Non, vous direz : c'est un criminel. Eh bien, je vous le demande, l'homme qui tue la liberté, l'homme qui égorge un peuple, n'est-il pas un parricide ? Ne commet-il pas un crime ? répondez.

— Oui, monsieur. Il commet un crime, dit le connétable.

— Je prends acte de votre réponse, monsieur le connétable, et je poursuis. Violé dans l'exercice de votre mandat de représentant du peuple, chassé de votre siège, emprisonné, puis exilé, vous vous retirez dans un pays qui se croit libre et qui s'en vante.

Là, votre premier acte est de publier le crime et d'afficher sur les murs l'arrêt de votre cour de justice qui déclare le gouverneur prévenu de haute trahison.

Votre premier acte est de faire connaître à tous ceux qui vous entourent et, si vous le pouvez, au monde entier, le forfait monstrueux dont votre personne, votre famille, votre liberté, votre droit, votre patrie viennent d'être victimes.

En faisant cela, monsieur le connétable, n'usez-vous pas de votre droit ? je vais plus loin, ne remplissez-vous pas votre devoir ? »

Le connétable essaya d'éviter de répondre à cette nouvelle question en murmurant qu'il n'était pas venu pour discuter la décision de l'autorité supérieure, mais seulement pour la signifier.

Victor Hugo insista :

« Nous faisons en ce moment une page d'histoire, monsieur.

Nous sommes ici trois historiens, mes deux fils et moi, et un jour, cette conversation sera racontée.

Répondez donc ; en protestant contre le crime, n'useriez-vous pas de votre droit, n'accompliriez-vous pas votre devoir ?

— Oui, monsieur.

— Et que penseriez-vous alors du gouvernement qui, pour avoir accompli ce devoir sacré, vous enverrait l'ordre de quitter le pays par un magistrat qui ferait vis-à-vis de vous ce que vous faites aujourd'hui vis-à-vis de moi ? Que penseriez-vous du gouvernement qui vous chasserait, vous proscrit, qui vous expulserait, vous représentant du peuple, dans l'exercice même de votre devoir ? Ne penseriez-vous pas que ce gouvernement est tombé au dernier degré de la honte ? Mais sur ce point, monsieur, je me contente de votre silence. Vous êtes ici trois honnêtes gens et je sais, sans que vous me le disiez, ce que me répond maintenant votre conscience. »

Un des officiers du connétable hasarda une observation timide :

« Monsieur Victor Hugo, il y a autre chose dans votre Déclaration que les crimes de l'empereur.

— Vous vous trompez, monsieur, et, pour mieux vous convaincre, je vais vous la lire. »

Victor Hugo lut la déclaration, et à chaque paragraphe il s'arrêta, demandant aux magistrats qui l'écoutaient : « Avions-nous le droit de dire cela ?

— Mais vous désapprouvez l'expulsion de vos amis, dit le connétable.

— Je la désapprouve hautement, reprit Victor Hugo. Mais n'avais-je pas le droit de le dire ? Votre liberté de la presse ne s'étendait-elle pas à permettre la critique d'une mesure arbitraire de l'autorité ?

— Certainement, certainement, dit le connétable.

— Et c'est pour cette Déclaration que vous venez me signifier l'ordre de mon expulsion ? pour cette Déclaration, que vous reconnaissez qu'il était de mon devoir de faire, dont vous avouez qu'aucun des termes ne dépasse les limites de votre liberté locale, et que vous eussiez faite à ma place ?

— C'est à cause de la lettre de Félix Pyat, dit un des officiers.

— Pardon, reprit Victor Hugo en s'adressant au connétable, ne m'avez-vous pas dit que je devais quitter l'île à cause de ma signature au bas de cette Déclaration ? »

Le connétable tira de sa poche le pli du gouverneur, l'ouvrit, et dit :

« En effet, c'est uniquement pour la Déclaration et pas pour autre chose que vous êtes expulsés.

— Je le constate et j'en prends acte devant toutes les personnes qui sont ici. »

Le connétable dit à M. Victor Hugo : « Pourrais-je vous demander, monsieur, quel jour vous comptez quitter l'île ? »

M. Victor Hugo fit un mouvement : « Pourquoi ? Est-ce qu'il vous reste quelque formalité à remplir ? Avez-vous besoin de certifier que le colis a été bien et dûment expédié à sa destination ?

— Monsieur, répondit le connétable, si je désirais connaître le moment de votre départ, c'était pour venir ce jour-là vous présenter mes respects.

— Je ne sais pas encore quel jour je partirai, monsieur, reprit Victor Hugo. Mais qu'on soit tranquille, je n'attendrai pas l'expiration du délai.

Si je pouvais partir dans un quart d'heure, ce serait fait.

J'ai hâte de quitter Jersey. Une terre où il n'y a plus d'honneur me brûle les pieds. »

Et Victor Hugo ajouta :

« Maintenant, monsieur le connétable, vous pouvez vous retirer. Vous allez rendre compte de l'exécution de votre mandat à votre supérieur, le lieutenant-gouverneur, qui en rendra compte à son supérieur, le gouvernement anglais, qui en rendra compte à son supérieur, M. Bonaparte. »

Le 2 novembre 1855, Victor Hugo quitta Jersey. Il alla à Guernesey.

Cependant le libre peuple anglais s'émut. Des meetings se firent dans toute la Grande-Bretagne, et la nation, indignée de l'expulsion de Jersey, blâma hautement le gouvernement. L'Angleterre, par Londres, l'Ecosse, par Glascow, protestèrent. Victor Hugo remercia le peuple anglais.

Guernesey, Hauteville-House, 25 novembre 1855.

AUX ANGLAIS

Chers compatriotes de la grande patrie européenne.

J'ai reçu, des mains de notre courageux coreligionnaire Harney, la communication que vous avez bien voulu me faire au nom de votre comité et du meeting de Newcastle. Je vous en remercie, ainsi que vos amis, en mon nom et au nom de mes compagnons de lutte, d'exil et d'expulsion.

Il était impossible que l'expulsion de Jersey, que cette proscription des proscrits ne soulevât pas l'indignation publique en Angleterre.

L'Angleterre est une grande et généreuse nation où palpitent toutes les forces vives du progrès, elle comprend que la liberté c'est la lumière. Or c'est un essai de nuit qui vient d'être fait à Jersey ; c'est une invasion des ténèbres ; c'est une attaque à main armée du despotisme contre la vieille constitution libre de la Grande-Bretagne ; c'est un coup d'état qui vient d'être insolemment lancé par l'empire en pleine Angleterre. L'acte d'expulsion a été accompli le 2 novembre ; c'est un anachronisme ; il aurait dû avoir lieu le 2 décembre.

Dites, je vous prie, à mes amis du comité et à vos amis du meeting combien nous avons été sensibles à leur noble et énergique manifestation. De tels actes peuvent avertir et arrêter ceux de vos gouvernants qui, à cette heure, méditent peut-être de porter, par la honte de l'Alien-Bill, le dernier coup au vieil honneur anglais.

Des démonstrations comme la vôtre, comme celles qui viennent d'avoir lieu à Londres, comme celles qui se préparent à Glascow, consacrent, resserrent et cimentent, non l'alliance vaine, fausse, funeste, l'alliance pleine de cendre du présent cabinet anglais et de l'empire bonapartiste, mais l'alliance vraie, l'alliance nécessaire, l'alliance éternelle du peuple libre d'Angleterre et du peuple libre de France.

Recevez, avec tous mes remercîments, l'expression de ma cordiale fraternité.

VICTOR HUGO.

[6] Note : ARRÊTEn vertu de l'article 68 de la Constitution, La haute cour de justice, Déclare LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE prévenu du crime de haute trahison, Convoque le Jury national pour procéder sans délai au jugement, et charge M. le conseiller Renouard des fonctions du ministère public près la haute cour.Fait à Paris, le 2 décembre 1851.Signé :HARDOUIN, président ; DELAPALME, PATAILLE MOREAU (de la Seine), CAUCHY, juges.

1856

L’Italie. — La Grèce.

I

Le 25 mai 1856, comme il commençait à s'installer dans son nouvel exil de Guernesey, Victor Hugo reçut de Mazzini, alors à Londres, ces deux lignes :

« Je vous demande un mot pour l'Italie.

« Elle penche en ce moment du côté des rois. Avertissez-la et redressez-la. »

« G. MAZZINI. »

Le 1er juin, les journaux anglais et belges publièrent ce qu'on va lire :

« Nous recevons de Joseph Mazzini cet appel à l'Italie, signé Victor Hugo :

À L'ITALIE

Italiens, c'est un frère obscur, mais dévoué qui vous parle.

Défiez-vous de ce que les congrès, les cabinets et les diplomaties semblent préparer pour vous en ce moment. L'Italie s'agite, elle donne des signes de réveil ; elle trouble et préoccupe les rois ; il leur paraît urgent de la rendormir. Prenez garde ; ce n'est pas votre apaisement qu'on veut ; l'apaisement n'est que dans la satisfaction du droit ; ce qu'on veut, c'est votre léthargie, c'est votre mort. De là un piège. Défiez-vous. Quelle que soit l'apparence, ne perdez pas de vue la réalité. Diplomatie, c'est nuit. Ce qui se fait pour vous, se trame contre vous.

Quoi ! des réformes, des améliorations administratives, des amnisties, le pardon à votre héroïsme, un peu de sécularisation, un peu de libéralisme, le code Napoléon, la démocratie bonapartiste, la vieille lettre à Edgar Ney, récrite en rouge avec le sang de Paris par la main qui a tué Rome ! voilà ce que vous offrent les princes ! et vous prêteriez l'oreille ! et vous diriez : contentons-nous de cela ! Et vous accepteriez, et vous désarmeriez ! Et cette sombre et splendide révolution latente qui couve dans vos cœurs, qui flamboie dans vos yeux, vous l'ajourneriez ! Est-ce que c'est possible ?

Mais vous n'auriez donc nulle foi dans l'avenir ! vous ne sentiriez donc pas que l'empire va tomber demain, que l'empire tombé, c'est la France debout, que la France debout, c'est l'Europe libre !

Vous, italiens, élite humaine, nation mère, l'un des plus rayonnants groupes d'hommes que la terre ait portés, vous au-dessus desquels il n'y a rien, vous ne sentiriez pas que nous sommes vos frères, vos frères par l'idée, vos frères par l'épreuve ; que l'éclipse actuelle finira subitement pour tous à la fois ; que si demain est à nous, il est à

vous ; et que, le jour où il y aura dans le monde la France, il y aura l'Italie !

Oui, le premier des deux peuples qui se lèvera fera lever l'autre.

Disons mieux ; nous sommes le même peuple, nous sommes la même humanité. Vous la république romaine ; nous la république française, nous sommes pénétrés du même souffle de vie ; nous ne pouvons pas plus nous dérober, nous français, au rayonnement de l'Italie que vous ne pouvez vous soustraire, vous italiens, au rayonnement de la France. Il y a

entre vous et nous cette profonde solidarité humaine d'où naîtra l'ensemble pendant la lutte et l'harmonie après la victoire. Italiens, la fédération des nations continentales sœurs et reines, et chacune couronnée de la liberté de toutes, la fraternité des patries dans la suprême unité républicaine, les Peuples-Unis d'Europe, voilà l'avenir.

Ne détournez pas un seul instant vos yeux de cet avenir magnifique.

La grande solution est proche ; ne souffrez pas qu'on vous fasse une solution à part. Dédaignez ces offres de marche en avant petit à petit, tenus aux lisières par les princes.

Nous sommes dans le temps de ces enjambées formidables qu'on appelle révolutions. Les peuples perdent des siècles et les regagnent en une heure. Pour la liberté comme pour le Nil, la fécondation, c'est la submersion.

Ayons foi. Pas de moyens termes, pas de compromis, pas de demi-mesures, pas de demi-conquêtes. Quoi ! accepter des concessions, quand on a le droit, et l'appui des princes, quand on a l'appui des peuples ! Il y a de l'abdication dans cette espèce de progrès-là. Non.

Visons haut, pensons vrai, marchons droit. Les à peu près ne suffisent plus. Tout se fera ; et tout se fera en un pas, en un jour, en un seul éclair, en un seul coup de tonnerre. Ayons foi.

Quand l'heure de la chute sonnera, la révolution, brusquement, à pic, de son droit divin, sans préparation, sans transition, sans crépuscule, jettera sur l'Europe son prodigieux éblouissement de liberté, d'enthousiasme et de lumière, et ne laissera au vieux monde que le temps de tomber.

N'acceptez donc rien de lui. C'est un mort. La main des cadavres est froide, et n'a rien à donner.

Frères, quand on est la vieille race d'Italie, quand on a dans les veines tous les beaux siècles de l'histoire et le sang même de la civilisation, quand on n'est ni abâtardi ni dégénéré, quand on a su retrouver, le jour où on l'a voulu, tous les grands niveaux du passé, quand on a fait le mémorable effort de la constituante et du triumvirat, quand, pas plus tard qu'hier.

Car 1849 c'est hier, on a prouvé qu'on était Rome, quand on est ce que vous êtes, en un mot, on sent qu'on a tout en soi ; on se dit qu'on porte sa délivrance dans sa main et sa destinée dans sa volonté ; on méprise les avances et les offres des princes, et l'on ne se laisse rien donner par ceux à qui l'on a tout à reprendre.

Rappelez-vous d'ailleurs ce qu'il y a de taches de boue et de gouttes de sang sur les mains pontificales et royales.

Rappelez-vous les supplices, les meurtres, les crimes, toutes les formes

du martyrologe, la bastonnade publique, la bastonnade en prison, les tribunaux de caporaux, les tribunaux d'évêques, la sacrée consulte de Rome, les grandes cours de Naples, les échafauds de Milan, d'Ancône, de Lugo, de Sinigaglia, d'Imola, de Faenza, de Ferrare, la guillotine, le garrot, le gibet ; cent soixante-dix-huit fusillades en trois ans, au nom du pape, dans une seule ville, à Bologne ; le fort Urbain, le château Saint-Ange, Ischia ; Poerio n'ayant d'autre soulagement que de changer sur ses membres la place de ses chaînes ; les prescripteurs ne sachant plus le nombre des proscrits ; les bagnes, les cachots, les oubliettes, les in-pace, les tombes !

Et puis, rappelez-vous votre fier et grand programme romain. Soyez-lui fidèles. Là est l'affranchissement ; là est le salut.

Ayez toujours présent à l'esprit ce mot hideux de la diplomatie :

l'Italie n'est pas une nation, c'est un terme de géographie.

N'ayez qu'une pensée, vivre chez vous de votre vie à vous. Être l'Italie. — Et répétez-vous sans cesse au fond de l'âme cette chose terrible : Tant que l'Italie ne sera pas un peuple, l'italien ne sera pas un homme.

Italiens, l'heure vient ; et, je le dis à votre gloire, elle vient par vous. Vous êtes aujourd'hui la grande inquiétude des trônes continentaux. Le point de la solfatare européenne d'où il se dégage en ce moment le plus de fumée, c'est l'Italie.

Oui, le règne des monstres et des despotes, grands et petits, n'a plus que quelques instants, nous sommes à la fin. Souvenez-vous-en, vous êtes les fils de cette terre prédestinée pour le bien, fatale pour le mal, sur laquelle jettent leur ombre ces deux géants de la pensée humaine, Michel-Ange et Dante ; Michel-Ange, le jugement ; Dante, le châtiment.

Gardez entière et vierge votre mission sublime.

Ne vous laissez ni amortir, ni amoindrir.

Pas de sommeil, pas d'engourdissement, pas de torpeur, pas d'opium, pas de trêve. Agitez-vous, agitez-vous, agitez-vous ! Le devoir pour tous, pour vous comme pour nous, c'est l'agitation aujourd'hui, l'insurrection demain.

Votre mission est à la fois destructive et civilisatrice. Elle ne peut pas ne point s'accomplir. N'en doutez pas, la providence fera sortir de toute cette ombre une Italie grande, forte, heureuse et libre.

Vous portez en vous la révolution qui dévorera le passé, et la régénération qui fondera l'avenir. Il y a en même temps, sur le front auguste de cette Italie que nous entrevoyons dans les ténèbres, les premières rougeurs de l'incendie et les premières lueurs de l'aube.

Dédaignez donc ce qu'on semble prêt à vous offrir. Prenez garde et

croyez. Défiez-vous des rois ; fiez-vous à Dieu.

VICTOR HUGO.

Guernesey, 26 mai 1856.

II – LA GRÈCE

À M. ANDRÉ RIGOPOULOS

L'envoi de votre excellent journal me touche vivement. C'est du fond du cœur que je vous en remercie. Je le lis avec un profond intérêt.

Continuez l'œuvre sainte dont vous êtes un des vaillants ouvriers ; travaillez à l'unité des peuples. L'esprit de l'Europe doit planer aujourd'hui et remplacer dans les âmes l'antique esprit des nationalités. C'est aux nations les plus illustres, à la Grèce, à l'Italie, à la France, qu'il appartient de donner l'exemple. Mais d'abord et avant tout il faut qu'elles redeviennent elles-mêmes, il faut qu'elles s'appartiennent ; il faut que la Grèce achève de rejeter la Turquie, il faut que l'Italie secoue l'Autriche, il faut que la France déchire l'empire. Quand ces grands peuples seront hors de leurs linceuls, ils crieront : Unité ! Europe ! Humanité !

C'est là l'avenir. La voix de la Grèce sera une des plus écoutées. Les hommes comme vous sont dignes de la faire entendre. Un des premiers, il y a bien des années déjà, j'ai lutté pour l'affranchissement de la Grèce ; je vous remercie de vous en souvenir.

La Grèce, l'Italie, la France ont porté tour à tour le flambeau.

Maintenant, dans le grand dix-neuvième siècle, elles doivent le passer à l'Europe, tout en en gardant le rayonnement. Devenons, individus et peuples, de moins en moins égoïstes, et de plus en plus hommes. Criez :

Vive la France ! pendant que je crie : Vive la Grèce !

Je vous félicite, vous, compatriote d'Eschyle et de Périclès, qui luttez pour les principes de l'humanité. Il est beau d'être du pays de la lumière et d'y porter le drapeau de la liberté.

Je vous serre cordialement la main.

VICTOR HUGO.

Guernesey, 25 août 1856.

1859

L’amnistie ici et la potence là. À côté du crime de l’Europe, le crime de l’Amérique. John Brown.

I – L’AMNISTIE

Les années s’écoulaient. Au bout de huit ans, le criminel jugea à propos d’absoudre les innocents ; l’assassin offrit leur grâce aux assassinés, et le bourreau sentit le besoin de pardonner aux victimes.

Il décréta la rentrée des proscrits en France. À « l’amnistie » Victor Hugo répliqua :

DÉCLARATION

Personne n’attendra de moi que j’accorde, en ce qui me concerne, un moment d’attention à la chose appelée amnistie.

Dans la situation où est la France, protestation absolue, inflexible, éternelle, voilà pour moi le devoir.

Fidèle à l’engagement que j’ai pris vis-à-vis de ma conscience, je partagerai jusqu’au bout l’exil de la liberté. Quand la liberté rentrera, je rentrerai.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 18 août 1859.

II – JOHN BROWN

Cependant une démocratie allait commettre, elle aussi, un crime. La nouvelle de la condamnation de John Brown arriva en Europe. Victor Hugo s'émut. Le 2 décembre 1859, à l'heure même de cet anniversaire qui lui rappelait toutes les formes et toutes les nécessités du devoir, il adressa, par l'intermédiaire de tous les journaux libres de l'Europe, la lettre qu'on va lire à l'Amérique :

AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Quand on pense aux États-Unis d'Amérique, une figure majestueuse se lève dans l'esprit, Washington.

Or, dans cette patrie de Washington, voici ce qui a lieu en ce moment :

Il y a des esclaves dans les états du sud, ce qui indigne, comme le plus monstrueux des contre-sens, la conscience logique et pure des états du nord. Ces esclaves, ces nègres, un homme blanc, un homme libre, John Brown, a voulu les délivrer. John Brown a voulu commencer l'œuvre de salut par la délivrance des esclaves de la Virginie.

Puritain, religieux, austère, plein de l'évangile, Christus nos liberavit, il a jeté à ces hommes, à ces frères, le cri d'affranchissement. Les esclaves, énervés par la servitude, n'ont pas répondu à l'appel. L'esclavage produit la surdité de l'âme. John Brown, abandonné, a combattu ; avec une poignée d'hommes héroïques, il a lutté ; il a été criblé de balles, ses deux jeunes fils, saints martyrs, sont tombés morts à ses côtés, il a été pris. C'est ce qu'on nomme l'affaire de Harper's Ferry.

John Brown, pris, vient d'être jugé, avec quatre des siens, Stephens, Copp, Green et Coplands.

Quel a été ce procès ? disons-le en deux mots.

John Brown, sur un lit de sangle, avec six blessures mal fermées, un coup de feu au bras, un aux reins, deux à la poitrine, deux à la tête, entendant à peine, saignant à travers son matelas, les ombres de ses deux fils morts près de lui ; ses quatre coaccusés, blessés, se traînant à ses côtés, Stephens avec quatre coups de sabre ; la « justice » pressée et passant outre ; un attorney Hunter qui veut aller vite, un juge Parker, qui y consent, les débats tronqués, presque tous délais refusés, production de pièces fausses ou mutilées, les témoins à décharge écartés, la défense

entravée, deux canons chargés à mitraille dans la cour du tribunal, ordre aux geôliers de fusiller les accusés si l'on tente de les enlever, quarante minutes de délibération, trois condamnations à mort. J'affirme sur l'honneur que cela ne s'est point passé en Turquie, mais en Amérique.

On ne fait point de ces choses-là impunément en face du monde civilisé. La conscience universelle est un œil ouvert. Que les juges de Charlestown, que Hunter et Parker, que les jurés possesseurs d'esclaves, et toute la population virginienne y songent, on les voit.

Il y a quelqu'un.

Le regard de l'Europe est fixé en ce moment sur l'Amérique.

John Brown, condamné, devait être pendu le 2 décembre (aujourd'hui même).

Une nouvelle arrive à l'instant. Un sursis lui est accordé. Il mourra le 16.

L'intervalle est court. D'ici là, un cri de miséricorde a-t-il le temps de se faire entendre ?

N'importe ! le devoir est d'élever la voix.

Un second sursis suivra, peut-être le premier. L'Amérique est une noble terre. Le sentiment humain se réveille vite dans un pays libre.

Nous espérons que Brown sera sauvé.

S'il en était autrement, si John Brown mourait le 16 décembre sur l'échafaud, quelle chose terrible !

Le bourreau de Brown, déclarons-le hautement (car les rois s'en vont et les peuples arrivent, on doit la vérité aux peuples), le bourreau de Brown, ce ne serait ni l'attorney Hunter, ni le juge Parker, ni le gouverneur Wyse ; ni le petit état de Virginie ; ce serait, on frissonne de le penser et de le dire, la grande république américaine tout entière.

Devant une telle catastrophe, plus on aime cette république, plus on la vénère, plus on l'admire, plus on se sent le cœur serré. Un seul état ne saurait avoir la faculté de déshonorer tous les autres, et ici l'intervention fédérale est évidemment de droit. Sinon, en présence d'un forfait à commettre et qu'on peut empêcher, l'union devient complicité.

Quelle que soit l'indignation des généreux états du nord, les états du sud les associent à l'opprobre d'un tel meurtre ; nous tous, qui que nous soyons, qui avons pour patrie commune le symbole démocratique, nous nous sentons atteints et en quelque sorte compromis ; si l'échafaud se dressait le 16 décembre, désormais, devant l'histoire incorruptible, l'auguste fédération du nouveau monde ajouterait à toutes ses solidarités saintes une solidarité sanglante ; et le faisceau radieux de cette république splendide aurait pour lien le nœud coulant du gibet de John Brown.

Ce lien-là tue.

Lorsqu'on réfléchit à ce que Brown, ce libérateur, ce combattant du Christ, a tenté, et quand on pense qu'il va mourir, et qu'il va mourir égorgé par la république américaine, l'attentat prend les proportions de la nation qui le commet ; et quand on se dit que cette nation est une gloire du genre humain, que, comme la France, comme l'Angleterre, comme l'Allemagne, elle est un des organes de la civilisation, que souvent même elle dépasse l'Europe dans de certaines audaces sublimes du progrès, qu'elle est le sommet de tout un monde, qu'elle porte sur son front l'immense lumière libre, on affirme que John Brown ne mourra pas, car on recule épouvanté devant l'idée d'un si grand crime commis par un si grand peuple !

Au point de vue politique, le meurtre de Brown serait une faute irréparable. Il ferait à l'Union une fissure latente qui finirait par la disloquer.

Il serait possible que le supplice de Brown consolidât l'esclavage en Virginie, mais il est certain qu'il ébranlerait toute la démocratie américaine. Vous sauvez votre honte, mais vous tuez votre gloire.

Au point de vue moral, il semble qu'une partie de la lumière humaine s'éclipserait, que la notion même du juste et de l'injuste s'obscurcirait, le jour où l'on verrait se consommer l'assassinat de la Délivrance par la Liberté.

Quant à moi, qui ne suis qu'un atome, mais qui, comme tous les hommes, ai en moi toute la conscience humaine, je m'agenouille avec larmes devant le grand drapeau étoilé du nouveau monde, et je supplie à mains jointes, avec un respect profond et filial, cette illustre république américaine d'aviser au salut de la loi morale universelle, de sauver John Brown, de jeter bas le menaçant échafaud du 16 décembre, et de ne pas permettre que, sous ses yeux, et, j'ajoute en frémissant, presque par sa faute, le premier fratricide soit dépassé.

Oui, que l'Amérique le sache et y songe, il y a quelque chose de plus effrayant que Caïn tuant Abel, c'est Washington tuant Spartacus.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 2 décembre 1859.

John Brown fut pendu. Victor Hugo lui fit cette épitaphe : Pro Christo sicut Christus. John Brown mort, la prophétie de Victor Hugo se réalisa. Deux ans après la prédiction qu'on vient de lire, l'Union américaine « se disloqua ». L'atroce guerre des Sudistes et des Nordistes éclata.

1860

Rentrée à Jersey. — Garibaldi.

I – RENTRÉE À JERSEY

Le 18 juin 1860, on vit à Jersey une chose singulière. Toutes les murailles étaient couvertes d'une affiche où on lisait : Victor Hugo is arrived. Jersey, cinq ans auparavant, avait expulsé Victor Hugo, et maintenant toute la population de Jersey, en habit de fête, saluait Victor Hugo dans les rues de Saint-Hélier.

Voici ce qui s'était passé.

C'était le moment de cette merveilleuse expédition des Mille qui a ébloui l'Europe. L'histoire n'a pas d'entr'actes. Les libérateurs se suivent et se ressemblent, mais leurs destinées diffèrent. Après John Brown, Garibaldi. Il s'agissait d'aider Garibaldi dans son entreprise superbe. Une vaste souscription s'organisa en Angleterre. Jersey songea à Victor Hugo. On pensa que sa parole pouvait donner l'élan à cette souscription. Toute l'île avait maintenant honte de l'expulsion de 1855. Une députation, conduite par MM. Philippe Asplet et Derbyshire, apporta à Victor Hugo une adresse signée de cinq cents notables habitants de Jersey et le priant de rentrer dans l'île et de parler pour Garibaldi. Victor Hugo, le 18 juin 1860, rentra à Jersey, et, au milieu d'une foule immense et émue, prononça les paroles qu'on va lire.

Messieurs,

Je me rends à votre appel. Partout où une tribune se dresse pour la liberté et me réclame, j'arrive, c'est mon instinct, et je dis la vérité, c'est mon devoir. (Écoutez ! écoutez !)

La vérité, la voici : c'est qu'à cette heure il n'est permis à personne d'être indifférent aux grandes choses qui s'accomplissent ; c'est qu'il faut à l'œuvre auguste de la délivrance universelle commencée aujourd'hui l'effort de tous, le concours de tous, le coup de main de tous ; c'est que pas une oreille ne doit se fermer, c'est que pas un cœur ne doit se taire ; c'est que là où s'élève le cri de tous les peuples il doit y avoir un écho dans les entrailles de tous les hommes ; c'est que celui qui n'a qu'un sou doit le donner aux libérateurs, c'est que celui qui n'a qu'une pierre doit la jeter aux tyrans. (Applaudissements.)

Que les uns agissent, que les autres parlent, que tous travaillent ! oui, à la manœuvre tous ! Le vent souffle. Que l'encouragement public aux héros soit la joie des âmes ! que les multitudes s'empourprent

d'enthousiasme comme une fournaise ! Que ceux qui ne combattent pas par l'épée, combattent par l'idée ! Que pas une intelligence ne reste neutre, que pas un esprit ne reste oisif ! Que ceux qui luttent se sentent regardés, aimés et appuyés ! Qu'autour de cet homme vaillant qui est debout là-bas dans Palerme il y ait un feu sur toutes les montagnes de la Sicile et une lumière sur tous les sommets de l'Europe ! (Bravo !)

Je viens de prononcer ce mot, les tyrans, ai-je exagéré ?

Ai-je calomnié le gouvernement napolitain ? Pas de paroles. Voici des faits.

Faites attention.

Ceci est de l'histoire vivante ; on pourrait dire, de l'histoire saignante. (Écoutez !)

Le royaume de Naples, — celui dont nous nous occupons en ce moment, — n'a qu'une institution, la police. Chaque district a sa « commission de bastonnade ». Deux sbires, Ajossa et Maniscalco, régnent sous le roi ; Ajossa bâtonne Naples, Maniscalco bâtonne la Sicile. Mais le bâton n'est que le moyen turc ; ce gouvernement a de plus le procédé de l'inquisition, la torture. Oui, la torture. Écoutez. Un sbire, Bruno, attache les accusés la tête entre les jambes jusqu'à ce qu'ils avouent. Un autre sbire, Pontillo, les assied sur un gril et allume du feu dessous ; cela s'appelle « le fauteuil ardent ». Un autre sbire, Luigi Maniscalco, parent du chef, a inventé un instrument ; on y introduit le bras ou la jambe du patient, on tourne un écrou, et le membre est broyé ; cela se nomme « la machine angélique ». Un autre suspend un homme à deux anneaux par les bras à un mur, par les pieds au mur de face ; cela fait, il saute sur l'homme et le disloque. Il y a les poucettes qui écrasent les doigts de la main ; il y a le tourniquet serre-tête, cercle de fer comprimé par une vis, qui fait sortir et presque jaillir les yeux. Quelquefois on échappe ; un homme, Casimiro Arsimano, s'est enfui ; sa femme, ses fils et ses filles ont été pris et assis à sa place sur le fauteuil ardent. Le cap Zafferana confine à une plage déserte ; sur cette plage des sbires apportent des sacs ; dans ces sacs il y a des hommes ; on plonge le sac sous l'eau et on l'y maintient jusqu'à ce qu'il ne remue plus ; alors on retire le sac et l'on dit à l'être qui est dedans : avoue !

S'il refuse, on le replonge. Giovanni Vienna, de Messine, a expiré de cette façon.

À Monreale, un vieillard et sa fille étaient soupçonnés de patriotisme ; le vieillard est mort sous le fouet ; sa fille, qui était une femme grosse, a été mise nue et est morte sous le fouet. Messieurs, il y a un jeune homme de vingt ans qui fait ces choses-là. Ce jeune homme s'appelle François II. Cela se passe au pays de Tibère. (Acclamations.)

Est-ce possible ? c'est authentique. La date ? 1860. L'année où nous sommes. Ajoutez à cela le fait d'hier, Palerme écrasée d'obus, noyée dans le sang, massacrée ;-ajoutez cette tradition épouvantable de l'extermination des villes qui semble la rage maniaque d'une famille, et qui dans l'histoire débaptisera hideusement cette dynastie et changera Bourbon en Bomba. (Hourras.)

Oui, un jeune homme de vingt ans commet toutes ces actions sinistres.

Messieurs, je le déclare, je me sens pris d'une pitié profonde en songeant à ce misérable petit roi. Quelles ténèbres ! C'est à l'âge où l'on aime, où l'on croit, où l'on espère, que cet infortuné torture et tue. Voilà ce que le droit divin fait d'une malheureuse âme. Le droit divin remplace toutes les générosités de l'adolescence et du commencement par les décrépitudes et les terreurs de la fin ; il met la tradition sanguinaire comme une chaîne sur le prince et sur le peuple ; il accumule sur le nouveau venu du trône les influences de famille, choses terribles !

Otez Agrippine de Néron, défalquez Catherine de Médicis de Charles IX, vous n'aurez plus peut-être ni Charles IX ni Néron. À la minute même ou l'héritier du droit divin saisit le sceptre, il voit venir à lui ces deux, vampires, Ajossa et Maniscalco, que l'histoire connaît, qui s'appellent ailleurs Narcisse et Pallas, ou Villeroy et Bachelier ; ces spectres s'emparent du triste enfant couronné ; la torture lui affirme qu'elle est le gouvernement, la bastonnade lui déclare qu'elle est l'autorité, la police lui dit : je viens d'en haut ; on lui montre d'où il sort ; on lui rappelle son bisaïeul Ferdinand 1er celui qui disait : le monde est régi par trois F, Festa, Farina, Força[7], son aïeul François Ier, l'homme des guets-apens, son père Ferdinand II, l'homme des mitraillades ; voudra-t-il renier ses pères ? On lui prouve qu'il doit être féroce par piété filiale ; il obéit ; l'abrutissement du pouvoir absolu le stupéfie ; et c'est ainsi qu'il y a des enfants monstrueux ; et c'est ainsi que fatalement, hélas ! Les jeunes rois continuent les vieilles tyrannies. (Mouvement prolongé.)

Il fallait délivrer ce peuple ; je dirais presque, il fallait délivrer ce roi. Garibaldi s'en est chargé. (Bravos.) Garibaldi. Qu'est-ce que c'est que Garibaldi ? C'est un homme, rien de plus. Mais un homme dans toute l'acception sublime du mot. Un homme de la liberté ; un homme de l'humanité.

Vir, dirait son compatriote Virgile.

A-t-il une armée ? Non. Une poignée de volontaires. Des munitions de guerre ? Point. De la poudre ? Quelques barils à peine. Des canons ? Ceux de l'ennemi. Quelle est donc sa force ? qu'est-ce qui le fait vaincre ? qu'a-t-il avec lui ? L'âme des peuples. Il va, il court, sa marche est une traînée

de flamme, sa poignée d'hommes méduse les régiments, ses faibles armes sont enchantées, les balles de ses carabines tiennent tête aux boulets de canon ; il a avec lui la Révolution, et, de temps en temps, dans le chaos de la bataille, dans la fumée, dans l'éclair, comme si c'était un héros d'Homère, on voit derrière lui la déesse.

(Acclamation.)

Quelque opiniâtre que soit la résistance, cette guerre est surprenante par sa simplicité. C'est l'assaut donné par un homme à une royauté ; son essaim vole autour de lui ; les femmes lui jettent des fleurs, les hommes se battent en chantant, l'armée royale fuit ; toute cette aventure est épique ; c'est lumineux, formidable et charmant, comme une attaque d'abeilles.

Admirez ces étapes radieuses. Et, je vous le prédis, pas une ne fera défaut dans les échéances infaillibles de l'avenir. Après Marsala, Palerme ; après Palerme, Messine ; après Messine, Naples ; après Naples, Rome ; après Rome, Venise ; après Venise, tout. (Applaudissements enthousiastes.)

Messieurs, il vient de Dieu le tremblement de cette Sicile au-dessus de laquelle on voit flamboyer aujourd'hui le patriotisme, la foi, la liberté, l'honneur, l'héroïsme, et une révolution à éclipser l'Etna !

Oui, cela devait être, et il est magnifique que l'exemple soit donné au monde par la terre des éruptions. (Bravos.)

Oh ! quand l'heure est venue, que c'est beau un peuple ! Quelle admirable chose que cette rumeur, que ce soulèvement, que cet oubli des intérêts vils et des bas côtés de l'homme, que ces femmes poussant leurs maris et combattant elles-mêmes, que ces mères criant à leurs fils : va ! que cette joie de courir aux armes, de respirer et d'être, que ce cri de tous, que cette immense lueur à l'horizon ! On ne pense plus à l'enrichissement, à l'or, au ventre, aux plaisirs, à l'hébétement de l'orgie ; on a honte et orgueil ; on se redresse ; le pli fier des têtes provoque les tyrans ; les barbaries s'en vont, les despotismes croulent, les consciences rejettent les esclavages, les parthénons secouent les croissants, la Minerve austère se dresse dans le soleil sa lance à la main. Les fosses s'ouvrent ; on s'appelle de tombeau en tombeau. Ressuscitez ! c'est plus que la vie, c'est l'apothéose. Oh ! c'est un divin battement de cœur, et les anciens vaincus héroïques se consolent, et l'œil des philosophes proscrits s'emplit de larmes, quand ce qui était déchu s'indigne, quand ce qui était tombé se relève, quand les splendeurs éclipsées reparaissent charmantes et redoutables ; quand Stamboul redevient Byzance, quand Sétiniah redevient Athènes, quand Rome redevient Rome !

(Acclamations redoublées.)

Tous, qui que nous soyons, battons des mains à l'Italie.

Glorifions-la, cette terre aux grands enfantements. Alma parens.

C'est dans de telles nations que de certains dogmes abstraits apparaissent réels et visibles ; elles sont vierges par l'honneur et mères par le progrès.

Vous qui m'écoutez, vous la représentez-vous, cette vision splendide, l'Italie libre ? libre ! libre du golfe de Tarente aux lagunes de Saint-Marc, car, je te l'affirme dans ta tombe, ô Manin, Venise sera de la fête ! Dites, vous la figurez-vous, cette vision qui sera une réalité demain ? C'est fini, tout ce qui était mensonge, fiction, cendre et nuit, s'est dissipé. L'Italie existe. L'Italie est l'Italie.

Où il y avait un terme géographique, il y a une nation ; où il y avait un cadavre, il y a une âme ; où il y avait un spectre, il y a un archange, l'immense archange des peuples, la Liberté, debout, les ailes déployées. L'Italie, la grande morte, s'est réveillée ; voyez-la, elle se lève et sourit au genre humain. Elle dit à la Grèce : je suis ta fille ; elle dit à la France : je suis ta mère. Elle a autour d'elle ses poëtes, ses orateurs, ses artistes, ses philosophes, tous ces conseillers de l'humanité, tous ces pères conscrits de l'intelligence universelle, tous ces membres du sénat des siècles, et à sa droite et à sa gauche ces deux effrayants grands hommes, Dante et Michel-Ange.

Oh ! puisque la politique aime ces mots-là, ce sera bien là le plus majestueux des faits accomplis !

Quel triomphe ! quel avènement ! Quel merveilleux phénomène que l'unité traversant d'un seul éclair cette variété magnifique de villes sœurs, Milan, Turin, Gênes, Florence, Bologne, Pise, Sienne, Vérone, Parme, Palerme, Messine, Naples, Venise, Rome ! L'Italie se dresse, l'Italie marche, patuit dea ; elle éclate ; elle communique au progrès du monde entier la grande fièvre joyeuse propre à son génie ; et l'Europe s'électrisera à ce resplendissement prodigieux ; et il n'y aura pas moins d'extase dans l'œil des peuples, pas moins de réverbération sublime dans les fronts, pas moins d'admiration, pas moins d'allégresse, pas moins d'éblouissement pour cette nouvelle clarté sur la terre que pour une nouvelle étoile dans le ciel. (Bravo ! Bravo !)

Messieurs, si nous voulons nous rendre compte de ce qui se prépare en même temps que de ce qui se fait, n'oublions point ceci que Garibaldi, l'homme d'aujourd'hui, l'homme de demain, est aussi l'homme d'hier ; avant d'être le soldat de l'unité italienne il a été le combattant de la république romaine ; et à nos yeux, et aux yeux de quiconque sait comprendre les méandres nécessaires du progrès serpentant vers son but et les avatars de l'idée se transformant pour reparaître, 1860 continue

1849. (Sensation.)

Les libérateurs sont grands. Que l'acclamation reconnaissante des peuples les suive dans leurs fortunes ! Hier c'étaient les larmes, aujourd'hui c'est l'hosanna. La providence a de ces rétablissements d'équilibre ; John Brown succombe en Amérique, mais Garibaldi triomphe en Europe.

L'humanité, consternée devant l'infâme gibet de Charlestown, se rassure devant la flamboyante épée de Catalafimi.

(Bravo !)

O mes frères en humanité, c'est l'heure de la joie et de l'embrassement. Mettons de côté toute nuance exclusive, tout dissentiment politique, petit en ce moment ; à cette minute sainte où nous sommes, fixons uniquement nos yeux sur cette œuvre sacrée, sur ce but solennel, sur cette vaste aurore, les nations affranchies, et confondons toutes nos âmes dans ce cri formidable digne du genre humain et du ciel : vive la liberté ! Oui, puisque l'Amérique, hélas ! lugubrement conservatrice de la servitude, penche vers la nuit, que l'Europe se rallume ! Oui, que cette civilisation de l'ancien continent, qui a aboli la superstition par Voltaire, l'esclavage par Wilberforce, l'échafaud par Beccaria, que cette civilisation aînée reparaisse dans son rayonnement désormais inextinguible, et qu'elle élève au-dessus des hommes son vieux phare composé de ces trois grandes flammes, la France, l'Angleterre et l'Italie !

(Acclamations.)

Messieurs, encore un mot. Ne quittons pas cette Sicile sans lui jeter un dernier regard. Concluons.

Quelle est la résultante de cette épopée splendide ?

Que se dégage-t-il de tout ceci ? Une loi morale, une loi auguste ; et cette loi, la voici :

La force n'existe pas.

Non, la force n'est pas. Il n'y a que le droit.

Il n'y a que les principes ; il n'y a que la justice et la vérité ; il n'y a que les peuples ; il n'y a que les âmes, ces forces de l'idéal ; il n'y a que la conscience ici-bas et la providence là-haut.

(Sensation.)

Qu'est-ce que la force ? qu'est-ce que le glaive ? Qui donc parmi ceux qui pensent a peur du glaive ? Ce n'est pas nous, les hommes libres de France ; ce n'est pas vous, les hommes libres d'Angleterre. Le droit senti fait la tête haute. La force et le glaive, c'est du néant. Le glaive n'est qu'une lueur hideuse dans les ténèbres, un rapide et tragique évanouissement ; le droit, lui, c'est l'éternel rayon ; le droit, c'est la

permanence du vrai dans les âmes ; le droit, c'est Dieu vivant dans l'homme. De là vient que là où est le droit, là est la certitude du triomphe. Un seul homme qui a avec lui le droit s'appelle Légion ; une seule épée qui a avec elle le droit s'appelle la foudre.

Qui dit le droit dit la victoire. Des obstacles ? il n'y en a pas. Non, il n'y en a pas. Il n'y a pas de veto contre la volonté dé l'avenir.

Voyez où en est la résistance en Europe ; la paralysie gagne l'Autriche et la résignation gagne la Russie.

Voyez Naples ; la lutte est vaine.

Le passé agonisant perd sa peine. Le glaive s'en va en fumée. Ces êtres appelés Lanza, Landi, Aquila, sont des fantômes. À l'heure qu'il est, François II croit peut-être encore exister ; il se trompe ; je lui déclare ceci, c'est qu'il est une ombre.

Il aurait beau refuser toute capitulation, assassiner Messine comme il a assassiné Palerme, se cramponner à l'atrocité ; c'est fini. Il a régné. Les sombres chevaux de l'exil frappent du pied à la porte de son palais. Messieurs, il n'y a que le droit, vous dis-je. Voulez-vous comparer le droit à la force ?

Jugez-en par un chiffre. Le 11 mai, à Marsala, huit cents hommes débarquent. Vingt-sept jours après, le 7 juin, à Palerme, dix-huit mille hommes, terrifiés, — s'embarquent. Les huit cents hommes, c'est le droit ; les dix-huit mille hommes, c'est la force.

Oh ! que partout les souffrants se consolent, que les enchaînés se rassurent. Tout ce qui se passe en ce moment, c'est de la logique.

Oui, aux quatre vents de l'horizon, l'espérance ! Que le mougick, que le fellah, que le prolétaire, que le paria, que le nègre vendu, que le blanc opprimé, que tous espèrent ; les chaînes sont un réseau ; elles se tiennent toutes ; une rompue, la maille se défait. De là la solidarité des despotismes ; le pape est plus frère du sultan qu'il ne croit.

Mais, je le répète, c'est fini. Oh ! la belle chose que la force des choses ! il y a du surhumain dans la délivrance. La liberté est un abîme divin qui attire ; l'irrésistible est au fond des révolutions.

Le progrès n'est autre chose qu'un phénomène de gravitation ; qui donc l'entraverait ? Une fois l'impulsion donnée, l'indomptable commence.

O despotes, je vous en défie, arrêtez la pierre qui tombe, arrêtez le torrent, arrêtez l'avalanche, arrêtez l'Italie, arrêtez 89, arrêtez le monde précipité par Dieu dans la lumière ! (Applaudissements frénétiques.)

Victor Hugo avait, à propos de John Brown, prédit la guerre civile à l'Amérique, et, à propos de Garibaldi, prédit l'unité à l'Italie. Ces deux prédictions se réalisèrent.

Après le meeting, un banquet eut lieu ; ce banquet se termina par un toast à Victor Hugo.

Victor Hugo répondit :

Messieurs,

Puisque je suis debout, permettez-moi de ne point me rasseoir. Je sens le besoin de remercier immédiatement l'homme inspiré et cordial[8] que nous venons d'entendre. Je dirai peu de mots. Les sentiments profonds abrègent volontiers, et les cœurs pénétrés ont pour éloquence leur émotion même. Eh bien, je suis très ému.

La meilleure manière de vous remercier, c'est de vous dire que j'aime Jersey. Je vous l'ai dit hier, vous l'avez entendu au meeting et lu dans les journaux, je vous le répète aujourd'hui ; mais c'est à l'oreille d'un peuple, c'est au cœur d'un peuple que je parle, et les nations sont comme les femmes, elles ne se lassent pas de s'entendre dire : Je vous aime.

J'ai quitté Jersey avec regret, je la retrouve avec bonheur.

Les libérateurs ont cela de merveilleux et de charmant qu'ils délivrent quelquefois au-delà de leur effort.

Sans s'en douter, Garibaldi a fait d'une pierre deux coups ; il a fait sortir les Bourbons de la Sicile, et il m'a fait rentrer à Jersey.

Vos applaudissements et vos interruptions cordiales en ce moment me touchent au point que les mots me manquent pour vous le dire. Je ne sais comment répondre à une bienvenue si universelle et si gracieusement souriante de toutes parts, et à tant d'acclamations et à tant de sympathie. Je vous dirais presque : Épargnez-moi. Vous êtes tous contre un. Il y a un certain monstre fabuleux qui me paraît à cette heure fort doué. J'envie ce monstre. Il s'appelait Briarée. Je voudrais avoir comme lui cent bras pour vous donner cent poignées de main.

Ce que j'aime dans Jersey, je vais vous le dire ; j'en aime tout.

J'aime ce climat où l'hiver et l'été s'amortissent, ces fleurs qui ont toujours l'air d'être en avril, ces arbres qui sont normands, ces roches qui sont bretonnes, ce ciel qui me rappelle la France, cette mer qui me rappelle Paris. J'aime cette population qui travaille et qui lutte, tous ces braves hommes qu'on rencontre à chaque instant dans vos rues et dans vos champs, et dont la physionomie se compose de la liberté anglaise et de la grâce française, qui est aussi une liberté.

Quand je suis arrivé ici, il y a huit ans, au sortir des plus prodigieuses luttes politiques du siècle, moi, naufragé encore tout ruisselant de la catastrophe de décembre, tout effaré de cette tempête, tout échevelé de cet ouragan, savez-vous ce que j'ai trouvé à Jersey ?

Une chose sainte, sublime, inattendue, la paix. Oui, le plus grand crime politique des temps modernes, la liberté étouffée dans le pays

même de la lumière, en pleine France, hélas ! ce monstrueux attentat venait d'être accompli ; j'avais lutté contre cet asservissement d'un peuple par un homme, tout ce combat convulsif tremblait encore en moi de la tête aux pieds ; j'étais indigné, éperdu et haletant. Eh bien, Jersey m'a calmé. J'ai trouvé, je le répète, la paix, le repos, un apaisement sévère et profond dans cette douce nature de vos campagnes, dans ce salut affectueux de vos laboureurs, dans ces vallées, dans ces solitudes, dans ces nuits qui sur la mer semblent plus largement étoilées, dans cet océan éternellement ému qui semble palpiter directement sous l'haleine de Dieu. Et c'est ainsi que, tout en gardant la colère sacrée contre le crime, j'ai senti l'immensité mêler à cette colère son élargissement serein, et ce qui grondait en moi s'est pacifié. Oui, je rends grâces à Jersey. Je vous rends grâces. Je sentais sous vos toits et dans vos villes la bonté humaine, et dans vos champs et sur vos mers je sentais la bonté divine.

Oh ! je ne l'oublierai jamais, ce majestueux apaisement des premiers jours de l'exil par la nature ! Nous pouvons le dire aujourd'hui, la fierté ne nous défend plus cet aveu, et aucun de mes compagnons de proscription ne me démentira, nous avons tous souffert en quittant Jersey. Nous y avions tous des racines. Des fibres de notre cœur étaient entrées dans votre sol et y tenaient.

L'arrachement a été douloureux.

Nous aimions tous Jersey. Les uns l'aimaient pour y avoir été heureux, les autres pour y avoir été malheureux. La souffrance n'est pas une attache moins profonde que la joie. Hélas ! on peut éprouver de telles douleurs dans une terre de refuge, qu'il devient impossible de s'en séparer, quand même la patrie s'offrirait. Tenez, une chose que j'ai vue hier traverse en ce moment mon esprit, cette réunion est à la fois solennelle et intime, et ce que je vais vous dire convient à ce double caractère. Écoutez. Hier, j'étais allé, avec quelques amis chers, visiter cette île, revoir les lieux aimés, les promenades préférées jadis, et tous ces rayonnants paysages qui étaient restés dans notre mémoire comme des visions. En revenant, une pensée pieuse nous restait à satisfaire, et nous avons voulu finir notre visite par ce qui est la fin, par le cimetière.

Nous avons fait arrêter la voiture qui nous menait devant ce champ de Saint-Jean où sont plusieurs des nôtres. Au moment où nous arrivions, savez-vous ce qui nous a fait tressaillir, savez-vous ce que nous avons vu ?

Une femme, ou, pour mieux dire, une forme humaine sous un linceul noir, était là, à terre, plus qu'agenouillée, plus que prosternée, étendue, et en quelque sorte abîmée sur une tombe. Nous sommes restés immobiles, silencieux, mettant le doigt sur nos bouches devant cette

majestueuse douleur. Cette femme, après avoir prié, s'est relevée, a cueilli une fleur dans l'herbe du sépulcre, et l'a cachée dans son cœur.

Nous l'avons reconnue alors. Nous avons reconnu cette face pâle, ces yeux inconsolables et ces cheveux blancs. C'était une mère ! c'était la mère d'un proscrit ! du jeune et généreux Philippe Faure, mort il y a quatre ans sur la brèche sainte de l'exil. Depuis quatre ans, tous les jours, quelque temps qu'il fasse, cette mère vient là ; depuis quatre ans, cette mère s'agenouille sur cette pierre et la baise. Essayez donc de l'en arracher. Montrez-lui la France, oui, la France elle-même ! Que lui importe à cette mère ! Dites-lui : « Ce n'est pas ici votre pays » ; elle ne vous croira pas. Dites-lui : « Ce n'est pas ici que vous êtes née » ; elle vous répondra : « C'est ici que mon fils est mort. » Et vous vous tairez devant cette réponse, car la patrie d'une mère, c'est le tombeau de son enfant.

Messieurs, voilà comment il se fait qu'on aime une terre avec sa chair, avec son sang, avec son âme. Notre âme à nous est mêlée à celle-ci. Nous y avons nos amis morts. Sachez-le, il n'y a pas de terre étrangère ; partout la terre est la mère de l'homme, sa mère tendre, sévère et profonde. Dans tous les lieux où il a aimé, où il a pleuré, où il a souffert, c'est-à-dire partout, l'homme est chez lui.

Messieurs, je réponds au toast qui m'est porté par un toast à Jersey.

Je bois à Jersey, à sa prospérité, à son enrichissement, à son amélioration, à son agrandissement industriel et commercial, et aussi et plus encore à son agrandissement intellectuel et moral.

Il y a deux choses qui font les peuples grands et charmants, ces deux choses sont la liberté et l'hospitalité, l'hospitalité était la gloire des nations antiques, la liberté est la splendeur des nations modernes. Jersey a ces deux couronnes, qu'elle les garde !

Qu'elle les garde à jamais ! C'est de la liberté qu'il convient de parler d'abord. Veillez, oui, veillez jalousement sur votre liberté.

Ne souffrez plus que qui que ce soit ose y toucher. Cette île est une terre de beauté, de bonheur et d'indépendance. Vous n'y êtes pas seulement pour y vivre et pour en jouir, vous y êtes pour y faire votre devoir. Dieu se chargera de la maintenir belle ; vos femmes se chargeront de la maintenir heureuse ; vous, les hommes, chargez-vous de la conserver libre.

Et quant à votre hospitalité, conservez-la, elle aussi, religieusement.

Les nations hospitalières ont, entre toutes, une sorte de grâce auguste et vénérable. Elles donnent l'exemple ; dans le vaste et tumultueux mouvement des peuples, elles ne font pas seulement de l'hospitalité, elles font de l'éducation ; l'hospitalité des nations est le commencement de la

fraternité des hommes. Or, la fraternité humaine, c'est là le but.

Soyez à jamais hospitaliers. Que cette fonction sacrée, l'hospitalité, honore éternellement cette île ; et, permettez-moi de lui associer Guernesey, sa sœur, et tout l'archipel de la Manche.

C'est là une grande terre d'asile ; grande, non par l'étendue, mais par le nombre de réfugiés de tous les partis et de toutes les patries que depuis trois siècles elle a abrités et consolés.

Oh ! rien au monde n'est plus beau que cela, être l'asile ! Soyez l'asile. Continuez d'accueillir tout ce qui vient à vous. Soyez l'archipel béni et sauveur. Dieu vous a mis ici pour ouvrir vos ports à toutes les voiles battues par la tempête, et vos cœurs à tous les hommes battus par la destinée.

Et pas de limites à cette hospitalité sainte ; ne discutez pas celui qui vient à vous ; recevez-le sans l'examiner. L'hospitalité a cela de grand, que quiconque souffre est digne d'elle. Nous qui sommes ici, tous les proscrits de France, nous n'avons fait de mal à personne, nous avons défendu les droits et les lois de notre pays, nous avons rempli nos mandats et écouté nos consciences, nous souffrons pour ce qui est juste et pour ce qui est vrai ; vous nous accueillez, et c'est bien ; mais il faut prévoir d'autres naufragés que nous. Si les bons ont leurs désastres, les coupables ont leurs écueils ; parce qu'on fait le mal, ce n'est pas une raison pour triompher toujours. Écoutez ceci : s'il vous arrive jamais des vaincus de la cause injuste, recevez-les comme vous nous recevez. Le malheur est une des formes saintes du droit ; et, entendez-le bien, de ces vaincus possibles, je n'excepte personne. Il se peut qu'un jour, — car les événements sont dans la main divine, et la main divine, c'est la main inépuisable, — il se peut que, parmi ceux que les grandes tempêtes ou les grandes marées de l'avenir jetteront sur vos bords, il y ait notre propre prescripteur à nous qui sommes ici, chassé à son tour et malheureux.

Eh bien ! Soyez-lui cléments comme vous nous êtes justes ;-s'il frappe à votre porte, ouvrez-la-lui, et dites-lui : « Ce sont ceux que vous avez proscrits qui nous ont demandé pour vous cet asile que nous vous donnons. »

[7] note : Fête, farine, fourche (potence).[8] note : Le pasteur N. Martin.

II

Le Progrès, de Port-au-Prince, publia la lettre suivante, écrite par Victor Hugo à M. Heurtelou, rédacteur en chef de ce journal, en réponse aux remercîments que M. Heurtelou lui avait adressés pour la défense de John Brown :

Hauteville-House, 31 mars 1860.

Vous êtes, monsieur, un noble échantillon de cette humanité noire si longtemps opprimée et méconnue.

D'un bout à l'autre de la terre, la même flamme est dans l'homme ; et les noirs comme vous le prouvent. Y a-t-il eu plusieurs Adam ? Les naturalistes peuvent discuter la question ; mais ce qui est certain, c'est qu'il n'y a qu'un Dieu.

Puisqu'il n'y a qu'un père, nous sommes frères.

C'est pour cette vérité que John Brown est mort ; c'est pour cette vérité que je lutte. Vous m'en remerciez, et je ne saurais vous dire combien vos belles paroles me touchent.

Il n'y a sur la terre ni blancs ni noirs, il y a des esprits ; vous en êtes un. Devant Dieu, toutes les âmes sont blanches.

J'aime votre pays, votre race, votre liberté, votre révolution, votre république. Votre île magnifique et douce plaît à cette heure aux âmes libres ; elle vient de donner un grand exemple ; elle a brisé le despotisme.

Elle nous aidera à briser l'esclavage.

Car la servitude, sous toutes ses formes, disparaîtra. Ce que les états du sud viennent de tuer, ce n'est pas John Brown, c'est l'esclavage.

Dès aujourd'hui, l'Union américaine peut, quoi qu'en dise le honteux message du président Buchanan, être considérée comme rompue. Je le regrette profondément, mais cela est désormais fatal ; entre le Sud et le Nord, il y a le gibet de Brown. La solidarité n'est pas possible.

Un tel crime ne se porte pas à deux.

Ce crime, continuez de le flétrir, et continuez de consolider votre généreuse révolution. Poursuivez votre œuvre, vous et vos dignes concitoyens. Haïti est maintenant une lumière. Il est beau que parmi les flambeaux du progrès, éclairant la route des hommes, on en voie un tenu par la main d'un nègre.

Votre frère, VICTOR HUGO.

1861

L’Expédition de Chine.

AU CAPITAINE BUTLER

Hauteville-House, 25 novembre 1861.

Vous me demandez mon avis, monsieur, sur l’expédition de Chine. Vous trouvez cette expédition honorable et belle, et vous êtes assez bon pour attacher quelque prix à mon sentiment ; selon vous, l’expédition de Chine, faite sous le double pavillon de la reine Victoria et de l’empereur Napoléon, est une gloire à partager entre la France et l’Angleterre, et vous désirez savoir quelle est la quantité d’approbation que je crois pouvoir donner à cette victoire anglaise et française.

Puisque vous voulez connaître mon avis, le voici :

Il y avait, dans un coin du monde, une merveille du monde ; cette merveille s’appelait le Palais d’été.

L’art a deux principes, l’Idée, qui produit l’art européen, et la Chimère, qui produit l’art oriental.

Le Palais d’été était à l’art chimérique ce que le Parthénon est à l’art idéal. Tout ce que peut enfanter l’imagination d’un peuple presque extra-humain était là.

Ce n’était pas, comme le Parthénon, une œuvre rare et unique ; c’était une sorte d’énorme modèle de la chimère, si la chimère peut avoir un modèle. Imaginez on ne sait quelle construction inexprimable, quelque chose comme un édifice lunaire, et vous aurez le Palais d’été.

Bâtissez un songe avec du marbre, du jade, du bronze, de la porcelaine, charpentez-le en bois de cèdre, couvrez-le de pierreries, drapez-le de soie, faites-le ici sanctuaire, là harem, là citadelle, mettez-y des dieux, mettez-y des monstres, vernissez-le, émaillez-le, dorez-le, fardez-le, faites construire par des architectes qui soient des poëtes les mille et un rêves des mille et une nuits, ajoutez des jardins, des bassins, des jaillissements d’eau et d’écume, des cygnes, des ibis, des paons, supposez en un mot une sorte d’éblouissante caverne de la fantaisie humaine ayant une figure de temple et de palais, c’était là ce monument. Il avait fallu, pour le créer, le long travail de deux générations. Cet édifice, qui avait l’énormité d’une ville, avait été bâti par les siècles, pour qui ? pour les peuples. Garce que fait le temps appartient à l’homme. Les artistes, les poëtes, les philosophes, connaissaient le Palais d’été ; Voltaire

en parle. On disait : le Parthénon en Grèce, les Pyramides en Égypte, le Colisée à Rome, Notre-Dame à Paris, le Palais d'été en Orient. Si on ne le voyait pas, on le rêvait. C'était une sorte d'effrayant chef-d'œuvre inconnu entrevu au loin dans on ne sait quel crépuscule comme une silhouette de la civilisation d'Asie sur l'horizon de la civilisation d'Europe.

Cette merveille a disparu.

Un jour, deux bandits sont entrés dans le Palais d'été. L'un a pillé, l'autre a incendié. La victoire peut être une voleuse, à ce qu'il paraît. Une dévastation en grand du Palais d'été s'est faite de compte à demi entre les deux vainqueurs. On voit mêlé à tout cela le nom d'Elgin, qui a la propriété fatale de rappeler le Parthénon.

Ce qu'on avait fait au Parthénon, on l'a fait au Palais d'été, plus complètement et mieux, de manière à ne rien laisser. Tous les trésors de toutes nos cathédrales réunies n'égaleraient pas ce formidable et splendide musée de l'orient. Il n'y avait pas seulement là des chefs-d'œuvre d'art, il y avait un entassement d'orfèvreries. Grand exploit, bonne aubaine. L'un des deux vainqueurs a empli ses poches, ce que voyant, l'autre a empli ses coffres ; et l'on est revenu en Europe, bras dessus, bras dessous, en riant. Telle est l'histoire des deux bandits.

Nous européens, nous sommes les civilisés, et pour nous les chinois sont les barbares. Voilà ce que la civilisation a fait à la barbarie.

Devant l'histoire, l'un des deux bandits s'appellera la France, l'autre s'appellera l'Angleterre. Mais je proteste, et je vous remercie de m'en donner l'occasion ; les crimes de ceux qui mènent ne sont pas la faute de ceux qui sont menés ; les gouvernements sont quelquefois des bandits, les peuples jamais.

L'empire français a empoché la moitié de cette victoire, et il étale aujourd'hui, avec une sorte de naïveté de propriétaire, le splendide bric-à-brac du Palais d'été. J'espère qu'un jour viendra où la France, délivrée et nettoyée, renverra ce butin à la Chine spoliée.

En attendant, il y a un vol et deux voleurs, je le constate.

Telle est, monsieur, la quantité d'approbation que je donne à l'expédition de Chine.

VICTOR HUGO.

1862

Barbès à Victor Hugo. Continuation de la lutte pour l'inviolabilité de la vie humaine ; en Belgique et en Suisse contre la peine de mort, en France contre la torture. Charleroi. Genève. — Affaire Doise. — Les Misérables. Établissement du Dîner des Enfants pauvres.

I – LES CONDAMNÉS DE CHARLEROI

Plusieurs journaux belges ayant attribué à Victor Hugo des vers adressés au roi des Belges pour demander la grâce des neuf condamnés à mort de Charleroi, Victor Hugo écrivit à ce sujet la lettre que voici :

Hauteville-House, 21 janvier 1862.

Monsieur,

Je vis dans la solitude, et, depuis deux mois particulièrement, le travail, — un travail pressant, — m'absorbe à ce point que je ne sais plus rien de ce qui se passe au-dehors.

Aujourd'hui, un ami m'apporte plusieurs journaux contenant de fort beaux vers où est demandée la grâce de neuf condamnés à mort. Au bas de ces vers, je lis ma signature.

Ces vers ne sont pas de moi.

Quel que soit l'auteur de ces vers, je le remercie.

Quand il s'agit de sauver des têtes, je trouve bon qu'on use de mon nom, et même qu'on en abuse.

J'ajoute que, pour une telle cause, il me parait presque impossible d'en abuser.

C'est ici, à coup sûr, que la fin justifie les moyens.

Que l'auteur pourtant me permette de lui reporter l'honneur de ces vers, qui, je le répète, me semblent fort beaux.

Et au premier remercîment que je lui adresse, j'en joins un second ; c'est de m'avoir fait connaître cette lamentable affaire de Charleroi.

Je regarde ces vers comme un appel qu'il m'adresse ; c'est une manière de m'inviter à élever la voix en me remettant sous les yeux les efforts que j'ai faits dans d'autres circonstances analogues, et je le remercie de cette généreuse mise en demeure.

Je réponds à son appel ; je m'unis à lui pour tâcher d'épargner à la Belgique cette chute de neuf têtes sur l'échafaud. Il s'est tourné vers le roi, je connais peu les rois ; je me tourne vers la nation.

Cette affaire du Hainaut est pour la Belgique, au point de vue du progrès, une de ces occasions d'où les peuples sortent amoindris ou agrandis.

Je supplie la nation belge d'être grande. Il dépend d'elle évidemment que cette hideuse guillotine à neuf colliers ne fonctionne point sur la

place publique. Aucun gouvernement ne résiste à ces saintes pressions de l'opinion vers la douceur. Ne point vouloir de l'échafaud, ce doit être la première volonté d'un peuple. On dit : Ce que veut le peuple, Dieu le veut. Il dépend de vous, belges, de faire dire : Ce que Dieu veut, le peuple le veut.

Nous traversons en ce moment l'heure mauvaise du dix-neuvième siècle.

Depuis dix ans, il y a un recul apparent de civilisation ; Venise enchaînée, la Hongrie garrottée, la Pologne torturée ; partout la peine de mort. Les monarchies ont des Haynau, les républiques ont des Tallaferro. La peine de mort est élevée à la dignité d'ultima ratio.

Les races, les couleurs, les partis, se la jettent à la tête et s'en servent comme d'une réplique. Les blancs l'utilisent contre les nègres ; les nègres, représaille lugubre, l'aiguisent contre les blancs.

Le gouvernement espagnol fusille les républicains, et le gouvernement italien fusille les royalistes. Rome exécute un innocent. L'auteur du meurtre se nomme et réclame en vain ; c'est fait ; le bourreau ne revient pas sur son travail. L'Europe croit en la peine de mort et s'y obstine ; l'Amérique se bat à cause d'elle et pour elle. L'échafaud est l'ami de l'esclavage. L'ombre d'une potence se projette sur la guerre fratricide des États-Unis.

Jamais l'Amérique et l'Europe n'ont eu un tel parallélisme et ne se sont entendues à ce point ; toutes les questions les divisent, excepté celle-là, tuer ; et c'est sur la peine de mort que les deux mondes tombent d'accord. La peine de mort règne ; une espèce de droit divin de la hache sort pour les catholiques romains de l'évangile et pour les protestants virginiens de la bible. Penn construisait par la pensée, comme trait d'union, un arc de triomphe idéal entre les deux mondes ; sur cet arc de triomphe, il faudrait aujourd'hui placer l'échafaud.

Cette situation étant donnée, l'occasion est admirable pour la Belgique.

Un peuple qui a la liberté doit avoir aussi la volonté. Tribune libre, presse libre, voilà l'organisme de l'opinion complet. Que l'opinion parle ; c'est ici un moment décisif.

Dans les circonstances où nous sommes, en répudiant la peine de mort, la Belgique peut, si elle veut, devenir brusquement, elle petit peuple presque annulé, la nation dirigeante.

L'occasion, j'y insiste, est admirable. Car il est évident que, s'il n'y a pas d'échafaud pour les criminels du Hainaut, il n'y en aura désormais pour personne, et que la guillotine ne pourra plus germer dans la libre terre de Belgique. Vos places publiques ne seront plus sujettes à cette

apparition sinistre. Par l'irrésistible logique des choses, la peine de mort, virtuellement abolie chez vous aujourd'hui, le sera légalement demain.

Il serait beau que le petit peuple fit la leçon aux grands, et, par ce seul fait, fût plus grand qu'eux ; il serait beau, devant la croissance abominable des ténèbres, en présence de la barbarie recrudescente, que la Belgique, prenant le rôle de grande puissance en civilisation, donnât tout à coup au genre humain l'éblouissement de la vraie lumière, en proclamant, dans les conditions où éclate le mieux la majesté du principe, non à propos d'un dissident révolutionnaire ou religieux, non à propos d'un ennemi politique, mais à propos de neuf misérables indignes de toute autre pitié que de la pitié philosophique, l'inviolabilité de la vie humaine, et en refoulant définitivement vers la nuit cette monstrueuse peine de mort, qui a pour gloire d'avoir dressé sur la terre deux crucifix, celui de Jésus-Christ sur le vieux monde, celui de John Brown sur le nouveau.

Que la généreuse Belgique y songe ; c'est à elle, Belgique, que l'échafaud de Charleroi ferait dommage. Quand la philosophie et l'histoire mettent en balance une civilisation, les têtes coupées pèsent contre.

En écrivant ceci, je remplis un devoir. Aidez-moi, monsieur, et prêtez-moi, pour ce douloureux et suprême intérêt, votre publicité.

VICTOR HUGO.

Cette lettre fut publiée dans les journaux anglais et belges. Une commutation eut lieu. Sept têtes sur neuf furent sauvées.

II – ARMAND BARBÈS

En 1839, Barbès fut condamné à mort. Victor Hugo envoya au roi Louis-Philippe les quatre vers que l'on connaît, et obtint la vie de Barbès. Les deux lettres qu'on va lire ont trait à ce fait.

À VICTOR HUGO

Cher et illustre citoyen,

Le condamné dont vous parlez dans le septième volume des Misérables doit vous paraître un ingrat.

Il y a vingt-trois ans qu'il est votre obligé !… et il ne vous a rien dit.

Pardonnez-lui ! pardonnez-moi !

Dans ma prison d'avant février, je m'étais promis bien des fois de courir chez vous, si un jour la liberté m'était rendue.

Rêves de jeune homme ! Ce jour vint pour me jeter, comme un brin de paille rompue, dans le tourbillon de 1848.

Je ne pus rien faire de ce que j'avais si ardemment désiré.

Et depuis, pardonnez-moi ce mot, cher citoyen, la majesté de votre génie a toujours arrêté la manifestation de ma pensée.

Je fus fier, dans mon heure de danger, de me voir protégé par un rayon de votre flamme. Je ne pouvais mourir, puisque vous me défendiez.

Que n'ai-je eu la puissance de montrer que j'étais digne que votre bras s'étendît sur moi ! Mais chacun a sa destinée, et tous ceux qu'Achille a sauvés n'étaient pas des héros.

Vieux maintenant, je suis, depuis un an, dans un triste état de santé.

J'ai cru souvent que mon cœur ou ma tête allait éclater. Mais je me félicite, malgré mes souffrances, d'avoir été conservé, puisque sous le coup de votre nouveau bienfait[9], je trouve l'audace de vous remercier de l'ancien.

Et puisque j'ai pris la parole, merci aussi, mille fois merci pour notre sainte cause et pour la France, du grand livre que vous venez de faire.

Je dis : la France, car il me semble que cette chère patrie de Jeanne d'Arc et de la Révolution était seule capable d'enfanter votre cœur et votre génie, et, fils heureux, vous avez posé sur le front glorieux de votre mère une nouvelle couronne de gloire !

À vous, de profonde affection.

A. BARBÈS.

La Haie, le 10 juillet 1862.

À ARMAND BARBÈS

Hauteville-House, 15 juillet 1862.

Mon frère d'exil,

Quand un homme a, comme vous, été le combattant et le martyr du progrès ; quand il a, pour la sainte cause démocratique et humaine, sacrifié sa fortune, sa jeunesse, son droit au bonheur, sa liberté ; quand il a, pour servir l'idéal, accepté toutes les formes de la lutte et toutes les formes de l'épreuve, la calomnie, la persécution, la défection, les longues années de la prison, les longues années de l'exil ; quand il s'est laissé conduire par son dévouement jusque sous le couperet de l'échafaud, quand un homme a fait cela, tous lui doivent, et lui ne doit rien à qui que ce soit.

Qui a tout donné au genre humain est quitte envers l'individu.

Il ne vous est possible d'être ingrat envers personne. Si je n'avais pas fait, il y a vingt-trois ans, ce dont vous voulez bien me remercier, c'est moi, je le vois distinctement aujourd'hui, qui aurais été ingrat envers vous.

Tout ce que vous avez fait pour le peuple, je le ressens comme un service personnel.

J'ai, à l'époque que vous me rappelez, rempli un devoir, un devoir étroit. Si j'ai été alors assez heureux pour vous payer un peu de la dette universelle, cette minute n'est rien devant votre vie entière, et tous, nous n'en restons pas moins vos débiteurs.

Ma récompense, en admettant que je méritasse une récompense, a été l'action elle-même. J'accepte néanmoins avec attendrissement les nobles paroles que vous m'envoyez, et je suis profondément touché de votre reconnaissance magnanime.

Je vous réponds dans l'émotion de votre lettre. C'est une belle chose que ce rayon qui vient de votre solitude à la mienne. À bientôt, sur cette terre ou ailleurs. Je salue votre grande âme.

VICTOR HUGO.

[9] note : Voir les Misérables, tome VII, livre I. Le mot bienfait est souligné dans la lettre de Barbès.

III – LES MISÉRABLES

16 septembre 1862.

Après la publication des Misérables, Victor Hugo alla à Bruxelles.

Ses éditeurs, MM. Lacroix et Verboeckhoven, lui offrirent un banquet.

Ce fut une occasion de rencontre pour les écrivains célèbres de tous les pays. (Voir aux Notes.) Victor Hugo, entouré de tant d'hommes généreux, dont quelques-uns étaient si illustres, répondit à la salutation de toutes ces nobles âmes par les paroles qu'on va lire.

Ceux qui assistèrent à cette sévère et douce fête offerte à un proscrit se souviennent que Victor Hugo ne put réprimer ses larmes au moment où la pensée d'Aspromonte lui traversa l'esprit.

Messieurs,

Mon émotion est inexprimable ; si la parole me manque, vous serez indulgents.

Si je n'avais à répondre qu'à l'honorable bourgmestre de Bruxelles, ma tâche serait simple ; je n'aurais, pour glorifier le magistrat si dignement, populaire et la ville si noblement hospitalière, qu'à répéter ce qui est dans toutes les bouches, et il me suffirait d'être un écho ; mais comment remercier les autres voix éloquentes et cordiales qui m'ont parlé ? À côté de ces éditeurs considérables, auxquels on doit l'idée féconde d'une librairie internationale, sorte de lien préparatoire entre les peuples, je vois ici, réunis, des publicistes, des philosophes, d'éminents écrivains, l'honneur des lettres, l'honneur du continent civilisé.

Je suis troublé et confus d'être le centre d'une telle fête d'intelligences, et de voir tant d'honneur s'adresser à moi, qui ne suis rien qu'une conscience acceptant le devoir et un cœur résigné au sacrifice.

Remercier cette ville dans son premier magistrat serait simple, mais, je le répète, comment vous remercier tous ? comment serrer toutes vos mains dans une seule étreinte ? Eh bien, le moyen est simple aussi.

Vous tous, qui êtes ici, écrivains, journalistes, éditeurs, imprimeurs, publicistes, penseurs, que représentez-vous ? Toutes les énergies de l'intelligence, toutes les formes de la publicité, vous êtes l'esprit-légion, vous êtes l'organe nouveau de la société nouvelle, vous êtes la Presse. Je porte un toast à la presse !

À la presse chez tous les peuples ! à la presse libre ! à la presse

puissante, glorieuse et féconde !

Messieurs, la presse est la clarté du monde social ; et, dans tout ce qui est clarté, il y a quelque chose de la providence.

La pensée est plus qu'un droit, c'est le souffle même de l'homme. Qui entrave la pensée, attente à l'homme même. Parler, écrire, imprimer, publier, ce sont là, au point de vue du droit, des identités ; ce sont là les cercles, s'élargissant sans cesse, de l'intelligence en action ; ce sont là les ondes sonores de la pensée.

De tous ces cercles, de tous ces rayonnements de l'esprit humain, le plus large, c'est la presse.

Le diamètre de la presse, c'est le diamètre même de la civilisation.

À toute diminution de la liberté de la presse correspond une diminution de civilisation ; là où la presse libre est interceptée, on peut dire que la nutrition du genre humain est interrompue. Messieurs, la mission de notre temps, c'est de changer les vieilles assises de la société, de créer l'ordre vrai, et de substituer partout les réalités aux fictions. Dans ce déplacement des bases sociales, qui est le colossal travail de notre siècle, rien ne résiste à la presse appliquant sa puissance de traction au catholicisme, au militarisme, à l'absolutisme, aux blocs de faits et d'idées les plus réfractaires.

La presse est la force. Pourquoi ? parce qu'elle est l'intelligence.

Elle est le clairon vivant, elle sonne la diane des peuples, elle annonce à voix haute l'avènement du droit, elle ne tient compte de la nuit que pour saluer l'aurore, elle devine le jour, elle avertit le monde. Quelquefois, pourtant, chose étrange, c'est elle qu'on avertit.

Ceci ressemble au hibou réprimandant le chant du coq.

Oui, dans certains pays, la presse est opprimée. Est-elle esclave ?

Non. Presse esclave ! c'est là un accouplement de mots impossible.

D'ailleurs, il y a deux grandes manières d'être esclave, celle de Spartacus et celle d'Épictète.

L'un brise ses fers, l'autre prouve son âme. Quand l'écrivain enchaîné ne peut recourir à la première manière, il lui reste la seconde.

Non, quoi que fassent les despotes, j'en atteste tous les hommes libres qui m'écoutent, et cela, vous l'avez récemment dit en termes admirables, monsieur Pelletan, et de plus, vous et tant d'autres, vous l'avez prouvé par votre généreux exemple, non, il n'y a point d'asservissement pour l'esprit !

Messieurs, au siècle ou nous sommes, sans la liberté de la presse, point de salut. Fausse route, naufrage et désastre partout.

Il y a aujourd'hui de certaines questions, qui sont les questions du siècle, et qui sont là devant nous, inévitables. Pas de milieu ; il faut s'y

briser, ou s'y réfugier. La société navigue irrésistiblement de ce côté-là. Ces questions sont le sujet du livre douloureux dont il a été parlé tout à l'heure si magnifiquement. Paupérisme, parasitisme, production et répartition de la richesse, monnaie, crédit, travail, salaire, extinction du prolétariat, décroissance progressive de la pénalité, misère, prostitution, droit de la femme, qui relève de minorité une moitié de l'espèce humaine, droit de l'enfant, qui exige-je dis exige-l'enseignement gratuit et obligatoire, droit de l'âme, qui implique la liberté religieuse ; tels sont les problèmes.

Avec la presse libre, ils ont de la lumière au-dessus d'eux, ils sont praticables, on voit leurs précipices, on voit leurs issues, on peut les aborder, on peut y pénétrer. Abordés et pénétrés, c'est-à-dire résolus, ils sauveront le monde. Sans la presse, nuit profonde ; tous ces problèmes sont sur-le-champ redoutables, on ne distingue plus que leurs escarpements, on peut en manquer l'entrée, et la société peut y sombrer.

Eteignez le phare, le port devient l'écueil.

Messieurs, avec la presse libre, pas d'erreur possible, pas de vacillation, pas de tâtonnement dans la marche humaine. Au milieu des problèmes sociaux, ces sombres carrefours, la presse est le doigt indicateur. Nulle incertitude. Allez à l'idéal, allez à la justice et à la vérité. Car il ne suffit pas de marcher, il faut marcher en avant. Dans quel sens allez-vous ? Là est toute la question. Simuler le mouvement, ce n'est point accomplir le progrès ; marquer le pas sans avancer, cela est bon pour l'obéissance passive ; piétiner indéfiniment dans l'ornière est un mouvement machinal indigne du genre humain.

Ayons un but, sachons où nous allons, proportionnons l'effort au résultat, et que dans chacun des pas que nous faisons il y ait une idée, et qu'un pas s'enchaîne logiquement à l'autre, et qu'après l'idée vienne la solution, et qu'à la suite du droit vienne la victoire. Jamais de pas en arrière. L'indécision du mouvement dénonce le vide du cerveau. Vouloir et ne vouloir pas, quoi de plus misérable !

Qui hésite, recule et atermoie, ne pense pas. Quant à moi, je n'admets pas plus la politique sans tête que l'Italie sans Rome.

Puisque j'ai prononcé ce mot, Rome, souffrez que je m'interrompe, et que ma pensée, détournée un instant, aille à ce vaillant qui est là-bas sur un lit de douleur. Certes, il a raison de sourire. La gloire et le droit sont avec lui. Ce qui confond, ce qui accable, c'est qu'il se soit trouvé, c'est qu'il ait pu se trouver en Italie, dans cette noble et illustre Italie, des hommes pour lever l'épée contre cette vertu.

Ces italiens-là n'ont donc pas reconnu un romain ?

Ces hommes se disent les hommes de l'Italie ; ils crient qu'elle est

victorieuse, et ils ne s'aperçoivent pas qu'elle est décapitée. Ah ! c'est là une sombre aventure, et l'histoire reculera indignée devant cette hideuse victoire qui consiste à tuer Garibaldi afin de ne pas avoir Rome !

Le cœur se soulève. Passons.

Messieurs, quel est l'auxiliaire du patriote ? La presse. Quel est l'épouvantail du lâche et du traître ? La presse.

Je le sais, la presse est haïe, c'est là une grande raison de l'aimer.

Toutes les iniquités, toutes les superstitions, tous les fanatismes la dénoncent, l'insultent et l'injurient comme ils peuvent. Je me rappelle une encyclique célèbre dont quelques mots remarquables me sont restés dans l'esprit. Dans cette encyclique, un pape, notre contemporain, Grégoire XVI, ennemi de son siècle, ce qui est un peu le malheur des papes, et ayant toujours présents à la pensée l'ancien dragon et la bête de l'Apocalypse, qualifiait ainsi la presse dans son latin de moine camaldule : Gula ignea, caligo, impetus immanis cum strepitu horrendo. Je ne conteste rien de cela ; le portrait est ressemblant. Bouche de feu, fumée, rapidité prodigieuse, bruit formidable. Eh oui, c'est la locomotive qui passe ! c'est la presse, c'est l'immense et sainte locomotive du progrès !

Où va-t-elle ? où entraîne-t-elle la civilisation ? où emporte-t-il les peuples, ce puissant remorqueur ? Le tunnel est long, obscur et terrible.

Car on peut dire que l'humanité est encore sous terre, tant la matière l'enveloppe et l'écrase, tant les superstitions, les préjugés et les tyrannies font une voûte épaisse, tant elle a de ténèbres au-dessus d'elle ! Hélas, depuis que l'homme existe, l'histoire entière est souterraine ; on n'y aperçoit nulle part le rayon divin. Mais au dix-neuvième siècle, mais après la révolution française, il y a espoir, il y a certitude. Là-bas, loin devant nous, un point lumineux apparaît. Il grandit, il grandit à chaque instant, c'est l'avenir, c'est la réalisation, c'est la fin des misères, c'est l'aube des joies, c'est Chanaan ! c'est la terre future où l'on n'aura plus autour de soi que des frères et au-dessus de soi que le ciel.

Courage à la locomotive sacrée ! courage à la pensée ! courage à la science ! courage à la philosophie ! courage à la presse ! courage à vous tous, esprits ! L'heure approche où l'humanité, délivrée enfin de ce noir tunnel de six mille ans, éperdue, brusquement face à face avec le soleil de l'idéal, fera sa sortie sublime dans l'éblouissement !

Messieurs, encore un mot, et permettez, dans votre indulgence cordiale, que ce mot soit personnel.

Être au milieu de vous, c'est un bonheur. Je rends grâce à Dieu qui m'a donné, dans ma vie sévère, cette heure charmante. Demain je rentrerai dans l'ombre. Mais je vous ai vus, je vous ai parlé, j'ai entendu

vos voix, j'ai serré vos mains, j'emporte cela dans ma solitude.

Vous, mes amis de France, — et mes autres amis qui sont ici trouveront tout simple que ce soit à vous que j'adresse mon dernier mot, — il y a onze ans, vous avez vu partir presque un jeune homme, vous retrouvez un vieillard.

Les cheveux ont changé, le cœur non. Je vous remercie de vous être souvenus d'un absent ; je vous remercie d'être venus.

Accueillez, — et vous aussi, plus jeunes, dont les noms m'étaient chers de loin et que je vois ici pour la première fois, — accueillez mon profond attendrissement. Il me semble que je respire parmi vous l'air natal, il me semble que chacun de vous m'apporte un peu de France, il me semble que je vois sortir de toutes vos âmes groupées autour de moi, quelque chose de charmant et d'auguste qui ressemble à une lumière et qui est le sourire de la patrie.

Je bois à la presse ! à sa puissance, à sa gloire, à son efficacité ! à sa liberté en Belgique, en Allemagne, en Suisse, en Italie, en Espagne, en Angleterre, en Amérique ! à sa délivrance ailleurs !

IV – LE BANQUET DES ENFANTS

À L'ÉDITEUR CASTEL

Hauteville-House, 5 octobre 1862.

Mon cher monsieur Castel,

Le hasard a fait tomber sous vos yeux quelques espèces d'essais de dessins faits par moi, à des heures de rêverie presque inconsciente, avec ce qui restait d'encre dans ma plume, sur des marges ou des couvertures de manuscrits. Ces choses, vous désirez les publier ; et l'excellent graveur, M. Paul Chenay, s'offre à en faire les fac-similé. Vous me demandez mon consentement. Quel que soit le beau talent de M. Paul Chenay, je crains fort que ces traits de plume quelconques, jetés plus ou moins maladroitement sur le papier par un homme qui a autre chose à faire, ne cessent d'être des dessins du moment qu'ils auront la prétention d'en être. Vous insistez pourtant, et je consens. Ce consentement à ce qui est peut-être un ridicule veut être expliqué. Voici donc mes raisons :

J'ai établi depuis quelque temps dans ma maison, à Guernesey, une petite institution de fraternité pratique que je voudrais accroître et surtout propager. Cela est si peu de chose que je puis en parler.

C'est un repas hebdomadaire d'enfants indigents. Toutes les semaines, des mères pauvres me font l'honneur d'amener leurs enfants dîner chez moi. J'en ai eu huit d'abord, puis quinze ; j'en ai maintenant vingt-deux[10]. Ces enfants dînent ensemble ; ils sont tous confondus, catholiques, protestants, anglais, français, irlandais, sans distinction de religion ni de nation.

Je les invite à la joie et au rire, et je leur dis : Soyez libres. Ils ouvrent et terminent le repas par un remercîment à Dieu, simple et en dehors de toutes les formules religieuses pouvant engager leur conscience. Ma femme, ma fille, ma belle-sœur, mes fils, mes domestiques et moi, nous les servons. Ils mangent de la viande et boivent du vin, deux grandes nécessités pour l'enfance. Après quoi ils jouent et vont à l'école. Des prêtres catholiques, des ministres protestants, mêlés à des libres penseurs et à des démocrates proscrits, viennent quelquefois voir cette humble cène, et il ne me paraît pas qu'aucun soit mécontent. J'abrège ; mais il me semble que j'en ai dit assez pour faire comprendre que cette idée, l'introduction des familles pauvres dans les familles moins pauvres,

introduction à niveau et de plain-pied, fécondée par des hommes meilleurs que moi, par le cœur des femmes surtout, peut n'être pas mauvaise ; je la crois pratique et propre à de bons fruits, et c'est pourquoi j'en parle, afin que ceux qui pourront et voudront l'imitent. Ceci n'est pas de l'aumône, c'est de la fraternité. Cette pénétration des familles indigentes dans les nôtres nous profite comme à eux ; elle ébauche la solidarité ; elle met en action et en mouvement, et fait marcher pour ainsi dire devant nous la sainte formule démocratique, Liberté, Égalité, Fraternité. C'est la communion avec nos frères moins heureux. Nous apprenons à les servir, et ils apprennent à nous aimer.

C'est en songeant à cette petite œuvre, monsieur, que je crois pouvoir faire un sacrifice d'amour-propre et autoriser la publication souhaitée par vous. Le produit de cette publication contribuera à former la liste civile de mes petits enfants indigents. Voici l'hiver ; je ne serais pas fâché de donner des vêtements à ceux qui sont en haillons et d'offrir des souliers à ceux qui vont pieds nus. Votre publication m'y aidera. Ceci m'absout d'y consentir. J'avoue que je n'eusse jamais imaginé que mes dessins, comme vous voulez bien les appeler, pussent attirer l'attention d'un éditeur connaisseur tel que vous, et d'un artiste tel que M. Paul Chenay ; que votre volonté s'accomplisse ; ils se tireront comme ils pourront du grand jour pour lequel ils n'étaient point faits ; la critique a sur eux désormais un droit dont je tremble pour eux ; je les lui abandonne ; je suis sûr toujours que mes chérs petits pauvres les trouveront très bons.

Publiez donc ces dessins, monsieur Castel, et recevez tous mes vœux pour votre succès.

VICTOR HUGO.

[10] note : Plus tard le nombre fut porté à quarante.

V – GENÈVE ET LA PEINE DE MORT

Dans les derniers mois de 1862, la république de Genève revisa sa constitution. La question de la peine de mort se présenta. Un premier vote maintint l'échafaud ; mais il en fallait un second. Les républicains progressistes de Genève songèrent à Victor Hugo. Un membre de l'église réformée, M. Bost, auteur de plusieurs ouvrages estimés, lui écrivit une lettre dont voici les dernières lignes :

« La constituante genevoise a voté le maintien de la peine de mort par quarante-trois voix contre cinq ; mais la question doit reparaître bientôt dans un nouveau débat. Quel appui ce serait pour nous, quelle force nouvelle ; si par quelques mots vous pouviez intervenir ! Car ce n'est pas là une question cantonale ou fédérale, mais bien une question sociale et humanitaire, où toutes les interventions sont légitimes. Pour les grandes questions, il faut de grands hommes. Nos discussions auraient besoin d'être éclairées par le génie ; et ce nous serait à tous un grand secours qu'un coup de main qui nous viendrait de ce rocher vers lequel se tournent tant de regards. »

Cette lettre parvint à Victor Hugo le 16 novembre. Le 17 il répondait :

Hauteville-House, 17 novembre 1862.

Monsieur,

Ce que vous faites est bon ; vous avez besoin d'aide, vous vous adressez à moi, je vous remercie ; vous m'appelez, j'accours.

Qu'y'a-t-il ? Me voilà.

Genève est à la veille d'une de ces crises normales qui, pour les nations comme pour les individus, marquent les changements d'âge. Vous allez reviser votre constitution. Vous vous gouvernez vous-mêmes ; vous êtes vos propres maîtres ; vous êtes des hommes libres ; vous êtes une république. Vous allez faire une action considérable, remanier votre pacte social, examiner où vous en êtes en fait de progrès et de civilisation, vous entendre de nouveau entre vous sur les questions communes ; la délibération va s'ouvrir, et, parmi ces questions, la plus grave de toutes, l'inviolabilité de la vie humaine, est à l'ordre du jour.

C'est de la peine de mort qu'il s'agit.

Hélas, le sombre rocher de Sisyphe ! quand donc cessera-t-il de rouler et de retomber sur la société humaine, ce bloc de haine, de tyrannie,

d'obscurité, d'ignorance et d'injustice qu'on nomme pénalité ? Quand donc au mot peine substituera-t-on le mot enseignement ? quand donc comprendra-t-on qu'un coupable est un ignorant ? Talion, œil pour œil, dent pour dent, mal pour mal, voilà à peu près tout notre code.

Quand donc la vengeance renoncera-t-elle à ce vieil effort qu'elle fait de nous donner le change en s'appelant vindicte ? Croit-elle nous tromper ? Pas plus que la félonie quand elle s'appelle raison d'état.

Pas plus que le fratricide quand il met des épaulettes et qu'il s'appelle la guerre.

De Maistre a beau farder Dracon ; la rhétorique sanglante perd sa peine, elle ne parvient pas à déguiser la difformité du fait qu'elle couvre ; les sophistes sont des habilleurs inutiles ; l'injuste reste injuste, l'horrible reste horrible. Il y a des mots qui sont des masques ; mais à travers leurs trous on aperçoit la sombre lueur du mal.

Quand donc la loi s'ajustera-t-elle au droit ? quand donc la justice humaine prendra-t-elle mesure sur la justice divine ? quand donc ceux qui lisent la bible comprendront-ils la vie sauve de Caïn ? quand donc ceux qui lisent l'évangile comprendront-ils le gibet du Christ ? Quand donc prêtera-t-on l'oreille à la grande voix vivante qui, du fond de l'inconnu, crie à travers nos ténèbres : Ne tue point ! quand donc ceux qui sont en bas, juge, prêtre, peuple, roi, s'apercevront-ils qu'il y a quelqu'un au-dessus d'eux ? Républiques à esclaves, monarchies à soldats, sociétés à bourreaux ; partout la force, nulle part le droit. O les tristes maîtres du monde ! chenilles d'infirmités, boas d'orgueil.

Une occasion se présente où le progrès peut faire un pas. Genève va délibérer sur la peine de mort. De là votre lettre, monsieur. Vous me demandez d'intervenir, de prendre part à la discussion, de dire un mot. Je crains que vous ne vous abusiez sur l'efficacité d'une chétive parole isolée comme la mienne. Que suis-je ? Que puis-je ?

Voilà bien des années déjà, — cela date de 1828, — que je lutte avec les faibles forces d'un homme contre cette chose colossale, contradictoire et monstrueuse, la peine de mort, composée d'assez de justice pour satisfaire la foule et d'assez d'iniquité pour épouvanter le penseur.

D'autres ont fait plus et mieux que moi. La peine de mort a cédé un peu de terrain ; voilà tout. Elle s'est sentie honteuse dans Paris, en présence de toute cette lumière. La guillotine a perdu son assurance, sans abdiquer pourtant ; chassée de la Grève, elle a reparu barrière Saint-Jacques ; chassée de la barrière Saint-Jacques, elle a reparu à la Roquette. Elle recule, mais elle reste.

Puisque vous réclamez mon concours, monsieur, je vous le dois. Mais ne vous faites pas illusion sur le peu de part que j'aurai au succès si vous

réussissez. Depuis trente-cinq ans, je le répète, j'essaye de faire obstacle au meurtre en place publique. J'ai dénoncé sans relâche cette voie de fait de la loi d'en bas sur la loi d'en haut. J'ai poussé à la révolte la conscience universelle ; j'ai attaqué cette exaction par la logique, et par la pitié, cette logique suprême ; j'ai combattu, dans l'ensemble et dans le détail, la pénalité démesurée et aveugle qui tue ; tantôt traitant la thèse générale, tâchant d'atteindre et de blesser le fait dans son principe même, et m'efforçant de renverser, une fois pour toutes, non un échafaud, mais l'échafaud ; tantôt me bornant à un cas particulier, et ayant pour but de sauver tout simplement la vie d'un homme.

J'ai quelquefois réussi, plus souvent échoué.

Beaucoup de nobles esprits se sont dévoués à la même tâche ; et, il y a dix mois à peine, la généreuse presse belge, me venant énergiquement en aide lors de mon intervention pour les condamnés de Charleroi, est parvenue à sauver sept têtes sur neuf.

Les écrivains du dix-huitième siècle ont détruit la torture ; les écrivains du dix-neuvième, je n'en doute pas, détruiront la peine de mort. Ils ont déjà fait supprimer en France le poing coupé et le fer rouge ; ils ont fait abroger la mort civile ; et ils ont suggéré l'admirable expédient provisoire des circonstances atténuantes.

— « C'est à d'exécrables livres comme le Dernier jour d'un Condamné, disait le député Salverte, qu'on doit la détestable introduction des circonstances atténuantes. » Les circonstances atténuantes, en effet, c'est le commencement de l'abolition. Les circonstances atténuantes dans la loi, c'est le coin dans le chêne. Saisissons le marteau divin, frappons sur le coin sans relâche, frappons à grands coups de vérité, et nous ferons éclater le billot.

Lentement, j'en conviens. Il faudra du temps, certes. Pourtant ne nous décourageons pas. Nos efforts, même dans le détail, ne sont pas toujours inutiles. Je viens de vous rappeler le fait de Charleroi ; en voici un autre. Il y a huit ans, à Guernesey, en 1854, un homme, nommé Tapner, fut condamné au gibet ; j'intervins, un recours en grâce fut signé par six cents notables de l'île, l'homme fut pendu ; maintenant écoutez :

Quelques-uns des journaux d'Europe qui contenaient la lettre écrite par moi aux guernesiais pour empêcher le supplice arrivèrent en Amérique à temps pour que cette lettre pût être reproduite utilement par les journaux américains ; on allait pendre un homme à Québec, un nommé Julien ; le peuple du Canada considéra avec raison comme adressée à lui-même la lettre que j'avais écrite au peuple de Guernesey, et, par un contre-coup providentiel, cette lettre sauva, passez-moi l'expression, non Tapner qu'elle visait, mais Julien qu'elle ne visait pas.

Je cite ces faits ; pourquoi ? parce qu'ils prouvent la nécessité de persister. Hélas ! le glaive persiste aussi.

Les statistiques de la guillotine et de la potence conservent leurs hideux niveaux ; le chiffre du meurtre légal ne s'est amoindri dans aucun pays. Depuis une dizaine d'années même, le sens moral ayant baissé, le supplice a repris faveur, et il y a recrudescence. Vous petit peuple, dans votre seule ville de Genève, vous avez vu deux guillotines dressées en dix-huit mois. En effet, ayant tué Vary, pourquoi ne pas tuer Elcy ? En Espagne, il y a le garrot ; en Russie, la mort par les verges. À Rome, l'église ayant horreur du sang, le condamné est assommé, ammazzato. L'Angleterre, où règne une femme, vient de pendre une femme.

Cela n'empêche pas la vieille pénalité de jeter les hauts cris, de protester qu'on la calomnie, et de faire l'innocente. On jase sur son compte, c'est affreux.

Elle a toujours été douce et tendre ; elle fait des lois qui ont l'air sévère, mais elle est incapable de les appliquer. Elle, envoyer Jean Valjean au bagne pour le vol d'un pain !

Allons donc ! il est bien vrai qu'en 1816 elle envoyait aux travaux forcés à perpétuité les émeutiers affamés du département de la Somme ; il est bien vrai qu'en 1846… — Hélas ! ceux qui me reprochent le bagne de Jean Valjean oublient la guillotine de Buzançais.

La faim a toujours été vue de travers par la loi.

Je parlais tout à l'heure de la torture abolie. Eh bien ! en 1849, la torture existait encore. Où ? en Chine ? Non, en Suisse. Dans votre pays, monsieur. En octobre 1849, à Zug, un juge instructeur, voulant faire avouer un vol d'un fromage (vol d'un comestible. Encore la faim !) à une fille appelée Mathilde Wildemberg, lui serra les pouces dans un étau, et, au moyen d'une poulie, et d'une corde attachée à cet étau, fit hisser la misérable jusqu'au plafond. Ainsi suspendue par les pouces, un valet de bourreau la bâtonnait. En 1862, à Guernesey que j'habite, la peine tortionnaire du fouet est encore en vigueur.

L'été passé, on a, par arrêt de justice, fouetté un homme de cinquante ans.

Cet homme se nommait Torode. C'était, lui aussi, un affamé, devenu voleur.

Non, ne nous lassons point. Faisons une émeute de philosophes pour l'adoucissement des codes. Diminuons la pénalité, augmentons l'instruction.

Par les pas déjà faits, jugeons des pas à faire ! Quel bienfait que les circonstances atténuantes ! elles eussent empêché ce que je vais vous raconter.

À Paris, en 1818 ou 19, un jour d'été, vers midi, je passais sur la place du Palais de justice. Il y avait là une foule autour d'un poteau. Je m'approchai. À ce poteau était liée, carcan au cou, écriteau sur la tête, une créature humaine, une jeune femme ou une jeune fille. Un réchaud plein de charbons ardents était à ses pieds devant elle, un fer à manche de bois, plongé dans la braise, y rougissait, la foule semblait contente. Cette femme était coupable de ce que la jurisprudence appelle vol domestique et la métaphore banale, danse de l'anse du panier. Tout à coup, comme midi sonnait, en arrière de la femme et sans être vu d'elle, un homme monta sur l'échafaud ; j'avais remarqué que la camisole de bure de cette femme avait par derrière une fente rattachée par des cordons ; l'homme dénoua rapidement les cordons, écarta la camisole, découvrit jusqu'à la ceinture le dos de la femme, saisit le fer dans le réchaud, et l'appliqua, en appuyant profondément, sur l'épaule nue. Le fer et le poing du bourreau disparurent dans une fumée blanche. J'ai encore dans l'oreille, après plus de quarante ans, et j'aurai toujours dans l'âme l'épouvantable cri de la suppliciée. Pour moi, c'était une voleuse, ce fut une martyre. Je sortis de là déterminé-j'avais seize ans-à combattre à jamais les mauvaises actions de la loi.

De ces mauvaises actions la peine de mort est la pire.

Et que n'a-t-on pas vu, même dans notre siècle, et sans sortir des tribunaux ordinaires et des délits communs !

Le 20 avril 1849, une servante, Sarah Thomas, une fille de dix-sept ans, fut exécutée à Bristol pour avoir, dans un moment de colère, tué d'un coup de bûche sa maîtresse qui la battait. La condamnée ne voulait pas mourir.

Il fallut sept hommes pour la traîner au gibet.

On la pendit de force.

Au moment où on lui passait le nœud coulant, le bourreau lui demanda si elle avait quelque chose à faire dire à son père.

Elle interrompit son râle pour répondre : oui, oui, dites-lui que je l'aime.

Au commencement du siècle, sous George III, à Londres, trois enfants de la classe des ragged (déguenillés) furent condamnés à mort pour vol.

Le plus âgé, le Newgate Calendar constate le fait, n'avait pas quatorze ans. Les trois enfants furent pendus.

Quelle idée les hommes se font-ils donc du meurtre ? Quoi ! en habit, je ne puis tuer ; en robe je le puis ! comme la soutane de Richelieu, la toge couvre tout !

Vindicte publique ? Ah ! je vous en prie, ne me vengez pas ! Meurtre, meurtre ! vous dis-je. Hors le cas de légitime défense entendu dans son

sens le plus étroit (car, une fois votre agresseur blessé par vous et tombé, vous lui devez secours), est-ce que l'homicide est jamais permis ? est-ce que ce qui est interdit à l'individu est permis à la collection ?

Le bourreau, voilà une sinistre espèce d'assassin ! l'assassin officiel, l'assassin patenté, entretenu, renté, mandé à certains jours, travaillant en public, tuant au soleil, ayant pour engins « les bois de justice », reconnu assassin de l'état ! l'assassin fonctionnaire, l'assassin qui a un logement dans la loi, l'assassin au nom de tous ! Il a ma procuration et la vôtre, pour tuer.

Il étrangle ou égorge, puis frappe sur l'épaule de la société, et lui dit : Je travaille pour toi, paye-moi. Il est l'assassin cum privilegio legis, l'assassin dont l'assassinat est décrété par le législateur, délibéré par le juré, ordonné par le juge, consenti par le prêtre, gardé par le soldat, contemplé par le peuple. Il est l'assassin qui a parfois pour lui l'assassiné ; car j'ai discuté, moi qui parle, avec un condamné à mort appelé Marquis, qui était en théorie partisan de la peine de mort ; de même que, deux ans avant un procès célèbre, j'ai discuté avec un magistrat nommé Teste qui était partisan des peines infamantes. Que la civilisation y songe, elle répond du bourreau. Ah ! vous haïssez l'assassinat jusqu'à tuer l'assassin ; moi je hais le meurtre jusqu'à vous empêcher de devenir meurtrier. Tous contre un, la puissance sociale condensée en guillotine, la force collective employée à une agonie, quoi de plus odieux ? Un homme tué par un homme effraye la pensée, un homme tué par les hommes la consterne.

Faut-il vous le redire sans cesse ? cet homme, pour se reconnaître et s'amender, et se dégager de la responsabilité accablante qui pèse sur son âme, avait besoin de tout ce qui lui restait de vie.

Vous lui donnez quelques minutes ! de quel droit ?

Comment osez-vous prendre sur vous cette redoutable abréviation des phénomènes divers du repentir ?

Vous rendez-vous compte de cette responsabilité damnée par vous, et qui se retourne contre vous, et qui devient la vôtre ? vous faites plus que tuer un homme, vous tuez une conscience.

De quel droit consituez-vous Dieu juge avant son heure ? quelle qualité avez-vous pour le saisir ? est-ce que cette justice-là est un des degrés de la vôtre ? est-ce qu'il y a plain-pied de votre barre à celle-là ?

De deux choses l'une : ou vous êtes croyant, ou vous ne l'êtes pas. Si vous êtes croyant, comment osez-vous jeter une immortalité à l'éternité ?

Si vous ne l'êtes pas, comment osez-vous jeter un être au néant ?

Il existe un criminaliste qui a fait cette distinction :

— « On a tort de dire exécution ; on doit se borner à dire réparation.

La société ne tue pas, elle retranche. »

— Nous sommes des laïques, nous autres, nous ne comprenons pas ces finesses-là.

On prononce ce mot : justice.

La justice ! oh ! cette idée entre toutes auguste et vénérable, ce suprême équilibre, cette droiture rattachée aux profondeurs, ce mystérieux scrupule puisé dans l'idéal, cette rectitude souveraine compliquée d'un tremblement devant l'énormité éternelle béante devant nous, cette chaste pudeur de l'impartialité inaccessible, cette pondération où entre l'impondérable, cette acception faite de tout, cette sublimation de la sagesse combinée avec la pitié, cet examen des actions humaines avec l'œil divin, cette bonté sévère, cette résultante lumineuse de la conscience universelle, cette abstraction de l'absolu se faisant réalité terrestre, cette vision du droit, cet éclair d'éternité apparu à l'homme, la justice ! cette intuition sacrée du vrai qui détermine, par sa seule présence, les quantités relatives du bien et du mal et qui, à l'instant où elle illumine l'homme, le fait momentanément Dieu, cette chose finie qui a pour loi d'être proportionnée à l'infini, cette entité céleste dont le paganisme fait une déesse et le christianisme un archange, cette figure immense qui a les pieds sur le cœur humain et les ailes dans les étoiles, cette Yungfrau des vertus humaines, cette cime de l'âme, cette vierge, ô Dieu bon, Dieu éternel, est-ce qu'il est possible de se l'imaginer debout sur la guillotine ? est-ce qu'on peut se l'imaginer bouclant les courroies de la bascule sur les jarrets d'un misérable ? est-ce qu'on peut se l'imaginer défaisant avec ses doigts de lumière la ficelle monstrueuse du couperet ? se l'imagine-t-on sacrant et dégradant à la fois ce valet terrible, l'exécuteur ?

Se l'imagine-t-on étalée, dépliée et collée par l'afficheur sur le poteau infâme du pilori ? se la représente-t-on enfermée et voyageant dans ce sac de nuit du bourreau Calcraft où est mêlée à des chaussettes et à des chemises la corde avec laquelle il a pendu hier et avec laquelle il pendra demain !

Tant que la peine de mort existera, on aura froid en entrant dans une cour d'assises, et il y fera nuit.

En janvier dernier, en Belgique, à l'époque des débats de Charleroi, — débats dans lesquels, par parenthèse, il sembla résulter des révélations d'un nommé Rabet que deux guillotinés des années précédentes, Goethals et Coecke, étaient peut-être innocents (quel peut-être !)-au milieu de ces débats, devant tant de crimes nés des brutalités de l'ignorance, un avocat crut devoir et pouvoir démontrer la nécessité de l'enseignement gratuit et obligatoire. Le procureur général l'interrompit et le railla : Avocat, dit-il,

ce n'est point ici la chambre. Non, monsieur le procureur général, c'est ici la tombe.

La peine de mort a des partisans de deux sortes, ceux qui l'expliquent et ceux qui l'appliquent ; en d'autres termes, ceux qui se chargent de la théorie et ceux qui se chargent de la pratique. Or la pratique et la théorie ne sont pas d'accord ; elles se donnent étrangement la réplique. Pour démolir la peine de mort, vous n'avez qu'à ouvrir le débat entre la théorie et la pratique. Écoutez plutôt. Ceux qui veulent le supplice, pourquoi le veulent-ils ? Est-ce parce que le supplice est un exemple ? Oui, dit la théorie. Non, dit la pratique.

Et elle cache l'échafaud le plus qu'elle peut, elle détruit Montfaucon, elle supprime le crieur public, elle évite les jours de marché, elle bâtit sa mécanique à minuit, elle fait son coup de grand matin ; dans de certains pays, en Amérique et en Prusse, on pend et on décapite à huis clos. Est-ce parce que la peine de mort est la justice ? Oui, dit la théorie ; l'homme était coupable, il est puni. Non, dit la pratique ; car l'homme est puni, c'est bien, il est mort, c'est bon ; mais qu'est-ce que cette femme ? c'est une veuve. Et qu'est-ce que ces enfants ? ce sont des orphelins. Le mort a laissé cela derrière lui.

Veuve et orphelins, c'est-à-dire punis et pourtant innocents. Où est votre justice ? Mais si la peine de mort n'est pas juste, est-ce qu'elle est utile ? Oui, dit la théorie ; le cadavre nous laissera tranquilles. Non, dit la pratique ; car ce cadavre vous lègue une famille ; famille sans père, famille sans pain ; et voilà la veuve qui se prostitue pour vivre, et voilà les orphelins qui volent pour manger.

Dumolard, voleur à l'âge de cinq ans, était orphelin d'un guillotiné.

J'ai été fort insulté, il y a quelques mois, pour avoir osé dire que c'était là une circonstance atténuante.

On le voit, la peine de mort n'est ni exemplaire, ni juste, ni utile.

Qu'est-elle donc ? Elle est. Sum qui sum. Elle a sa raison d'être en elle-même. Mais alors quoi ! la guillotine pour la guillotine, l'art pour l'art !

Récapitulons.

Ainsi toutes les questions, toutes sans exception, se dressent autour de la peine de mort, la question sociale, la question morale, la question philosophique, la question religieuse. Celle-ci surtout, cette dernière, qui est l'insondable, vous en rendez-vous compte ?

Ah ! j'y insiste, vous qui voulez la mort, avez-vous réfléchi ? Avez-vous médité sur cette brusque chute d'une vie humaine dans l'infini, chute inattendue des profondeurs, arrivée hors de tour, sorte de surprise redoutable faite au mystère ? Vous mettez un prêtre là, mais il tremble

autant que le patient. Lui aussi, il ignore. Vous faites rassurer la noirceur par l'obscurité.

Vous ne vous êtes donc jamais penchés sur l'inconnu ? Comment osez-vous précipiter là dedans quoi que ce soit ? Dès que, sur le pavé de nos villes, un échafaud apparaît, il se fait dans les ténèbres autour de ce point terrible un immense frémissement qui part de votre place de Grève et ne s'arrête qu'à Dieu. Cet empiétement étonne la nuit. Une exécution capitale, c'est la main de la société qui tient un homme au-dessus du gouffre, s'ouvre et le lâche. L'homme tombe. Le penseur, à qui certains phénomènes de l'inconnu sont perceptibles, sent tressaillir la prodigieuse obscurité. O hommes, qu'avez-vous fait ? Qui donc connaît les frissons de l'ombre ? où va cette âme ? que savez-vous ?

Il y a près de Paris un champ hideux, Clamart. C'est le lieu des fosses maudites ; c'est le rendez-vous des suppliciés ; pas un squelette n'est là avec sa tête. Et la société humaine dort tranquille à côté de cela !

Qu'il y ait sur la terre des cimetières faits par Dieu, cela ne nous regarde pas, et Dieu sait pourquoi. Mais peut-on songer sans horreur à ceci, à un cimetière fait par l'homme !

Non, ne nous lassons pas de répéter ce cri : Plus d'échafaud ! mort à la mort !

C'est à un certain respect mystérieux de la vie qu'on reconnaît l'homme qui pense.

Je sais bien que les philosophes sont des songe-creux. — À qui en veulent-ils ? Vraiment, ils prétendent abolir la peine de mort ! Ils disent que la peine de mort est un deuil pour l'humanité. Un deuil ! qu'ils aillent donc un peu voir la foule rire autour de l'échafaud ! qu'ils rentrent donc dans la réalité ! Où ils affirment le deuil, nous constatons le rire. Ces gens-là sont dans les nuages. Ils crient à la sauvagerie et à la barbarie parce qu'on pend un homme et qu'on coupe une tête de temps en temps. Voilà des rêveurs ! Pas de peine de mort, y pense-t-on ? peut-on rien imaginer de plus extravagant ? Quoi ! Plus d'échafaud, et en même temps, plus de guerre ! ne plus tuer personne, je vous demande un peu si cela a du bon sens ! qui nous délivrera des philosophes ? quand aura-t-on fini des systèmes, des théories, des impossibilités et des folies ? Folies au nom de quoi, je vous prie ? au nom du progrès ? mot vide ; au nom de l'idéal ? mot sonore. Plus de bourreau, où en serions-nous ? Une société n'ayant pas la mort pour code, quelle chimère ! La vie, quelle utopie ! Qu'est-ce que tous ces faiseurs de réformes ? des poëtes. Gardons-nous des poëtes.

Ce qu'il faut au genre humain, ce n'est pas Homère, c'est M. Fulchiron.

Il ferait beau voir une société menée et une civilisation conduite par Eschyle, Sophocle, Isaïe, Job, Pythagore, Pindare, Plaute, Lucrèce, Virgile, Juvénal, Dante, Cervantes, Shakespeare, Milton, Corneille, Molière et Voltaire. Ce serait à se tenir les côtes.

Tous les hommes sérieux éclateraient de rire. Tous les gens graves hausseraient les épaules ; John Bull aussi bien que Prudhomme. Et de plus ce serait le chaos ; demandez à tous les parquets possibles, à celui des agents de change comme à celui des procureurs du roi.

Quoi qu'il en soit, monsieur, cette question énorme, le meurtre légal, vous allez la discuter de nouveau. Courage ! Ne lâchez pas prise. Que les hommes de bien s'acharnent à la réussite.

Il n'y a pas de petit peuple. Je le disais il y a peu de mois à la Belgique à propos des condamnés de Charleroi ; qu'il me soit permis de le répéter à la Suisse aujourd'hui. La grandeur d'un peuple ne se mesure pas plus au nombre que la grandeur d'un homme ne se mesure à la taille. L'unique mesure, c'est la quantité d'intelligence et la quantité de vertu. Qui donne un grand exemple est grand. Les petites nations seront les grandes nations le jour où, à côté des peuples forts en nombre et vastes en territoire qui s'obstinent dans les fanatismes et les préjugés, dans la haine, dans la guerre, dans l'esclavage et dans la mort, elles pratiqueront doucement et fièrement la fraternité, abhorreront le glaive, anéantiront l'échafaud, glorifieront le progrès, et souriront, sereines comme le ciel. Les mots sont vains si les idées ne sont pas dessous.

Il ne suffit pas d'être la république, il faut encore être la liberté ; il ne suffit pas d'être la démocratie, il faut encore être l'humanité. Un peuple doit être un homme, et un homme doit être une âme. Au moment où l'Europe recule, il serait beau que Genève avançât. Que la Suisse y songe, et votre noble petite république en particulier, une république plaçant en face des monarchies la peine de mort abolie, ce serait admirable.

Ce serait grand de faire revivre sous un aspect nouveau le vieil antagonisme instructif, Genève et Rome, et d'offrir aux regards et à la méditation du monde civilisé, d'un côté Rome avec sa papauté qui condamne et damne, de l'autre Genève avec son évangile qui pardonne.

O peuple de Genève, votre ville est sur un lac de l'éden, vous êtes dans un lieu béni ; toutes les magnificences de la création vous environnent ; la contemplation habituelle du beau révèle le vrai et impose des devoirs ; la civilisation doit être harmonie comme la nature ; prenez conseil de toutes ces clémentes merveilles, croyez-en votre ciel radieux, la bonté descend de l'azur, abolissez l'échafaud.

Ne soyez pas ingrats. Qu'il ne soit pas dit qu'en remercîment et en échange, sur cet admirable coin de terre où Dieu montre à l'homme la

splendeur sacrée des Alpes, l'Arve et le Rhône, le Léman bleu, le mont Blanc dans une auréole de soleil, l'homme montre à Dieu la guillotine !

Si rapide qu'eut été la réponse de Victor Hugo, la délibération du comité constituant fut plus hâtive encore, et, quand la lettre arriva, le travail était terminé. Le projet de constitution maintenait la peine de mort. Victor Hugo ne se découragea pas. Le peuple n'ayant pas encore voté, tout n'était pas fini. Victor Hugo écrivit à M. Bost :

Hauteville-House, 29 novembre 1862.

Monsieur,

La lettre que j'ai eu l'honneur de vous envoyer le 17 novembre vous est parvenue, je pense, le 19 ou le 20. Le lendemain même du jour où je dictais cette lettre, a éclaté, devant la cour d'assises de la Somme, cette affaire Doise-Gardin qui non seulement a tout à coup mis en lumière certaines éventualités épouvantables de la peine de mort, mais encore a rendu palpable l'urgence d'une grande révision pénale ; les faits monstrueux ont une manière à eux de démontrer la nécessité des réformes.

Aujourd'hui, 20 novembre, je lis dans la Presse ces lignes datées du 24, et de Berne :

« Vous avez reproduit la lettre adressée par M. Victor Hugo à M. Bost, de Genève, au sujet de la peine de mort. La publication de cette lettre est venue un peu tard ; depuis quinze jours la constituante genevoise a terminé ses travaux. La constitution qu'elle a élaborée ne donne point satisfaction aux vœux du poëte, puisqu'elle n'abolit pas la peine de mort, sinon pour délit politique. »

Non, il n'est pas trop tard.

En écrivant, je m'adressais moins au comité constituant, qui prépare, qu'au peuple, qui décide.

Dans quelques jours, le 7 décembre, le projet de constitution sera soumis au peuple. Donc il est temps encore.

Une constitution qui, au dix-neuvième siècle, contient une quantité quelconque de peine de mort, n'est pas digne d'une république ; qui dit république, dit expressément civilisation ; et le peuple de Genève, en rejetant, comme c'est son droit et son devoir, le projet qu'on va lui soumettre, fera un de ces actes doublement grands qui ont tout à la fois l'empreinte de la souveraineté et l'empreinte de la justice.

Vous jugerez peut-être utile de publier cette lettre.

Je vous offre, monsieur, la nouvelle assurance de ma haute estime et de ma vive cordialité.

V. H.

La lettre fut publiée, le peuple vota, il rejeta le projet de constitution.

Quelques jours après, Victor Hugo reçut cette lettre :

« … Nous avons triomphé, la constitution des conservateurs est rejetée. Votre lettre a produit son effet, tous les journaux l'ont publiée, les catholiques l'ont combattue, M. Bost l'a imprimée à part à mille exemplaires, et le comité radical à quatre mille. Les radicaux, M. James Fazy en tête, se sont fait de votre lettre une arme de guerre, et les indépendants se sont aussi prononcés à votre suite pour l'abolition.

Votre prépondérance a été complète. Quelques radicaux n'étaient pas très décidés auparavant ; c'est un radical, M. Héroi, qui passe pour avoir déterminé les deux exécutions de Vary et d'Elcy, et le grand conseil, qui a refusé ces deux grâces, est tout radical.

« Cependant, en somme, les radicaux sont gens de progrès et, maintenant que les voilà engagés contre la peine de mort, ils ne reculeront pas.

On regarde ici l'abolition de l'échafaud comme certaine, et l'honneur, monsieur, vous en revient. J'espère que nous arriverons aussi à cet autre grand progrès, la séparation de l'église et de l'état.

« Je ne suis qu'un homme bien obscur, monsieur, mais je suis heureux ; je vous félicite et je nous félicite. L'immense effet de votre lettre nous honore. La patrie de M. de Sellon ne pouvait être insensible à la voix de Victor Hugo.

« Excusez cette lettre écrite en hâte, et veuillez agréer mon profond respect.

« A. GAYET (de Bonneville). »

VI – AFFAIRE DOISE

À M. LE RÉDACTEUR DU TEMPS

Monsieur,

Veuillez, je vous prie, m'inscrire dans la souscription Doise. Mais il ne faut pas se borner à de l'argent. Quelque chose de pire peut-être que Lesurques, la question rétablie en France au dix-neuvième siècle, l'aveu arraché par l'asphyxie, la camisole de force à une femme grosse, la prisonnière poussée à la folie, on ne sait quel effroyable infanticide légal, l'enfant tué par la torture dans le ventre de la mère, la conduite du juge d'instruction, des deux présidents et des deux procureurs généraux, l'innocence condamnée, et, quand elle est reconnue, insultée en pleine cour d'assises au nom de la justice qui devrait tomber à genoux devant elle, tout cela n'est point une affaire d'argent.

Certes, la souscription est bonne, utile et louable, mais il faut une indemnité plus haute. La société est plus atteinte encore que Rosalie Doise. L'outrage à la civilisation est profond. La grande insultée ici, c'est la JUSTICE.

Souscrire, soit ; mais il me semble que les anciens gardes des sceaux et les anciens bâtonniers ont autre chose à faire, et quant à moi, j'ai un devoir, et je n'y faillirai pas.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 2 décembre 1862.

L'appel fait par Victor Hugo ne fut pas entendu. On a raison de dire que l'exil vit d'illusions. Victor Hugo se trompait en croyant qu'avertis de la sorte, les gardes des sceaux et les bâtonniers prendraient en main cette affaire.

Aucune suite judiciaire ne fut donnée aux effroyables révélations de l'affaire Doise. Ceci, d'ailleurs, n'a rien que de normal ; jamais la justice n'a fait le procès à la justice.

Disons ici, pour que l'on s'en souvienne, de quelle façon Rosalie Doise avait été traitée. Il est bon de mettre ces détails sous les yeux des penseurs. Les penseurs précèdent les législateurs. La lumière faite d'abord dans les consciences se fait plus tard dans les codes.

Rosalie Doise était accusée, sur de très vagues présomptions, d'avoir tué son père, Martin Doise. Rosalie Doise n'avait point supporté cette

accusation patiemment. Chaque fois qu'on l'interrogeait, elle s'emportait, ce qui choquait la gravité des magistrats. Elle perdait toute mesure, s'il faut en croire le réquisitoire, et s'indignait au point de sembler furieuse et folle. Dès qu'on cessait de l'accuser, elle se calmait et devenait muette et immobile sous l'accablement :

Elle avait l'air, dit un témoin, d'une sainte de pierre.

« La justice » désirait que Rosalie Doise s'avouât parricide. Pour obtenir cet aveu, on la mit dans un cachot de huit pieds de long sur sept de haut et sept de large[11]. Ce cachot était fermé d'une double porte. Pas de jour et d'air que ce qui passait par un trou « grand comme une brique »[12], percé dans l'une des deux portes et donnant dans une salle intérieure de la prison ; le cachot était pavé de carreaux ; pas de chaise ; la prisonnière était forcée de se tenir debout ou de se coucher sur le carreau ; la nuit, on lui donnait une paillasse qu'on lui ôtait le matin. Dans un coin, le baquet des excréments. Elle ne sortait jamais. Elle n'est sortie que deux fois en six semaines. Parfois on lui mettait la camisole de force[13]. Elle était grosse.

Sentant remuer son enfant, elle avoua.

Elle fut condamnée aux travaux forcés à perpétuité. L'enfant mourut.

Elle était innocente.

Voici un fragment d'un de ses interrogatoires après qu'elle fut reconnue innocente ; on lui parle encore comme à une coupable :

« D. Mais enfin, on ne voit pas quels sont les moyens de contrainte qui ont été exercés contre vous.

« R. On m'a dit : avouez, ou vous resterez dans le trou noir, où l'on m'avait mise, où je n'avais même pas d'air.

« D. C'est-à-dire qu'on vous a mise au secret, ce qui est le droit et le devoir du magistrat. Vous avez persisté pendant cinq semaines dans vos aveux, après votre sortie du secret.

« R. Avec vivacité. Eh sans doute, je ne voulais pas retourner au cachot !

« Le procureur général : Mais vous n'avez pas été mise au cachot ?

« R. Oh ! je ne sais pas ; ce que je sais, c'est qu'il y avait deux portes au trou et pas d'air.

« Le procureur général : Vous n'étiez séparée que par une porte de la salle commune des détenus.

« Le président : Sortiez-vous dans le jour ?

« R. Je ne suis sortie que deux fois pendant tout le temps.

« D. C'est que vous ne le demandiez pas.

« R. Pardon, je ne demandais que ça. On me disait : Dites la vérité et vous sortirez.

« D. Le procureur général : Pas de confusion, sortiez-vous deux fois par jour ?

« R. Je ne suis sortie que deux fois en six ou sept semaines.

« D. Le président : Mais demandiez-vous à sortir ?

« R. Je demandais tant de choses et on ne m'accordait rien. Le commis-greffier me disait toujours : Avouez et vous sortirez.

« D. Le médecin vous visitait ?

« R. Je ne l'ai vu que deux fois en deux mois. La première fois, il m'a saignée, la seconde, il a dit de me faire sortir.

« D. Combien de jours êtes-vous accouchée après votre sortie du secret ?

« R. Quatre semaines après.

« D. Vous avez perdu votre enfant ?

« R. Oui. (Elle pleure). Mon enfant a vécu vingt-quatre jours.

Comment aurait-il vécu ?… je ne dormais jamais au cachot. (Elle pleure.)

ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION

DU 9 OCTOBRE 1862

« La Cour

« Déclare inconciliables les arrêts de Cour d'assises qui ont condamné, comme coupables d'assassinat de Martin Doise

« D'une part : Rosalie Doise, femme Cardin. (Travaux forcés à perpétuité.)

« D'autre part : Vanhalvyn et Verhamme. (Pour le même fait.) »

Disons, dès aujourd'hui, que Victor Hugo compte revenir sur cette affaire Doise dans un ouvrage intitulé Dossier de la Peine de Mort.

Justice sera faite.

[11] Longueur, 2 m50 ; largeur ; 2 m15 ; hauteur, 2 m40 (déposition du gardien chef).[12] Le procureur général au gardien chef : — Il y avait un jour quelconque dans cette chambre ? Le gardien chef : — Mais oui, monsieur le procureur général, il y avait une ouverture de la grandeur d'une brique carrée.[13] Le défenseur au gardien chef : — Ne lui a-t-on pas mis deux jours et deux nuits la camisole de force ? Le gardien chef : — Oui, parce qu'elle voulait se suicider.

1863

La lutte des nations. La Pologne contre le czar. — L'Italie contre le pape. Le Mexique contre Bonaparte.

I – À L'ARMÉE RUSSE

La Pologne, indomptable comme le droit, venait de se soulever.

L'armée russe l'écrasait. Alexandre Herzen, le vaillant rédacteur du Kolokol, écrivit à Victor Hugo cette simple ligne :

« Grand frère, au secours ! Dites le mot de la civilisation. »

Victor Hugo publia dans les journaux libres de l'Europe l'Appel à l'armée russe qu'on va lire :

Soldats russes, redevenez des hommes.

Cette gloire vous est offerte en ce moment, saisissez-la.

Pendant qu'il en est temps encore, écoutez :

Si vous continuez cette guerre sauvage ; si, vous, officiers, qui êtes de nobles cœurs, mais qu'un caprice peut dégrader et jeter en Sibérie ; si, vous, soldats, serfs hier, esclaves aujourd'hui, violemment arrachés à vos mères, à vos fiancées, à vos familles, sujets du knout, maltraités, mal nourris, condamnés pour de longues années et pour un temps indéfini au service militaire, plus dur en Russie que le bagne ailleurs ; si, vous qui êtes des victimes, vous prenez parti contre les victimes ; si, à l'heure sainte où la Pologne vénérable se dresse, à l'heure suprême ou le choix vous est donné entre Pétersbourg où est le tyran et Varsovie où est la liberté ; si, dans ce conflit décisif, vous méconnaissez votre devoir, votre devoir unique, la fraternité ; si vous faites cause commune contre les polonais avec le czar, leur bourreau et le vôtre ; si, opprimés, vous n'avez tiré de l'oppression d'autre leçon que de soutenir l'oppresseur ; si de votre malheur vous faites votre honte.

Si, vous qui avez l'épée à la main, vous mettez au service du despotisme, monstre lourd et faible qui vous écrase tous, russes aussi bien que polonais, votre force aveugle et dupe ; si, au lieu de vous retourner et de faire face au boucher des nations, vous accablez lâchement, sous la supériorité des armes et du nombre, ces héroïques populations désespérées, réclamant le premier des droits, le droit à la patrie ; si, en plein dix-neuvième siècle, vous consommez l'assassinat de la Pologne, si vous faites cela, sachez-le, hommes de l'armée russe, vous tomberez, ce qui semble impossible, au-dessous même des bandes américaines du sud, et vous soulèverez l'exécration du monde civilisé !

Les crimes de la force sont et restent des crimes ; l'horreur publique

est une pénalité.

Soldats russes, inspirez-vous des polonais, ne les combattez pas.

Ce que vous avez devant vous en Pologne, ce n'est pas l'ennemi, c'est l'exemple.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 11 février 1863.

II – GARIBALDI

À VICTOR HUGO

Caprera, août 1863.

Cher ami,

J'ai besoin d'un autre million de fusils pour les italiens.

Je suis certain que vous m'aiderez à recueillir les fonds nécessaires.

L'argent sera placé dans les mains de M. Adriano Lemari, notre trésorier.

Votre, G. GARIBALDI.

AU GÉNÉRAL GARIBALDI

Hauteville-House, Guernesey, 18 novembre 1863.

Cher Garibaldi,

J'ai été absent, ce qui fait que j'ai eu tard votre lettre, et que vous aurez tard ma réponse.

Vous trouverez sous ce pli ma souscription.

Certes, vous pouvez compter sur le peu que je suis et le peu que je puis. Je saisirai, puisque vous le jugez utile, la première occasion d'élever la voix.

Il vous faut le million de bras, le million de cœurs, le million d'âmes. Il vous faut la grande levée des peuples. Elle viendra.

Votre ami,

VICTOR HUGO.

III – LA GUERRE DU MEXIQUE

Quoique digne de toutes les sévérités de l'histoire, le premier empire avait fait de la gloire ; le second fit de la honte. La guerre du Mexique éclata, odieuse voie de fait contre un peuple libre. Le Mexique résista, et fut traité militairement ; l'assaut de Puebla fut un crime dans ce crime, ce fut un de ces écrasements de villes qui déshonoreraient une cause juste, et qui complètent l'infamie d'une guerre inique. Puebla se défendit héroïquement. Tant que le siège dura, Puebla publia un journal imprimé sur deux colonnes, l'une en français, l'autre en espagnol. Tous les numéros de ce journal commençaient par une page de Napoléon le Petit. Les combattants de Puebla expliquaient ainsi à l'armée de l'empire ce que c'était que l'empereur. Ce journal contenait un appel à Victor Hugo[14]. Il y répondit.

Hommes de Puebla,

Vous avez raison de me croire avec vous.

Ce n'est pas la France qui vous fait la guerre, c'est l'empire.

Certes, je suis avec vous. Nous sommes debout contre l'empire, vous de votre côté, moi du mien, vous dans la patrie, moi dans l'exil.

Combattez, luttez, soyez terribles, et, si vous croyez mon nom bon à quelque chose, servez-vous-en. Visez cet homme à la tête, que la liberté soit le projectile.

Il y a deux drapeaux tricolores, le drapeau tricolore de la république et le drapeau tricolore de l'empire ; ce n'est pas le premier qui se dresse contre vous, c'est le second.

Sur le premier on lit : Liberté, Égalité, Fraternité. Sur le second on lit : Toulon. 18 brumaire. — 2 décembre. Toulon.

J'entends le cri que vous poussez vers moi, je voudrais me mettre entre nos soldats et vous, mais que suis-je ? une ombre. Hélas ! Nos soldats ne sont pas coupables de cette guerre ; ils la subissent comme vous la subissez, et ils sont condamnés à l'horreur de la faire en la détestant. La loi de l'histoire, c'est de flétrir les généraux et d'absoudre les armées. Les armées sont des gloires aveuglées ; ce sont des forces auxquelles on ôte la conscience ; l'oppression des peuples qu'une armée accomplit, commence par son propre asservissement ; ces

envahisseurs sont des enchaînés ; et le premier esclave que fait le

soldat, c'est lui-même. Après un 18 brumaire ou un 2 décembre, une armée n'est plus que le spectre d'une nation.

Vaillants hommes du Mexique, résistez.

La République est avec vous, et dresse au-dessus de vos têtes aussi bien son drapeau de France où est l'arc-en-ciel, que son drapeau d'Amérique où sont les étoiles.

Espérez. Votre héroïque résistance s'appuie sur le droit, et elle a pour elle cette grande certitude, la justice.

L'attentat contre la république mexicaine continue l'attentat contre la république française.

Un guet-apens complète l'autre. L'empire échouera, je l'espère, dans sa tentative infâme, et vous vaincrez.

Mais, dans tous les cas, que vous soyez vainqueurs ou que vous soyez vaincus, notre France reste votre sœur, sœur de votre gloire comme de votre malheur, et quant à moi, puisque vous faites appel à mon nom, je vous le redis, je suis avec vous, et je vous apporte, vainqueurs, ma fraternité de citoyen, vaincus, ma fraternité de proscrit.

VICTOR HUGO.

[14] note : Voici le texte : Que ereis ? Los soldados de un tiranno. La mejor Francia es con nosotros. Habeis Napoléon, habemos Victor Hugo.

1864

Le centenaire de Shakespeare.

I – LE CENTENAIRE DE SHAKESPEARE

Paris, 11 avril 1864.

LE COMITÉ DE SHAKESPEARE À VICTOR HUGO

Cher et illustre maître,

Une réunion d'écrivains, d'auteurs et d'artistes dramatiques, et de représentants de toutes les professions libérales, a eu lieu dans le but d'organiser, à Paris, pour le 23 avril, une fête à l'occasion du trois centième anniversaire de la naissance de Shakespeare.

Ont été nommés membres du comité shakespearien français :

MM. Auguste Barbier, Barye, Charles Bataille (du Conservatoire), Hector Berlioz, Alexandre Dumas, Jules Favre, George Sand, Jules Janin, Théophile Gautier, François-V. Hugo, Legouvé, Littré, Paul Meurice, Michelet, Eugène Pelletan, Régnier (de la Comédie française).

Secrétaires : MM. Laurent Pichat, Leconte de Lisle, Félicien Mallefille, Paul de Saint-Victor, Thoré.

La présidence vous a été décernée à l'unanimité.

Elle était due au grand poëte et au grand citoyen.

Nous attendons avec confiance une adhésion qui donnera à cette fête sa complète signification.

Les délégués du comité :

LAURENT PICHAT. HENRI ROCHEFORT. LOUIS ULBACH. AUGUSTE VACQUERIE. E. VALNAY.

AU COMITÉ POUR SHAKESPEARE

Hauteville-House, 16 avril 1864.

Messieurs,

Il me semble que je rentre en France. C'est y être que de se sentir parmi vous. Vous m'appelez, et mon âme accourt.

En glorifiant Shakespeare, vous, français, vous donnez un admirable exemple. Vous le mettez de plain-pied avec vos illustrations nationales ; vous le faites fraterniser avec Molière que vous lui associez, et avec Voltaire que vous lui ramenez. Au moment où l'Angleterre fait Garibaldi bourgeois de la cité de Londres, vous faites Shakespeare citoyen de la république des lettres françaises.

C'est qu'en effet Shakespeare est vôtre. Vous aimez tout dans cet homme ; d'abord ceci, qu'il est un homme ; et vous couronnez en lui le

comédien qui a souffert, le philosophe qui a lutté, le poëte qui a vaincu. Vos acclamations honorent dans sa vie la volonté, dans son génie la puissance, dans son art la conscience, dans son théâtre l'humanité.

Vous avez raison, et c'est juste. La civilisation bat des mains autour de cette noble fête.

Vous êtes les poëtes glorifiant la poésie, vous êtes les penseurs glorifiant la philosophie, vous êtes les artistes glorifiant l'art ; vous êtes autre chose encore, vous êtes la France saluant l'Angleterre. C'est la magnanime accolade de la sœur à la sœur, de la nation qui a eu Vincent de Paul à la nation qui a eu Wilberforce, et de Paris où est l'égalité à Londres où est la liberté.

De cet embrassement jaillira l'échange. L'une donnera à l'autre ce qu'elle a.

Saluer l'Angleterre dans son grand homme au nom de la France, c'est beau ; vous faites plus encore. Vous dépassez les limites géographiques ; plus de français, plus d'anglais ; vous êtes les frères d'un génie, et vous le fêtez ; vous fêtez ce globe lui-même, vous félicitez la terre qui, à pareil jour, il y a trois cents ans, a vu naître Shakespeare. Vous consacrez ce principe sublime de l'ubiquité des esprits, d'où sort l'unité de civilisation ; vous ôtez l'égoïsme du cœur des nationalités ; Corneille n'est pas à nous, Milton n'est pas à eux, tous sont à tous ; toute la terre est patrie à l'intelligence ; vous prenez tous les génies pour les donner à tous les peuples ; en ôtant la barrière entre les poëtes vous l'ôtez entre les hommes, et par l'amalgame des gloires vous commencez l'effacement des frontières.

Sainte promiscuité ! Ceci est un grand jour !

Homère, Dante, Shakespeare, Molière, Voltaire, indivis ; la prise de possession des grands hommes par le genre humain tout entier ; la mise en commun des chefs-d'œuvre ; tel est le premier pas. Le reste suivra.

C'est là l'œuvre que vous inaugurez ; œuvre cosmopolite, humaine, solidaire, fraternelle, désintéressée de toute nationalité, supérieure aux démarcations locales ; magnifique adoption de l'Europe par la France, et du monde entier par l'Europe. D'une fête comme celle-ci, il découle de la civilisation.

Pour présider cette réunion mémorable, vous aviez le choix des plus hautes renommées ; les noms illustres et populaires abondent parmi vous ; votre liste en rayonne ; les éclatantes incarnations de l'art, du drame, du roman, de l'histoire, de la poésie, de la philosophie, de l'éloquence, sont groupées presque toutes dans cette solennité autour du piédestal de Shakespeare ; mais vous avez eu sans doute cette pensée, qu'afin de donner à la célébration de cet anniversaire son caractère

particulièrement externe, afin que cette manifestation fût en dehors et au-delà de toute frontière, il vous fallait pour président un homme placé lui-même dans cette exception, un français hors de France, à la fois absent et présent, ayant le pied en Angleterre et le cœur à Paris, espèce de trait d'union possible, situé à la distance voulue, et à portée en quelque sorte de mettre l'une dans l'autre les deux mains augustes des deux nations. Il s'est trouvé, par un arrangement de la destinée, que cette position était la mienne, et le choix glorieux que vous avez fait de moi, je le dois à ce hasard, heureux aujourd'hui.

Je vous rends grâce, et je vous propose ce toast : — « À Shakespeare et à l'Angleterre. À la réussite définitive des grands hommes de l'intelligence, et à la communion des peuples dans le progrès et dans l'idéal ! »

VICTOR HUGO.

Le gouvernement de Bonaparte s'inquiéta de la fête de Shakespeare, et crut devoir l'interdire.

II – LES RUES ET MAISONS DU VIEUX BLOIS

À M. A. QUEYROY

Hauteville-House, 17 avril 1864.

Monsieur, je vous remercie. Vous venez de me faire revivre dans le passé. Le 17 avril 1825, il y a trente-neuf ans aujourd'hui même (laissez-moi noter cette petite coïncidence intéressante pour moi), j'arrivais à Blois. C'était le matin. Je venais de Paris. J'avais passé la nuit en malle-poste, et que faire en malle-poste ? J'avais fait la ballade des Deux Archers ; puis, les derniers vers achevés, comme le jour ne paraissait pas encore, tout en regardant à la lueur de la lanterne passer à chaque instant des deux côtés de la voiture des troupes de bœufs de l'Orléanais descendant vers Paris, je m'étais endormi. La voix du conducteur me réveilla. — Voilà Blois ! Me cria-t-il. J'ouvris les yeux et je vis mille fenêtres à la fois, un entassement irrégulier et confus de maisons, des clochers, un château, et sur la colline un couronnement de grands arbres et une rangée de façades aiguës à pignons de pierre au bord de l'eau, toute une vieille ville en amphithéâtre, capricieusement répandue sur les saillies d'un plan incliné, et, à cela près que l'Océan est plus large que la Loire et n'a pas de pont qui mène à l'autre rive, presque pareille à cette ville de Guernesey que j'habite aujourd'hui. Le soleil se levait sur Blois.

Un quart d'heure après, j'étais rue du Foix, n° 73. Je frappais à une petite porte donnant sur un jardin ; un homme qui travaillait au jardin venait m'ouvrir. C'était mon père.

Le soir, mon père me mena sur le monticule qui dominait sa maison et où est l'arbre de Gaston ; je revis d'en haut la ville que le matin j'avais vue d'en bas ; l'aspect, autre, était, quoique sévère, plus charmant encore. La ville, le matin, m'avait semblé avoir le gracieux désordre et presque la surprise du réveil ; le soir avait calmé les lignes. Bien qu'il fît encore jour, le soleil venant à peine de se coucher, il y avait un commencement de mélancolie ; l'estompe du crépuscule émoussait les pointes des toits ; de rares scintillements de chandelles remplaçaient l'éblouissante diffusion de l'aurore sur les vitres ; les profils des choses subissaient la transformation mystérieuse du soir ; les roideurs perdaient, les courbes gagnaient ; il y avait plus de coudes et moins d'angles. Je regardais avec émotion, presque attendri par cette nature. Le ciel avait

un vague souffle d'été. La ville m'apparaissait, non plus comme le matin, gaie et ravissante, pêle-mêle, mais harmonieuse ; elle était coupée en compartiments d'une belle masse, se faisant équilibre ; les plans reculaient, les étages se superposaient avec à-propos et tranquillité.

La cathédrale, l'évêché, l'église noire de Saint-Nicolas, le château, autant citadelle que palais, les ravins mêlés à la ville, les montées et les descentes où les maisons tantôt grimpent, tantôt dégringolent, le pont avec son obélisque, la belle Loire serpentante, les bandes rectilignes de peupliers, à l'extrême horizon Chambord indistinct avec sa futaie de tourelles, les forêts où s'enfonce l'antique voie dite « ponts romains » marquant l'ancien lit de la Loire, tout cet ensemble était grand et doux.

Et puis mon père aimait cette ville.

Vous me la rendez aujourd'hui.

Grâce à vous, je suis à Blois. Vos vingt eaux-fortes montrent la ville intime, non la ville des palais et des églises, mais la ville des maisons[15]. Avec vous, on est dans la rue ; avec vous, on entre dans la masure ; et telle de ces bâtisses décrépites, comme le logis en bois sculpté de la rue Saint-Lubin, comme l'hôtel Denis-Dupont avec sa lanterne d'escalier à baies obliques suivant le mouvement de la vis de saint Gilles, comme la maison de la rue Haute, comme l'arcade surbaissée de la rue Pierre-de-Blois, étale toute la fantaisie gothique ou toutes les grâces de la renaissance, augmentées de la poésie du délabrement. Être une masure, cela n'empêche pas d'être un bijou. Une vieille femme qui a du cœur et de l'esprit, rien n'est plus charmant. Beaucoup des exquises maisons dessinées par vous sont cette vieille femme-là. On fait avec bonheur leur connaissance. On les revoit avec joie, quand on est, comme moi, leur vieil ami. Que de choses elles ont à vous dire, et quel délicieux rabâchage du passé !

Par exemple, regardez cette fine et délicate maison de la rue des Orfèvres, il semble que ce soit un tête-à-tête. On est en bonne fortune avec toute cette élégance.

Vous nous faites tout reconnaître, tant vos eaux-fortes sont des portraits. C'est la fidélité photographique, avec la liberté du grand art. Votre rue Chemonton est un chef-d'œuvre. J'ai monté, en même temps que ces bons paysans de Sologne peints par vous, les grands degrés du château. La maison à statuettes de la rue Pierre-de-Blois est comparable à la précieuse maison des Musiciens de Weymouth. Je retrouve tout. Voici la tour d'Argent, voici le haut pignon sombre, coin des rues des Violettes et de Saint-Lubin, voici l'hôtel de Guise, voici l'hôtel de Cheverny, voici l'hôtel Sardini avec ses voûtes en anse de panier, voici l'hôtel d'Alluye avec ses galantes arcades du temps de Charles VIII, voici les degrés de

Saint-Louis qui mènent à la cathédrale, voici la rue du Sermon, et au fond la silhouette presque romane de Saint-Nicolas ; voici la jolie tourelle à pans coupés dite Oratoire de la reine Anne. C'est derrière cette tourelle qu'était le jardin où Louis XII, goutteux, se promenait sur son petit mulet. Ce Louis XII a, comme Henri IV, des côtés aimables. Il fit beaucoup de sottises, mais c'était un roi bonhomme. Il jetait au Rhône les procédures commencées contre les vaudois. Il était digne d'avoir pour fille cette vaillante huguenote astrologue Renée de Bretagne, si intrépide devant la Saint-Barthélemy et si fière à Montargis. Jeune, il avait passé trois ans à la tour de Bourges, et il avait tâté de la cage de fer. Cela, qui eût rendu un autre méchant, le fit débonnaire. Il entra à Gênes, vainqueur, avec une ruche d'abeilles dorée sur sa cotte d'armes et cette devise : Non utitur aculeo.

Et étant bon, il était brave : À Aignadel, à un courtisan qui disait : Vous vous exposez, sire, il répondait : Mettez-vous derrière moi. C'est lui aussi qui disait :

Bon roi, roi avare. J'aime mieux être ridicule aux courtisans que lourd au peuple. Il disait : La plus laide bête à voir passer, c'est un procureur portant ses sacs. Il haïssait les juges désireux de condamner et faisant effort pour agrandir la faute et envelopper l'accusé. Ils sont, disait-il, comme les savetiers qui allongent le cuir en tirant dessus avec leurs dents. Il mourut de trop aimer sa femme, comme plus tard François II, doucement tués l'un et l'autre par une Marie. Cette noce fut courte. Le 1er janvier 1515, après quatrevingt-trois jours ou plutôt quatrevingt-trois nuits de mariage, Louis XII expira, et comme c'était le jour de l'an, il dit à sa femme :

Mignonne, je vous donne ma mort pour vos étrennes. Elle accepta, de moitié avec le duc de Brandon.

L'autre fantôme qui domine Blois est aussi haïssable que Louis XII est sympathique. C'est ce Gaston, Bourbon coupé de Médicis, florentin du seizième siècle, lâche, perfide, spirituel, disant de l'arrestation de Longueville, de Conti et de Condé : Beau coup de filet ! prendre à la fois un renard, un singe et un lion ! Curieux, artiste, collectionneur, épris de médailles, de filigranes et de bonbonnières, passant sa matinée à admirer le couvercle d'une boîte en ivoire, pendant qu'on coupait la tête à quelqu'un de ses amis trahi par lui.

Toutes ces figures, et Henri III, et le duc de Guise, et d'autres, y compris ce Pierre de Blois qui a pour gloire d'avoir prononcé le premier le mot transsubstantiation, je les ai revues, monsieur, dans sa confuse évocation de l'histoire, en feuilletant votre précieux recueil. Votre fontaine de Louis XII m'a arrêté longtemps. Vous l'avez reproduite

comme je l'ai vue, toute vieille, toute jeune, charmante.

C'est une de vos meilleures planches. Je crois bien que la Rouennerie en gros, constatée par vous vis-à-vis l'hôtel d'Amboise, était déjà là de mon temps. Vous avez un talent vrai et fin, le coup d'œil qui saisit le style, la touche ferme, agile et forte, beaucoup d'esprit dans le burin et beaucoup de naïveté, et ce don rare de la lumière dans l'ombre. Ce qui me frappe et me charme dans vos eaux-fortes, c'est le grand jour, la gaîté, l'aspect souriant, cette joie du commencement qui est toute la grâce du matin. Des planches semblent baignées d'aurore. C'est bien là Blois, mon Blois à moi, ma ville lumineuse. Car la première impression de l'arrivée m'est restée. Blois est pour moi radieux. Je ne vois Blois que dans le soleil levant. Ce sont là des effets de jeunesse et de patrie.

Je me suis laissé aller à causer longuement avec vous, monsieur, parce que vous m'avez fait plaisir. Vous m'avez pris par mon faible, vous avez touché le coin sacré des souvenirs. J'ai quelquefois de la tristesse amère, vous m'avez donné de la tristesse douce.

Être doucement triste, c'est là le plaisir. Je vous en suis reconnaissant.

Je suis heureux qu'elle soit si bien conservée, si peu défaite, et si pareille encore à ce que je l'ai vue il y a quarante ans, cette ville à laquelle m'attache cet invisible écheveau des fils de l'âme, impossible à rompre, ce Blois qui m'a vu adolescent, ce Blois où les rues me connaissent, où une maison m'a aimé, et où je viens de me promener en votre compagnie, cherchant les cheveux blancs de mon père et trouvant les miens.

Je vous serre la main, monsieur.

VICTOR HUGO.

[15] note : Les Rues et Maisons du vieux Blois, eaux-fortes par A. Queyroy.

1865

Ce que c’est que la mort. L’enterrement d’une jeune fille. La statue de Beccaria. — Le centenaire de Dante. Fraternité des peuples.

I – EMILY DE PUTRON

CIMETIÈRE DES INDÉPENDANTS DE GUERNESEY

19 janvier 1865.

En quelques semaines, nous nous sommes occupés des deux sœurs ; nous avons marié l'une, et voici que nous ensevelissons l'autre. C'est là le perpétuel tremblement de la vie. Inclinons-nous, mes frères, devant la sévère destinée.

Inclinons-nous avec espérance. Nos yeux sont faits pour pleurer, mais pour voir ; notre cœur est fait pour souffrir, mais pour croire. La foi en une autre existence sort de la faculté d'aimer. Ne l'oublions pas, dans cette vie inquiète et rassurée par l'amour, c'est le cœur qui croit. Le fils compte retrouver son père ; la mère ne consent pas à perdre à jamais son enfant. Ce refus du néant est la grandeur de l'homme.

Le cœur ne peut errer. La chair est un songe, elle se dissipe ; cet évanouissement, s'il était la fin de l'homme, ôterait à notre existence toute sanction. Nous ne nous contentons pas de cette fumée qui est la matière ; il nous faut une certitude. Quiconque aime sait et sent qu'aucun des points d'appui de l'homme n'est sur la terre ; aimer, c'est vivre au-delà de la vie ; sans cette foi, aucun don profond du cœur ne serait possible. Aimer, qui est le but de l'homme, serait son supplice ; ce paradis serait l'enfer. Non ! disons-le bien haut, la créature aimante exige la créature immortelle ; le cœur a besoin de l'âme.

Il y a un cœur dans ce cercueil, et ce cœur est vivant.

En ce moment, il écoute mes paroles.

Emily de Putron était le doux orgueil d'une respectable et patriarcale famille. Ses amis et ses proches avaient pour enchantement sa grâce, et pour fête son sourire. Elle était comme une fleur de joie épanouie dans la maison. Depuis le berceau, toutes les tendresses l'environnaient ; elle avait grandi heureuse, et, recevant du bonheur, elle en donnait ; aimée, elle aimait. Elle vient de s'en aller !

Où s'en est-elle allée ? Dans l'ombre ? Non.

C'est nous qui sommes dans l'ombre. Elle, elle est dans l'aurore.

Elle est dans le rayonnement, dans la vérité, dans la réalité, dans la récompense. Ces jeunes mortes qui n'ont fait aucun mal dans la vie sont les bienvenues du tombeau, et leur tête monte doucement hors de la

fosse vers une mystérieuse couronne. Emily de Putron est allée chercher là-haut la sérénité suprême, complément des existences innocentes. Elle s'en est allée, jeunesse, vers l'éternité ; beauté, vers l'idéal ; espérance, vers la certitude ; amour, vers l'infini ; perle, vers l'océan ; esprit, vers Dieu.

Va, âme !

Le prodige de ce grand départ céleste qu'on appelle la mort, c'est que ceux qui partent ne s'éloignent point. Ils sont dans un monde de clarté, mais ils assistent, témoins attendris, à notre monde de ténèbres. Ils sont en haut et tout près.

Oh ! qui que vous soyez, qui avez vu s'évanouir dans la tombe un être cher, ne vous croyez pas quittés par lui. Il est toujours là. Il est à côté de vous plus que jamais. La beauté de la mort, c'est la présence. Présence inexprimable des âmes aimées, souriant à nos yeux en larmes. L'être pleuré est disparu, non parti. Nous n'apercevons plus son doux visage ; nous nous sentons sous ses ailes. Les morts sont les invisibles, mais ils ne sont pas les absents.

Rendons justice à la mort. Ne soyons point ingrats envers elle. Elle n'est pas, comme on le dit, un écroulement et une embûche. C'est une erreur de croire qu'ici, dans cette obscurité de la fosse ouverte, tout se perd. Ici, tout se retrouve. La tombe est un lieu de restitution. Ici l'âme ressaisit l'infini ; ici elle recouvre sa plénitude ; ici elle rentre en possession de toute sa mystérieuse nature ; elle est déliée du corps, déliée du besoin, déliée du fardeau, déliée de la fatalité. La mort est la plus grande des libertés. Elle est aussi le plus grand des progrès. La mort, c'est la montée de tout ce qui a vécu au degré supérieur. Ascension éblouissante et sacrée.

Chacun reçoit son augmentation. Tout se transfigure dans la lumière et par la lumière. Celui qui n'a été qu'honnête sur la terre devient beau, celui qui n'a été que beau devient sublime, celui qui n'a été que sublime devient bon.

Et maintenant, moi qui parle, pourquoi suis-je ici ? Qu'est-ce que j'apporte à cette fosse ?

De quel droit viens-je adresser la parole à la mort ? Qui suis-je ? Rien. Je me trompe, je suis quelque chose. Je suis un proscrit. Exilé de force hier, exilé volontaire aujourd'hui.

Un proscrit est un vaincu, un calomnié, un persécuté, un blessé de la destinée, un déshérité de la patrie ; un proscrit est un innocent sous le poids d'une malédiction. Sa bénédiction doit être bonne. Je bénis ce tombeau.

Je bénis l'être noble et gracieux qui est dans cette fosse. Dans le

désert on rencontre des oasis, dans l'exil on rencontre des âmes.

Emily de Putron a été une des charmantes âmes rencontrées. Je viens lui payer la dette de l'exil consolé. Je la bénis dans la profondeur sombre. Au nom des afflictions sur lesquelles elle a doucement rayonné, au nom des épreuves de la destinée, finies pour elle, continuées pour nous, au nom de tout ce qu'elle a espéré autrefois et de tout ce qu'elle obtient aujourd'hui, au nom de tout ce qu'elle a aimé, je bénis cette morte ; je la bénis dans sa beauté, dans sa jeunesse, dans sa douceur, dans sa vie et dans sa mort ; je te bénis, jeune fille, dans ta blanche robe du sépulcre, dans ta maison que tu laisses désolée, dans ton cercueil que ta mère a rempli de fleurs et que Dieu va remplir d'étoiles !

II – LA STATUE DE BECCARIA

Une commission est nommée en Italie pour élever un monument à Beccaria. Victor Hugo est invité à faire partie de cette commission.

Hauteville-House, 4 mars 1865.

J'accepte et je remercie.

Je serai fier de voir mon nom parmi les noms émiments des membres de la commission du monument à Beccaria.

Le pays où se dressera un tel monument est heureux et béni, car, en présence de la statue de Beccaria, la peine de mort n'est plus possible.

Je félicite l'Italie.

Elever la statue de Beccaria, c'est abolir l'échafaud.

Si, une fois qu'elle sera là, l'échafaud sortait de terre, la statue y rentrerait.

VICTOR HUGO.

III – LE CENTENAIRE DE DANTE

Hauteville-House, 1er mai 1865.

Monsieur le Gonfalonier de Florence,

Votre honorable lettre me touche vivement. Vous me conviez à une noble fête. Votre comité national veut bien désirer que ma voix se fasse entendre dans cette solennité ; solennité auguste entre toutes.

Aujourd'hui l'Italie, à la face du monde, s'affirme deux fois, en constatant son unité et en glorifiant son poëte. L'unité, c'est la vie d'un peuple ; l'Italie une, c'est l'Italie. S'unifier c'est naître. En choisissant cet anniversaire pour solenniser son unité, il semble que l'Italie veuille naître le même jour que Dante. Cette nation veut avoir la même date que cet homme. Rien n'est plus beau.

L'Italie en effet s'incarne en Dante Alighieri. Comme lui, elle est vaillante, pensive, altière, magnanime, propre au combat, propre à l'idée. Comme lui, elle amalgame, dans une synthèse profonde, la poésie et la philosophie. Comme lui, elle veut la liberté. Il a, comme elle, la grandeur, qu'il met dans sa vie, et la beauté, qu'il met dans son œuvre. L'Italie et Dante se confondent dans une sorte de pénétration réciproque qui les identifie ; ils rayonnent l'un dans l'autre. Elle est auguste comme il est illustre. Ils ont le même cœur, la même volonté, le même destin. Elle lui ressemble par cette redoutable puissance latente que Dante et l'Italie ont eue dans le malheur. Elle est reine, il est génie. Comme lui, elle a été proscrite ; comme elle, il est couronné.

Comme lui, elle sort de l'enfer.

Gloire à cette sortie radieuse !

Hélas ! elle a connu les sept cercles ; elle a subi et traversé le morcellement funeste, elle a été une ombre, elle a été un terme de géographie ! Aujourd'hui elle est l'Italie. Elle est l'Italie, comme la France est la France, comme l'Angleterre est l'Angleterre ; elle est ressuscitée, éblouissante et armée ; elle est hors du passé obscur et tragique, elle commence son ascension vers l'avenir ; et il est beau, et il est bon qu'à cette heure éclatante, en plein triomphe, en plein progrès, en plein soleil de civilisation et de gloire, elle se souvienne de cette nuit sombre où Dante a été son flambeau.

La reconnaissance des grands peuples envers les grands hommes est

de bon exemple. Non, ne laissons pas dire que les peuples sont ingrats.

À un moment donné, un homme a été la conscience d'une nation. En glorifiant cet homme, la nation atteste sa conscience. Elle prend, pour ainsi dire, à témoin son propre esprit. Italiens, aimez, conservez et respectez vos illustres et magnifiques cités, et vénérez Dante. Vos cités ont été la patrie, Dante a été l'âme.

Six siècles sont déjà le piédestal de Dante. Les siècles sont les avatars de la civilisation. À chaque siècle surgit en quelque sorte un autre genre humain, et l'on peut dire que l'immortalité d'Alighieri a été déjà six fois affirmée par six humanités nouvelles. Les humanités futures continueront cette gloire.

L'Italie a vécu en Alighieri, homme lumière.

Une longue éclipse a pesé sur l'Italie, éclipse pendant laquelle le monde a eu froid ; mais l'Italie vivait. Je dis plus, même dans cette ombre, l'Italie brillait. L'Italie a été dans le cercueil, mais n'a pas été morte. Elle avait comme signes de vie, les lettres, la poésie, la science, les monuments, les découvertes, les chefs-d'œuvre. Quel rayonnement sur l'art, de Dante à Michel-Ange ! Quelle immense et double ouverture de la terre et du ciel, faite en bas par Christophe Colomb et en haut par Galilée ! C'est l'Italie, cette morte, qui accomplissait ces prodiges. Ah ! certes, elle vivait ! Du fond de son sépulcre, elle protestait par sa clarté. L'Italie est une tombe d'où est sortie l'aurore.

L'Italie, accablée, enchaînée, sanglante, ensevelie, a fait l'éducation du monde. Un bâillon dans la bouche, elle a trouvé moyen de faire parler son âme. Elle dérangeait les plis de son linceul pour rendre des services à la civilisation. Qui que nous soyons qui savons lire et écrire, nous te vénérons, mère ! nous sommes romains avec Juvénal et florentins avec Dante.

L'Italie a cela d'admirable qu'elle est la terre des précurseurs.

On voit partout chez elle, à toutes les époques de son histoire, de grands commencements. Elle entreprend sans cesse la sublime ébauche du progrès.

Qu'elle soit bénie pour cette initiative sainte ! Elle est apôtre et artiste. La barbarie lui répugne. C'est elle qui la première a fait le jour sur les excès de pénalité, hors de la vie comme sur la terre. C'est elle qui, à deux reprises, a jeté le cri d'alarme contre les supplices, d'abord contre Satan, puis contre Farinace. Il y a un lien profond entre la Divine Comédie dénonçant le dogme, et le Traité des Délits et des Peines dénonçant la loi. L'Italie hait le mal. Elle ne damne ni ne condamne. Elle a combattu le monstre sous ses deux formes, sous la forme enfer et sous la forme échafaud. Dante a fait le premier combat, Beccaria le second.

À d'autres points de vue encore, Dante est un précurseur.

Dante couvait au treizième siècle l'idée éclose au dix-neuvième. Il savait qu'aucune réalisation ne doit manquer au droit et à la justice, il savait que la loi de croissance est divine, et il voulait l'unité de l'Italie. Son utopie est aujourd'hui un fait. Les rêves des grands hommes sont les gestations de l'avenir. Les penseurs songent conformément à ce-qui doit être.

L'unité, que Gérard Groot et Reuchlin réclamaient pour l'Allemagne et que Dante voulait pour l'Italie, n'est pas seulement la vie des nations, elle est le but de l'humanité. Là où les divisions s'effacent, le mal s'évanouit. L'esclavage va disparaître en Amérique, pourquoi ? parce que l'unité va renaître. La guerre tend à s'éteindre en Europe, pourquoi ? parce que l'unité tend à se former.

Parallélisme saisissant entre la déchéance des fléaux et l'avènement de l'humanité une.

Une solennité comme celle-ci est un magnifique symptôme. C'est la fête de tous les hommes célébrée par une nation à l'occasion d'un génie.

Cette fête, l'Allemagne la célèbre pour Schiller, puis l'Angleterre pour Shakespeare, puis l'Italie pour Dante. Et l'Europe est de la fête. Ceci est la communion sublime. Chaque nation donne aux autres une part de son grand homme. L'union des peuples s'ébauche par la fraternité des génies.

Le progrès marchera de plus en plus dans cette voie qui est la voie de lumière. Et c'est ainsi que nous arriverons, pas à pas, et sans secousse, à la grande réalisation ; c'est ainsi que, fils de la dispersion, nous entrerons dans la concorde ; c'est ainsi que tous, par la seule force des choses, par la seule puissance des idées, nous aboutirons à la cordialité, à la paix, à l'harmonie. Il n'y aura plus d'étrangers. Toute la terre sera compatriote. Telle est la vérité suprême ; tel est l'achèvement nécessaire. L'unité de l'homme correspond à l'unité de Dieu.

Je m'associe finalement à la fête de l'Italie.

VICTOR HUGO.

IV – CONGRÈS DES ÉTUDIANTS

Un congrès des étudiants se fait en Belgique. Victor Hugo est prié d'y assister.

Bruxelles, 23 octobre 1865.

Votre honorable invitation me parvient au moment de mon départ pour Guernesey. C'est un regret pour moi de ne pouvoir assister à votre noble et touchante réunion.

Votre congrès d'étudiants prend une généreuse initiative. Vous êtes dans le sens du siècle et vous marchez. Vous prouvez le mouvement.

C'est bien.

Par la fraternité des écoles, vous faites l'annonce de la fraternité des peuples, vous réalisez aujourd'hui ce que nous rêvons pour demain.

Qui serait l'avant-garde si ce n'est vous, jeunes gens ? L'union des nations, ce grand but, lointain encore, des penseurs et des philosophes, est, dès à l'instant, visible en vous. J'applaudis à votre œuvre de concorde et à cette paix des hommes déjà signée entre nos enfants. J'aime dans la jeunesse sa ressemblance avec l'avenir.

Une porte est ouverte devant nous. Sur cette porte on lit : Paix et liberté ! Passez-y les premiers ; vous en êtes dignes, c'est l'arc de triomphe du progrès.

Je suis avec vous du fond du cœur.

VICTOR HUGO.

1866

Le Droit à la liberté-Le droit à la vie. Le droit à la patrie.

I – LA LIBERTÉ

Hauteville-House, 19 mars 1866.

À M. CLÉMENT DUVERNOIS

Monsieur,

Vous souhaitez, en termes magnifiques et avec l'accent d'une sympathie fière, la bienvenue à mon livre, les Travailleurs de la mer. Je vous remercie.

Vous, intelligence éminente et conscience ferme, vous faites partie d'un vaillant groupe puissamment commandé. Vous arborez l'éternel drapeau, vous jetez l'éternel cri, vous revendiquez l'éternel droit : liberté !

La liberté, c'est là aujourd'hui l'immense soif des consciences. La liberté est de tous les partis, étant le mode vital de la pensée.

Toute âme veut la liberté comme toute prunelle veut la lumière. Aussi, dès le premier jour, la foule s'est tournée vers vous.

Je veux, comme vous, la liberté ; je partage à cette heure son exil.

J'ai écrit : Le jour où la liberté rentrera, je rentrerai. J'attends la liberté avec une grande patience personnelle et une grande impatience nationale.

La France sans la liberté, c'est encore la déesse, ce n'est plus l'âme.

En quoi je diffère de vous, le voici : je suis un révolutionnaire. Pour moi la révolution continue.

Tous les deux ou trois mille ans, le progrès a besoin d'une secousse ; l'alanguissement humain le gagne, et un quid divinum est nécessaire.

Il lui faut une nouvelle impulsion presque initiale. Dans l'histoire, telle que la courte mémoire des peuples nous la donne, la réaction chantée par Homère, de l'Europe sur l'Asie, a été la première secousse, le christianisme a été la seconde, la révolution française est la troisième.

Toute révolution a un caractère double, et c'est à cela qu'on la reconnaît ; c'est une formation sous une élimination.

On ne peut vouloir l'une sans vouloir l'autre, cette double acceptation caractérise le révolutionnaire.

Les révolutions ne créent point, elles sont des explosions de calorique latent, pas autre chose. Elles mettent hors de l'homme le fait éternel et intérieur dont la sortie est devenue nécessaire. C'est pour l'humanité une

question d'âge. Ce fait, elles le dégagent ; on le croit nouveau parce qu'on le voit ; auparavant on le sentait. S'il était nouveau, il serait injuste ; il ne peut y avoir rien de nouveau dans le droit. L'élément qui apparait et se révèle principe, telle est l'éclosion magnifique des révolutions ; le droit occulte devient droit public ; il passe de l'état confus à l'état précis ; il couvait, il éclate ; il était sentiment, il devient évidence. Cette simplicité sublime est propre aux actes de souveraineté du progrès.

Les deux dernières grandes secousses du progrès ont mis en lumière et dressé à jamais au-dessus des sociétés modifiables les deux grands faits de l'homme : le christianisme a dégagé l'égalité ; la révolution française a dégagé la liberté.

Là où ces deux faits manquent, la vie n'est pas.

Être tous frères, être tous libres, c'est vivre ; ce sont les deux mouvements de poumons de la civilisation.

Égalité, liberté, aspiration et respiration du genre humain.

Cela posé, il est étrange d'entendre raisonner sur les libertés accessoires et sur les libertés nécessaires.

L'un dit : Vous respirerez quand on pourra.

L'autre dit : Vous respirerez comme on voudra.

Les libertés, cette énonciation est un non-sens. La liberté est.

Elle a cela de commun avec Dieu, qu'elle exclut le pluriel.

Elle aussi, elle dit : sum qui sum.

Tenez donc haut votre drapeau. Votre cri liberté, c'est le verbe même de la civilisation. C'est le sublime fiat lux de l'homme, c'est le profond et mystérieux appel qui fera lever l'astre. L'astre est derrière l'horizon, et il vous entend. Courage !

Pardonnez au solitaire si, provoqué par vos éloquentes et graves paroles et par votre puissant mot de ralliement, il est sorti un moment de son silence. Je me hâte d'y rentrer, mais auparavant, monsieur, laissez-moi vous serrer la main.

VICTOR HUGO.

II – LE CONDAMNÉ À MORT DE JERSEY BRADLEY

LETTRE À UN AMI

Bruxelles, 27 juillet 1866.

Je suis en voyage, et vous aussi. Je ne sais où vous adresser ma lettre. Vous arrivera-t-elle ? La vôtre pourtant m'est parvenue, mais pas un des journaux dont vous me parlez. Vous me demandez d'intervenir ; mais je ne sais pas le premier mot de cette lugubre affaire Bradley. Et puis, hélas ! que dire ? Bradley n'est qu'un détail ; son supplice se perd dans le grand supplice universel. La civilisation, en ce moment, est sur le chevalet. En Angleterre, on rétablit la fusillade ; en Russie, la torture ; en Allemagne, le banditisme. À Paris, abaissement de la conscience politique, de la conscience littéraire, de la conscience philosophique. La guillotine française travaille de façon à piquer d'honneur le gibet anglais.

Partout le progrès est remis en question. Partout la liberté est reniée. Partout l'idéal est insulté. Partout la réaction prospère sous ses divers pseudonymes, bon ordre, bon goût, bon sens, bonnes lois, etc. ; mots qui sont des mensonges.

Jersey, la petite île, était en avant des grands peuples. Elle était libre, honnête, intelligente, humaine. Il paraît que Jersey, voyant que le monde recule, tient à reculer, elle aussi. Paris a décapité Philippe, Jersey va pendre Bradley. Émulation en sens inverse du progrès.

Jersey affirmait le progrès ; Jersey va affirmer la réaction.

Le 11 août, fête dans l'île.

On étranglera un homme. Jersey tient à avoir, comme un roi de Prusse ou un empereur de Russie, son accès de férocité. O pauvre petit coin de terre !

Quel démenti à Dieu, qui a tant fait pour ce charmant pays ! Quelle ingratitude envers cette douce, sereine et bienfaisante nature ! Un gibet à Jersey ! Qui est heureux devrait être clément.

J'aime Jersey, je suis navré.

Publiez ma lettre si vous voulez. Tout aujourd'hui s'efforce d'étouffer la lumière. Ne nous lassons pas cependant ; et, si le présent est sourd, jetons dans l'avenir, qui nous entendra, les protestations de la vérité et de l'humanité contre l'horrible nuit.

V.H.

III – LA CRÈTE

Un cri m'arrive d'Athènes.

Dans la ville de Phidias et d'Eschyle un appel m'est fait, des voix prononcent mon nom.

Qui suis-je pour mériter un tel honneur ? Rien. Un vaincu.

Et qui est-ce qui s'adresse à moi ? Des vainqueurs.

Oui, candiotes héroïques, opprimés d'aujourd'hui, vous êtes les vainqueurs de l'avenir. Persévérez. Même étouffés, vous triompherez.

La protestation de l'agonie est une force. C'est l'appel devant Dieu, qui casse… quoi ? les rois.

Ces toutes-puissances que vous avez contre vous, ces coalitions de forces aveugles et de préjugés tenaces, ces antiques tyrannies armées, ont pour principal attribut une remarquable facilité de naufrage. La tiare en poupe, le turban en proue, le vieux navire monarchique fait eau. Il sombre à cette heure au Mexique, en Autriche, en Espagne, en Hanovre, en Saxe, à Rome, et ailleurs. Persévérez.

Vaincus, vous ne pouvez l'être.

Une insurrection étouffée n'est point un principe supprimé.

Il n'y a pas de faits accomplis. Il n'y a que le droit.

Les faits ne s'accomplissent jamais. Leur inachèvement perpétuel est l'en-cas laissé au droit. Le droit est insubmersible. Des vagues d'événements passent dessus ; il reparaît. La Pologne noyée surnage.

Voilà quatre vingt-quatorze ans que la politique européenne charrie ce cadavre, et que les peuples regardent flotter, au-dessus des faits accomplis, cette âme.

Peuple de Crète, vous aussi vous êtes une âme.

Grecs de Candie, vous avez pour vous le droit, et vous avez pour vous le bon sens. Le pourquoi d'un pacha en Crète échappe à la raison.

Ce qui est vrai de l'Italie est vrai de la Grèce. Venise ne peut être rendue à l'une sans que la Crète soit rendue à l'autre. Le même principe ne peut affirmer d'un côté, et mentir de l'autre. Ce qui est là l'aurore ne peut être ici le sépulcre.

En attendant, le sang coule, et l'Europe laisse faire. Elle en prend l'habitude. C'est aujourd'hui le tour du sultan. Il extermine une nationalité.

Existe-t-il un droit divin turc, vénérable au droit divin chrétien ? Le meurtre, le vol, le viol, s'abattent à cette heure sur Candie comme ils se ruaient, il y a six mois, sur l'Allemagne. Ce qui ne serait pas permis à Schinderhannes est permis à la politique. Avoir l'épée au côté et assister tranquillement à des massacres, cela s'appelle être homme d'état. Il paraît que la religion est intéressée à ce que les turcs fassent paisiblement l'égorgement de Candie, et que la société serait ébranlée si, entre Scarpento et Cythère, on ne passait point les petits enfants au fil de l'épée. Saccager les moissons et brûler les villages est utile.

Le motif qui explique ces exterminations et les fait tolérer est au-dessus de notre pénétration. Ce qui s'est fait en Allemagne cet été nous étonne également. Une des humiliations des hommes qu'un long exil a rendus stupides-j'en suis un-c'est de ne point comprendre les grandes raisons des assassins actuels.

N'importe. La question crétoise est désormais posée.

Elle sera résolue, et résolue, comme toutes les questions de ce siècle, dans le sens de la délivrance.

La Grèce complète, l'Italie complète, Athènes au sommet de l'une, Rome au sommet de l'autre ; voilà ce que nous, France, nous devons à nos deux mères.

C'est une dette, la France l'acquittera. C'est un devoir, la France le remplira.

Quand ?

Persévérez.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 2 décembre 1866.

1867

La Turquie sur la Crète. L'Angleterre sur l'Irlande. Le Mexique recule. Le Portugal avance. Maximilien. — John Brown. — Hernani.

Garibaldi. — Mentana. — Louis Bonaparte. Les petits enfants pauvres.

I – LA CRÈTE

LE PEUPLE CRÉTOIS À VICTOR HUGO

Omalos (Éparchie de Cydonie), Crète, 16 janvier 1867.

Un souffle de ton âme puissante est venu vers nous et a séché nos pleurs.

Nous avions dit à nos enfants : Par delà les mers il est des peuples généreux et forts, qui veulent la justice et briseront nos fers.

Si nous périssons dans la lutte, si nous vous laissons orphelins, errant dans la montagne avec vos mères affamées, ces peuples vous adopteront et vous n'aurez plus à souffrir.

Cependant, nous regardions en vain vers l'occident. De l'occident, aucun secours ne nous venait. Nos enfants disaient : Vous nous avez trompés. Ta lettre est venue, plus précieuse pour nous que la meilleure armée.

Car elle affirme notre droit.

C'est parce que nous savions notre droit que nous nous sommes soulevés.

Pauvres montagnards, à peine armés, nous n'avions pas la prétention de vaincre à nous seuls ces deux grands empires alliés contre nous, l'Égypte et la Turquie.

Mais nous voulions faire appel à l'opinion publique, seule maîtresse, nous a-t-on dit, du monde actuel, faire appel aux grandes âmes qui, comme toi, dirigent cette opinion.

Grâce aux découvertes de la science, la force matérielle appartient aujourd'hui à la civilisation.

Il y a quatre siècles l'Europe était impuissante contre les barbares.

Aujourd'hui, elle leur fait la loi.

Aussi n'y aura-t-il plus d'oppression dans l'humanité quand l'Europe le voudra.

Pourquoi donc, en vue des côtes italiennes, au centre de la Méditerranée, à trente heures de la France, laisse-t-elle subsister un pacha ? comme au temps où les turcs assiégeaient Otrante en Italie, Vienne en Allemagne !

L'esclavage de la race noire vient d'être aboli en Amérique. Mais le nôtre est bien plus odieux, bien plus insupportable que ne l'était celui des

nègres. Malgré toutes les chartes, un turc est toujours un maître plus dur qu'un citoyen des États-Unis.

Si tu pouvais connaître l'histoire de chacune de nos familles, comme tu connais celle de notre malheureux pays, tu y verrais partout l'exil, la persécution, la mort, le père égorgé par le sabre de nos tyrans, la mère enlevée à ses petits enfants pour le plus avilissant des esclavages, les sœurs souillées, les frères blessés ou tués.

À ceux qui nous laissent tant souffrir et qui pourraient nous sauver, nous ne dirons que ceci : Vous ne savez donc pas la vérité ?

Quand deux vaisseaux, l'un anglais, l'autre russe, ont débarqué au Pirée quelques-unes de nos familles, il y avait là des étrangers. Ces étrangers ont vu que nous n'avions pas exagéré nos souffrances.

Poëte, tu es lumière. Nous t'en conjurons, éclaire ceux qui nous ignorent, ceux que des imposteurs ont prévenus contre notre sainte cause.

Poëte, notre belle langue le dit, tu es créateur, créateur des peuples, comme les chantres antiques.

Par tes chants splendides des Orientales, tu as déjà grandement travaillé à créer le peuple hellène moderne.

Achève ton œuvre.

Tu nous appelles vainqueurs. C'est par toi que nous vaincrons.

Au nom du peuple crétois, et par délégation des capitaines du pays,

Le commandant des quatre départements de la Canée,

J. ZIMBRAKAKIS.

Hauteville-House, 17 février 1867.

En écrivant ces lignes, j'obéis à un ordre venu de haut ; à un ordre venu de l'agonie.

Il m'est fait de Grèce un deuxième appel.

Une lettre, sortie du camp des insurgés, datée d'Omalos, éparchie de Cydonie, teinte du sang des martyrs, écrite au milieu des ruines, au milieu des morts, au milieu de l'honneur et de la liberté, m'arrive.

Elle a quelque chose d'héroïquement impératif. Elle porte cette suscription : Le peuple crétois à Victor Hugo. Cette lettre me dit :

Continue ce que tu as commencé.

Je continue, et, puisque Candie expirante le veut, je reprends la parole.

Cette lettre est signée : Zimbrakakis.

Zimbrakakis est le héros de cette insurrection candiote dont Zirisdani est le traître.

À de certaines heures vaillantes, les peuples s'incarnent dans des soldats, qui sont en même temps des esprits ; tel fut Washington, tel fut

Botzaris, tel est Garibaldi.

Comme John Brown s'est levé pour les noirs, comme Garibaldi s'est levé pour l'Italie, Zimbrakakis se lève pour la Crète.

S'il va jusqu'au bout, et il ira, soit qu'il succombe comme John Brown, soit qu'il triomphe comme Garibaldi, Zimbrakakis sera grand.

Veut-on savoir où en est la Crète ? Voici des faits.

L'insurrection n'est pas morte. On lui a repris la plaine, mais elle a gardé la montagne.

Elle vit, elle appelle, elle crie au secours.

Pourquoi la Crète s'est-elle révoltée ? Parce que Dieu l'avait faite le plus beau pays du monde, et les turcs le plus misérable ; parce qu'elle a des produits et pas de commerce, des villes et pas de chemins, des villages et pas de sentiers, des ports et pas de cales, des rivières et pas de ponts, des enfants et pas d'écoles, des droits et pas de lois, le soleil et pas de lumière.

Les turcs y font la nuit.

Elle s'est révoltée parce que la Crète est Grèce et non Turquie, parce que l'étranger est insupportable, parce que l'oppresseur, s'il est de la race de l'opprimé, est odieux, et, s'il n'en est pas, horrible ; parce qu'un maître baragouinant la barbarie dans le pays d'Étéarque et de Minos est impossible ; parce que tu te révolterais, France !

La Crète s'est révoltée et elle a bien fait.

Qu'a produit cette révolte ? je vais le dire. Jusqu'au 3 janvier, quatre batailles, dont trois victoires. Apo corona, Vaffé, Castel Selino, et un désastre illustre, Arcadion ! l'île coupée en deux par l'insurrection, moitié aux turcs, moitié aux grecs ; une ligne d'opérations allant par Sciffo et Rocoli, de Kissamos à Lassiti et même à Girapetra. Il y a six semaines, les turcs refoulés n'avaient plus que quelques points du littoral, et le versant occidental des monts Psiloriti où est Ambelirsa. En cette minute, le doigt levé de l'Europe eût sauvé Candie. Mais l'Europe n'avait pas le temps. Il y avait une noce en cet instant-là, et l'Europe regardait le bal.

On connaît ce mot, Arcadion, on connaît peu le fait. En voici les détails précis et presque ignorés. Dans Arcadion, monastère du mont Ida, fondé par Héraclius, seize mille turcs attaquent cent quatrevingt-dix-sept hommes, et trois cent quarante-trois femmes, plus les enfants. Les turcs ont vingt-six canons et deux obusiers, les grecs ont deux cent quarante fusils.

La bataille dure deux jours et deux nuits ; le couvent est troué de douze cents boulets ; un mur s'écroule, les turcs entrent, les grecs continuent le combat, cent cinquante fusils sont hors de service, on lutte encore six heures dans les cellules et dans les escaliers, et il y a deux

mille cadavres dans la cour. Enfin la dernière résistance est forcée ; le fourmillement des turcs vainqueurs emplit le couvent. Il ne reste plus qu'une salle barricadée où est la soute aux poudres, et dans cette salle, près d'un autel, au centre d'un groupe d'enfants et de mères, un homme de quatrevingts ans, un prêtre, l'igoumène Gabriel, en prière. Dehors on tue les pères et les maris ; mais ne pas être tués, ce sera la misère de ces femmes et de ces enfants, promis à deux harems. La porte, battue de coups de hache, va céder et tomber. Le vieillard prend sur l'autel un cierge, regarde ces enfants et ces femmes, penche le cierge sur la poudre et les sauve.

Une intervention terrible, l'explosion, secourt les vaincus, l'agonie se fait triomphe, et ce couvent héroïque, qui a combattu comme une forteresse, meurt comme un volcan.

Psara n'est pas plus épique, Missolonghi n'est pas plus sublime.

Tels sont les faits. Qu'est-ce que font les gouvernements dits civilisés ? Qu'est-ce qu'ils attendent ? Ils chuchotent : Patience, nous négocions.

Vous négociez !

Pendant ce temps-là on arrache les oliviers et les châtaigniers, on démolit les moulins à huile, on incendie les villages, on brûle les récoltes, on envoie des populations entières mourir de faim et de froid dans la montagne, on décapite les maris, on pend les vieillards, et un soldat turc, qui voit un petit enfant gisant à terre, lui enfonce dans les narines une chandelle allumée pour s'assurer s'il est mort. C'est ainsi que cinq blessés ont été, à Arcadion, réveillés pour être égorgés.

Patience ! dites-vous. Pendant ce temps-là les turcs entrent au village Mourniès, où il ne reste que des femmes et des enfants, et, quand ils en sortent, on ne voit plus qu'un monceau de ruines croulant sur un monceau de cadavres, grands et petits.

Et l'opinion publique ? que fait-elle ? que dit-elle ? Rien. Elle est tournée d'un autre côté. Que voulez-vous ? Ces catastrophes ont un malheur ; elles ne sont pas à la mode.

Hélas !

La politique patiente des gouvernements se résume en deux résultats : déni de justice à la Grèce, déni de pitié à l'humanité.

Rois, un mot sauverait ce peuple. Un mot de l'Europe est vite dit.

Dites-le. À quoi êtes-vous bons, si ce n'est à cela ?

Non. On se tait, et l'on veut que tout se taise. Défense de parler de la Crète. Tel est l'expédient. Six ou sept grandes puissances conspirent contre un petit peuple. Quelle est cette conspiration ?

La plus lâche de toutes. La conspiration du silence.

Mais le tonnerre n'en est pas.

Le tonnerre vient de là-haut, et, en langue politique, le tonnerre s’appelle révolution.

VICTOR HUGO.

II – LES FENIANS

Après la Crète, l'Irlande se tourne vers l'habitant de Guernesey. Les femmes des Fenians condamnés lui écrivent. De là une lettre de Victor Hugo à l'Angleterre.

À L'ANGLETERRE

L'angoisse est à Dublin. Les condamnations se succèdent, les grâces annoncées ne viennent pas. Une lettre que nous avons sous les yeux dit : — « … La potence va se dresser ; le général Burke d'abord ; viendront ensuite le capitaine Mac Afferty, le capitaine Mac Clure, puis trois autres, Kelly, Joice et Cullinane… Il n'y a pas une minute à perdre… Des femmes, des jeunes filles vous supplient…

Notre lettre vous arrivera-t-elle à temps ?… » Nous lisons cela, et nous n'y croyons pas. On nous dit : L'échafaud est prêt. Nous répondons : Cela n'est pas possible. Calcraft n'a rien à voir à la politique. C'est déjà trop qu'il existe à côté. Non, l'échafaud politique n'est pas possible en Angleterre. Ce n'est pas pour imiter les gibets de la Hongrie que l'Angleterre a acclamé Kossuth ; ce n'est pas pour recommencer les potences de la Sicile que l'Angleterre a glorifié Garibaldi. Que signifieraient les hourras de Londres et de Southampton ? Supprimez alors tous vos comités polonais, grecs, italiens. Soyez l'Espagne.

Non, l'Angleterre, en 1867, n'exécutera pas l'Irlande. Cette Élisabeth ne décapitera pas cette Marie Stuart.

Le dix-neuvième siècle existe.

Pendre Burke !

Impossible. Allez-vous copier Tallaferro tuant John Brown, Chacon tuant Lopez, Geffrard tuant le jeune Delorme, Ferdinand tuant Pisacane ?

Quoi ! après la révolution anglaise ! quoi ! après la révolution française ! quoi ! dans la grande et lumineuse époque où nous sommes ! Il n'a donc été rien dit, rien pensé, rien proclamé, rien fait, depuis quarante ans !

Quoi ! nous présents, qui sommes plus que des spectateurs, qui sommes des témoins, il se passerait de telles choses ! Quoi ! les vieilles pénalités sauvages sont encore là ! Quoi ! à cette heure, il se prononce de ces sentences : « Un tel, tel jour, vous serez traîné sur la claie au lieu de votre supplice, puis votre corps sera coupé en quatre quartiers, lesquels

seront laissés à la disposition de sa majesté qui en ordonnera selon son bon plaisir ! » Quoi ! un matin de mai ou de juin, aujourd'hui, demain, un homme, parce qu'il a une foi politique ou nationale, parce qu'il a lutté pour cette foi, parce qu'il a été vaincu, sera lié de cordes, masqué du bonnet noir, et pendu et étranglé jusqu'à ce que mort s'ensuive ! Non ! vous n'êtes pas l'Angleterre pour cela.

Vous avez actuellement sur la France cet avantage d'être une nation libre. La France, aussi grande que l'Angleterre, n'est pas maîtresse d'elle-même, et c'est là un sombre amoindrissement. Vous en tirez vanité. Soit. Mais prenez garde. On peut en un jour reculer d'un siècle. Rétrograder jusqu'au gibet politique ! vous, l'Angleterre !

Alors, dressez une statue à Jeffryes.

Pendant ce temps-là, nous dresserons une statue à Voltaire.

Y pensez-vous ? Quoi ! vous avez Sheridan et Fox qui ont fondé l'éloquence parlementaire, vous avez Howard qui a aéré la prison et attendri la pénalité, vous avez Wilberforce qui a aboli l'esclavage, vous avez Rowland Hill qui a vivifié la circulation postale, vous avez Cobden qui a créé le libre échange, vous avez donné au monde l'impulsion colonisatrice, vous avez fait le premier câble transatlantique, vous êtes en pleine possession de la virilité politique, vous pratiquez magnifiquement sous toutes les formes le grand droit civique, vous avez la liberté de la presse, la liberté de la tribune, la liberté de la conscience, la liberté de l'association, la liberté de l'industrie, la liberté domiciliaire, la liberté individuelle, vous allez par la réforme arriver au suffrage universel, vous êtes le pays du vote, du poll, du meeting, vous êtes le puissant peuple de l'habeas corpus. Eh bien ! à toute cette splendeur ajoutez ceci, Burke pendu, et, précisément parce que vous êtes le plus grand des peuples libres, vous devenez le plus petit !

On ne sait point le ravage que fait une goutte de honte dans la gloire. De premier, vous tomberiez dernier ! Quelle est cette ambition en sens inverse ? Quelle est cette soif de déchoir ? Devant ces gibets dignes de la démence de George III, le continent ne reconnaîtrait plus l'auguste Grande-Bretagne du progrès.

Les nations détourneraient leur face. Un affreux contre-sens de civilisation aurait été commis, et par qui ? par l'Angleterre ! Surprise lugubre. Stupeur indignée. Quoi de plus hideux qu'un soleil d'où, tout à coup, il sortirait de la nuit !

Non, non, non ! je le répète, vous n'êtes pas l'Angleterre pour cela.

Vous êtes l'Angleterre pour montrer aux nations le progrès, le travail, l'initiative, la vérité, le droit, la raison, la justice, la majesté de la liberté ! Vous êtes l'Angleterre pour donner le spectacle de la vie et non

l'exemple de la mort.

L'Europe vous rappelle au devoir.

Prendre à cette heure la parole pour ces condamnés, c'est venir au secours de l'Irlande ; c'est aussi venir au secours de l'Angleterre.

L'une est en danger du côté de son droit, l'autre du côté de sa gloire.

Les gibets ne seront point dressés.

Burke, M'Clure, M'Afferty, Kelly, Joice, Cullinane, ne mourront point.

Épouses et filles qui avez écrit à un proscrit, il est inutile de vous couper des robes noires. Regardez avec confiance vos enfants dormir dans leurs berceaux. C'est une femme en deuil qui gouverne l'Angleterre. Une mère ne fera pas des orphelins, une veuve ne fera pas des veuves.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 28 mai 1867.

Cette parole fut entendue. Les Fenians ne furent pas exécutés.

III – L'EMPEREUR MAXIMILIEN

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE MEXICAINE

Juarez, vous avez égalé John Brown.

L'Amérique actuelle a deux héros, John Brown et vous. John Brown, par qui est mort l'esclavage ; vous, par qui a vécu la liberté.

Le Mexique s'est sauvé par un principe et par un homme. Le principe, c'est la république ; l'homme, c'est vous.

C'est, du reste, le sort de tous les attentats monarchiques d'aboutir à l'avortement. Toute usurpation commence par Puebla et finit par Queretaro.

L'Europe, en 1863, s'est ruée sur l'Amérique. Deux monarchies ont attaqué votre démocratie ; l'une avec un prince, l'autre avec une armée ; l'armée apportant le prince. Alors le monde a vu ce spectacle : d'un côté, une armée, la plus aguerrie des armées de l'Europe, ayant pour point d'appui une flotte aussi puissante sur mer qu'elle sur terre, ayant pour ravitaillement toutes les finances de la France, recrutée sans cesse, bien commandée, victorieuse en Afrique, en Crimée, en Italie, en Chine, vaillamment fanatique de son drapeau, possédant à profusion chevaux, artillerie, provisions, munitions formidables. De l'autre côté, Juarez.

D'un côté, deux empires ; de l'autre, un homme. Un homme avec une poignée d'autres. Un homme chassé de ville en ville, de bourgade en bourgade, de forêt en forêt, visé par l'infâme fusillade des conseils de guerre, traqué, errant, refoulé aux cavernes comme une bête fauve, acculé au désert, mis à prix.

Pour généraux quelques désespérés, pour soldats quelques déguenillés. Pas d'argent, pas de pain, pas de poudre, pas de canons. Les buissons pour citadelles. Ici l'usurpation appelée légitimité, là le droit appelé bandit. L'usurpation, casque en tête et le glaive impérial à la main, saluée des évêques, poussant devant elle et traînant derrière elle toutes les légions de la force.

Le droit, seul et nu. Vous, le droit, vous avez accepté le combat.

La bataille d'Un contre Tous a duré cinq ans. Manquant d'hommes, vous avez pris pour projectiles les choses. Le climat, terrible, vous a secouru ; vous avez eu pour auxiliaire votre soleil. Vous avez eu pour défenseurs les lacs infranchissables, les torrents pleins de caïmans, les

marais pleins de fièvres, les végétations morbides, le vomito prieto des terres chaudes, les solitudes de sel, les vastes sables sans eau et sans herbe où les chevaux meurent de soif et de faim, le grand plateau sévère d'Anahuac qui se garde par sa nudité comme la Castille, les plaines à gouffres, toujours émues du tremblement des volcans, depuis le Colima jusqu'au Nevado de Toluca ; vous avez appelé à votre aide vos barrières naturelles, l'âpreté des Cordillères, les hautes digues basaltiques, les colossales roches de porphyre.

Vous avez fait la guerre des géants en combattant à coups de montagnes.

Et un jour, après ces cinq années de fumée, de poussière et d'aveuglement, la nuée s'est dissipée, et l'on a vu les deux empires à terre, plus de monarchie, plus d'armée, rien que l'énormité de l'usurpation en ruine, et sur cet écroulement un homme debout, Juarez, et, à côté de cet homme, la liberté.

Vous avez fait cela, Juarez, et c'est grand. Ce qui vous reste à faire est plus grand encore.

Écoutez, citoyen président de la république mexicaine.

Vous venez de terrasser les monarchies sous la démocratie. Vous leur en avez montré la puissance ; maintenant montrez-leur-en la beauté.

Après le coup de foudre, montrez l'aurore. Au césarisme qui massacre, montrez la république qui laisse vivre. Aux monarchies qui usurpent et exterminent, montrez le peuple qui règne et se modère. Aux barbares montrez la civilisation. Aux despotes montrez les principes.

Donnez aux rois, devant le peuple, l'humiliation de l'éblouissement.

Achevez-les par la pitié.

C'est surtout par la protection de notre ennemi que les principes s'affirment. La grandeur des principes, c'est d'ignorer. Les hommes n'ont pas de noms devant les principes ; les hommes sont l'Homme. Les principes ne connaissent qu'eux-mêmes. Dans leur stupidité auguste, ils ne savent que ceci : la vie humaine est inviolable.

O vénérable impartialité de la vérité ! le droit sans discernement, occupé seulement d'être le droit, que c'est beau !

C'est devant ceux qui auraient légalement mérité la mort qu'il importe d'abjurer cette voie de fait. Le plus beau renversement de l'échafaud se fait devant le coupable.

Que le violateur des principes soit sauvegardé par un principe. Qu'il ait ce bonheur, et cette honte ! Que le persécuteur du droit soit abrité par le droit. En le dépouillant de sa fausse inviolabilité, l'inviolabilité royale, vous mettez à nu la vraie, l'inviolabilité humaine. Qu'il soit stupéfait de voir que le côté par lequel il est sacré, c'est le côté par lequel il n'est pas

empereur. Que ce prince, qui ne se savait pas homme, apprenne qu'il y a en lui une misère, le prince, et une majesté, l'homme.

Jamais plus magnifique occasion ne s'est offerte. Osera-t-on frapper Berezowski en présence de Maximilien sain et sauf ? L'un a voulu tuer un roi, l'autre a voulu tuer une nation.

Juarez, faites faire à la civilisation ce pas immense. Juarez, abolissez sur toute la terre la peine de mort.

Que le monde voie cette chose prodigieuse : la république tient en son pouvoir son assassin, un empereur ; au moment de l'écraser, elle s'aperçoit que c'est un homme, elle le lâche et lui dit : Tu es du peuple comme les autres. Va !

Ce sera là, Juarez, votre deuxième victoire. La première, vaincre l'usurpation, est superbe ; la seconde, épargner l'usurpateur, sera sublime.

Oui, à ces rois dont les prisons regorgent, dont les échafauds sont rouillés de meurtres, à ces rois des gibets, des exils, des présides et des Sibéries, à ceux-ci qui ont la Pologne, à ceux-ci qui ont l'Irlande, à ceux-ci qui ont la Havane, à ceux-ci qui ont la Crète, à ces princes obéis par les juges, à ces juges obéis par les bourreaux, à ces bourreaux obéis par la mort, à ces empereurs qui font si aisément couper une tête d'homme, montrez comment on épargne une tête d'empereur !

Au-dessus de tous les codes monarchiques d'où tombent des gouttes de sang, ouvrez la loi de lumière, et, au milieu de la plus sainte page du livre suprême, qu'on voie le doigt de la République posé sur cet ordre de Dieu : Tu ne tueras point.

Ces quatre mots contiennent le devoir.

Le devoir, vous le ferez.

L'usurpateur sera sauvé, et le libérateur n'a pu l'être, hélas ! Il y a huit ans, le 2 décembre 1859, j'ai pris la parole au nom de la démocratie, et j'ai demandé aux États-Unis la vie de John Brown. Je ne l'ai pas obtenue. Aujourd'hui je demande au Mexique la vie de Maximilien. L'obtiendrai-je ?

Oui. Et peut-être à cette heure est-ce déjà fait.

Maximilien devra la vie à Juarez.

Et le châtiment ? dira-t-on.

Le châtiment, le voilà.

Maximilien vivra « par la grâce de la République ».

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 20 juin 1867.

Cette lettre fut écrite et envoyée le 20 juin 1867. En ce moment-là même, et pour ainsi dire à l'heure où Victor Hugo écrivait, avait lieu à

Paris la première représentation de la reprise d'Hernani.

La lettre à Juarez fut publiée le 21 par les journaux anglais et les journaux belges. En même temps une dépêche télégraphique expédiée de Londres par l'ambassade d'Autriche et par ordre spécial du vieil empereur Ferdinand II annonçait à Juarez que Victor Hugo demandait la grâce de Maximilien. Cette dépêche arriva trop tard. Maximilien venait d'être exécuté. La république mexicaine perdit là une grande occasion de gloire.

IV – VOLTAIRE

En 1867, le Siècle ouvrit une souscription populaire pour élever une statue à Voltaire. Victor Hugo envoya la liste de souscription du groupe des proscrits de Guernesey. Il écrivit au rédacteur du Siècle :

Souscrire pour la statue de Voltaire est un devoir public.

Voltaire est précurseur.

Porte-flambeau du dix-huitième siècle, il précède et annonce la révolution française. Il est l'étoile de ce grand matin.

Les prêtres ont raison de l'appeler Lucifer.

VICTOR HUGO.

V – JOHN BROWN

« Les gérants d'un journal de Paris, la Coopération, organisèrent, il y a quelques mois, une souscription limitée à un penny, afin de présenter une médaille à la veuve d'Abraham Lincoln. Ayant accompli cet objet, ils ont ouvert une souscription semblable afin de présenter un testimonial pareil à la veuve de John Brown ; ils viennent d'adresser la lettre suivante à M. Victor Hugo :

(Courrier de l'Europe.)

Paris, le 30 juin 1867.

« Monsieur,

« Nous ouvrons une souscription à dix centimes pour offrir une médaille à la veuve de John Brown.

« Votre nom doit figurer en tête de nos listes.

« Nous vous inscrivons d'office le premier.

« Salutations fraternelles et respectueuses,

« PAUL BLANC,

« L'un des gérants de la Coopération. »

« M. Victor Hugo a envoyé la réponse suivante :

Monsieur,

Je vous remercie.

Mon nom appartient à quiconque veut s'en servir pour le progrès et pour la vérité.

Une médaille à Lincoln appelle une médaille à John Brown. Acquittons cette dette, en attendant que l'Amérique acquitte la sienne.

L'Amérique doit à John Brown une statue aussi haute que la statue de Washington. Washington a fondé la république, John Brown a promulgué la liberté.

Je vous serre la main.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 3 juillet 1867.

VI – LA PEINE DE MORT

ABOLIE EN PORTUGAL

« On sait que le jeune roi dom Luiz de Portugal, avant de quitter son pays pour aller visiter l'Exposition universelle, a eu l'honneur de signer une loi votée par les deux chambres du parlement, qui abolit la peine de mort.

« Cet événement considérable dans l'histoire de la civilisation a donné lieu, entre un noble portugais et Victor Hugo, à la correspondance qu'on va lire. »

(Courrier de l'Europe, 10 août 1867.)

À M. VICTOR HUGO

Lisbonne, le 27 juin 1867.

On vient de remporter un grand triomphe ! Encore mieux ; la civilisation a fait un pas de géant, le progrès s'est acquis un solide fondement de plus ! La lumière a rayonné plus vive. Et les ténèbres ont reculé.

L'humanité compte une victoire immense. Les nations rendront successivement hommage à la vérité ; et les peuples apprendront à bien connaître leurs vrais amis, les vrais amis de l'humanité.

Maître ! votre voix qui se fait toujours entendre lorsqu'il faut défendre un grand principe, mettre en lumière une grande idée, exalter les plus nobles actions ; votre voix qui ne se fatigue jamais de plaider la cause de l'opprimé contre l'oppresseur, du faible contre le fort ; votre voix, qu'on écoute avec respect de l'orient à l'occident, et dont l'écho parvient jusqu'aux endroits les plus reculés de l'univers.

Votre voix qui, tant de fois, se détacha forte, vigoureuse, terrible, comme celle d'un prophète géant de l'humanité, est arrivée jusqu'ici, a été comprise ici, a parlé aux cœurs, a été traduite en un grand fait ici… dans ce recoin, quoique béni, presque invisible dans l'Europe, microscopique dans le monde ; dans cette terre de l'extrême occident, si célèbre jadis, qui sut inscrire des pages brillantes et ineffaçables dans l'histoire des nations, qui a ouvert les ports de l'Inde au commerce du monde, qui a dévoilé des contrées inconnues, dont les hauts faits sont aujourd'hui presque oubliés et comme effacés par les modernes conquêtes de la civilisation, dans cette petite contrée enfin qu'on appelle

le Portugal !

Pourquoi les petits et les humbles ne se lèveraient-ils pas, quand le dix-neuvième siècle est déjà si près de son terme, pour crier aux grands et aux puissants : L'humanité est gémissante, régénérons-la ; l'humanité se remue, calmons-la ; l'humanité va tomber dans l'abîme, sauvons-la ?

Pourquoi les petits ne pourraient-ils pas montrer aux grands le chemin de la perfection ? Pourquoi ne pourraient-ils, seulement parce qu'ils sont petits, apprendre aux puissants le chemin du devoir ?

Le Portugal est une contrée petite, sans doute ; mais l'arbre de la liberté s'y est déjà vigoureusement épanoui ; le Portugal est une contrée petite, sans doute, mais on n'y rencontre plus un seul esclave ; le Portugal est une contrée petite, c'est vrai ; mais, c'est vous qui l'avez dit, c'est une grande nation.

Maître ! on vient de remporter un grand triomphe, je vous l'annonce.

Les deux chambres du parlement ont voté dernièrement l'abolition de la peine de mort.

Cette abolition, qui depuis plusieurs années existait de fait, est aujourd'hui de droit. C'est déjà une loi. Et c'est une grande loi dans une nation petite. Noble exemple ! Sainte leçon !

Recevez l'embrassement respectueux de votre dévoué ami et très humble disciple,

PEDRO DE BRITO ARANHA.

À M. PEDRO DE BRITO ARANHA

Hauteville-House, 15 juillet.

Votre noble lettre me fait battre le cœur.

Je savais la grande nouvelle ; il m'est doux d'en recevoir par vous l'écho sympathique.

Non, il n'y a pas de petits peuples.

Il y a de petits hommes, hélas !

Et quelquefois ce sont ceux qui mènent les grands peuples.

Les peuples qui ont des despotes ressemblent à des lions qui auraient des muselières.

J'aime et je glorifie votre beau et cher Portugal. Il est libre, donc il est grand.

Le Portugal vient d'abolir la peine de mort.

Accomplir ce progrès, c'est faire le grand pas de la civilisation.

Dès aujourd'hui le Portugal est à la tête de l'Europe.

Vous n'avez pas cessé d'être, vous portugais, des navigateurs intrépides. Vous allez en avant, autrefois dans l'océan, aujourd'hui dans la vérité. Proclamer des principes, c'est plus beau encore que de découvrir des mondes.

Je crie : Gloire au Portugal, et à vous : Bonheur !
Je presse votre cordiale main.
V.H.

VII – HERNANI

Les exils se composent de détails de tous genres qu'il faut noter, quelle que soit la petitesse du prescripteur. L'histoire se complète par ces curiosités-là. Ainsi M. Louis Bonaparte ne proscrivit pas seulement Victor Hugo, il proscrivit encore Hernani ; il proscrivit tous les drames de l'écrivain banni. Exiler un homme ne suffit pas, il faut exiler sa pensée. On voudrait exiler jusqu'à son souvenir.

En 1853, le portrait de Victor Hugo fut une chose séditieuse ; il fut interdit à MM. Pelvey et Marescq de le publier en tête d'une édition nouvelle qu'ils mettaient en vente.

Les puérilités finissent par s'user ; l'opinion s'impatiente et réclame. En 1867, à l'occasion de l'Exposition universelle, M. Bonaparte permit Hernani.

On verra un peu plus loin que ce ne fut pas pour longtemps.

Depuis la deuxième interdiction, Hernani n'a pas reparu au Théâtre-Français.

Du reste, disons-le en passant, aujourd'hui encore, en 1875, beaucoup de choses faites par l'empire semblent avoir force de loi sous la république. La république que nous avons vit de l'état de siège et s'accommode de la censure, et un peu d'empire mêlée à la liberté ne lui déplaît pas. Les drames de Victor Hugo continuent d'être à peu près interdits ; nous disons à peu près, car ce qui était patent sous l'empire est latent sous la république. C'est la franchise de moins, voilà tout. Les théâtres officiels semblent avoir, à l'égard de Victor Hugo, une consigne qu'ils exécutent silencieusement.

Quelquefois cependant le naturel militaire éclate, et la censure a la bonhomie soldatesque de s'avouer. Le censeur sabreur renonce aux petites décences bêtes du sbire civil, et se montre. Ainsi M. le général Ladmirault ne s'est pas caché pour interdire, au nom de l'état de siège, le Roi s'amuse. Il ne s'est même pas donné la peine d'expliquer en quoi Triboulet mettait Marie Alacoque en danger. Cela lui a paru évident, et cela lui a suffi ; cela doit nous suffire aussi.

On se souvient qu'il y a deux ans un autre fonctionnaire, sous-préfet celui-là, a fait effacer le Revenant de l'affiche d'un théâtre de province, en déclarant que, pour dire sur un théâtre quoi que ce soit qui fût de

Victor Hugo, il fallait une permission spéciale du ministre de l'intérieur, renouvelable tous les soirs.

Revenons à 1867.

La reprise de Hernani, faite en 1867, eut lieu le 20 juin, au moment même où Victor Hugo intercédait pour Maximilien.

Les jeunes poëtes contemporains dont on va lire les noms adressèrent à Victor Hugo la lettre que voici :

Cher et illustre maître,

Nous venons de saluer des applaudissements les plus enthousiastes la réapparition au théâtre de votre Hernani.

Le nouveau triomphe du plus grand poëte français a été une joie immense pour toute la jeune poésie ; la soirée du Vingt Juin fera époque dans notre existence.

Il y avait cependant une tristesse dans cette fête. Votre absence était pénible à vos compagnons de gloire de 1830, qui ne pouvaient presser la main du maître et de l'ami ; mais elle était plus douloureuse encore pour les jeunes, à qui il n'avait jamais été donné de toucher cette main qui a écrit la Légende des siècles.

Ils tiennent du moins, cher et illustre maître, à vous envoyer l'hommage de leur respectueux attachement et de leur admiration sans bornes.

SULLY PRUDHOMME, ARMAND SILVESTRE, FRANÇOIS COPPÉE, GEORGES LAFENESTRE, LÉON VALADE, LÉON DIERX, JEAN AICARD, PAUL VERLAINE, ALBERT MÉHAT, ANDRÉ THEURIET, ARMAND RENAUD, LOUIS-XAVIER DE RICARD, H. CAZALIS, ERNEST D'HERVILLY.

Victor Hugo répondit :

Bruxelles, 22 juillet 1867.

Chers poëtes,

La révolution littéraire de 1830, corollaire et conséquence de la révolution de 1789, est un fait propre à notre siècle. Je suis l'humble soldat de ce progrès. Je combats pour la révolution sous toutes ses formes, sous la forme littéraire comme sous la forme sociale. J'ai la liberté pour principe, le progrès pour loi, l'idéal pour type.

Je ne suis rien, mais la révolution est tout. La poésie du dix-neuvième siècle est fondée. 1830 avait raison, et 1867 le démontre.

Vos jeunes renommées sont des preuves à l'appui.

Notre époque a une logique profonde, inaperçue des esprits superficiels, et contre laquelle nulle réaction n'est possible. Le grand art fait partie de ce grand siècle. Il en est l'âme.

Grâce à vous, jeunes et beaux talents, nobles esprits, la lumière se fera

de plus en plus. Nous, les vieux, nous avons eu le combat ; vous, les jeunes, vous aurez le triomphe.

L'esprit du dix-neuvième siècle combine la recherche démocratique du Vrai avec la loi éternelle du Beau. L'irrésistible courant de notre époque dirige tout vers ce but souverain, la Liberté dans les intelligences, l'Idéal dans l'art. En laissant de côté tout ce qui m'est personnel, dès aujourd'hui, on peut l'affirmer et on vient de le voir, l'alliance est faite entre tous les écrivains, entre tous les talents, entre toutes les consciences, pour réaliser ce résultat magnifique. La généreuse jeunesse, dont vous êtes, veut, avec un imposant enthousiasme, la révolution tout entière, dans la poésie comme dans l'état. La littérature doit être à la fois démocratique et idéale ; démocratique pour la civilisation, idéale pour l'âme.

Le Drame, c'est le Peuple. La Poésie, c'est l'Homme. Là est la tendance de 1830, continuée par vous, comprise par toute la grande critique de nos jours. Aucun effort réactionnaire, j'y insiste, ne saurait prévaloir contre ces évidences. La haute critique est d'accord avec la haute poésie.

Dans la mesure du peu que je suis, je remercie et je félicite cette critique supérieure qui parle avec tant d'autorité dans la presse politique et dans la presse littéraire, qui a un sens si profond de la philosophie de l'art, et qui acclame unanimement 1830 comme 1789.

Recevez aussi, vous, mes jeunes confrères, mon remercîment.

À ce point de la vie où je suis arrivé, on voit de près la fin, c'est-à-dire l'infini. Quand elle est si proche, la sortie de la terre ne laisse guère place dans notre esprit qu'aux préoccupations sévères.

Pourtant, avant ce mélancolique départ dont je fais les préparatifs, dans ma solitude, il m'est précieux de recevoir votre lettre éloquente, qui me fait rêver une rentrée parmi vous et m'en donne l'illusion, douce ressemblance du couchant avec l'aurore. Vous me souhaitez la bienvenue, à moi qui m'apprêtais au grand adieu.

Merci. Je suis l'absent du devoir, et ma résolution est inébranlable, mais mon cœur est avec vous.

Je suis fier de voir mon nom entouré des vôtres. Vos noms sont une couronne d'étoiles.

VICTOR HUGO.

VIII – MENTANA

À GARIBALDI

I

Ces jeunes gens, ces fils de Brutus, de Camille,
De Thraséas, combien étaient-ils ? quatre mille.
Combien sont morts ? six cents. Six cents ! comptez, voyez.
Une dispersion de membres foudroyés,
Des bras rompus, des yeux troués et noirs, des ventres
Où fouillent en hurlant les loups sortis des antres,
De la chair mitraillée au milieu des buissons,
C'est là tout ce qui reste, après les trahisons,
Après le piège, après les guets-apens infâmes,
Hélas, de ces grands cœurs et de ces grandes âmes !
Voyez. On les a tous fauchés d'un coup de faulx.
Leur crime ? ils voulaient Rome et ses arcs triomphaux ;
Ils défendaient l'honneur et le droit, ces chimères.
Venez, reconnaissez vos enfants, venez, mères !
Car, pour qui l'allaita, l'homme est toujours l'enfant.
Tenez ; ce front hagard, qu'une balle ouvre et fend,
C'est l'humble tête blonde où jadis, pauvre femme,
Tu voyais rayonner l'aurore et poindre l'âme ;
Ces lèvres, dont l'écume a souillé le gazon,
O nourrice, après toi bégayaient ta chanson ;
Cette main froide, auprès de ces paupières closes,
Fit jaillir ton lait sous ses petits doigts roses ;
Voici le premier-né, voici le dernier-né.
O d'espérance éteinte amas infortuné !
Pleurs profonds ! ils vivaient ; ils réclamaient leur Tibre ;
Être jeune n'est pas complet sans être libre ;
Ils voulaient voir leur aigle immense s'envoler ;
Ils voulaient affranchir, réparer, consoler ;
Chacun portait en soi, pieuse idolâtrie,
Le total des affronts soufferts par la patrie,
Ils savaient tout compter, tout, hors les ennemis.
Hélas ! vous voilà donc pour jamais endormis !
Les heures de lumière et d'amour sont passées,
Vous n'effeuillerez plus avec vos fiancées

L’humble étoile des prés qui rayonne et fleurit…
Que de sang sur ce prêtre, ô pâle Jésus-Christ !
Pontife élu que l’ange a touché de sa palme,
À qui Dieu commanda de tenir, doux et calme,
Son évangile ouvert sur le monde orphelin,
O frère universel à la robe de lin,
À demi dans la chaire, à demi dans la tombe,
Serviteur de l’agneau, gardien de la colombe,
Qui des cieux dans ta main portes le lys tremblant,
Homme près de ta fin, car ton front est tout blanc
Et le vent du sépulcre en tes cheveux se joue,
Vicaire de celui qui tendait l’autre joue,
À cette heure, ô semeur des pardons infinis,
Ce qui plaît à ton cœur et ce que tu bénis
Sur notre sombre terre où l’âme humaine lutte,
C’est un fusil tuant douze hommes par minute !
Jules deux reparaît sous sa mitre de fer.
La papauté féroce avoue enfin l’enfer.
Certes, l’outil du meurtre a bien rempli sa tâche ;
Ces rois ! leur foudre est traître et leur tonnerre est lâche.
Avoir été trop grands, français, c’est importun.
Jadis un contre dix, aujourd’hui dix contre un.
France, on te déshonore, on te traîne, on te lie,
Et l’on te force à mettre au bagne l’Italie.
Voilà ce qu’on te fait, colosse en proie aux nains !
Un ruisseau fumant coule au flanc des Apennins.

II

O sinistre vieillard, te voilà responsable
Du vautour déterrant un crâne dans le sable,
Et du croassement lugubre des corbeaux !
Emplissez désormais ses visions, tombeaux,
Paysages hideux où rôdent les belettes,
Silhouettes d'oiseaux perchés sur des squelettes !
S'il dort, apparais-lui, champ de bataille noir !
Les canons sont tout chauds ; ils ont fait leur devoir,
La mitraille invoquée a tenu sa promesse ;
C'est fait. Les morts sont morts. Maintenant dis la messe.
Prends dans tes doigts l'hostie en t'essuyant un peu,
Car il ne faudrait pas mettre du sang à Dieu !
Du reste tout est bien. La France n'est pas fière ;
Le roi de Prusse a ri ; le denier de Saint-Pierre
Prospère, et l'irlandais donne son dernier sou ;
Le peuple cède et met en terre le genou ;
De peur qu'on ne le fauche, il plie, étant de l'herbe ;
On reprend Frosinone et l'on rentre à Viterbe ;
Le czar a commandé son service divin ;
Partout où quelque mort blêmit dans un ravin,
Le rat joyeux le ronge en tremblant qu'il ne bouge ;
Ici la terre est noire ; ici la plaine est rouge ;
Garibaldi n'est plus qu'un vain nom immortel,
Comme Léonidas, comme Guillaume Tell ;
Le pape, à la Sixtine, au Gésu, chez les Carmes,
Met tous ses diamants ; tendre, il répand des larmes
De joie ; il est très doux ; il parle du succès
De ses armes, du sang versé, des bons français,
Des quantités de plomb que la bombarde jette,
Modestement, les yeux baissés, comme un poëte
Se fait un peu prier pour réciter ses vers.
De convois de blessés les chemins sont couverts.
Partout rit la victoire.
Utilité des traîtres.

Dans les perles, la soie et l'or, parmi tes reîtres
Qu'hier, du doigt, aux champs de meurtre tu guidais,
Pape, assis sur ton trône et siégeant sous ton dais,
Coiffé de ta tiare aux trois couronnes, prêtre,
Tu verras quelque jour au Vatican peut-être
Entrer un homme triste et de haillons vêtu,
Un pauvre, un inconnu. Tu lui diras : — Qu'es-tu,
Passant ? que me veux-tu ? sors-tu de quelque geôle ?
Pourquoi voit-on ces brins de laine à ton épaule ?
— Une brebis était tout à l'heure dessus,
Répondra-t-il. Je viens de loin. Je suis Jésus.

III

Une chaîne au héros ! une corde à l'apôtre !
John Brown, Garibalbi, passez l'un après l'autre.
Quel est ce prisonnier ? c'est le libérateur.
Sur la terre, en tous lieux, du pôle à l'équateur,
L'iniquité prévaut, règne, triomphe, et mène
De force aux lâchetés la conscience humaine.
O prodiges de honte ! étranges impudeurs !
On accepte un soufflet par des ambassadeurs.
On jette aux fers celui qui nous a fait l'aumône.
— Tu sais, je t'ai blâmé de lui donner-ce trône !
On était gentilhomme, on devient alguazil.
Débiteur d'un royaume, on paie avec l'exil.
Pourquoi pas ? on est vil. C'est qu'on en reçoit l'ordre.
Rampons. Lécher le maître est plus sûr que le mordre.
D'ailleurs tout est logique. Où sont les contre-sens ?
La gloire a le cachot, mais le crime a l'encens ;
De quoi vous plaignez-vous ? L'infâme étant l'auguste,
Le vrai doit être faux, et la balance est juste.
On dit au soldat : frappe ! il doit frapper. La mort
Est la servante sombre aux ordres du plus fort.
Et puis, l'aigle peut bien venir en aide au cygne !
Mitrailler est le dogme et croire est la consigne.
Qu'est pour nous le soldat ? du fer sur un valet.
Le pape veut avoir son Sadowa ; qu'il l'ait.
Quoi donc ! en viendra-t-on dans le siècle où nous sommes
À mettre en question le vieux droit qu'ont les hommes
D'obéir à leur prince et de s'entre-tuer ?
Au prétendu progrès pourquoi s'évertuer
Quand l'humble populace est surtout coutumière ?
La masse a plus de calme ayant moins de lumière.
Tous les grands intérêts des peuples, l'échafaud,
La guerre, le budget, l'ignorance qu'il faut,
Courent moins de dangers, et sont en équilibre
Sur l'homme garrotté mieux que sur l'homme libre.

L’homme libre se meut et cause un tremblement.
Un Garibaldi peut tout rompre à tout moment ;
Il entraîne après lui la foule, qui déserte
Et passe à l’Idéal. C’est grave. On comprend, certe,
Que la société, sur qui veillent les cours,
Doit trembler et frémir et crier au secours,
Tant qu’un héros n’est pas mis hors d’état de nuire.
Le phare, aux yeux de l’ombre, est coupable de luire.

IV

Votre Garibaldi n'a pas trouvé le joint.
Çà, le but de tout homme ici-bas n'est-il point
De tâcher d'être dupe aussi peu que possible ?
Jouir est bon. La vie est un tir à la cible.
Le scrupule en haillons grelotte ; je le plains.
Rien n'a plus de vertu que les coffres-forts pleins.
Il est de l'intérêt de tous qu'on ait des princes
Qui fassent refluer leur or dans les provinces ;
C'est pour cela qu'un roi doit être riche ; avoir
Une liste civile énorme est son devoir ;
Le pape, qu'on voudrait confiner dans les astres,
Est un roi comme un autre. Il a besoin de piastres,
Que diable ! L'opulence est le droit du saint lieu ;
Il faut dorer le pape afin de prouver Dieu ;
N'avoir pas une pierre où reposer sa tête
Est bon pour Jésus-Christ. La loque est déshonnête.
Voyons la question par le côté moral ;
Le but du colonel est d'être général,
Le but du maréchal est d'être connétable !
Avant tout, mon paiement. Mettons cartes sur table.
Un renégat a tort tant qu'il n'est pas muchir ;
Alors il a raison. S'arrondir, s'enrichir,
Tout est là. Regardez, nous prenons les Hanovres.
Et quant à ces bandits qui veulent rester pauvres,
Ils sont les ennemis publics. Sus ! hors la loi !
Ils donnent le mauvais exemple. Coffrez-moi
Ce gueux, qui, dictateur, n'a rien mis dans sa poche.
On se heurte au battant lorsqu'on touche à la cloche,
Et lorsqu'on touche au prêtre on se heurte au soudard.
Morbleu, la papauté n'est pas un objet d'art !
Par le sabre en Espagne, en Prusse par la schlague,
Par la censure en France, on modère, on élague
L'excès de rêverie et de tendance au droit.
Le peuple est pour le prince un soulier fort étroit ;

L’élargir en l’usant aux marches militaires
Est utile. Un pontife en ses sermons austères,
Sait rattacher au ciel nos lois, qu’on nomme abus,
Et le knout en latin s’appelle Syllabus.
L’ordre est tout. Le fusil Chassepot est suave.
Le progrès est béni ; dans quoi ? dans le zouave !
Les boulets sont bénis dans leurs coups ; le chacal
Est béni dans sa faim, s’il est pontifical.
Nous trouvons excellent, quant à nous, que le pape
Rie au nez de ce siècle inepte, écrase, frappe ;
Et, du moment qu’on veut lui prendre son argent,
Se fasse carrément recruteur et sergent,
Pousse à la guerre, et crie : à mort quiconque est libre !
Qu’il recommande au prône un obus de calibre,
Qu’il dise en achevant sa prière : égorgez !
Envoie aux combattants force fourgons chargés,
De la poudre, du fer, du plomb, et ravitaille
L’extermination sur les champs de bataille !

V

Qu'il aille donc ! qu'il aille, emportant son mandat,
Ce chevalier errant des peuples, ce soldat.
Ce paladin, ce preux de l'idéal ! qu'il parte.
Nous, les proscrits d'Athène, à ce proscrit de Sparte,
Ouvrons nos seuils ; qu'il soit notre hôte maintenant ;
Qu'en notre maison sombre il entre rayonnant.
Oui, viens, chacun de nous, frère à l'âme meurtrie,
Veut avec son exil te faire une patrie !
Viens, assieds-toi chez ceux qui n'ont plus de foyer.
Viens, toi qu'on a pu vaincre et qu'on n'a pu ployer !
Nous chercherons quel est le nom de l'espérance ;
Nous dirons : Italie ! et tu répondras : France !
Et nous regarderons, car le soir fait rêver,
En attendant les droits, les astres se lever.
L'amour du genre humain se double d'une haine
Égale au poids du joug, au froid noir de la chaîne,
Aux mensonges du prêtre, aux cruautés du roi.
Nous sommes rugissants et terribles. Pourquoi ?
Parce que nous aimons.
Toutes ces humbles têtes,
Nous voulons les voir croître et nous sommes des bêtes
Dans l'antre, et nous avons les peuples pour petits.
Jetés au même écueil, mais non pas engloutis,
Frère, nous nous dirons tous les deux notre histoire ;
Tu me raconteras Palerme et ta victoire,
Je te dirai Paris, sa chute et nos sanglots,
Et nous lirons ensemble Homère au bord des flots.
Puis tu continueras ta marche âpre et hardie.
Et, là-bas, la lueur deviendra l'incendie.

VI

Ah ! race italienne, il était ton appui !
Ah ! vous auriez eu Rome, ô peuples, grâce à lui,
Grâce au bras du guerrier, grâce au cœur du prophète.
D'abord il l'eût donnée, ensuite il l'eût refaite.
Oui, calme, ayant en lui de la grandeur assez
Pour s'ajouter sans trouble aux héros trépassés,
Il eût reforgé Rome ; il eût mêlé l'exemple
Du vieux sépulcre avec l'exemple du vieux temple ;
Il eût mêlé Turin, Pise, Albe, Velletri,
Le Capitole avec le Vésuve, et pétri
L'âme de Juvénal avec l'âme de Dante ;
Il eût trempé d'airain la fibre indépendante ;
Il vous eût des titans montré les fiers chemins.
Pleurez, italiens ! il vous eût faits romains.

VII

Le crime est consommé. Qui l'a commis ? Ce pape ?
Non. Ce roi ? non. Le glaive à leur bras faible échappe.
Qui donc est le coupable alors ? Lui. L'homme obscur ;
Celui qui s'embusqua derrière notre mur ;
Le fils du Sinon grec et du Judas biblique ;
Celui qui, souriant, guetta la république,
Son serment sur le front, son poignard à la main.
Il est parmi vous, rois, ô groupe à peine humain,
Un homme que l'éclair de temps en temps regarde.
Ce condamné, qui triple autour de lui sa garde,
Perd sa peine. Son tour approche. Quand ? Bientôt.
C'est pourquoi l'on entend un grondement là-haut.
L'ombre est sur vos palais, ô rois. La nuit l'apporte.
Tel que l'exécuteur frappant à votre porte,
Le tonnerre demande à parler à quelqu'un.
Et cependant l'odeur des morts, affreux parfum
Qui se mêle à l'encens des Tedeums superbes,
Monte du fond des bois, du fond des prés pleins d'herbes,
Des steppes, des marais, des vallons, en tous lieux !
Au fatal boulevard de Paris oublieux,
Au Mexique, en Pologne, en Crète où la nuit tombe,
En Italie, on sent un miasme de tombe,
Comme si, sur ce globe et sous le firmament,
Étant dans sa saison d'épanouissement,
Vaste mancenillier de la terre en démence,
Le carnage vermeil ouvrait sa fleur immense.
Partout des égorgés ! des massacrés partout !
Le cadavre est à terre et l'idée est debout.
Ils gisent étendus dans les plaines farouches,
L'appel aux armes flotte au-dessus de leurs bouches.
On les dirait semés. Ils le sont. Le sillon
Se nomme liberté. La mort est l'aquilon,
Et les morts glorieux sont la graine sublime
Qu'elle disperse au loin sur l'avenir, abîme.

Germez, héros ! et vous, cadavres, pourrissez.
Fais ton œuvre, ô mystère ! épars, nus, hérissés,
Béants, montrant au ciel leurs bras coupés qui pendent,
Tous ces exterminés immobiles attendent.
Et tandis que les rois, joyeux et désastreux,
Font une fête auguste et triomphale entre eux,
Tandis que leur olympe abonde, au fond des nues,
En fanfare, en festins, en joie, en gorges nues,
Rit, chante, et, sur nos fronts, montre aux hommes contents
Une fraternité de czars et de sultans,
De son côté, là-bas, au désert, sous la bise,
Dans l'ombre avec la mort le vautour fraternise ;
Les bêtes du sépulcre ont leur vil rendez-vous ;
Le freux, la louche orfraie, et le pygargue roux,
L'âpre autour, les milans, féroces hirondelles,
Volent droit aux charniers, et tous à tire-d'ailes.
Se hâtent vers les morts, et ces rauques oiseaux
S'abattent, l'un mordant la chair, l'autre les os,
Et, criant, s'appelant, le feu sous les paupières,
Viennent boire le sang qui coule entre les pierres.

VIII

O peuple, noir dormeur, quand t'éveilleras-tu ?
Rester couché sied mal à qui fut abattu.
Tu dors, avec ton sang sur les mains, et, stigmate
Que t'a laissé l'abjecte et dure casemate,
La marque d'une corde autour de tes poignets.
Qu'as-tu fait de ton âme, ô toi qui t'indignais ?
L'empire est une cave, et toutes les espèces
De nuit te tiennent pris sous leurs brumes épaisses.
Tu dors, oubliant tout, ta grandeur, son complot,
La liberté, le droit, ces lumières d'en haut ;
Tu fermes les yeux, lourd, gisant sous d'affreux voiles,
Sans souci de l'affront que tu fais aux étoiles !
Allons, remue. Allons, mets-toi sur ton séant.
Qu'on voie enfin bouger le torse du géant.
La longueur du sommeil devient ignominie.
Es-tu las ? es-tu sourd ? es-tu mort ? Je le nie.
N'as-tu pas conscience en ton accablement
Que l'opprobre s'accroît de moment en moment ?
N'entends-tu pas qu'on marche au-dessus de ta tête ?
Ce sont les rois. Ils font le mal. Ils sont en fête.
Tu dors sur ce fumier ! Toi qui fus citoyen,
Te voilà devenu bête de somme. Eh bien,
L'âne se lève, et brait ; le bœuf se dresse, et beugle.
Cherche donc dans ta nuit puisqu'on t'a fait aveugle !
O toi qui fus si grand, debout ! car il est tard.
Dans cette obscurité l'on peut mettre au hasard
La main sur de la honte ou bien sur de la gloire ;
Étends le bras le long de la muraille noire ;
L'inattendu dans l'ombre ici peut se cacher ;
Tu parviendras peut-être à trouver, à toucher,
À saisir une épée entre tes poings funèbres,
Dans le tâtonnement farouche des ténèbres !
Hauteville-House, novembre 1867.
Un mois ne s'était pas écoulé depuis la publication de ce poëme, que

dix-sept traductions en avaient déjà paru, dont quelques-unes en vers.

Le déchaînement de la presse cléricale augmenta le retentissement.

Garibaldi répondit à Victor Hugo par un poëme en vers français, noble remerciement d'une grande âme.

La publication du poëme de Victor Hugo donna lieu à un incident. En ce moment-là (novembre 1867), on jouait Hernani au Théâtre-Français, et l'on allait jouer Ruy Blas à l'Odéon. Les représentations d'Hernani furent arrêtées, et Victor Hugo reçut à Guernesey la lettre suivante :

« Le directeur du Théâtre impérial de l'Odéon a l'honneur d'informer M. Victor Hugo que la reprise de Ruy Blas est interdite.

« CHILLY. »

Victor Hugo répondit :

« À M. Louis Bonaparte, aux Tuileries.

« Monsieur, je vous accuse réception de la lettre signée CHILLY.

« VICTOR HUGO. »

IX – LES ENFANTS PAUVRES

Noël. Décembre 1867.

J'éprouve toujours un certain embarras à voir tant de personnes réunies autour d'une chose si simple et si petite. Moi, solitaire, une fois par an j'ouvre ma maison. Pourquoi ? Pour montrer à qui veut la voir une humble fête, une heure de joie donnée, non par moi, mais par Dieu, à quarante enfants pauvres. Toute l'année la misère, un jour la joie. Est-ce trop !

Mesdames, c'est à vous que je m'adresse, car à qui offrir la joie des enfants, si ce n'est au cœur des femmes ? — Pensez toutes à vos enfants en voyant ceux-ci, et, dans la mesure de vos forces, et pour commencer dès l'enfance la fraternité des hommes, faites, vous qui êtes des mères heureuses et favorisées, faites que les petits riches ne soient pas enviés par les petits pauvres ! Semons l'amour. C'est ainsi que nous apaiserons l'avenir.

Comme je le disais l'an dernier, à pareille occasion, faire du bien à quarante enfants est un fait insignifiant ; mais si ce nombre de quarante enfants pouvait, par le concours de tous les bons cœurs, s'accroître indéfiniment, alors il y aurait un exemple utile. Et c'est dans ce but de propagande que j'ai consenti à laisser se répandre un peu de publicité sur le Dîner des enfants pauvres institué à Hauteville-House.

Cette petite fondation a donc deux buts principaux, un but d'hygiène et un but de propagande.

Au point de vue de l'hygiène, réussit-elle ? Oui. La preuve la voici : depuis six ans que ce Dîner des enfants pauvres est fondé à Hauteville-House, sur quarante enfants qui y prennent part, deux seulement sont morts. Deux en six ans ! Je livre ce fait aux réflexions des hygiénistes et des médecins.

Au point de vue de la propagande, réussit-elle ? Oui. Des Dîners hebdomadaires pour l'enfance pauvre, fondés sur le modèle de celui-ci, commencent à s'établir un peu partout ; en Suisse, en Angleterre, surtout en Amérique. J'ai reçu hier un journal anglais, le Leith Pilot, qui en recommande vivement l'établissement.

L'an dernier je vous lisais une lettre, insérée dans le Times, annonçant à Londres la fondation d'un dîner de 320 enfants.

Aujourd'hui voici une lettre que m'écrit lady Thompson, trésorière d'un Dîner d'enfants pauvres dans la paroisse de Marylebone, où sont admis 6,000 enfants. De 300 à 6,000, c'est là une progression magnifique, d'une année à l'autre. Je félicite et je remercie ma noble correspondante, lady Thompson. Grâce à elle et à ses honorables amis, l'idée du solitaire a fructifié. Le petit ruisseau de Guernesey est devenu à Londres un grand fleuve.

Un dernier mot.

Tous, tant que nous sommes, nous avons ici-bas des devoirs de diverses sortes. Dieu nous impose d'abord les devoirs sévères.

Nous devons, dans l'intérêt de tous les hommes, lutter ; nous devons combattre les forts et les puissants, les forts quand ils abusent de la force, les puissants quand ils emploient au mal la puissance ; nous devons prendre au collet le despote, quel qu'il soit, depuis le charretier qui maltraite un cheval jusqu'au roi qui opprime un peuple. Résister et lutter, ce sont de rudes nécessités. La vie serait dure si elle ne se composait que de cela.

Quelquefois, à bout de forces, on demande, en quelque sorte, grâce au devoir. On se tourne vers la conscience : Que veux-tu que j'y fasse ?

répond la conscience ; le devoir est de continuer. Pourtant on interrompt un moment la lutte, on se met à contempler les enfants, les pauvres petits, les frais visages que fait lumineux et roses l'aube auguste de la vie, on se sent ému, on passe de l'indignation à l'attendrissement, et alors on comprend la vie entière, et l'on remercie Dieu, qui, s'il nous donne les puissants et les méchants à combattre, nous donne aussi les innocents et les faibles à soulager, et qui, à côté des devoirs sévères, a placé les devoirs charmants. Les derniers consolent des premiers.

1868

Manin au tombeau. — Flourens en prison. La liberté, comprimée en Crète, reparaît en Espagne. Après le devoir envers les hommes, le devoir envers les enfants.

I – MANIN

Victor Hugo, invité par les patriotes vénitiens à venir assister à la cérémonie de la translation des cendres de Manin à Venise, répondit par la lettre suivante :

Hauteville-House, 16 mars 1868.

On m'écrit de Venise, et l'on me demande si j'ai une parole à dire dans cette illustre journée du 22 mars.

Oui. Et cette parole, la voici :

Venise a été arrachée à Manin comme Rome à Garibaldi.

Manin mort reprend possession de Venise. Garibaldi vivant rentrera à Rome.

La France n'a pas plus le droit de peser sur Rome que l'Autriche n'a eu le droit de peser sur Venise.

Même usurpation, qui aura le même dénoûment.

Ce dénoûment, qui accroîtra l'Italie, grandira la France.

Car toutes les choses justes que fait un peuple sont des choses grandes.

La France libre tendra la main à l'Italie complète.

Et les deux nations s'aimeront. Je dis ceci avec une joie profonde, moi qui suis fils de la France et petit-fils de l'Italie.

Le triomphe de Manin aujourd'hui prédit le triomphe de Garibaldi demain.

Ce jour du 22 mars est un jour précurseur.

De tels sépulcres sont pleins de promesses.

Manin fut un combattant et un proscrit du droit ; il a lutté pour les principes ; il a tenu haut l'épée de lumière. Il a eu, comme Garibaldi, la douceur héroïque. La liberté de l'Italie, visible, quoique voilée, est debout derrière son cercueil. Elle ôtera son voile.

Et alors elle deviendra la paix tout en restant la liberté.

Voilà ce qu'annonce Manin rentrant à Venise.

Dans un mort comme Manin il y a de l'espérance.

VICTOR HUGO.

II – GUSTAVE FLOURENS

En présence de certains faits, un cri d'indignation échappe.

M. Gustave Flourens est un jeune écrivain de talent. Fils d'un père dévoué à la science, il est dévoué au progrès. Quand l'insurrection de Crète a éclaté, il est allé en Crète. La nature l'avait fait penseur, la liberté l'a fait soldat. Il a épousé la cause crétoise, il a lutté pour la réunion de la Crète à la Grèce ; il a finalement adopté cette Candie héroïque ; il a saigné et souffert sur cette terre infortunée, il y a eu chaud et froid, faim et soif ; il a guerroyé, ce parisien, dans les monts Blancs de Sphakia, il a subi les durs étés et les rudes hivers, il a connu les sombres champs de bataille, et plus d'une fois, après le combat, il a dormi dans la neige à côté de ceux qui dormaient dans la mort. Il a donné son sang, il a donné son argent. Détail touchant, il lui est arrivé de prêter trois cents francs à ce gouvernement de Crète, dédaigné, on le comprend, des gouvernements qui s'endettent de treize milliards[16]. Après des années d'un opiniâtre dévouement, ce français a été fait crétois. L'assemblée nationale candiote s'est adjoint M. Gustave Flourens ; elle l'a envoyé en Grèce faire acte de fraternité, et l'a chargé d'introduire les députés crétois au parlement hellénique.

À Athènes, M. Gustave Flourens a voulu voir Georges de Danemark, qui est roi de Grèce, à ce qu'il paraît. M. Gustave Flourens a été arrêté.

Français, il avait un droit ; crétois, il avait un devoir. Devoir et droit ont été méconnus. Le gouvernement grec et le gouvernement français, deux complices, l'ont embarqué sur un paquebot de passage, et il a été apporté de force à Marseille. Là, il était difficile de ne pas le laisser libre ; on a dû le lâcher. Mis en liberté, M. Gustave Flourens est immédiatement reparti pour la Grèce. Moins de huit jours après avoir été expulsé d'Athènes, il y rentrait. C'était son devoir.

M. Gustave Flourens a accepté une mission sacrée, il est le député d'un peuple qui expire, il est porteur d'un cri d'agonie, il est dépositaire du plus auguste des fidéicommis, du droit d'une nation ; ce fidéicommis, il veut y faire honneur ; cette mission, il veut la remplir. De là son obstination intrépide. Or, sous de certains règnes, qui fait son devoir, fait un crime. À cette heure, M. Gustave Flourens est hors la loi. Le gouvernement grec le traque, le gouvernement français le livre, et voici

ce que ce lutteur stoïque m'écrit d'Athènes, où il est caché : Si je suis pris, je m'attends au poison dans quelque cachot.

Dans une autre lettre, qu'on nous écrit de Grèce, nous lisons :

Gustave Flourens est abandonné.

Non, il n'est pas abandonné.

Que les gouvernements le sachent, ceux qui se croient forts comme la Russie, et ceux qui se sentent faibles comme la Grèce, ceux qui torturent la Pologne, comme ceux qui trahissent la Crète, qu'ils le sachent, et qu'ils y songent, la France est une immense force inconnue. La France n'est pas un empire, la France n'est pas une armée, la France n'est pas une circonscription géographique, la France n'est pas même une masse de trente-huit millions d'hommes plus ou moins distraits du droit par la fatigue ; la France est une âme. Où est-elle ? Partout. Peut-être même en ce moment est-elle plutôt ailleurs qu'en France. Il arrive quelquefois à une patrie d'être exilée. Une nation comme la France est un principe, et son vrai territoire c'est le droit. C'est là qu'elle se réfugie, laissant la terre, devenue glèbe, au joug, et le domaine matériel à l'oppression matérielle. Non, la Crète, qu'on met hors les nations, n'est pas abandonnée. Non, son député et son soldat, Gustave Flourens, qu'on met hors la loi, n'est pas abandonné. La vérité, cette grande menace, est là, et veille. Les gouvernements dorment ou font semblant, mais il y a quelque part des yeux ouverts. Ces yeux voient et jugent.

Ces yeux fixes sont redoutables. Une prunelle où est la lumière est une attaque continue à tout ce qui est faux, inique et nocturne.

Sait-on pourquoi les césars, les sultans, les vieux rois, les vieux codes et les vieux dogmes se sont écroulés ? C'est parce qu'ils avaient sur eux cette lumière.

Sait-on pourquoi Napoléon est tombé ? C'est parce que la justice, debout dans l'ombre, le regardait.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 9 juillet 1868.

Trois semaines après la publication de cette lettre, Victor Hugo reçut le billet que voici :

Naples, 25 juillet 1868.

« Maître,

« Grâce à vous je suis hors de prison et de danger. Les gouvernements ont été forcés, par la conscience publique, de lâcher l'homme réclamé par Victor Hugo. Barbès vous a dû la vie ; je vous dois la liberté.

« GUSTAVE FLOURENS. »

[16] note : C'était à cette époque la dette de la France sous l'empire. Depuis, Sedan et ses suites ont accru cette dette de dix milliards. Grâce à

l’aventure finale de l’empire, la France doit dix milliards de plus ; il est vrai qu’elle a deux provinces de moins.

III – L'ESPAGNE

En 1868, l'homme exilé fut frappé deux fois ; il perdit coup sur coup sa femme et son petit-fils, le premier-né de son fils Charles.

L'enfant mourut en mars et Mme Victor Hugo en août. Victor Hugo put garder l'enfant près de lui ; on l'enterra dans la terre d'exil ; mais Mme Victor Hugo rentra en France. La mère avait exprimé le vœu de dormir près de sa fille ; on l'enterra au cimetière de Villequier. Le proscrit ne put suivre la morte. De loin, et debout sur la frontière, il vit le cercueil disparaître à l'horizon. L'adieu suprême fut dit en son nom sur la tombe de Villequier par une noble voix. Voici les hautes et grandes paroles que prononça Paul Meurice :

« Je voudrais seulement lui dire adieu pour nous tous.

« Vous savez bien, vous qui l'entourez, — pour la dernière fois ! — ce qu'était, ce qu'est cette âme si belle et si douce, cet adorable esprit, ce grand cœur.

« Ah ! ce grand cœur surtout ! Comme elle aimait aimer ! comme elle aimait à être aimée ! comme elle savait souffrir avec ceux qu'elle aimait !

« Elle était la femme de l'homme le plus grand qui soit, et, par le cœur, elle se haussait à ce génie. Elle l'égalait presque à force de le comprendre.

« Et il faut qu'elle nous quitte ! il faut que nous la quittions !

« Elle a déjà, elle, retrouvé à aimer. Elle a retrouvé ses deux enfants, ici (montrant la fosse)-et là (montrant le ciel).

« Victor Hugo m'a dit à la frontière, hier soir : « Dites à ma fille qu'en attendant je lui envoie sa mère. » C'est dit, et je crois que c'est entendu.

« Et maintenant, adieu donc ! adieu pour les présents ! adieu pour les absents ! adieu, notre amie ; adieu, notre sœur !

« Adieu, mais au revoir !

Mais le devoir ne lâche pas prise. Il a d'impérieuses urgences. Mme Victor Hugo, on vient de le voir, était morte en août. En octobre, l'écroulement de la royauté en Espagne redonnait la parole à Victor Hugo. Mis en demeure par de si décisifs événements, il dut, quel que fût son deuil, rompre le silence.

À L'ESPAGNE

Un peuple a été pendant mille ans, du sixième au seizième siècle, le

premier peuple de l'Europe, égal à la Grèce par l'épopée, à l'Italie par l'art, à la France par la philosophie ; ce peuple a eu Léonidas sous le nom de Pélage, et Achille sous le nom de Cid ; ce peuple a commencé par Viriate et a fini par Riego ; il a eu Lépante, comme les grecs ont eu Salamine ; sans lui Corneille n'aurait pas créé la tragédie et Christophe Colomb n'aurait pas découvert l'Amérique ; ce peuple est le peuple indomptable du Fuero-Juzgo ; presque aussi défendu que la Suisse par son relief géologique, car le Mulhacen est au mont Blanc comme 18 est à 24, il a eu son assemblée de la forêt, contemporaine du forum de Rome, meeting des bois où le peuple régnait deux fois par mois, à la nouvelle lune et à la pleine lune.

Il a eu les cortès à Léon soixante-dix-sept ans avant que les anglais eussent le parlement à Londres ; il a eu son serment du Jeu de Paume à Médina del Campo, sous Don Sanche ; dès 1133, aux cortès de Borja, il a eu le tiers état prépondérant, et l'on a vu dans l'assemblée de cette nation une seule ville, comme Saragosse, envoyer quinze députés ; dès 1307, sous Alphonse III, il a proclamé le droit et le devoir d'insurrection ; en Aragon il a institué l'homme appelé Justice, supérieur à l'homme appelé Roi ; il a dressé en face du trône le redoutable sino no ; il a refusé l'impôt à Charles-Quint. Naissant, ce peuple a tenu en échec Charlemagne, et, mourant, Napoléon. Ce peuple a eu des maladies et subi des vermines, mais, en somme, n'a pas été plus déshonoré par les moines que les lions par les poux. Il n'a manqué à ce peuple que deux choses, savoir se passer du pape, et savoir se passer du roi. Par la navigation, par l'aventure, par l'industrie, par le commerce, par l'invention appliquée au globe, par la création des itinéraires inconnus, par l'initiative, par la colonisation universelle, il a été une Angleterre, avec l'isolement de moins et le soleil de plus. Il a eu des capitaines, des docteurs, des poëtes, des prophètes, des héros, des sages. Ce peuple a l'Alhambra, comme Athènes a le Parthénon, et a Cervantes, comme nous avons Voltaire. L'âme immense de ce peuple a jeté sur la terre tant de lumière que pour l'étouffer il a fallu Torquemada ; sur ce flambeau, les papes ont posé la tiare, éteignoir énorme.

Le papisme et l'absolutisme se sont ligués pour venir à bout de cette nation. Puis toute sa lumière, ils la lui ont rendue en flamme, et l'on a vu l'Espagne liée au bûcher. Ce quemadero démesuré a couvert le monde, sa fumée a été pendant trois siècles le nuage hideux de la civilisation, et, le supplice fini, le brûlement achevé, on a pu dire : Cette cendre, c'est ce peuple.

Aujourd'hui, de cette cendre cette nation renaît. Ce qui est faux du phénix est vrai du peuple.

Ce peuple renaît. Renaîtra-t-il petit ? Renaîtra-t-il grand ? Telle est la question.

Reprendre son rang, l'Espagne le peut. Redevenir l'égale de la France et de l'Angleterre. Offre immense de la providence. L'occasion est unique. L'Espagne la laissera-t-elle échapper ?

Une monarchie de plus sur le continent, à quoi bon ? L'Espagne sujette d'un roi sujet des puissances, quel amoindrissement ! D'ailleurs établir à cette heure une monarchie, c'est prendre de la peine pour peu de temps. Le décor va changer.

Une république en Espagne, ce serait le holà en Europe ; et le holà dit aux rois, c'est la paix ; ce serait la France et la Prusse neutralisées, la guerre entre les monarchies militaires impossible par le seul fait de la révolution présente, la muselière mise à Sadowa comme à Austerlitz, la perspective des tueries remplacée par la perspective du travail et de la fécondité, Chassepot destitué au profit de Jacquart.

Ce serait l'équilibre du continent brusquement fait aux dépens des fictions par ce poids dans la balance, la vérité ; ce serait cette vieille puissance, l'Espagne, régénérée par cette jeune force, le peuple ; ce serait, au point de vue de la marine et du commerce, la vie rendue à ce double littoral qui a régné sur la Méditerranée avant Venise et sur l'Océan avant l'Angleterre ; ce serait l'industrie fourmillant là où croupit la misère ; ce serait Cadix égale à Southampton, Barcelone égale à Liverpool, Madrid égale à Paris. Ce serait le Portugal, à un moment donné, faisant retour à l'Espagne, par la seule attraction de la lumière et de la prospérité ; la liberté est l'aimant des annexions. Une république en Espagne, ce serait la constatation pure et simple de la souveraineté de l'homme sur lui-même, souveraineté indiscutable, souveraineté qui ne se met pas aux voix ; ce serait la production sans tarif, la consommation sans douane, la circulation sans ligature, l'atelier sans prolétariat, la richesse sans parasitisme, la conscience sans préjugés, la parole sans bâillon, la loi sans mensonge, la force sans armée, la fraternité sans Caïn ; ce serait le travail pour tous, l'instruction pour tous, la justice pour tous, l'échafaud pour personne ; ce serait l'idéal devenu palpable, et, de même qu'il y a l'hirondelle-guide, il y aurait la nation-exemple. De péril point. L'Espagne citoyenne, c'est l'Espagne forte ; l'Espagne démocratie, c'est l'Espagne citadelle. La république en Espagne, ce serait la probité administrant, la vérité gouvernant, la liberté régnant.

Ce serait la souveraine réalité inexpugnable ; la liberté est tranquille parce qu'elle est invincible, et invincible parce qu'elle est contagieuse. Qui l'attaque la gagne. L'armée envoyée contre elle ricoche sur le despote. C'est pourquoi on la laisse en paix. La république en Espagne, ce

serait, à l'horizon, l'irradiation du vrai, promesse pour tous, menace pour le mal seulement ; ce serait ce géant, le droit, debout en Europe, derrière cette barricade, les Pyrénées.

Si l'Espagne renaît monarchie, elle est petite.

Si elle renaît république, elle est grande.

Qu'elle choisisse.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 22 octobre 1868.

IV – SECONDE LETTRE À L'ESPAGNE

De plusieurs points de l'Espagne, de la Corogne, par l'organe du comité démocratique, d'Oviédo, de Séville, de Barcelone, de Saragosse, la ville patriote, de Cadix, la ville révolutionnaire, de Madrid, par la généreuse voix d'Emilio Castelar, un deuxième appel m'est fait. On m'interroge. Je réponds.

De quoi s'agit-il ? De l'esclavage.

L'Espagne, qui d'une seule secousse vient de rejeter tous les vieux opprobres, fanatisme, absolutisme, échafaud, droit divin, gardera-t-elle de tout ce passé ce qu'il y a de plus odieux, l'esclavage ? Je dis : Non !

Abolition, et abolition immédiate. Tel est le devoir.

Est-ce qu'il y a lieu d'hésiter ? Est-ce que c'est possible ? Quoi ! Ce que l'Angleterre a fait en 1838, ce que la France a fait en 1848, en 1868 l'Espagne ne le ferait pas ! Quoi ! être une nation affranchie, et avoir sous ses pieds une race asservie et garrottée ! Quoi ! Ce contresens ! être chez soi la lumière, et hors de chez soi la nuit ! être chez soi la justice, et hors de chez soi l'iniquité ! citoyen ici, négrier là ! faire une révolution qui aurait un côté de gloire et un côté d'ignominie ! Quoi ! après la royauté chassée, l'esclavage resterait ! il y aurait près de vous un homme qui serait à vous, un homme qui serait votre chose ! vous auriez sur la tête un bonnet de liberté pour vous et à la main une chaîne pour lui ! Qu'est-ce que le fouet du planteur ? c'est le sceptre du roi, naïf et dédoré. L'un brisé, l'autre tombe.

Une monarchie à esclaves est logique. Une république à esclaves est cynique. Ce qui rehausse la monarchie déshonore la république. La république est une virginité.

Or, dès à présent, et sans attendre aucun vote, vous êtes république.

Pourquoi ? parce que vous êtes la grande Espagne. Vous êtes république ; l'Europe démocratique en a pris acte. O espagnols ! vous ne pouvez rester fiers qu'à la condition de rester libres. Déchoir vous est impossible. Croître est dans la nature ; se rapetisser, non.

Vous resterez libres. Or la liberté est entière. Elle a la sombre jalousie de sa grandeur et de sa pureté. Aucun compromis. Aucune concession. Aucune diminution. Elle exclut en haut la royauté et en bas l'esclavage.

Avoir des esclaves, c'est mériter d'être esclave. L'esclave au-dessous

de vous justifie le tyran au-dessus de vous.

Il y a dans l'histoire de la traite une année hideuse, 1768. Cette année-là le maximum du crime fut atteint ; l'Europe vola à l'Afrique cent quatre mille noirs, qu'elle vendit à l'Amérique. Cent quatre mille ! jamais si effroyable chiffre de vente de chair humaine ne s'était vu. Il y a de cela juste cent ans. Eh bien ! célébrez ce centenaire par l'abolition de l'esclavage ; qu'à une année infâme une année auguste réponde.

Et montrez qu'entre l'Espagne de 1768 et l'Espagne de 1868 il y a plus qu'un siècle, il y a un abîme, il y a l'infranchissable profondeur qui sépare le faux du vrai, le mal du bien, l'injuste du juste, l'abjection de la gloire, la monarchie de la république, la servitude de la liberté. Précipice toujours ouvert derrière le progrès ; qui recule y tombe.

Un peuple s'augmente de tous les hommes qu'il affranchit. Soyez la grande Espagne complète. Ce qu'il vous faut, c'est Gibraltar de plus et Cuba de moins.

Un dernier mot. Dans la profondeur du mal, despotisme et esclavage se rencontrent et produisent le même effet. Pas d'identité plus saisissante. Le joug de l'esclavage est plus encore peut-être sur le maître que sur l'esclave. Lequel des deux possède l'autre ? question.

C'est une erreur de croire qu'on est le propriétaire de l'homme qu'on achète ou qu'on vend ; on est son prisonnier. Il vous tient. Sa rudesse, sa grossièreté, son ignorance, sa sauvagerie, vous devez les partager ; sinon, vous vous feriez horreur à vous-même. Ce noir, vous le croyez à vous ; c'est vous qui êtes à lui. Vous lui avez pris son corps, il vous prend votre intelligence et votre honneur. Il s'établit entre vous et lui un mystérieux niveau. L'esclave vous châtie d'être son maître. Tristes et justes représailles, d'autant plus terribles que l'esclave, votre sombre dominateur, n'en a pas conscience. Ses vices sont vos crimes ; ses malheurs deviendront vos catastrophes.

Un esclave dans une maison, c'est une âme farouche qui est chez vous, et qui est en vous. Elle vous pénètre et vous obscurcit, lugubre empoisonnement. Ah ! l'on ne commet pas impunément ce grand crime, l'esclavage ! La fraternité méconnue devient fatalité. Si vous êtes un peuple éclatant et illustre, l'esclavage, accepté comme institution, vous fait abominable. La couronne au front du despote, le carcan au cou de l'esclave, c'est le même cercle, et votre âme de peuple y est enfermée. Toutes vos splendeurs ont cette tache, le nègre. L'esclave vous impose ses ténèbres. Vous ne lui communiquez pas la civilisation, et il vous communique la barbarie. Par l'esclave, l'Europe s'inocule l'Afrique.

O noble peuple espagnol ! c'est là, pour vous, la deuxième libération.

Vous vous êtes délivré du despote ; maintenant délivrez-vous de

l’esclave.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 22 novembre 1868.

V – LES ENFANTS PAUVRES

Noël 1868.

Les deuils qui nous éprouvent n'empêchent pas qu'il y ait des pauvres.

Si nous pouvions oublier ce que souffrent les autres, ce que nous souffrons nous-mêmes nous en ferait souvenir ; le deuil est un appel au devoir.

La petite institution d'assistance pour l'enfance, que j'ai fondée il y a sept ans, à Guernesey, dans ma maison, fructifie, et vous, mesdames, qui m'écoutez avec tant de grâce, vous serez sensibles à cette bonne nouvelle.

Ce n'est pas de ce que je fais ici qu'il est question, mais de ce qui se fait au-dehors. Ce que je fais n'est rien, et ne vaut pas la peine d'en parler.

Cette fondation du Dîner des Enfants pauvres n'a qu'une chose pour elle, c'est d'être une idée simple. Aussi a-t-elle été tout de suite comprise, surtout dans les pays de liberté, en Angleterre, en Suisse et en Amérique ; là elle est appliquée sur une grande échelle. — Je note le fait sans y insister, mais je crois qu'il y a une certaine affinité entre les idées simples et les pays libres.

Pour que vous jugiez du progrès que fait l'idée du Dîner des Enfants pauvres, je vous citerai seulement deux ou trois chiffres. Ces chiffres, je les prends en Angleterre, je les prends à Londres, c'est-à-dire chez vous.

Vous avez pu lire dans les journaux la lettre que m'a adressée l'honorable lady Thompson.

Dans la seule paroisse de Marylebone, en l'année 1868, le nombre des enfants assistés s'est élevé de 5,000 à 7,850. Une société d'assistance, intitulée Childrens' Provident Society, vient de se fonder, Maddox street, Regent's street, au capital de vingt mille livres sterling. Enfin, troisième fait, vous vous rappelez que l'an dernier, à pareil jour, je me félicitais de lire dans les journaux anglais que l'idée de Hauteville-House avait fructifié à Londres, au point qu'on y secourait trente mille enfants.

Eh bien, lisez aujourd'hui l'excellent journal l'Express du 17 décembre, vous y constaterez une progression magnifique. En 1866, il y avait à Londres six mille enfants secourus de la façon que j'ai indiquée ; en 1867, trente mille ; en 1868, il y en a cent quinze mille.

À ces 115,000 ajoutez les 7,850 de Marylebone, société distincte, et vous aurez un total de 122,850 enfants secourus.

Ce que c'est qu'un grain mis dans le sillon, quand Dieu consent à le féconder ! Combien voyez-vous ici d'enfants ? Quarante. C'est bien peu.

Ce n'est rien. Eh bien, chacun de ces quarante enfants en produit au-dehors trois mille, et les quarante enfants de Hauteville-House deviennent à Londres cent vingt mille.

Je pourrais citer d'autres faits encore, je m'arrête. Je parle de moi, mais c'est malgré moi. Dans tout ceci aucun honneur ne me revient, et mon mérite est nul.

Toutes les actions de grâces doivent être adressées à mes admirables coopérateurs d'Angleterre et d'Amérique.

Un mot pour terminer.

Je trouve l'exil bon. D'abord, il m'a fait connaître cette île hospitalière ; ensuite, il m'a donné le loisir de réaliser cette idée que j'avais depuis longtemps, un essai pratique d'amélioration immédiate du sort des enfants-des pauvres enfants-au point de vue de la double hygiène, c'est-à-dire de la santé physique et de la santé intellectuelle. L'idée a réussi. C'est pourquoi je remercie l'exil.

Ah ! je ne me lasserai jamais de le dire : — Songeons aux enfants !

La société des hommes est toujours, plus ou moins, une société coupable. Dans cette faute collective que nous commettons tous, et qui s'appelle tantôt la loi, tantôt les mœurs, nous ne sommes sûrs que d'une innocence, l'innocence des enfants.

Eh bien, aimons-la, nourrissons-la, vêtissons-la, donnons-lui du pain et des souliers, guérissons-la, éclairons-la, vénérons-la.

Quant à moi, — êtes-vous curieux de savoir mon opinion politique ? — je vais vous la dire. Je suis du parti de l'innocence. Surtout du parti de l'innocence punie-pourquoi, mon Dieu ? — par la misère.

Quelles que soient les douleurs de cette vie, je ne m'en plaindrai pas, s'il m'est donné de réaliser les deux plus hautes ambitions qu'un homme puisse avoir sur la terre.

Ces deux ambitions, les voici : être esclave, et être serviteur. Esclave de la conscience, et serviteur des pauvres.

1869

La Grèce se tourne vers l'Amérique. Déclaration de guerre prochaine et de paix future. Le Rappel. — Le congrès de Lausanne. — Peabody mort. Charles Hugo condamné. — Le 29 octobre à Paris. Symptômes de l'écroulement de l'empire. Les enfants pauvres.

I – LA CRÈTE

À M. VOLOUDAKI
PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA CRÈTE
Monsieur,

Votre lettre éloquente m'a vivement touché. Oui, vous avez raison de compter sur moi. Le peu que je suis et le peu que je puis appartient à votre noble cause. La cause de la Crète est celle de la Grèce, et la cause de la Grèce est celle de l'Europe. Ces enchaînements-là échappent aux rois et sont pourtant la grande logique. La diplomatie n'est autre chose que la ruse des princes contre la logique de Dieu.

Mais, dans un temps donné, Dieu a raison.

Dieu et droit sont synonymes. Je ne suis qu'une voix, opiniâtre, mais perdue dans le tumulte triomphal des iniquités régnantes. Qu'importe ? écouté ou non, je ne me lasserai pas. Vous me dites que la Crète me demande ce que l'Espagne m'a demandé. Hélas ! je ne puis que pousser un cri. Pour la Crète, je l'ai fait déjà, je le ferai encore.

Puisque vous le croyez utile, l'Europe étant sourde, je me tournerai vers l'Amérique. Espérons de ce côté-là.

Je vous serre la main.

VICTOR HUGO.

APPEL À L'AMÉRIQUE

Le sombre abandon d'un peuple au viol et à l'égorgement en pleine civilisation est une ignominie qui étonnera l'histoire.

Ceux qui font de telles taches à ce grand dix-neuvième siècle sont responsables devant la conscience universelle. Les présents gouvernements mettent la rougeur au front de l'Europe.

À l'heure où nous sommes, d'un côté il y a des massacres, de l'autre une conversation de diplomates ; d'un côté on tue, on décapite, on mutile, on éventre des femmes, des vieillards et des enfants, qu'on laisse pourrir dans la neige ou au soleil, de l'autre on rédige des protocoles ; les dépêches de chancellerie, envolées de tous les points de l'horizon, s'abattent sur la table verte de la conférence, et les vautours sur Arcadion. Tel est le spectacle.

Trahir et livrer la Crète, c'est une mauvaise action, et c'est une mauvaise politique.

De deux choses l'une : ou l'insurrection candiote persistera, ou elle expirera ; ou la Crète attisera et continuera son flamboiement superbe, ou elle s'éteindra. Dans le premier cas, ce pays sera un héros ; dans le second cas, il sera un martyr. Redoutable complication future. Il faut, tôt ou tard, compter avec les héros, et plus encore avec les martyrs. Les héros triomphent par la vie, les martyrs par la mort.

Voyez Baudin. Craignez les spectres. La Crète morte aura l'importunité terrible du sépulcre. Ce sera un miasme de plus dans votre politique.

L'Europe aura désormais deux Polognes, l'une au nord, l'autre au midi.

L'ordre régnera dans les monts Sphakia comme il règne à Varsovie, et, rois de l'Europe, vous aurez une prospérité entre deux cadavres.

Le continent en ce moment n'appartient pas aux nations, mais aux rois.

Disons-le nettement, pour l'instant, la Grèce et la Crète n'ont plus rien à attendre de l'Europe.

Tout espoir est-il donc perdu pour elles ?

Non.

Ici la question change d'aspect. Ici se déclare, incident admirable, une phase nouvelle.

L'Europe recule, l'Amérique avance.

L'Europe refuse son rôle, l'Amérique le prend.

Abdication compensée par un avénement.

Une grande chose va se faire.

Cette république d'autrefois, la Grèce, sera soutenue et protégée par la république d'aujourd'hui, les Etats-Unis. Thrasybule appelle à son secours Washington. Rien de plus grand.

Washington entendra et viendra. Avant peu le libre pavillon américain, n'en doutons pas, flottera entre Gibraltar et les Dardanelles.

C'est le point du jour. L'avenir blanchit l'horizon. La fraternité des peuples s'ébauche. Solidarité sublime.

Ceci est l'arrivée du nouveau monde dans le vieux monde. Nous saluons cet avénement.

Ce n'est pas seulement au secours de la Grèce que viendra l'Amérique, c'est au secours de l'Europe. L'Amérique sauvera la Grèce du démembrement et l'Europe de la honte.

Pour l'Amérique, c'est la sortie de la politique locale. C'est l'entrée dans la gloire.

Au dix-huitième siècle, la France a délivré l'Amérique ; au dix-neuvième siècle, l'Amérique va délivrer la Grèce. Remboursement

magnifique.

Américains, vous étiez endettés envers nous de cette grande dette, la liberté ! Délivrez la Grèce, et nous vous donnons quittance. Payer à la Grèce, c'est payer à la France.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 6 février 1869.

II – AUX CINQ RÉDACTEURS-FONDATEURS DU RAPPEL

[17]Chers amis,

Ayant été investi d'un mandat, qui est suspendu, mais non terminé, je ne pourrais reparaître, soit à la tribune, soit dans la presse politique, que pour y reprendre ce mandat au point où il a été interrompu, et pour exercer un devoir sévère, et il me faudrait pour cela la liberté comme en Amérique.

Vous connaissez ma déclaration à ce sujet, et vous savez que, jusqu'à ce que l'heure soit venue, je ne puis coopérer à aucun journal, de même que je ne puis accepter aucune candidature.

Je dois donc demeurer étranger au Rappel.

Du reste, pour d'autres raisons, résultant des complications de la double vie politique et littéraire qui m'est imposée, je n'ai jamais écrit dans l'Événement.

L'Événement, en 1851, tirait à soixante-quatre mille exemplaires.

Ce vivant journal, vous allez le refaire sous ce titre : le Rappel.

Le Rappel.

J'aime tous les sens de ce mot.

Rappel des principes, par la conscience ; rappel des vérités, par la philosophie ; rappel du devoir, par le droit ; rappel des morts, par le respect ; rappel du châtiment, par la justice ; rappel du passé, par l'histoire ; rappel de l'avenir, par la logique ; rappel des faits, par le courage ; rappel de l'idéal dans l'art, par la pensée ; rappel du progrès dans la science, par l'expérience et le calcul ; rappel de Dieu dans les religions, par l'élimination des idolâtries ; rappel de la loi à l'ordre, par l'abolition de la peine de mort ; rappel du peuple à la souveraineté, par le suffrage universel renseigné ; rappel de l'égalité, par l'enseignement gratuit et obligatoire ; rappel de la liberté, par le réveil de la France ; rappel de la lumière, par le cri : Fiat jus ! Vous dites : Voilà notre tâche ; moi je dis : Voilà votre œuvre.

Cette œuvre, vous l'avez déjà faite, soit comme journalistes, soit comme poëtes, dans le pamphlet, admirable mode de combat, dans le livre, au théâtre, partout, toujours ; vous l'avez faite, d'accord et de front avec tous les grands esprits de ce grand siècle. Aujourd'hui, vous la

reprenez, ce journal au poing, le Rappel. Ce sera un journal lumineux et acéré ; tantôt épée, tantôt rayon. Vous allez combattre en riant. Moi, vieux et triste, j'applaudis.

Courage donc, et en avant ! Le rire, quelle puissance ! Vous allez prendre place, comme auxiliaires de toutes les bonnes volontés, dans l'étincelante légion parisienne des journaux du rire.

Je connais vos droitures comme je connais la mienne, et j'en ai en moi le miroir ; c'est pourquoi je sais d'avance votre itinéraire. Je ne le trace pas, je le constate. Être un guide n'est pas ma prétention ; je me contente d'être un témoin. D'ailleurs, je n'en sais pas bien long, et une fois que j'ai prononcé ce mot : devoir, j'ai à peu près dit tout ce que j'avais à dire.

Avant tout, vous serez fraternels. Vous donnerez l'exemple de la concorde. Aucune division dans nos rangs ne se fera par votre faute.

Vous attendrez toujours le premier coup. Quand on m'interroge sur ce que j'ai dans l'âme, je réponds par ces deux mots : conciliation et réconciliation. Le premier de ces mots est pour les idées, le second est pour les hommes.

Le combat pour le progrès veut la concentration des forces. Bien viser et frapper juste. Aucun projectile ne doit s'égarer. Pas de balle perdue dans la bataille des principes. L'ennemi a droit à tous nos coups ; lui faire tort d'un seul, c'est être injuste envers lui. Il mérite qu'on le mitraille sans cesse, et qu'on ne mitraille que lui.

Pour nous, qui n'avons qu'une soif, la justice, la raison, la vérité, l'ennemi s'appelle Ténèbres.

La légion démocratique a deux aspects, elle est politique et littéraire. En politique, elle arbore 89 et 92 ; en littérature, elle arbore 1830. Ces dates à rayonnement double, illuminant d'un côté le droit, de l'autre la pensée, se résument en un mot : révolution.

Nous, issus des nouveautés révolutionnaires, fils de ces catastrophes qui sont des triomphes, nous préférons au cérémonial de la tragédie le pêle-mêle du drame, au dialogue alterné des majestés le cri profond du peuple, et à Versailles Paris. L'art, en même temps que la société, est arrivé au but que voici : omnia et omnes. Les autres siècles ont été des porte-couronnes ; chacun d'eux s'incarne pour l'histoire dans un personnage où se condense l'exception. Le quinzième siècle, c'est le pape ; le seizième, c'est l'empereur ; le dix-septième, c'est le roi ; le dix-neuvième, c'est l'homme.

L'homme, sorti, debout et libre, de ce gouffre sublime, le dix-huitième siècle.

Vénérons-le, ce dix-huitième siècle, le siècle concluant qui commence

par la mort de Louis XIV et qui finit par la mort de la monarchie.

Vous accepterez son héritage. Ce fut un siècle gai et redoutable.

Être souriants et désagréables, telle est votre intention. Je l'approuve.

Sourire, c'est combattre. Un sourire regardant la toute-puissance a une étrange force de paralysie. Lucien déconcertait Jupiter. Jupiter pourtant, dieu d'esprit, n'aurait pas eu recours, quoique fâché, à M. … (J'ouvre une parenthèse. Ne vous gênez pas pour remplacer ma prose par des lignes de points partout où bon vous semblera. Je ferme la parenthèse.) La raillerie des encyclopédistes a eu raison du molinisme et du papisme.

Grands et charmants exemples. Ces vaillants philosophes ont révélé la force du rire. Tourner une hydre en ridicule, cela semble étrange. Eh bien, c'est excellent. D'abord beaucoup d'hydres sont en baudruche. Sur celles-là, l'épingle est plus efficace que la massue.

Quant aux hydres pour de bon, le césarisme en est une, l'ironie les consterne. Surtout quand l'ironie est un appel à la lumière. Souvenez-vous du coq chantant sur le dos du tigre. Le coq, c'est l'ironie. C'est aussi la France.

Le dix-huitième siècle a mis en évidence la souveraineté de l'ironie.

Confrontez la vigueur matérielle avec la vigueur spirituelle ; comptez les fléaux vaincus, les monstres terrassés et les victimes protégées ; mettez d'un côté Lerne, Némée, Erymanthe, le taureau de Crète, le dragon des Hespérides, Antée étouffé, Cerbère enchaîné, Augias nettoyé, Atlas soulagé, Hésione sauvée, Alceste délivrée, Prométhée secouru ; et, de l'autre, la superstition dénoncée, l'hypocrisie démasquée, l'inquisition tuée, la magistrature muselée, la torture déshonorée, Calas réhabilité, Labarre vengé, Sirven défendu, les mœurs adoucies, les lois assainies, la raison mise en liberté, la conscience humaine délivrée, elle aussi, du vautour, qui est le fanatisme ; faites cette évocation sacrée des grandes victoires humaines, et comparez aux douze travaux d'Hercule les douze travaux de Voltaire. Ici le géant de force, là le géant d'esprit. Qui l'emporte ?

Les serpents du berceau, ce sont les préjugés.

Arouet a aussi bien étouffé ceux-ci qu'Alcide ceux-là.

Vous aurez de vives polémiques. Il y a un droit qui est tranquille avec vous, et qui est sûr d'être respecté, c'est le droit de réplique.

Moi qui parle, j'en ai usé, à mes risques et périls, et même abusé.

Jugez-en. Un jour, — vous devez d'ailleurs vous en souvenir, — en 1851, du temps de la république, j'étais à la tribune de l'Assemblée, je parlais, je venais de dire : Le président Louis Bonaparte conspire.

Un honorable républicain d'autrefois, mort sénateur, M. Vieillard, me

cria, justement indigné : Vous êtes un infâme calomniateur. À quoi je répondis par ces paroles insensées : Je dénonce un complot qui a pour but le rétablissement de l'empire. Sur ce, M. Dupin me menaça d'un rappel à l'ordre, peine terrible et méritée. Je tremblais. J'ai, heureusement pour moi, la réputation d'être bête. Ceci me sauva. M. Victor Hugo ne sait ce qu'il dit ! cria un membre compatissant de la majorité. Cette parole indulgente jeta un charme, tout s'apaisa, M. Dupin garda sa foudre dans sa poche. (C'est là que volontiers il mettait son drapeau. Vaste poche. Dans l'occasion, il se fût caché dedans s'il avait pu.) Mais convenez que j'avais abusé du droit de réplique. Donc, respectons-le.

C'était du reste un temps singulier. On était en république, et vive la république était un cri séditieux. Vous, vous étiez en prison, tous, excepté Rochefort, qui était alors au collège, mais qui aujourd'hui est en Belgique.

Vous encouragerez le jeune et rayonnant groupe de poëtes qui se lève aujourd'hui avec tant d'éclat, et qui appuie de ses travaux et de ses succès toutes les grandes affirmations du siècle. Aucune générosité ne manquera à votre œuvre. Vous donnerez le mot d'ordre de l'espérance à cette admirable jeunesse d'aujourd'hui qui a sur le front la candeur loyale de l'avenir. Vous rallierez dans l'incorruptible foi commune cette studieuse et fière multitude d'intelligences toutes frémissantes de la joie d'éclore, qui, le matin peuple les écoles, et le soir les théâtres, ces autres écoles ; le matin, cherchant le vrai dans la science ; le soir, applaudissant ou réclamant le grand dans la poésie et le beau dans l'art. Ces nobles jeunes hommes d'à présent, je les connais et je les aime. Je suis dans leur secret et je les remercie de ce doux murmure que, si souvent, comme une lointaine troupe d'abeilles, ils viennent faire à mon oreille. Ils ont une volonté mystérieuse et ferme, et ils feront le bien, j'en réponds. Cette jeunesse, c'est la France en fleur, c'est la Révolution redevenue aurore. Vous communierez avec cette jeunesse. Vous éveillerez avec tous les mots magiques, devoir, honneur, raison, progrès, patrie, humanité, liberté, cette forêt d'échos qui est en elle. Répercussion profonde, prête à toutes les grandes réponses.

Mes amis, et vous, mes fils, allez ! Combattez votre vaillant combat.

Combattez-le sans moi et avec moi. Sans moi, car ma vieille plume guerroyante ne sera pas parmi les vôtres ; avec moi, car mon âme y sera. Allez, faites, vivez, luttez !

Naviguez intrépidement vers votre pôle imperturbable, la liberté ; mais tournez les écueils. Il y en a.

Désormais, j'aurai dans ma solitude, pour mettre de la lumière dans

mes vieux songes, cette perspective, le rappel triomphant. Le rappel battu, cela peut se rêver aussi.

Je ne reprendrai plus la parole dans ce journal que j'aime, et, à partir de demain, je ne suis plus que votre lecteur. Lecteur mélancolique et attendri. Vous serez sur votre brèche, et moi sur la mienne. Du reste, je ne suis plus guère bon qu'à vivre tête à tête avec l'océan, vieux homme tranquille et inquiet, tranquille parce que je suis au fond du précipice, inquiet parce que mon pays peut y tomber. J'ai pour spectacle ce drame, l'écume insultant le rocher.

Je me laisse distraire des grandeurs impériales et royales par la grandeur de la nature. Qu'importe un solitaire de plus ou de moins !

les peuples vont à leurs destinées. Pas de dénoûment qui ne soit précédé d'une gestation. Les années font leur lent travail de maturation, et tout est prêt. Quant à moi, pendant qu'à l'occasion de sa noce d'or l'église couronne le pape, j'émiette sur mon toit du pain aux petits oiseaux, ne me souciant d'aucun couronnement, pas même d'un couronnement d'édifice.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 25 avril 1869.

[17] Note : Paul Meurice, Auguste Vacquerie, Henri Rochefort, Charles Hugo, François Hugo.

III – CONGRÈS DE LA PAIX À LAUSANNE

Bruxelles, 4 septembre 1869.

Concitoyens des Etats-Unis d'Europe,

Permettez-moi de vous donner ce nom, car la république européenne fédérale est fondée en droit, en attendant qu'elle soit fondée en fait. Vous existez, donc elle existe. Vous la constatez par votre union qui ébauche l'unité. Vous êtes le commencement du grand avenir.

Vous me conférez la présidence honoraire de votre congrès. J'en suis profondément touché.

Votre congrès est plus qu'une assemblée d'intelligences ; c'est une sorte de comité de rédaction des futures tables de la loi. Une élite n'existe qu'à la condition de représenter la foule ; vous êtes cette élite-là. Dès à présent, vous signifiez à qui de droit que la guerre est mauvaise, que le meurtre, même glorieux, fanfaron et royal, est infâme, que le sang humain est précieux, que la vie est sacrée.

Solennelle mise en demeure.

Qu'une dernière guerre soit nécessaire, hélas ! je ne suis, certes, pas de ceux qui le nient. Que sera cette guerre ? Une guerre de conquête.

Quelle est la conquête à faire ? La liberté.

Le premier besoin de l'homme, son premier droit, son premier devoir, c'est la liberté.

La civilisation tend invinciblement à l'unité d'idiome, à l'unité de mètre, à l'unité de monnaie, et à la fusion des nations dans l'humanité, qui est l'unité suprême.

La concorde a un synonyme, simplification ; de même que la richesse et la vie ont un synonyme, circulation. La première des servitudes, c'est la frontière.

Qui dit frontière, dit ligature. Coupez la ligature, effacez la frontière, ôtez le douanier, ôtez le soldat, en d'autres termes, soyez libres ; la paix suit.

Paix désormais profonde. Paix faite une fois pour toutes. Paix inviolable. État normal du travail, de l'échange, de l'offre et de la demande, de la production et de la consommation, du vaste effort en commun, de l'attraction des industries, du va-et-vient des idées, du flux et reflux humain.

Qui a intérêt aux frontières ? Les rois. Diviser pour régner. Une frontière implique une guérite, une guérite implique un soldat. On ne passe pas, mot de tous les privilèges, de toutes les prohibitions, de toutes les censures, de toutes les tyrannies. De cette frontière, de cette guérite, de ce soldat, sort toute la calamité humaine.

Le roi, étant l'exception, a besoin, pour se défendre, du soldat, qui à son tour a besoin du meurtre pour vivre. Il faut aux rois des armées, il faut aux armées la guerre. Autrement, leur raison d'être s'évanouit. Chose étrange, l'homme consent à tuer l'homme sans savoir pourquoi. L'art des despotes, c'est de dédoubler le peuple en armée.

Une moitié opprime l'autre.

Les guerres ont toutes sortes de prétextes, mais n'ont jamais qu'une cause, l'armée. Otez l'armée, vous ôtez la guerre. Mais comment supprimer l'armée ? Par la suppression des despotismes.

Comme tout se tient ! abolissez les parasitismes sous toutes leurs formes, listes civiles, fainéantises payées, clergés salariés, magistratures entretenues, sinécures aristocratiques, concessions gratuites des édifices publics, armées permanentes ; faites cette rature, et vous dotez l'Europe de dix milliards par an. Voilà d'un trait de plume le problème de la misère simplifié.

Cette simplification, les trônes n'en veulent pas. De là les forêts de bayonnettes.

Les rois s'entendent sur un seul point, éterniser la guerre. On croit qu'ils se querellent ; pas du tout, ils s'entr'aident. Il faut, je le répète, que le soldat ait sa raison d'être. Éterniser l'armée, c'est éterniser le despotisme ; logique excellente, soit, et féroce. Les rois épuisent leur malade, le peuple, par le sang versé. Il y a une farouche fraternité des glaives d'où résulte l'asservissement des hommes.

Donc, allons au but, que j'ai appelé quelque part la résorption du soldat dans le citoyen. Le jour où cette reprise de possession aura eu lieu, le jour où le peuple n'aura plus hors lui l'homme de guerre, ce frère ennemi, le peuple se retrouvera un, entier, aimant, et la civilisation se nommera harmonie, et aura en elle, pour créer, d'un côté la richesse et de l'autre la lumière, cette force, le travail, et cette âme, la paix.

VICTOR HUGO.

Des affaires de famille retenaient Victor Hugo à Bruxelles. Cependant, sur la vive insistance du Congrès, il se décida à aller à Lausanne.

Le 14 septembre, il ouvrit le Congrès. Voici ses paroles :

Les mots me manquent pour dire à quel point je suis touché de l'accueil qui m'est fait. J'offre au congrès, j'offre à ce généreux et sympathique auditoire, mon émotion profonde. Citoyens, vous avez eu

raison de choisir pour lieu de réunion de vos délibérations ce noble pays des Alpes. D'abord, il est libre ; ensuite, il est sublime. Oui, c'est ici, oui, c'est en présence de cette nature magnifique qu'il sied de faire les grandes déclarations d'humanité, entre autres

celles-ci : Plus de guerre !

Une question domine ce congrès.

Permettez-moi, puisque vous m'avez fait l'honneur insigne de me choisir pour président, permettez-moi de la signaler. Je le ferai en peu de mots. Nous tous qui sommes ici, qu'est-ce que nous voulons ? La paix. Nous voulons la paix, nous la voulons ardemment. Nous la voulons absolument. Nous la voulons entre l'homme et l'homme, entre le peuple et le peuple, entre la race et la race, entre le frère et le frère, entre Abel et Caïn.

Nous voulons l'immense apaisement des haines.

Mais cette paix, comment la voulons-nous ? La voulons-nous à tout prix ?

La voulons-nous sans conditions ? Non ! nous ne voulons pas de la paix le dos courbé et le front baissé ; nous ne voulons pas de la paix sous le despotisme ; nous ne voulons pas de la paix sous le bâton ; nous ne voulons pas de la paix sous le sceptre !

La première condition de la paix, c'est la délivrance : Pour cette délivrance, il faudra, à coup sûr, une révolution, qui sera la suprême, et peut-être, hélas ! une guerre, qui sera la dernière. Alors tout sera accompli. La paix, étant inviolable, sera éternelle. Alors, plus d'armées, plus de rois. Évanouissement du passé. Voilà ce que nous voulons.

Nous voulons que le peuple vive, laboure, achète, vende, travaille, parle, aime et pense librement, et qu'il y ait des écoles faisant des citoyens, et qu'il n'y ait plus de princes faisant des mitrailleuses.

Nous voulons la grande république continentale, nous voulons les États-Unis d'Europe, et je termine par ce mot : La liberté, c'est le but ; la paix, c'est le résultat.

Les délibérations des Amis de la paix durèrent quatre jours. Victor Hugo fit en ces termes la clôture du Congrès :

Citoyens,

Mon devoir est de clore ce congrès par une parole finale.

Je tâcherai qu'elle soit cordiale. Aidez-moi.

Vous êtes le congrès de la paix, c'est-à-dire de la conciliation. À ce sujet, permettez-moi un souvenir.

Il y a vingt ans, en 1849, il y avait à Paris ce qu'il y a aujourd'hui à Lausanne, un congrès de la paix. C'était le 24 août, date sanglante, anniversaire de la Saint-Barthélémy. Deux prêtres, représentant les deux

formes du christianisme, étaient là ; le pasteur Coquerel et l'abbé Deguerry. Le président du congrès, celui qui a l'honneur de vous parler en ce moment, évoqua le souvenir néfaste de 1572, et, s'adressant aux deux prêtres, leur dit : « Embrassez-vous ! »

En présence de cette date sinistre, aux acclamations de l'assemblée, le catholicisme et le protestantisme s'embrassèrent.

(Applaudissements.)

Aujourd'hui quelques jours à peine nous séparent d'une autre date, aussi illustre que la première est infâme, nous touchons au 21 septembre. Ce jour-là, la république française a été fondée, et, de même que le 24 août 1572 le despotisme et le fanatisme avaient dit leur dernier mot : Extermination, — le 21 septembre 1792 la démocratie a jeté son premier cri : Liberté, égalité, fraternité ! (Bravo ! bravo !)

Eh bien ! en présence de cette date sublime, je me rappelle ces deux religions représentées par deux prêtres, qui se sont embrassées, et je demande un autre embrassement.

Celui-là est facile et n'a rien à faire oublier. Je demande l'embrassement de la république et du socialisme.

(Longs applaudissements.)

Nos ennemis disent : le socialisme, au besoin, accepterait l'empire.

Cela n'est pas.

Nos ennemis disent : la république ignore le socialisme. Cela n'est pas.

La haute formule définitive que je rappelais tout à l'heure, en même temps qu'elle exprime toute la république, exprime aussi tout le socialisme.

À côté de la liberté, qui implique la propriété, il y a l'égalité, qui implique le droit au travail, formule superbe de 1848 ! (applaudissements) et il y a la fraternité, qui implique la solidarité.

Donc, république et socialisme, c'est un. (Bravos répétés.)

Moi qui vous parle, citoyens, je ne suis pas ce qu'on appelait autrefois un républicain de la veille, mais je suis un socialiste de l'avant-veille. Mon socialisme date de 1828. J'ai donc le droit d'en parler.

Le socialisme est vaste et non étroit. Il s'adresse à tout le problème humain. Il embrasse la conception sociale tout entière. En même temps qu'il pose l'importante question du travail et du salaire, il proclame l'inviolabilité de la vie humaine, l'abolition du meurtre sous toutes ses formes, la résorption de la pénalité par l'éducation, merveilleux problème résolu.

(Très bien !) Il proclame l'enseignement gratuit et obligatoire. Il proclame le droit de la femme, cette égale de l'homme.

(Bravos !) Il proclame le droit de l'enfant, cette responsabilité de

l'homme. (Très bien ! — Applaudissements.) Il proclame enfin la souveraineté de l'individu, qui est identique à la liberté.

Qu'est-ce que tout cela ? C'est le socialisme. Oui. C'est aussi la république ! (Longs applaudissements.)

Citoyens, le socialisme affirme la vie, la république affirme le droit. L'un élève l'individu à la dignité d'homme, l'autre élève l'homme à la dignité de citoyen. Est-il un plus profond accord ?

Oui, nous sommes tous d'accord, nous ne voulons pas de césar, et je défends le socialisme calomnié !

Le jour où la question se poserait entre l'esclavage avec le bien-être, panem et circenses, d'un côté, et, de l'autre, la liberté avec la pauvreté, — pas un, ni dans les rangs républicains, ni dans les rangs socialistes, pas un n'hésiterait ! et tous, je le déclare, je l'affirme, j'en réponds, tous préféreraient au pain blanc de la servitude le pain noir de la liberté. (Bravos prolongés.)

Donc, ne laissons pas poindre et germer l'antagonisme. Serrons-nous donc, mes frères socialistes, mes frères républicains, serrons-nous étroitement autour de la justice et de la vérité, et faisons front à l'ennemi. (Oui, oui ! bravo !)

Qu'est l'ennemi ?

L'ennemi, c'est plus et moins qu'un homme. (Mouvement.) C'est un ensemble de faits hideux qui pèse sur le monde et qui le dévore.

C'est un monstre aux mille griffes, quoique cela n'ait qu'une tête.

L'ennemi, c'est cette incarnation sinistre du vieux crime militaire et monarchique, qui nous bâillonne et nous spolie, qui met la main sur nos bouches et dans nos poches, qui a les millions, qui a les budgets, les juges, les prêtres, les valets, les palais, les listes civiles, toutes les armées, — et pas un seul peuple.

L'ennemi, c'est ce qui règne, gouverne, et agonise en ce moment. (Sensation profonde.)

Citoyens, soyons les ennemis de l'ennemi, et soyons nos amis ! Soyons une seule âme pour le combattre et un seul cœur pour nous aimer. Ah ! citoyens : fraternité ! (Acclamation.)

Encore un mot et j'ai fini.

Tournons-nous vers l'avenir. Songeons au jour certain, au jour inévitable, au jour prochain peut-être, où toute l'Europe sera constituée comme ce noble peuple suisse qui nous accueille à cette heure. Il a ses grandeurs, ce petit peuple ; il a une patrie qui s'appelle la République, et il a une montagne qui s'appelle la Vierge.

Ayons comme lui la République pour citadelle, et que notre liberté, immaculée et inviolée, soit, comme la Jungfrau, une cime vierge en

pleine lumière. (Acclamation prolongée.)

Je salue la révolution future.

IV – RÉPONSE À FÉLIX PYAT

[18]Bruxelles, 12 septembre 1869.

Mon cher Félix Pyat,

J'ai lu votre magnifique et cordiale lettre.

Je n'ai pas le droit, vous le comprenez, de parler au nom de nos compagnons d'exil. Je borne ma réponse à ce qui me concerne.

Avant peu, je pense, tombera la barrière d'honneur que je me suis imposée à moi-même par ce vers :

Et, s'il n'en reste qu'un, je serai celui-là.

Alors je rentrerai.

Et, après avoir fait le devoir de l'exil, je ferai l'autre devoir.

J'appartiens à ma conscience et au peuple.

VICTOR HUGO.

[18] Note : Voir aux Notes.

V – LA CRISE D'OCTOBRE 1869

L'empire déclinait. On distinguait clairement dans tous ses actes les symptômes qui annoncent les choses finissantes. En octobre 1869, Louis Bonaparte viola sa propre constitution. Il devait convoquer le 29 ce qu'il appelait ses chambres. Il ne le fit pas. Le peuple eut la bonté de s'irriter pour si peu. Il y eut menace d'émeute. On supposa que Victor Hugo était pour quelque chose dans cette colère, et l'on parut croire un moment que la situation dépendait de deux hommes, l'un, empereur, qui violait la constitution, l'autre, proscrit, qui excitait le peuple.

M. Louis Jourdan publia, le 12 octobre, dans le Siècle un article dont le retentissement fut considérable et qui commençait par ces lignes :

En ce moment, deux hommes placés aux pôles extrêmes du monde politique encourent la plus lourde responsabilité que puisse porter une conscience humaine. L'un d'eux est assis sur le trône, c'est Napoléon III ; l'autre, c'est Victor Hugo.

Victor Hugo, mis de la sorte en demeure, écrivit à M. Louis Jourdan.

Bruxelles, 12 octobre 1869.

Mon cher et ancien ami,

On m'apporte le Siècle. Je lis votre article qui me touche, m'honore et m'étonne.

Puisque vous me donnez la parole, je la prends.

Je vous remercie de me fournir le moyen de faire cesser une équivoque.

Premièrement, je suis un simple lecteur du Rappel. Je croyais l'avoir assez nettement dit pour n'être pas contraint de le redire.

Deuxièmement, je n'ai conseillé et je ne conseille aucune manifestation populaire le 26 octobre.

J'ai pleinement approuvé le Rappel demandant aux représentants de la gauche un acte, auquel Paris eût pu s'associer. Une démonstration expressément pacifique et sans armes, comme les démonstrations du peuple de Londres en pareil cas, comme la démonstration des cent vingt mille fenians à Dublin il y a trois jours, c'est là ce que demandait le Rappel.

Mais, la gauche s'abstenant, le peuple doit s'abstenir.

Le point d'appui manque au peuple.

Donc pas de manifestation.

Le droit est du côté du peuple, la violence est du côté du pouvoir.

Ne donnons au pouvoir aucun prétexte d'employer la violence contre le droit.

Personne, le 26 octobre, ne doit descendre dans la rue.

Ce qui sort virtuellement de la situation, c'est l'abolition du serment.

Une déclaration solennelle des représentants de la gauche se déliant du serment en face de la nation, voilà la vraie issue de la crise.

Issue morale et révolutionnaire.

J'associe à dessein ces deux mots.

Que le peuple s'abstienne, et le chassepot est paralysé ; que les représentants parlent, et le serment est aboli.

Tels sont mes deux conseils, et, puisque vous voulez bien me demander ma pensée, la voilà tout entière.

Un dernier mot. Le jour où je conseillerai une insurrection, j'y serai.

Mais cette fois, je ne la conseille pas.

Je vous remercie de votre éloquent appel. J'y réponds en hâte, et je vous serre la main.

VICTOR HUGO.

VI – GEORGE PEABODY

AU PRÉSIDENT DU COMITÉ AMÉRICAIN DE LONDRES

Hauteville-House, 2 décembre 1869.

Monsieur,

Votre lettre me parvient aujourd'hui, 2 Décembre. Je vous remercie.

Elle m'arrache à ce souvenir. J'oublie l'empire et je songe à l'Amérique. J'étais tourné vers la nuit, je me tourne vers le jour.

Vous me demandez une parole pour George Peabody. Dans votre sympathique illusion, vous me croyez ce que je ne suis pas, la voix de la France. Je ne suis, je l'ai dit déjà, que la voix de l'exil.

N'importe, monsieur, un noble appel comme le vôtre veut être entendu ; si peu que je sois, j'y dois répondre et je réponds.

Oui, l'Amérique a raison d'être fière de ce grand citoyen du monde, de ce grand frère des hommes, George Peabody. Peabody a été un homme heureux qui souffrait de toutes les souffrances, un riche qui sentait le froid, la faim et la soif des pauvres. Ayant sa place près de Rothschild, il a trouvé moyen de la changer en une place près de Vincent de Paul. Comme Jésus-Christ il avait une plaie au flanc ; cette plaie était la misère des autres ; ce n'était pas du sang qui coulait de cette plaie, c'était de l'or ; or qui sortait d'un cœur.

Sur cette terre il y a les hommes de la haine et il y a les hommes de l'amour, Peabody fut un de ceux-ci. C'est sur le visage de ces hommes que nous voyons le sourire de Dieu.

Quelle loi pratiquent-ils ? Une seule, la loi de fraternité-loi divine, loi humaine, qui varie les secours selon les détresses, qui ici donne des préceptes, et qui là donne des millions, qui trace à travers les siècles dans nos ténèbres une traînée de lumière, et qui va de Jésus pauvre à Peabody riche.

Que Peabody s'en retourne chez vous, béni par nous ! Notre monde l'envie au vôtre. La patrie gardera sa cendre et nos cœurs sa mémoire. Que l'immensité émue des mers vous le rapporte ! Le libre pavillon américain ne déploiera jamais assez d'étoiles au-dessus de ce cercueil.

Rapprochement que je ne puis m'empêcher de faire, il y a aujourd'hui juste dix ans, le 2 décembre 1859, j'adressais, suppliant, isolé, une prière pour le condamné d'Harper's Ferry à l'illustre nation américaine ;

aujourd'hui, c'est une glorification que je lui adresse.

Depuis 1859, de grands événements se sont accomplis, la servitude a été abolie en Amérique ; espérons que la misère, cette autre servitude, sera aussi abolie un jour et dans le monde entier ; et, en attendant que le second progrès vienne compléter le premier, vénérons-en les deux apôtres, en accouplant dans une même pensée de reconnaissance et de respect John Brown, l'ami des esclaves, à George Peabody, l'ami des pauvres.

Je vous serre la main, monsieur.

VICTOR HUGO.

À M. le colonel Berton, président du comité américain de Londres.

VII – À CHARLES HUGO

Hauteville-House, 18 décembre 1869.

Mon fils, te voilà frappé pour la seconde fois. La première fois, il y a dix-neuf ans, tu combattais l'échafaud ; on t'a condamné. La deuxième fois, aujourd'hui, en rappelant le soldat à la fraternité, tu combattais la guerre ; on t'a condamné. Je t'envie ces deux gloires.

En 1851, tu étais défendu par Crémieux, ce grand cœur éloquent, et par moi. En 1860, tu as été défendu par Gambetta, le puissant évocateur du spectre de Baudin, et par Jules Favre, le maître superbe de la parole, que j'ai vu si intrépide au 2 décembre.

Tout est bien. Sois content.

Tu commets le crime de préférer comme moi à la société qui tue la société qui éclaire et qui enseigne, et aux peuples s'entr'égorgeant les peuples s'entr'aidant ; tu combats ces sombres obéissances passives, le bourreau et le soldat ; tu ne veux pas pour l'ordre social de ces deux cariatides ; à une extrémité l'homme-guillotine, à l'autre extrémité l'homme-chassepot. Tu aimes mieux Guillaume Penn que Joseph de Maistre, et Jésus que César. Tu ne veux de hache qu'aux mains du pionnier dans la forêt et de glaive qu'aux mains du citoyen devant la tyrannie. Au législateur tu montres comme idéal Beccaria, et au soldat Garibaldi. Tout cela vaut bien quatre mois de prison et mille francs d'amende.

Ajoutons que tu es suspect de ne point approuver le viol des lois à main armée, et que peut-être tu es capable d'exciter à la haine des arrestations nocturnes et au mépris du faux serment.

Tout est bien, je le répète.

J'ai été enfant de troupe. À ma naissance j'ai été inscrit par mon père sur les contrôles du Royal-Corse (oui, Corse. Ce n'est pas ma faute). C'est pourquoi, puisque j'entre dans la voie des aveux, je dois convenir que j'ai une vieille sympathie pour l'armée. J'ai écrit quelque part :

J'aime les gens d'épée en étant moi-même un.

À une condition pourtant. C'est que l'épée sera sans tache.

L'épée que j'aime, c'est l'épée de Washington, l'épée de John Brown, l'épée de Barbès.

Il faut bien dire une chose à l'armée d'aujourd'hui, c'est qu'elle se

tromperait de croire qu'elle ressemble à l'armée d'autrefois. Je parle de cette grande armée d'il y a soixante ans, qui s'est d'abord appelée armée de la république, puis armée de l'empire, et qui était à proprement parler, à travers l'Europe, l'armée de la révolution. Je sais tout ce qu'on peut dire contre cette armée-là, mais elle avait son grand côté. Cette armée-là démolissait partout les préjugés et les bastilles. Elle avait dans son havre-sac l'Encyclopédie. Elle semait la philosophie avec le sans-gêne du corps de garde. Elle appelait le bourgeois pékin, mais elle appelait le prêtre calotin. Elle brutalisait volontiers les superstitions, et Championnet donnait une chiquenaude à saint Janvier.

Quand l'empire voulut s'établir, qui vota surtout contre lui ? l'armée.

Cette armée avait eu dans ses rangs Oudet et les Philadelphes. Elle avait eu Mallet, et Guidal, et mon parrain, Victor de Lahorie, tous trois fusillés en plaine de Grenelle. Paul-Louis Courier était de cette armée. C'étaient les anciens compagnons de Hoche, de Marceau, de Kléber et de Desaix.

Cette armée-là, dans sa course à travers les capitales, vidait sur son passage toutes les geôles, encore pleines de victimes, en Allemagne les chambres de torture des Landgraves, à Rome les cachots du château Saint-Ange, en Espagne les caves de l'Inquisition. De 1792 à 1800, elle avait éventré à coups de sabre la vieille carcasse du despotisme européen.

Plus tard, hélas ! elle fit des rois ou en laissa faire, mais elle en destituait. Elle arrêtait le pape. On était loin de Mentana. En Espagne et en Italie, qui est-ce qui la combattait ? des prêtres. El pastor, el frayle, el cura, tels étaient les noms des chefs de bande ; qu'on ôte Napoléon, comme cette armée reste grande ! Au fond, elle était philosophe et citoyenne. Elle avait la vieille flamme de la république. Elle était l'esprit de la France, armé.

Je n'étais qu'un enfant alors, mais j'ai des souvenirs. En voici un.

J'étais à Madrid du temps de Joseph.

C'était l'époque où les prêtres montraient aux paysans espagnols, qui voyaient la chose distinctement, la sainte vierge tenant Ferdinand VII par la main dans la comète de 1811. Nous étions, mes deux frères et moi, au séminaire des Nobles, collège San Isidro. Nous avions pour maîtres deux jésuites, un doux et un dur, don Manuel et don Basilio. Un jour, nos jésuites, par ordre sans doute, nous menèrent sur un balcon pour voir arriver quatre régiments français qui faisaient leur entrée dans Madrid. Ces régiments avaient fait les guerres d'Italie et d'Allemagne, et revenaient de Portugal. La foule, bordant les rues sur le passage des soldats, regardait avec anxiété ces hommes qui apportaient dans la nuit

catholique l'esprit français, qui avaient fait subir à l'église la voie de fait révolutionnaire, qui avaient ouvert les couvents, défoncé les grilles, arraché les voiles, aéré les sacristies, et tué le saint-office. Pendant qu'ils défilaient sous notre balcon, don Manuel se pencha à l'oreille de don Basilio et lui dit : Voilà Voltaire qui passe.

Que l'armée actuelle y songe, ces hommes-là eussent désobéi, si on leur eût dit de tirer sur des femmes et des enfants. On n'arrive pas d'Arcole et de Friedland pour aller à Ricamarie.

J'y insiste, je n'ignore pas tout ce qu'on peut dire contre cette grande armée morte, mais je lui sais gré de la trouée révolutionnaire qu'elle a faite dans la vieille Europe théocratique. La fumée dissipée, cette armée a laissé une traînée de lumière.

Son malheur, qui se confond avec sa gloire, c'est d'avoir été proportionnée au premier empire. Que l'armée actuelle craigne d'être proportionnée au second.

Le dix-neuvième siècle prend son bien partout ou il le trouve, et son bien c'est le progrès. Il constate la quantité de recul, comme la quantité de progrès, faite par une armée. Il n'accepte le soldat qu'à la condition d'y retrouver le citoyen. Le soldat est destiné à s'évanouir, et le citoyen à survivre.

C'est parce que tu as cru cela vrai que tu as été condamné par cette magistrature française qui, soit dit en passant, a du malheur quelquefois, et à qui il arrive de ne pouvoir plus retrouver des prévenus de haute trahison. Il paraît que le trône cache bien.

Persistons. Soyons de plus en plus fidèles à l'esprit de ce grand siècle. Ayons l'impartialité d'aimer toute la lumière. Ne la chicanons pas sur le point de l'horizon où elle se lève. Moi qui parle ici, à la fois solitaire et isolé, comme je l'ai dit déjà ; solitaire par le lieu que j'habite, isolé par les escarpements qui se sont faits autour de ma conscience, je suis profondément étranger à des polémiques qui ne m'arrivent souvent que longtemps après leur date ; je n'écris et je n'inspire rien de ce qui agite Paris, mais j'aime cette agitation.

J'y mêle de loin mon âme. Je suis de ceux qui saluent l'esprit de la révolution partout où ils le rencontrent, j'applaudis quiconque l'a en lui, qu'il se nomme Jules Favre ou Louis Blanc, Gambetta ou Barbès, Bancel ou Félix Pyat, et je sens ce souffle puissant dans la robuste éloquence de Pelletan comme dans l'éclatant sarcasme de Rochefort.

Voilà ce que j'avais à te dire, mon fils.

Mon dix-neuvième hiver d'exil commence. Je ne m'en plains pas. À Guernesey, l'hiver n'est qu'une longue tourmente. Pour une âme indignée et calme, c'est un bon voisinage que cet océan en plein équilibre quoique

en pleine tempête, et rien n'est fortifiant comme ce spectacle de la colère majestueuse.

VICTOR HUGO.

VIII – LES ENFANTS PAUVRES

Victor Hugo, selon son habitude, ferma cette année 1869 par la fête des enfants pauvres. Cette année 1869 était l'avant-dernière année de l'exil. Les journaux anglais publièrent les paroles de Victor Hugo à ce Christmas de Hauteville-House. Nous les reproduisons.

Mesdames,

Je ne veux pas faire languir ces enfants qui attendent des jouets, et je tâcherai de dire peu de paroles. Je l'ai déjà dit, et je dois le répéter, cette petite œuvre de fraternité pratique, limitée ici à quarante enfants seulement, est bien peu de chose par elle-même, et ne vaudrait pas la peine d'en parler, si elle n'avait pris au-dehors, comme la presse anglaise et américaine le constate d'année en année, une extension magnifique, et si le Dîner des enfants pauvres, fondé il y a huit ans par moi dans ma maison, mais sur une très petite échelle, n'était devenu, grâce à de bons et grands cœurs qui s'y sont dévoués, une véritable institution, considérable par le chiffre énorme des enfants secourus. En Angleterre et en Amérique, ce chiffre s'accroît sans cesse. C'est par centaines de mille qu'il faut compter les dîners de viande et de vin donnés aux enfants pauvres. Vous connaissez les admirables résultats obtenus par l'honorable lady Kate Thompson et par le révérend Wood. L'Illustrated London News a publié des estampes représentant les vastes et belles salles où se fait à Londres le Dîner des enfants pauvres. Dans tout cela, Hauteville-House n'est rien, que le point de départ. Il ne lui revient que l'humble honneur d'avoir commencé.

Grâce à la presse, la propagande se fait en tout pays ; partout se multiplient d'autres efforts, meilleurs que les miens ; partout l'institution d'assistance aux enfants se greffe avec succès. J'ai à remercier de leur chaude adhésion plusieurs loges de la franc-maçonnerie, et cette utile société des instituteurs de la Suisse romande qui a pour devise : Dieu, Humanité, Patrie. De toutes parts, je reçois des lettres qui m'annoncent les essais tentés. Deux de ces lettres m'ont particulièrement ému ; l'une vient d'Haïti, l'autre de Cuba.

Permettez-moi, puisque l'occasion s'en présente, d'envoyer une parole de sympathie à ces nobles terres qui, toutes deux, ont poussé un cri de liberté. Cuba se délivrera de l'Espagne comme Haïti s'est délivré de la

France. Haïti, dès 1792, en affranchissant les noirs, a fait triompher ce principe qu'un homme n'a pas le droit de posséder un autre homme. Cuba fera triompher cet autre principe, non moins grand, qu'un peuple n'a pas le droit de posséder un autre peuple.

Je reviens à nos enfants. C'est faire aussi un acte de délivrance que d'assister l'enfance. Dans l'assainissement et dans l'éducation, il y a de la libération. Fortifions ce pauvre petit corps souffrant ; développons cette douce intelligence naissante ; que faisons-nous ? Nous affranchissons de la maladie le corps et de l'ignorance l'esprit.

L'idée du Dîner des enfants pauvres a été partout bien accueillie.

L'accord s'est fait tout de suite sur cette institution de fraternité.

Pourquoi ? c'est qu'elle est conforme, pour les chrétiens, à l'esprit de l'évangile, et, pour les démocrates, à l'esprit de la révolution.

En attendant mieux. Car secourir les pauvres par l'assistance, ce n'est qu'un palliatif. Le vrai secours aux misérables, c'est l'abolition de la misère.

Nous y arriverons.

Aidons le progrès par l'assistance à l'enfance. Assistons l'enfant par tous les moyens, par la bonne nourriture et par le bon enseignement.

L'assistance à l'enfance doit être, dans nos temps troublés, une de nos principales préoccupations. L'enfant doit être notre souci. Et savez-vous pourquoi ? Savez-vous son vrai nom ? L'enfant s'appelle l'avenir.

Exerçons la sainte paternité du présent sur l'avenir. Ce que nous aurons fait pour l'enfance, l'avenir le rendra au centuple. Ce jeune esprit, l'enfant, est le champ de la moisson future. Il contient la société nouvelle. Ensemençons cet esprit, mettons-y la justice ; mettons-y la joie.

En élevant l'enfant, nous élevons l'avenir. Elever, mot profond ! En améliorant cette petite âme, nous faisons l'éducation de l'inconnu.

Si l'enfant a la santé, l'avenir se portera bien ; si l'enfant est honnête, l'avenir sera bon.

Éclairons et enseignons cette enfance qui est là sous nos yeux, le vingtième siècle rayonnera. Le flambeau dans l'enfant, c'est le soleil dans l'avenir.

1870

Évènements d'Amérique. — Aux femmes de Cuba. La révolution littéraire mêlée aux révolutions politiques. George Sand et Victor Hugo. Mort d'un proscrit. Les sauveteurs et les travailleurs. Le plébiscite. — Aux femmes de Guernesey. Événements d'Europe.

I – CUBA

L'Europe, où couvaient de redoutables événements, commençait à perdre de vue les choses lointaines. À peine savait-on, de ce côté de l'Atlantique, que Cuba était en pleine insurrection. Les gouverneurs espagnols réprimaient cette révolte avec une brutalité sauvage.

Des districts entiers furent exécutés militairement. Les femmes s'enfuyaient. Beaucoup se réfugièrent à New-York. Au commencement de 1870, une adresse des femmes de Cuba, couverte de plus de trois cents signatures, fut envoyée de New-York à Victor Hugo pour le prier d'intervenir dans cette lutte. Il répondit :

AUX FEMMES DE CUBA

Femmes de Cuba, j'entends votre plainte. O désespérées, vous vous adressez à moi. Fugitives, martyres, veuves, orphelines, vous demandez secours à un vaincu. Proscrites, vous vous tournez vers un proscrit ; celles qui n'ont plus de foyer appellent à leur aide celui qui n'a plus de patrie. Certes, nous sommes bien accablés ; vous n'avez plus que votre voix, et je n'ai plus que la mienne ; votre voix gémit, la mienne avertit. Ces deux souffles, chez vous le sanglot, chez moi le conseil, voilà tout ce qui nous reste. Qui sommes-nous ? La faiblesse.

Non, nous sommes la force. Car vous êtes le droit, et je suis la conscience.

La conscience est la colonne vertébrale de l'âme ; tant que la conscience est droite, l'âme se tient debout ; je n'ai en moi que cette force-là, mais elle suffît.

Et vous faites bien de vous adresser à moi.

Je parlerai pour Cuba comme j'ai parlé pour la Crète.

Aucune nation n'a le droit de poser son ongle sur l'autre, pas plus l'Espagne sur Cuba que l'Angleterre sur Gibraltar. Un peuple ne possède pas plus un autre peuple qu'un homme ne possède un autre homme. Le crime est plus odieux encore sur une nation que sur un individu ; voilà tout. Agrandir le format de l'esclavage, c'est en accroître l'indignité. Un peuple tyran d'un autre peuple, une race soutirant la vie à une autre race, c'est la succion monstrueuse de la pieuvre, et cette superposition épouvantable est un des faits terribles du dix-neuvième siècle. On voit à cette heure la Russie sur la Pologne, l'Angleterre sur l'Irlande, l'Autriche

sur la Hongrie, la Turquie sur l'Herzégovine et sur la Crète, l'Espagne sur Cuba. Partout des veines ouvertes, et des vampires sur des cadavres.

Cadavres, non. J'efface le mot. Je l'ai dit déjà, les nations saignent, mais ne meurent pas. Cuba a toute sa vie et la Pologne a toute son âme.

L'Espagne est une noble et admirable nation, et je l'aime ; mais je ne puis l'aimer plus que la France. Eh bien, si la France avait encore Haïti, de même que je dis à l'Espagne : Rendez Cuba ! je dirais à la France : Rends Haïti !

Et en lui parlant ainsi, je prouverais à ma patrie ma vénération. Le respect se compose de conseils justes.

Dire la vérité, c'est aimer.

Femmes de Cuba, qui me dites si éloquemment tant d'angoisses et tant de souffrances, je me mets à genoux devant vous, et je baise vos pieds douloureux. N'en doutez pas, votre persévérante patrie sera payée de sa peine, tant de sang n'aura pas coulé en vain, et la magnifique Cuba se dressera un jour libre et souveraine parmi ses sœurs augustes, les républiques d'Amérique. Quant à moi, puisque vous me demandez ma pensée, je vous envoie ma conviction. À cette heure où l'Europe est couverte de crimes, dans cette obscurité où l'on entrevoit sur des sommets on ne sait quels fantômes qui sont des forfaits portant des couronnes, sous l'amas horrible des événements décourageants, je dresse la tête et j'attends. J'ai toujours eu pour religion la contemplation de l'espérance. Posséder par intuition l'avenir, cela suffit au vaincu. Regarder aujourd'hui ce que le monde verra demain, c'est une joie. À un instant marqué, quelle que soit la noirceur du moment présent, la justice, la vérité et la liberté surgiront, et feront leur entrée splendide sur l'horizon. Je remercie Dieu de m'en accorder dès à présent la certitude ; le bonheur qui reste au proscrit dans les ténèbres, c'est de voir un lever d'aurore au fond de son âme.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House.

II – POUR CUBA

En même temps, les chefs de l'île belligérante demandaient à Victor Hugo de proclamer leur droit. Il le fit.

Ceux qu'on appelle les insurgés de Cuba me demandent une déclaration, la voici :

Dans ce conflit entre l'Espagne et Cuba, l'insurgée c'est l'Espagne.

De même que dans la lutte de décembre 1851, l'insurgé c'était Bonaparte.

Je ne regarde pas où est la force, je regarde où est la justice.

Mais, dit-on, la mère patrie ! est-ce que la mère patrie n'a pas un droit ?

Entendons-nous.

Elle a le droit d'être mère, elle n'a pas le droit d'être bourreau.

Mais, en civilisation, est-ce qu'il n'y a pas les peuples aînés et les peuples puînés ? Est-ce que les majeurs n'ont pas la tutelle des mineurs ?

Entendons-nous encore.

En civilisation, l'aînesse n'est pas un droit, c'est un devoir. Ce devoir, à la vérité, donne des droits ; entre autres le droit à la colonisation. Les nations sauvages ont droit à la civilisation, comme les enfants ont droit à l'éducation, et les nations civilisées la leur doivent. Payer sa dette est un devoir ; c'est aussi un droit. De là, dans les temps antiques, le droit de l'Inde sur l'Égypte, de l'Égypte sur la Grèce, de la Grèce sur l'Italie, de l'Italie sur la Gaule.

De là, à l'époque actuelle, le droit de l'Angleterre sur l'Asie, et de la France sur l'Afrique ; à la condition pourtant de ne pas faire civiliser les loups par les tigres ; à la condition que l'Angleterre n'ait pas Clyde et que la France n'ait pas Pélissier.

Découvrir une île ne donne pas le droit de la martyriser ; c'est l'histoire de Cuba ; il ne faut pas partir de Christophe Colomb pour aboutir à Chacon.

Que la civilisation implique la colonisation, que la colonisation implique la tutelle, soit ; mais la colonisation n'est pas l'exploitation ; mais la tutelle n'est pas l'esclavage.

La tutelle cesse de plein droit à la majorité du mineur, que le mineur soit un enfant ou qu'il soit un peuple. Toute tutelle prolongée au-delà de

la minorité est une usurpation ; l'usurpation qui se fait accepter par habitude ou tolérance est un abus ; l'usurpation qui s'impose par la force est un crime.

Ce crime, partout où je le vois, je le dénonce.

Cuba est majeure.

Cuba n'appartient qu'à Cuba.

Cuba, à cette heure, subit un affreux et inexprimable supplice. Elle est traquée et battue dans ses forêts, dans ses vallées, dans ses montagnes. Elle a toutes les angoisses de l'esclave évadé.

Cuba lutte, effarée, superbe et sanglante, contre toutes les férocités de l'oppression.

Vaincra-t-elle ? oui. En attendant, elle saigne et souffre. Et, comme si l'ironie devait toujours être mêlée aux tortures, il semble qu'on entrevoit on ne sait quelle raillerie dans ce sort féroce qui, dans la série de ses gouverneurs différents, lui donne toujours le même bourreau, sans presque prendre la peine de changer le nom, et qui, après Chacon, lui envoie Concha, comme un saltimbanque qui retourne son habit.

Le sang coule de Porto-Principe à Santiago ; le sang coule aux montagnes de Cuivre, aux monts Carcacunas, aux monts Guajavos ; le sang rougit tous les fleuves, et Canto, et Ay la Chica ; Cuba appelle au secours.

Ce supplice de Cuba, c'est à l'Espagne que je le dénonce, car l'Espagne est généreuse. Ce n'est pas le peuple espagnol qui est coupable, c'est le gouvernement. Le peuple d'Espagne est magnanime et bon. Otez de son histoire le prêtre et le roi, le peuple d'Espagne n'a fait que du bien. Il a colonisé, mais comme le Nil déborde, en fécondant.

Le jour où il sera le maître, il reprendra Gibraltar et rendra Cuba.

Quand il s'agit d'esclaves, on s'augmente de ce qu'on perd. Cuba affranchie accroît l'Espagne, car croître en gloire c'est croître.

Le peuple espagnol aura cette ambition d'être libre chez lui et grand hors de chez lui.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House.

III – LUCRECE BORGIA

GEORGE SAND À VICTOR HUGO

Mon grand ami, je sors de la représentation de Lucrèce Borgia, le cœur tout rempli d'émotion et de joie. J'ai encore dans la pensée toutes ces scènes poignantes, tous ces mots charmants ou terribles, le sourire amer d'Alfonse d'Este, l'arrêt effrayant de Gennaro, le cri maternel de Lucrèce ; j'ai dans les oreilles les acclamations de cette foule qui criait : « Vive Victor Hugo ! » et qui vous appelait, hélas !

comme si vous alliez venir, comme si vous pouviez l'entendre.

On ne peut pas dire, quand on parle d'une œuvre consacrée telle que Lucrèce Borgia : le drame a eu un immense succès ; mais je dirai : vous avez eu un magnifique triomphe. Vos amis du Rappel, qui sont mes amis, me demandent si je veux être la première à vous donner la nouvelle de ce triomphe. Je le crois bien que je le veux ! Que cette lettre vous porte donc, cher absent, l'écho de cette belle soirée.

Cette soirée m'en a rappelé une autre, non moins belle. Vous ne savez pas que j'assistais à la première représentation de Lucrèce Borgia, — il y a aujourd'hui, me dit-on, trente-sept ans, jour pour jour.

Je me souviens que j'étais au balcon, et le hasard m'avait placée à côté de Bocage que je voyais ce jour-là pour la première fois. Nous étions, lui et moi, des étrangers l'un pour l'autre ; l'enthousiasme commun nous fit amis. Nous applaudissions ensemble ; nous disions ensemble : Est-ce beau !

Dans les entr'actes, nous ne pouvions nous empêcher de nous parler, de nous extasier, de nous rappeler réciproquement tel passage ou telle scène.

Il y avait alors dans les esprits une conviction et une passion littéraires qui tout de suite vous donnaient la même âme et créaient comme une fraternité de l'art. À la fin du drame, quand le rideau se baissa sur le cri tragique : « Je suis ta mère ! » nos mains furent vite l'une dans l'autre. Elles y sont restées jusqu'à la mort de ce grand artiste, de ce cher ami.

J'ai revu aujourd'hui Lucrèce Borgia telle que je l'ai vue alors.

Le drame n'a pas vieilli d'un jour ; il n'a pas un pli, pas une ride.

Cette belle forme, aussi nette et aussi ferme que du marbre de Paros,

est restée absolument intacte et pure.

Et puis, vous avez touché là, vous avez exprimé là avec votre incomparable magie le sentiment qui nous prend le plus aux entrailles ; vous avez incarné et réalisé « la mère ». C'est éternel comme le cœur.

Lucrèce Borgia est peut-être, dans tout votre théâtre, l'œuvre la plus puissante et la plus haute. Si Ruy Blas est par excellence le drame heureux et brillant, l'idée de Lucrèce Borgia est plus pathétique, plus saisissante et plus profondément humaine.

Ce que j'admire surtout, c'est la simplicité hardie qui sur les robustes assises de trois situations capitales a bâti ce grand drame.

Le théâtre antique procédait avec cette largeur calme et forte.

Trois actes, trois scènes, suffisent à poser, à nouer et à dénouer cette étonnante action :

La mère insultée en présence du fils ;

Le fils empoisonné par la mère ;

La mère punie et tuée par le fils.

La superbe trilogie a dû être coulée d'un seul jet, comme un groupe de bronze. Elle l'a été, n'est-ce pas ? Je crois même me rappeler comment elle l'a été.

Je me rappelle dans quelles conditions et dans quelles circonstances Lucrèce Borgia fut en quelque sorte improvisée, au commencement de 1833.

Le Théâtre-Français avait donné, à la fin de 1832, la première et unique représentation du Roi s'amuse. Cette représentation avait été une rude bataille et s'était continuée et achevée entre une tempête de sifflets et une tempête de bravos. Aux représentations suivantes, qu'est-ce qui allait l'emporter, des bravos ou des sifflets ? Grande question, importante épreuve pour l'auteur…

Il n'y eut pas de représentations suivantes.

Le lendemain de la première représentation, le Roi s'amuse était interdit « par ordre », et attend encore, je crois, sa seconde représentation. Il est vrai qu'on joue tous les jours Rigoletto.

Cette confiscation brutale portait au poëte un préjudice immense.

Il dut y avoir là pour vous, mon ami, un cruel moment de douleur et de colère.

Mais, dans ce même temps, Harel, le directeur de la Porte-Saint-Martin, vient vous demander un drame pour son théâtre et pour Mlle Georges. Seulement, ce drame, il le lui faut tout de suite, et Lucrèce Borgia n'est construite que dans votre cerveau, l'exécution n'en est pas même commencée.

N'importe ! vous aussi, vous voulez tout de suite votre revanche. Vous

vous dites à vous-même ce que vous avez dit depuis au public dans la préface même de Lucrèce Borgia :

« Mettre au jour un nouveau drame, six semaines après le drame proscrit, ce sera encore une manière de dire son fait au gouvernement.

Ce sera lui montrer qu'il perd sa peine. Ce sera lui prouver que l'art et la liberté peuvent repousser en une nuit sous le pied maladroit qui les écrase. »

Vous vous mettez aussitôt à l'œuvre. En six semaines, votre nouveau drame est écrit, appris, répété, loué. Et le 2 février 1833, deux mois après la bataille du Roi s'amuse, la première représentation de Lucrèce Borgia est la plus éclatante victoire de votre carrière dramatique.

Il est tout simple que cette œuvre d'une seule venue soit solide, indestructible et à jamais durable, et qu'on l'ait applaudie hier comme on l'a applaudie il y a quarante ans, comme on l'applaudira dans quarante ans encore, comme on l'applaudira toujours.

L'effet, très grand dès le premier acte, a grandi de scène en scène, et a eu au dernier acte toute son explosion.

Chose étrange ! ce dernier acte, on le connaît, on le sait par cœur, on attend l'entrée des moines, on attend l'apparition de Lucrèce Borgia, on attend le coup de couteau de Gennaro.

Eh bien ! on est pourtant saisi, terrifié, haletant, comme si on ignorait tout ce qui va se passer ; la première note du De Profundis coupant la chanson à boire vous fait passer un frisson dans les veines, on espère que Lucrèce Borgia sera reconnue et pardonnée par son fils, on espère que Gennaro ne tuera pas sa mère. Mais non, vous ne le voudrez pas, maître inflexible ; il faut que le crime soit expié, il faut que le parricide aveugle châtie et venge tous ces forfaits, aveugles aussi peut-être.

Le drame a été admirablement monté et joué sur ce théâtre où il se retrouvait chez lui.

Mme Laurent a été vraiment superbe dans Lucrèce. Je ne méconnais pas les grandes qualités de beauté, de force et de race que possédait Mlle Georges ; mais j'avouerai que son talent ne m'émouvait que quand j'étais émue par la situation même. Il me semble que Marie Laurent me ferait pleurer à elle seule. Elle a eu comme Mlle Georges, au premier acte, son cri terrible de lionne blessée : « Assez ! assez ! » Mais au dernier acte, quand elle se traîne aux pieds de Gennaro, elle est si humble, si tendre, si suppliante, elle a si peur, non d'être tuée, mais d'être tuée par son fils, que tous les cœurs se fondent comme le sien et avec le sien.

On n'osait pas applaudir, on n'osait pas bouger, on retenait son souffle. Et puis toute la salle s'est levée pour la rappeler et pour l'acclamer en même temps que vous.

Vous n'avez eu jamais un Alfonse d'Este aussi vrai et aussi beau que Mélingue. C'est un Bonington, ou, mieux, c'est un Titien vivant. On n'est pas plus prince, et prince italien, prince du seizième siècle.

Il est féroce et il est raffiné. Il prépare, il compose et il savoure sa vengeance en artiste, avec autant d'élégance que de cruauté. On l'admire avec épouvante faisant griffe de velours comme un beau tigre royal.

Taillade a bien la figure tragique et fatale de Gennaro. Il a trouvé de beaux accents d'àpreté hautaine et farouche, dans la scène où Gennaro est exécuteur et juge.

Brésil, admirablement costumé en faux hidalgo, a une grande allure dans le personnage méphistophélique de Gubetta.

Les cinq jeunes seigneurs, — que des artistes de réelle valeur, Charles Lemaître en tête, ont tenu à honneur de jouer, — avaient l'air d'être descendus de quelque toile de Giorgione ou de Bonifazio.

La mise en scène est d'une exactitude, c'est-à-dire d'une richesse qui fait revivre à souhait pour le plaisir des yeux toute cette splendide Italie de la Renaissance. M. Raphaël Félix vous a traité-bien plus que royalement-artistement.

Mais-il ne m'en voudra pas de vous le dire-il y a quelqu'un qui vous a fêté encore mieux que lui, c'est le public, ou plutôt le peuple.

Quelle ovation à votre nom et à votre œuvre !

J'étais toute heureuse et fière pour vous de cette juste et légitime ovation. Vous la méritez cent fois, cher grand ami. Je n'entends pas louer ici votre puissance et votre génie, mais on peut vous remercier d'être le bon ouvrier et l'infatigable travailleur que vous êtes.

Quand on pense à ce que vous aviez fait déjà en 1833 ! Vous aviez renouvelé l'ode ; vous aviez, dans la préface de Cromwell, donné le mot d'ordre à la révolution dramatique ; vous aviez le premier révélé l'Orient dans les Orientales, le Moyen Âge dans Notre-Dame de Paris.

Et, depuis, que d'œuvres et que de chefs-d'œuvre ! que d'idées remuées, que de formes inventées ! que de tentatives, d'audaces et de découvertes !

Et vous ne vous reposez pas ! Vous saviez hier là-bas à Guernesey qu'on reprenait Lucrèce Borgia à Paris, vous avez causé doucement et paisiblement des chances de cette représentation, puis à dix heures, au moment où toute la salle rappelait Mélingue et Mme Laurent après le troisième acte, vous vous endormiez afin de pouvoir vous lever selon votre habitude à la première heure, et on me dit que dans le même instant où j'achève cette lettre, vous allumez votre lampe, et vous vous remettez tranquille à votre œuvre commencée.

GEORGE SAND.

VICTOR HUGO À GEORGE SAND

Hauteville-House, 8 février 1870.

Grâce à vous, j'ai assisté à cette représentation. À travers votre admirable style, j'ai tout vu : ce théâtre, ce drame, l'éblouissement du spectacle, cette salle éclatante, ces puissants et pathétiques acteurs soulevant les frémissements de la foule, toutes ces têtes attentives, ce peuple ému, et vous, la gloire, applaudissant.

Depuis vingt ans je suis en quarantaine. Les sauveurs de la propriété ont confisqué ma propriété. Le coup d'état a séquestré mon répertoire.

Mes drames pestiférés sont au lazaret ; le drapeau noir est sur moi. Il y a trois ans, on a laissé sortir du bagne Hernani ; mais on l'y a fait rentrer le plus vite qu'on a pu, le public n'ayant pas montré assez de haine pour ce brigand. Aujourd'hui c'est le tour de Lucrèce Borgia. La voilà libérée. Mais elle est bien dénoncée ; elle est bien suspecte de contagion. La laissera-t-on longtemps dehors ?

Vous venez de lui donner, vous, un laissez-passer inviolable. Vous êtes la grande femme de ce siècle, une âme noble entre toutes, une sorte de postérité vivante, et vous avez le droit de parler haut. Je vous remercie.

Votre lettre magnifique a été la bienvenue. Ma solitude est souvent fort insultée ; on dit de moi tout ce qu'on veut ; je suis un homme qui garde le silence. Se laisser calomnier est une force. J'ai cette force. D'ailleurs il est tout simple que l'empire se défende par tous les moyens. Il est ma cible, et je suis la sienne. De là, beaucoup de projectiles contre moi, qui, vu la mer à traverser, ont, il est vrai, la chance de tomber dans l'eau. Quels qu'ils soient, ils ne servent qu'à constater mon insensibilité, l'outrage m'endurcit dans ma certitude et dans ma volonté, je souris à l'injure ; mais, devant la sympathie, devant l'adhésion, devant l'amitié, devant la cordialité mâle et tendre du peuple, devant l'applaudissement d'une ville comme Paris, devant l'applaudissement d'une femme comme George Sand, moi vieux bonhomme pensif, je sens mon cœur se fondre. C'est donc vrai que je suis un peu aimé !

En même temps que Lucrèce Borgia sort de prison, mon fils Charles va y rentrer. Telle est la vie. Acceptons-la.

Vous, de votre vie, éprouvée aussi par bien des douleurs, vous aurez fait une lumière. Vous aurez dans l'avenir l'auréole auguste de la femme qui a protégé la Femme. Votre admirable œuvre tout entière est un combat ; et ce qui est combat dans le présent est victoire dans l'avenir. Qui est avec le progrès est avec la certitude. Ce qui attendrit lorsqu'on vous lit, c'est la sublimité de votre cœur. Vous le dépensez tout entier en pensée, en philosophie, en sagesse, en raison, en enthousiasme.

Aussi quel puissant écrivain vous êtes ! Je vais bientôt avoir une joie,

car vous allez avoir un succès. Je sais qu'on répète une pièce de vous.

Je suis heureux toutes les fois que j'échange une parole avec vous ; ma rêverie a besoin de ces éclats de lumière que vous m'envoyez, et je vous rends grâce de vous tourner de temps en temps vers moi du haut de cette cime où vous êtes, grand esprit.

Mon illustre amie, je suis à vos pieds.

VICTOR HUGO.

IV – WASHINGTON

On lit dans le Courrier de l'Europe du 12 mars 1870 :

« Des citoyens des États-Unis se sont réunis au Langham Hôtel pour la commémoration du jour de naissance de Washington. Parmi les toasts nombreux qui ont été portés, se trouvait le suivant :

« À Victor Hugo, l'ami de l'Amérique et le régénérateur prédestiné du vieux monde ! »

« Les citoyens chargèrent le colonel Berton, président du banquet, de transmettre à l'exilé de Guernesey le toast des citoyens d'Amérique. »

Victor Hugo s'est empressé de répondre :

Hauteville-House, 27 février 1870.

Monsieur,

Je suis profondément touché du noble toast que vous m'avez transmis.

Je vous remercie, vous et vos honorables amis. Oui ! à côté des États-Unis d'Amérique, nous devons avoir les États-Unis d'Europe ; les deux mondes devraient faire une seule République. Ce jour viendra, et alors la paix des peuples sera fondée sur cette base, la seule fondation solide, la liberté des hommes.

Je suis un homme qui veut le droit. Rien de plus. Votre confiance m'honore et me touche ; je serre vos mains cordiales.

VICTOR HUGO.

V – HENNETT DE KESLER

L'année 1870 s'ouvrit pour Victor Hugo par la mort d'un ami. Il avait recueilli chez lui, depuis plusieurs années, un vaillant vaincu de décembre, Hennett de Kesler. Kesler et Victor Hugo avaient échangé leur premier serrement de main le 3 décembre au matin, rue Sainte-Marguerite, à quelques pas de la barricade Baudin, qui venait d'être enlevée au moment même où Victor Hugo y arrivait. Cette fraternité commencée dans les barricades s'était continuée dans l'exil.

Kesler, dévoré par la nostalgie, mais inébranlable, mourut le 6 avril 1870. Sa tombe est au cimetière du Foulon, près de la ville de Saint-Pierre. C'est une pierre avec cette inscription

À KESLER.

et au bas on peut lire :

Son compagnon d'exil,

Victor Hugo.

Le 7 avril, Victor Hugo prononça sur la fosse de Kesler les paroles que voici :

Le lendemain du guet-apens de 1851, le 3 décembre, au point du jour, une barricade se dressa dans le faubourg Saint-Antoine, barricade mémorable où tomba un représentant du peuple. Cette barricade, les soldats crurent la renverser, le coup d'état crut la détruire ; le coup d'état et ses soldats se trompaient. Démolie à Paris, elle fut refaite par l'exil.

La barricade Baudin reparut immédiatement, non plus en France, mais hors de France ; elle reparut, bâtie, non plus avec des pavés, mais avec des principes ; de matérielle qu'elle était, elle devint idéale, c'est-à-dire terrible ; les proscrits la construisirent, cette barricade altière, avec les débris de la justice et de la liberté.

Toute la ruine du droit y fut employée, ce qui la fit superbe et auguste. Depuis, elle est là, en face de l'empire ; elle lui barre l'avenir, elle lui supprime l'horizon. Elle est haute comme la vérité, solide comme l'honneur, mitraillée comme la raison ; et l'on continue d'y mourir. Après Baudin, — car, oui, c'est la même barricade ! — Pauline Roland y est morte, Ribeyrolles y est mort, Charras y est mort, Xavier Durieu y est mort, Kesler vient d'y mourir.

Si l'on veut distinguer entre les deux barricades, celle du faubourg

Saint-Antoine et celle de l'exil, Kesler en était le trait d'union, car, ainsi que plusieurs autres proscrits, il était des deux.

Laissez-moi glorifier cet écrivain de talent et ce vaillant homme. Il avait toutes les formes du courage, depuis le vif courage du combat jusqu'au lent courage de l'épreuve, depuis la bravoure qui affronte la mitraille jusqu'à l'héroïsme qui accepte la nostalgie. C'était un combattant et un patient.

Comme beaucoup d'hommes de ce siècle, comme moi qui parle en ce moment, il avait été royaliste et catholique. Nul n'est responsable de son commencement. L'erreur du commencement rend plus méritoire la vérité de la fin.

Kesler avait été victime, lui aussi, de cet abominable enseignement qui est une sorte de piège tendu à l'enfance, qui cache l'histoire aux jeunes intelligences, qui falsifie les faits et fausse les esprits.

Résultat : les générations aveuglées. Vienne un despote, il pourra tout escamoter aux nations ignorantes, tout jusqu'à leur consentement ; il pourra leur frelater même le suffrage universel. Et alors on voit ce phénomène, un peuple gouverné par extorsion de signature. Cela s'appelle un plébiscite.

Kesler avait, comme plusieurs de nous, refait son éducation ; il avait rejeté les préjugés sucés avec le lait ; il avait dépouillé, non le vieil homme, mais le vieil enfant ; pas à pas, il était sorti des idées fausses et entré dans les idées vraies ; et mûri, grandi, averti par la réalité, rectifié par la logique, de royaliste il était devenu républicain. Une fois qu'il eut vu la vérité, il s'y dévoua. Pas de dévouement plus profond et plus tenace que le sien. Quoique atteint du mal du pays, il a refusé l'amnistie. Il a affirmé sa foi par sa mort.

Il a voulu protester jusqu'au bout. Il est resté exilé par adoration pour la patrie. L'amoindrissement de la France lui serrait le cœur.

Il avait l'œil fixé sur ce mensonge qui est l'empire ; il s'indignait, il frémissait de honte, il souffrait. Son exil et sa colère ont duré dix-neuf ans. Le voilà enfin endormi.

Endormi. Non. Je retire ce mot. La mort ne dort pas. La mort vit. La mort est une réalisation splendide. La mort touche à l'homme de deux façons. Elle le glace, puis elle le ressuscite. Son souffle éteint, oui, mais il rallume. Nous voyons les yeux qu'elle ferme, nous ne voyons pas ceux qu'elle ouvre.

Adieu, mon vieux compagnon. — Tu vas donc vivre de la vraie vie ! Tu vas aller trouver la justice, la vérité, la fraternité, l'harmonie et l'amour dans la sérénité immense. Te voilà envolé dans la clarté. Tu vas connaître le mystère profond de ces fleurs, de ces herbes que le vent

courbe, de ces vagues qu'on entend là-bas, de cette grande nature qui accepte la tombe dans sa nuit et l'âme dans sa lumière. Tu vas vivre de la vie sacrée et inextinguible des étoiles. Tu vas aller où sont les esprits lumineux qui ont éclairé et qui ont vécu, où sont les penseurs, les martyrs, les apôtres, les prophètes, les précurseurs, les libérateurs. Tu vas voir tous ces grands cœurs flamboyants dans la forme radieuse que leur a donnée la mort. Écoute, tu diras à Jean-Jacques que la raison humaine est battue de verges ; tu diras à Beccaria que la loi en est venue à ce degré de honte qu'elle se cache pour tuer ; tu diras à Mirabeau que Quatrevingt-neuf est lié au pilori ; tu diras à Danton que le territoire est envahi par une horde pire que l'étranger ; tu diras à Saint-Just que le peuple n'a pas le droit de parler ; tu diras à Marceau que l'armée n'a pas le droit de penser ; tu diras à Robespierre que la République est poignardée ; tu diras à Camille Desmoulins que la justice est morte.

Et tu leur diras à tous que tout est bien, et qu'en France une intrépide légion combat plus ardemment que jamais, et que, hors de France, nous, les sacrifiés volontaires, nous, la poignée des proscrits survivants, nous tenons toujours, et que nous sommes là, résolus à ne jamais nous rendre, debout sur cette grande brèche qu'on appelle l'exil, avec nos convictions et avec leurs fantômes !

VI – AUX MARINS DE LA MANCHE

J'ai reçu, des mains de l'honorable capitaine Harvey, la lettre collective que vous m'adressez ; vous me remerciez d'avoir dédié, d'avoir donné à cette mer de la Manche, un livre.[19] Ô vaillants hommes, vous faites plus que de lui donner un livre, vous lui donnez votre vie.

Vous lui donnez vos jours, vos nuits, vos fatigues, vos insomnies, vos courages ; vous lui donnez vos bras, vos cœurs, les pleurs de vos femmes qui tremblent pendant que vous luttez, l'adieu des enfants, des fiancées, des vieux parents, les fumées de vos hameaux envolées dans le vent ; la mer, c'est le grand danger, c'est le grand labeur, c'est la grande urgence ; vous lui donnez tout ; vous acceptez d'elle cette poignante angoisse, l'effacement des côtes ; chaque fois qu'on part, question lugubre, reverra-t-on ceux qu'on aime ? La rive s'en va comme un décor de théâtre qu'une main emporte. Perdre terre, quel mot saisissant ! on est comme hors des vivants. Et vous vous dévouez, hommes intrépides. Je vois parmi vos signatures les noms de ceux qui, dernièrement, à Dungeness, ont été de si héroïques sauveteurs[20].

Rien ne vous lasse. Vous rentrez au port, et vous repartez.

Votre existence est un continuel défi à l'écueil, au hasard, à la saison, aux précipices de l'eau, aux pièges du vent.

Vous vous en allez tranquilles dans la formidable vision de la mer ; vous vous laissez écheveler par la tempête ; vous êtes les grands opiniâtres du recommencement perpétuel ; vous êtes les rudes laboureurs du sillon bouleversé ; là, nulle part la limite et partout l'aventure ; vous allez dans cet infini braver cet inconnu ; ce désert de tumulte et de bruit ne vous fait pas peur ; vous avez la vertu superbe de vivre seuls avec l'océan dans la rondeur sinistre de l'horizon ; l'océan est inépuisable et vous êtes mortels, mais vous ne le redoutez pas ; vous n'aurez pas son dernier ouragan et il aura votre dernier souffle. De là votre fierté, je la comprends. Vos habitudes de témérité ont commencé dès l'enfance, quand vous couriez tout nus sur les grèves ; mêlés aux vastes plis des marées montantes et brunis par le hâle, grandis par la rafale, vieillis dans les orages, vous ne craignez pas l'océan, et vous avez droit à sa familiarité farouche, ayant joué tout petits avec son énormité.

Vous me connaissez peu. Je suis pour vous une silhouette de l'abîme

debout au loin sur un rocher. Vous apercevez par instants dans la brume cette ombre, et vous passez. Pourtant, à travers vos fracas de houles et de bourrasques, l'espèce de vague rumeur que peut faire un livre est venue jusqu'à vous. Vous vous tournez vers moi entre deux tempêtes et vous me remerciez.

Je vous salue.

Je vais vous dire ce que je suis. Je suis un de vous. Je suis un matelot, je suis un combattant du gouffre. J'ai sur moi un déchaînement d'aquilons. Je ruisselle et je grelotte, mais je souris, et quelquefois comme vous je chante. Un chant amer.

Je suis un guide échoué, qui ne s'est pas trompé, mais qui a sombré, à qui la boussole donne raison et à qui l'ouragan donne tort, qui a en lui la quantité de certitude que produit la catastrophe traversée, et qui a droit de parler aux pilotes avec l'autorité du naufragé. Je suis dans la nuit, et j'attends avec calme l'espèce de jour qui viendra, sans trop y compter pourtant, car si Après-demain est sûr, Demain ne l'est pas ; les réalisations immédiates sont rares, et, comme vous, j'ai plus d'une fois, sans confiance, vu poindre la sinistre aurore. En attendant, je suis comme vous dans la tourmente, dans la nuée, dans le tonnerre ; j'ai autour de moi un perpétuel tremblement d'horizon, j'assiste au va-et-vient de ce flot qu'on appelle le fait ; en proie aux événements comme vous aux vents, je constate leur démence apparente et leur logique profonde ; je sens que la tempête est une volonté, et que ma conscience en est une autre, et qu'au fond elles sont d'accord ; et je persiste, et je résiste, et je tiens tête aux despotes comme vous aux cyclones, et je laisse hurler autour de moi toutes les meutes du cloaque et tous les chiens de l'ombre, et je fais mon devoir, pas plus ému de la haine que vous de l'écume.

Je ne vois pas l'étoile, mais je sais qu'elle me regarde, et cela me suffît.

Voilà ce que je suis. Aimez-moi.

Continuons. Faisons notre tâche ; vous de votre côté, moi du mien ; vous parmi les flots, moi parmi les hommes.

Travaillons aux sauvetages.

Oui, accomplissons notre fonction qui est une tutelle ; veillons et surveillons, ne laissons se perdre aucun signal de détresse, tendons la main à tous ceux qui s'enfoncent, soyons les vigies du sombre espace, ne permettons pas que ce qui doit disparaître revienne, regardons fuir dans les ténèbres, vous le vaisseau-fantôme, moi le passé. Prouvons que le chaos est navigable. Les surfaces sont diverses, et les agitations sont innombrables, mais il n'y a qu'un fond, qui est Dieu. Ce fond, je le touche, moi qui vous parle. Il s'appelle la vérité et la justice. Qui tombe

pour le droit tombe dans le vrai. Ayons cette sécurité. Vous suivez la boussole, je suis la conscience. O intrépides lutteurs, mes frères, ayons foi, vous dans l'onde, moi dans la destinée. Où sera la certitude si ce n'est dans cette mobilité soumise au niveau ? Votre devoir est identique au mien.

Combattons, recommençons, persévérons, avec cette pensée que la haute mer se prolonge au-delà de la vue humaine, que, même hors de la vie, l'immense navigation continue, et qu'un jour nous constaterons la ressemblance de l'océan où sont les vagues avec la tombe où sont les âmes. Une vague qui pense, c'est l'âme humaine.

VICTOR HUGO.

[19] Note : Les Travailleurs de la mer. [20] note : Aldridge et Windham.

VII – LES SAUVETEURS

Hauteville-House, 14 avril 1870.

Messieurs les connétables de Saint-Pierre-Port,

En ce moment de naufrages et de sinistres, il faut encourager les sauveteurs. Chacun, dans la mesure de ce qu'il peut, doit les honorer et les remercier. Dans les ports de mer, le sauvetage est toujours à l'ordre du jour.

J'ai en ma possession une bouée et une ceinture de sauvetage modèles, exécutées spécialement pour moi par l'excellent fabricant Dixon, de Sunderland. M'en servir pour moi-même, cela peut se faire attendre ; il me semble meilleur d'en user dès aujourd'hui, en offrant, comme publique marque d'estime, ces engins de conservation de la vie humaine à l'homme de cette île auquel on doit le plus grand nombre de sauvetages.

Vous êtes nécessairement mieux renseignés que moi. Veuillez me le désigner. J'aurai l'honneur de vous remettre immédiatement la ceinture et la bouée pour lui être transmises.

Recevez l'assurance de ma cordialité,

VICTOR HUGO.

À la suite de cette lettre, le capitaine Abraham Martin, maître du port, a été désigné comme ayant opéré dans sa vie environ quarante-cinq sauvetages. C'est à lui qu'ont été remis les engins de sauvetage, sur lesquels M. Victor Hugo a écrit de sa main :

Donné comme publique marque d'estime au capitaine Abraham Martin.

VIII – LE TRAVAIL EN AMÉRIQUE

Hauteville-House, 22 avril 1870.

Vous m'annoncez, général, une bonne nouvelle, la coalition des travailleurs en Amérique ; cela fera pendant à la coalition des rois en France.

Les travailleurs sont une armée ; à une armée il faut des chefs ; vous êtes un des hommes désignés comme guides par votre double instinct de révolution et de civilisation.

Vous êtes de ceux qui savent conseiller au peuple tout le possible, sans sortir du juste et du vrai.

La liberté est un moyen en même temps qu'un but, vous le comprenez.

Aussi les travailleurs vous ont-ils élu pour leur représentant en Amérique. Je vous félicite et les félicite.

Le travail est aujourd'hui le grand droit comme il est le grand devoir.

L'avenir appartient désormais à deux hommes, l'homme qui pense et l'homme qui travaille.

À vrai dire, ces deux hommes n'en font qu'un, car penser c'est travailler.

Je suis de ceux qui ont fait des classes souffrantes la préoccupation de leur vie. Le sort de l'ouvrier, partout, en Amérique comme en Europe, fixe ma plus profonde attention et m'émeut jusqu'à l'attendrissement. Il faut que les classes souffrantes deviennent les classes heureuses, et que l'homme qui jusqu'à ce jour a travaillé dans les ténèbres travaille désormais dans la lumière.

J'aime l'Amérique comme une patrie. La grande république de Washington et de John Brown est une gloire de la civilisation. Qu'elle n'hésite pas à prendre souverainement sa part du gouvernement du monde. Au point de vue social, qu'elle émancipe les travailleurs ; au point de vue politique, qu'elle délivre Cuba.

L'Europe a les yeux fixés sur l'Amérique. Ce que l'Amérique fera sera bien fait. L'Amérique a ce double bonheur d'être libre comme l'Angleterre et logique comme la France.

Nous l'applaudirons patriotiquement dans tous ses progrès. Nous sommes les concitoyens de toute nation qui est grande.

Général, aidez les travailleurs dans leur coalition puissante et sainte.
Je vous serre la main.
VICTOR HUGO.

IX – LE PLÉBISCITE

Au printemps de 1870, Louis Bonaparte, sentant peut-être on ne sait quel ébranlement mystérieux, éprouva le besoin de se faire étayer par le peuple. Il demanda à la nation de confirmer l'empire par un vote.

On consulta de France Victor Hugo, on lui demanda de dire quel devait être ce vote. Il répondit :

Non.

En trois lettres ce mot dit tout.

Ce qu'il contient remplirait un volume.

Depuis dix-neuf ans bientôt, cette réponse se dresse devant l'empire.

Ce sphinx obscur sent que c'est là le mot de son énigme.

À tout ce que l'empire est, veut, rêve, croit, peut et fait, Non suffit.

Que pensez-vous de l'empire ? Je le nie.

Non est un verdict.

Un des proscrits de décembre, dans un livre, publié hors de France en 1853, s'est qualifié « la bouche qui dit Non ».

Non a été la réplique à ce qu'on appelle l'amnistie.

Non sera la réplique à ce qu'on appelle le plébiscite.

Le plébiscite essaye d'opérer un miracle : faire accepter l'empire à la conscience humaine.

Rendre l'arsenic mangeable. Telle est la question.

L'empire a commencé par ce mot : Proscription.

Il voudrait bien finir par celui-ci : Prescription. Ce n'est qu'une toute petite lettre à changer. Rien de plus difficile.

S'improviser César, transformer le serment en Rubicon et l'enjamber, faire tomber au piège en une nuit tout le progrès humain, empoigner brusquement le peuple sous sa grande forme république et le mettre à Mazas, prendre un lion dans une souricière, casser par guet-apens le mandat des représentants et l'épée des généraux, exiler la vérité, expulser l'honneur, écrouer la loi, décréter d'arrestation la révolution, bannir 89 et 92, chasser la France de France, sacrifier sept cent mille hommes pour démolir la bicoque de Sébastopol, s'associer à l'Angleterre pour donner à la Chine le spectacle de l'Europe vandale, stupéfier de notre barbarie les barbares, détruire le palais d'Été de compte à demi avec le fils de lord Elgin qui a mutilé le Parthénon, grandir l'Allemagne et diminuer la

France par Sadowa, prendre et lâcher le Luxembourg, promettre Mexico à un archiduc et lui donner Queretaro, apporter à l'Italie une délivrance qui aboutit au concile, faire fusiller Garibaldi par des fusils italiens à Aspromonte et par des fusils français à Mentana, endetter le budget de huit milliards, tenir en échec l'Espagne républicaine, avoir une haute cour sourde aux coups de pistolet, tuer le respect des juges par le respect des princes, faire aller et venir les armées, écraser les démocraties, creuser des abîmes, remuer des montagnes, cela est aisé. Mais mettre un e à la place d'un o, c'est impossible.

Le droit peut-il être proscrit ? Oui. Il l'est. Prescrit ? Non.

Un succès comme le Deux-Décembre ressemble à un mort en ceci qu'il tombe tout de suite en pourriture et en diffère en cela qu'il ne tombe jamais en oubli. La revendication contre de tels actes est de droit éternel.

Ni limite légale, ni limite morale. Aucune déchéance ne peut être opposée à l'honneur, à la justice et à la vérité, le temps ne peut rien sur ces choses. Un malfaiteur qui dure ne fait qu'ajouter au crime de son origine le crime de sa durée.

Pour l'histoire, pas plus que pour la conscience humaine, Tibère ne passe jamais à l'état de « fait accompli ».

Newton a calculé qu'une comète met cent mille ans à se refroidir ; de certains crimes énormes mettent plus de temps encore.

La voie de fait aujourd'hui régnante perd sa peine. Les plébiscites n'y peuvent rien. Elle croit avoir le droit de régner ; elle n'a pas le droit.

C'est étrange, un plébiscite. C'est le coup d'état qui se fait morceau de papier. Après la mitraille, le scrutin. Au canon rayé succède l'urne fêlée. Peuple, vote que tu n'existes pas. Et le peuple vote. Et le maître compte les voix. Il en a tout ce qu'il a voulu avoir ; et il met le peuple dans sa poche. Seulement il ne s'est pas aperçu que ce qu'il croit avoir saisi est insaisissable. Une nation, cela n'abdique pas.

Pourquoi ? parce que cela se renouvelle. Le vote est toujours à recommencer. Lui faire faire une aliénation quelconque de souveraineté, extraire de la minute l'hérédité, donner au suffrage universel, borné à exprimer le présent, l'ordre d'exprimer l'avenir, est-ce que ce n'est pas nul de soi ? C'est comme si l'on commandait à Demain de s'appeler Aujourd'hui.

N'importe, on a voté. Et le maître prend cela pour un consentement. Il n'y a plus de peuple. Ces pratiques font rire les anglais. Subir le coup d'état ! subir le plébiscite ! comment une nation peut-elle accepter de telles humiliations ? L'Angleterre a en ce moment-ci le bonheur de mépriser un peu la France. Alors méprisez l'océan. Xercès lui a donné le fouet.

On nous invite à voter sur ceci : le perfectionnement d'un crime.

L'empire, après dix-neuf ans d'exercice, se croit tentant. Il nous offre ses progrès. Il nous offre le coup d'état accommodé au point de vue démocratique, la nuit de Décembre ajustée à l'inviolabilité parlementaire, la tribune libre emboîtée dans Cayenne, Mazas modifié dans le sens de l'affranchissement, la violation de tous les droits arrangée en gouvernement libéral.

Eh bien, non.

Nous sommes ingrats.

Nous, les citoyens de la république assassinée, nous, les justiciers pensifs, nous regardons avec l'intention d'en user, l'affaiblissement d'autorité propre à là vieillesse d'une trahison.

Nous attendons.

Et en attendant, devant le mécanisme dit plébiscite, nous haussons les épaules.

À l'Europe sans désarmement, à la France, sans influence, à la Prusse sans contre-poids, à la Russie sans frein, à l'Espagne sans point d'appui, à la Grèce sans la Crète, à l'Italie sans Rome, à Rome sans les Romains, à la démocratie sans le peuple, nous disons Non.

À la liberté poinçonnée par le despotisme, à la prospérité dérivant d'une catastrophe, à la justice rendue au nom d'un accusé, à la magistrature marquée des lettres L. N. B., à 89 visé par l'empire, au 14 Juillet complété par le 2 Décembre, à la loyauté jurée par le faux serment, au progrès décrété par la rétrogradation, à la solidité promise par la ruine, à la lumière octroyée par les ténèbres, à l'escopette qui est derrière le mendiant, au visage qui est derrière le masque, au spectre qui est derrière le sourire, nous disons Non.

Du reste, si l'auteur du coup d'état tient absolument à nous adresser une question à nous, peuple, nous ne lui reconnaissons que le droit de nous faire celle-ci :

« Dois-je quitter les Tuileries pour la Conciergerie et me mettre à la disposition de la justice ?

« NAPOLÉON. »

Oui.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 27 avril 1870.

X – LA GUERRE EN EUROPE

En juillet 1870, la guerre éclate. Le piége Hohenzollern est tendu par la Prusse à la France, et la France y tombe. Victor Hugo croyait la France armée, et, par conséquent, d'avance il la croyait victorieuse.

Il déplorait pourtant cette guerre, et il songeait au sang qu'elle allait répandre.

Il écrivit aux femmes de Guernesey la lettre qu'on va lire et qui fut reproduite par les journaux anglais comme adressée à toutes les femmes d'Angleterre.

Pendant le siège de Paris, des ballots de charpie, expédiés d'Angleterre à Victor Hugo, furent partagés par lui, comme il s'y était engagé dans sa lettre, en deux parts égales, l'une pour les blessés français, l'autre pour les blessés allemands. M. de Flavigny, président de la commission internationale, se chargea de transmettre au quartier général de Versailles les ballots de charpie destinés par Victor Hugo aux ambulances allemandes.

AUX FEMMES DE GUERNESEY

Hauteville-House, 22 juillet 1870.

Mesdames,

Il a plu à quelques hommes de condamner à mort une partie du genre humain, et une guerre à outrance se prépare. Cette guerre n'est ni une guerre de liberté, ni une guerre de devoir, c'est une guerre de caprice. Deux peuples vont s'entre-tuer pour le plaisir de deux princes. Pendant que les penseurs perfectionnent la civilisation, les rois perfectionnent la guerre.

Celle-ci sera affreuse.

On annonce des chefs-d'œuvre. Un fusil tuera douze hommes, un canon en tuera mille. Ce qui va couler à flots dans le Rhin, ce n'est plus l'eau pure et libre des grandes Alpes, c'est le sang des hommes.

Des mères, des sœurs, des filles, des femmes vont pleurer. Vous allez toutes être en deuil, celles-ci à cause de leur malheur, celles-là à cause du malheur des autres.

Mesdames, quel carnage ! quel choc de tous ces infortunés combattants !

Permettez-moi de vous adresser une prière. Puisque ces aveugles

oublient qu'ils sont frères, soyez leurs sœurs, venez-leur en aide, faites de la charpie. Tout le vieux linge de nos maisons, qui ici ne sert à rien, peut là-bas sauver la vie à des blessés. Toutes les femmes de ce pays s'employant à cette œuvre fraternelle, ce sera beau ; ce sera un grand exemple et un grand bienfait. Les hommes font le mal, vous femmes, faites le remède ; et puisque sur cette terre il y a de mauvais anges, soyez les bons.

Si vous le voulez, et vous le voudrez, en peu de temps on peut avoir une quantité considérable de charpie. Nous en ferons deux parts égales, et nous enverrons l'une à la France et l'autre à la Prusse.

Je mets à vos pieds mon respect.

VICTOR HUGO.

NOTES

1853

CALOMNIES IMPÉRIALES

LETTRE DE CHARLES HUGO

La lettre qui suit, adressée aux journaux honnêtes hors de France, donne une idée des calomnies de la presse bonapartiste contre les proscrits :

« Jersey, 2 juin 1853.

« Monsieur le rédacteur,

« Le journal la Patrie a publié l'article suivant, reproduit par les journaux officiels des départements et que je lis dans l'Union de la Sarthe, du 11 mai.

« Il vient de se passer à Jersey un fait qui mérite d'être rapporté à titre d'enseignement. Un français, interné dans l'île, étant mort, M. Victor Hugo a prononcé sur sa tombe un discours qui a été imprimé dans le journal du pays, et dans lequel il a représenté la France comme étant en ce moment couverte d'échafauds politiques. On nous écrit que ce mensonge grossier, d'après lequel il n'y a plus à réclamer pour son auteur que le séjour d'une maison d'aliénés, a produit une si grande indignation parmi les habitants de Jersey, toujours si calmes, qu'une pétition a été rédigée et couverte de signatures pour demander qu'on interdise les manifestations de ce genre que font sans cesse les réfugiés français, et qui inspirent à la population entière le plus profond dégoût.

« CH. SCHILLER. »

« Cet article contient deux allégations, l'une concernant le discours de M. Victor Hugo, l'autre concernant l'effet qu'il aurait produit à Jersey.

« Pour ce qui est du discours, la réponse est simple. Puisque ce discours, — dans lequel M. Victor Hugo, au nom des proscrits de Jersey, qui lui en avaient donné la mission, et avec l'adhésion de la proscription républicaine tout entière, a déclaré que les proscrits républicains, fidèles au grand précédent de Février, abjuraient à jamais, quel que fût l'avenir, toute idée d'échafauds politiques et de représailles sanglantes, — puisque ce discours a causé, au dire de la Patrie, une si grande indignation à Jersey, il n'excitera certainement pas moins d'indignation en France, et la Patrie ne saurait mieux faire que de le reproduire. Nous l'en défions.

« Je mets à la poste aujourd'hui même, à l'adresse du rédacteur de la

Patrie, un exemplaire du discours.

« Quant à l'effet produit à Jersey, pour toute réponse, je me borne aux faits. Il y a quatre journaux à Jersey écrits en français. Ces journaux sont : la Chronique de Jersey, l'Impartial de Jersey, le Constitutionnel (de Jersey), la Patrie (de Jersey). Ces quatre journaux ont tous publié textuellement le discours de mon père et ont constaté le jour même l'effet produit par ce discours. Je les cite :

« La Chronique dit :

« Un puissant intérêt s'attachait à la cérémonie. On savait que M. Victor Hugo devait prendre la parole en cette occasion, et chacun voulait entendre cette grande et puissante voix.

Aussi, longtemps avant l'arrivée du convoi funèbre, un grand concours de personnes, venues de la ville à pied et en voitures, se pressait déjà autour de la tombe. La procession, en entrant dans le cimetière, a fait le tour de la fosse creusée pour recevoir la dépouille du défunt, et le corps ayant été déposé dans sa dernière demeure, tout le monde s'est découvert, et c'est au milieu du silence le plus solennel que M. Hugo a prononcé, d'une voix fortement accentuée, l'admirable discours que nous reproduisons ici : »

(Suit le discours.)

« Tous les proscrits ont répété ce cri ; puis chacun d'eux est venu, morne et silencieux, déposer une poignée de terre sur la bière de leur défunt frère. Le discours prononcé dans cette occasion fera époque dans les annales du petit cimetière des Indépendants de la paroisse de Saint-Jean. Le jour viendra où l'on montrera aux étrangers l'endroit où Victor Hugo, le grand orateur, le grand poëte, adressa à ses frères exilés les nobles et touchantes paroles qui vont avoir un retentissement universel et seront soigneusement recueillies par l'histoire. »

« Le Constitutionnel (de Jersey), après avoir reproduit le discours, dit :

« Un grand nombre de jersiais, venus au cimetière de Saint-Jean, ont été heureux d'entendre un pareil langage dans la bouche de notre hôte illustre. »

« La Patrie (de Jersey) fait précéder le discours des lignes que voici :

« Le convoi s'est acheminé vers Saint-Jean, dans le plus grand ordre et dans un silence religieux.

« Là, en présence d'une foule nombreuse venue pour entendre sa parole, M. Victor Hugo a prononcé le beau discours que nous reproduisons. »

« Enfin l'Impartial :

« Le cadavre, retiré du corbillard, fut porté à bras sur le bord de la

fosse, et quand il y eut été descendu et avant qu'on le couvrit de terre, Victor Hugo, que chacun était si impatient d'entendre, prononça, au milieu du plus religieux silence et de plus de quatre cents auditeurs, de cette voix mâle avec laquelle il défendait la république, avec cet accent irrésistible qui est le résultat de la conviction, de la foi dans ses opinions, Victor Hugo, disons-nous, prononça le discours suivant, dont la gravité s'augmentait encore du lieu où il était prononcé et des circonstances. Aussi fut-il écouté avec une avidité que nous ne saurions dépeindre et qui ne peut être comparée qu'à la vive impression qu'il produisit. »

« Ce dernier journal, l'Impartial de Jersey, se faisait du reste une idée assez juste de la bonne foi d'une certaine espèce de journaux en France ; seulement, dans cette occasion, il attribuait à tort au Constitutionnel une idée qui ne devait venir qu'à la Patrie. Voici ce que disait, en publiant le discours de mon père et en rendant compte de l'effet produit, l'Impartial :

« Le véridique Constitutionnel de Paris nous dira sans doute, dans quelques jours, combien il aura fallu employer de sergents de ville et de gendarmes pour maintenir le bon ordre, durant les funérailles de Jean Bousquet, le second proscrit du 2 décembre qui meurt depuis dix jours ; il nous racontera, bien certainement, avec sa franchise et sa loyauté habituelles, combien les autorités auront été obligées d'appeler de bataillons pour réprimer l'émeute excitée par les chaleureuses paroles du grand orateur, par cette voix si puissante et si émouvante. »

« Je pourrais, monsieur le rédacteur, borner là cette réponse ; permettez-moi pourtant d'ajouter encore, non une réflexion, mais un fait. Le journal la Patrie, qui insulte aujourd'hui mon père proscrit, publia, il y a deux ans, au mois de juillet 1851, un article injurieux contre l'Événement. Nous fîmes demander à la Patrie ou une rétractation ou une réparation par les armes ; la Patrie préféra une rétractation. Elle s'exécuta en ces termes :

« En présence des explications échangées entre les témoins de M. Charles Hugo et ceux de M. Mayer, M. Mayer déclare retirer purement et simplement son article. »

« On remarquera que le rédacteur de la Patrie, auteur de l'offense et endosseur de la rétractation, se nomme M. Mayer ; il a fait plus tard un acte de courage ; il a publié, à Paris, en décembre 1851, l'ouvrage intitulé : HISTOIRE DU 2 DÉCEMBRE.

« En 1851, la Patrie insultait, puis se rétractait ; nous étions présents.

Aujourd'hui, la Patrie recommence ses insultes ; nous sommes absents.

« Vous voudrez sans doute, monsieur le rédacteur, aider la proscription à repousser la calomnie et prêter votre publicité à cette

lettre.

« Recevez, je vous prie, avec tous mes remercîments, l'assurance de ma vive et fraternelle cordialité.

« CHARLES HUGO. »

1854

AFFAIRE TAPNER

Nous extrayons de la Nation du 8 février ce qui suit :

« Nous revenons une dernière fois, pour le mouvement mémorable qui l'a précédée, sur l'exécution de Tapner.

« Le 10 janvier, Victor Hugo adresse à la population de Guernesey l'appel de la démocratie. La parole chrétienne du proscrit républicain est entendue ; elle retentit dans toutes les âmes. Sept cents citoyens anglais adressent à la reine une demande en grâce en faveur du condamné.

« Le 21, la Chronique de Jersey annonce que le jeudi, 19, la pétition, prise en considération par la cour, a été renvoyée au secrétaire d'état. Lord Palmerston avait accordé un sursis de huit jours. Commencement de triomphe pour la démocratie et espérance d'un triomphe complet sur le bourreau, dans cette circonstance solennelle.

« Dans leur demande en grâce, en réponse à l'appel de Victor Hugo, les sept cents citoyens anglais proclamaient le principe de l'inviolabilité de la vie humaine. La peine de mort, disaient-ils, doit être abolie.

« Le 28, le Star de Guernesey nous apportait la sentence de Tapner, disant que l'exécution aurait lieu le 3 février. Et le 3 février Tapner était pendu (le 10 février, après nouveau sursis).

« La démocratie avait compté sans l'ambassadeur de M. Bonaparte à Londres.

« Cette lutte autour d'un gibet ne saurait être oubliée dans les annales du temps.

« Avec Tapner à Guernesey, c'est le monde païen qui nous semble monter au gibet. La révolution prochaine a, par l'organe de Victor Hugo, fait entendre à la société nouvelle la voix de l'avenir et porté la sentence de l'humanité contre les lois de sang de la société monarchique.

« Le bourreau anglais a eu une nouvelle tête d'homme, mais la démocratie a, du haut des rochers de l'exil, flétri le bourreau et remporté sur lui une de ces victoires morales que ne balance pas la tête d'un assassin.

« L'ambassadeur de l'empire a gagné la cause du gibet auprès de lord Palmerston ; mais le représentant de la république a gagné devant l'Europe la cause de l'avenir.

« À qui l'honneur de la journée ?

« À qui la responsabilité d'une nouvelle strangulation d'homme ?

« Et qui des deux, devant le cadavre de Tapner, aura eu droit de regarder l'autre en face, de Victor Hugo ou de M. Waleski, de la démocratie proscrite ou de l'empire debout, et assez puissant pour attacher un cadavre humain en trophée au gibet de Guernesey ? »

On lit dans l'Homme, du 15 février :

« C'est assez l'habitude des gouvernements et des puissances de la terre de repousser la prière des idées, ces grandes suppliantes. Tout ce qui est autorité, pouvoir, état, est en général fort avare soit de libertés à fonder, soit de grâces à répandre : la force est jalouse ; et quand elle n'égorge pas comme à Paris, de haute lutte, ou par guet-apens, elle a, comme à Londres, ses petites fins de non-recevoir, ses nécessités politiques, ses justices légales.

« Il arrive parfois, pourtant, que cela coûte cher, et que l'autorité qui ne sait pas le pardon est cruellement châtiée, c'est lorsqu'un grand esprit profondément humain veille derrière les échafauds, derrière les gouvernements.

« Ainsi, l'homme qu'on vient de pendre à Guernesey, Victor Hugo l'avait défendu vivant ; il l'avait abrité, quand il était déjà dans le froid de la mort, sous la pitié sainte ; il avait jeté, sur cette misère souillée de crimes, la riche hermine de l'espérance et la grande charte de l'inviolabilité qui permet l'expiation et le repentir. Mais à Londres la puissance est restée sourde à cette voix, comme aux sept cents échos qu'elle avait éveillés dans la petite île émue, et l'on a pendu Tapner, après trois sursis qui, pour cet homme de la mort, avaient été trois renaissances, trois aurores ! Eh bien, voilà maintenant qu'aussi tenace que la loi, l'esprit vengeur de la philosophie revient, se penche sur le cadavre encore tout chaud, sonde les plaies, raconte les luttes terribles de cette agonie désespérée, ses bonds, ses gestes, ses convulsions suprêmes, ses regards presque éteints à travers le sang, et les pitiés indignées de la foule et ses anathèmes !

« Qu'aura gagné la loi, qu'aura gagné le gouvernement, dites-le-nous, qu'aura gagné l'exemple à cette exécution qui n'a pas osé affronter la grande place, publique et libre, qui par ses détails hideux rappelle à tous les tragédies de l'abattoir, et qu'un formidable réquisitoire vient de dénoncer au monde ?

« Ces pages éloquentes, nous le savons, n'emporteront point la peine de mort et ne rendront pas à la vie le condamné que la justice vient d'abattre ; mais le gibet de Guernesey sera vu de tous les points de la terre ; mais la conscience humaine, qu'avaient peut-être endormie les

succès du crime, sera de nouveau remuée dans toutes ses profondeurs, et tôt ou tard, la corde de Tapner cassera, comme au siècle dernier se brisa la roue, sous Calas.

« Quant à nous, gens de la religion nouvelle, quels que puissent être l'avenir et les destinées, nous sommes heureux et fiers que de tels actes et de si grandes paroles sortent de nos rangs ; c'est une espérance, c'est une joie, c'est pour nous une consolation suprême, puisque la patrie nous est fermée, de voir l'idée française rayonner ainsi sur nos tentes de l'exil, l'idée de France n'est-ce pas encore le soleil de France ?

« Et voyez ; pour que l'enseignement, sans doute, soit entier et décisif, comme les rôles s'éclairent ! Liée par les textes, il faut le reconnaître, la justice condamne ; souveraine et libre, la politique maintient, elle assure son cours à la loi de sang ; apôtres de charité, missionnaires de miséricorde, les prêtres de toutes les religions se dérobent, ils n'arrivent que pour l'agonie ;-et qui vient à la grâce ?

L'opinion publique ;-et qui la demande ? Un proscrit. Honneur à lui !

« Ainsi, d'une part, les religions et les gouvernements ; de l'autre, les peuples et les idées ; avec nous la vie, avec eux la mort… Les destins s'accompliront !

« CH. RIBEYROLLES. »

On lit dans la Nation du 12 avril 1854 :

« L'affaire Tapner, dont le retentissement a été si grand, vient d'avoir en Amérique une conséquence des plus frappantes et des plus inattendues. Nous livrons le fait à la méditation des esprits sérieux.

« Dans les premiers jours de février dernier, un nommé Julien fut condamné à mort à Québec (Canada), pour assassinat sur la personne d'un nommé Pierre Dion, son beau-père. C'est en ce moment-là précisément que les journaux d'Europe apportèrent au Canada la lettre adressée au peuple de Guernesey, par Victor Hugo, pour demander la grâce de Tapner.

« Le Moniteur canadien du 16 février, que nous avons sous les yeux, publia l'adresse de Victor Hugo aux Guernesiais, et la fit suivre de la réflexion qu'on va lire. Nous citons :

« Cette sublime réfutation de la peine de mort ne vient-elle pas à propos pour enseigner la conduite qu'on devrait tenir envers le malheureux assassin de Pierre Dion ? »

« Voici maintenant ce que, à quelques jours de distance, nous lisons dans le Pays de Montréal :

« La sentence de mort prononcée contre Julien, pour le meurtre de son beau-père, à Québec, a été commuée en une détention perpétuelle dans le pénitentiaire provincial. »

« Et le journal canadien ajoute :

« Victor Hugo avait élevé sa voix éloquente, juste au moment où la vie et la mort de Julien étaient dans la balance.

« Tous ceux qui aiment et respectent l'humanité ; tous ceux qui voient l'expiation du crime, non dans un meurtre de sang-froid, mais dans de longues heures de repentir accordées au coupable, ont appris avec bonheur la nouvelle d'un événement qui règle implicitement une haute question de philosophie sociale.

« On peut dire qu'au Canada la peine de mort est, de fait, abolie. »

« Sainte puissance de la pensée ! elle va s'élargissant comme les fleuves ; filet d'eau à sa source, océan à son embouchure ; souffle à deux pas, ouragan à deux mille lieues. La même parole qui, partie de Jersey, semble n'avoir pu ébranler le gibet de Guernesey, passe l'Atlantique et déracine la peine de mort au Canada. Victor Hugo ne peut rien en Europe pour Tapner qui agonise sous ses yeux, et il sauve en Amérique Julien qu'il ne connaît pas. La lettre écrite pour Guernesey arrive à son adresse à Québec.

« Disons à l'honneur des magistrats du Canada que le procureur général, qui avait condamné à mort Julien, s'est chaudement entremis pour que la condamnation ne fût pas exécutée ; et glorifions le digne gouverneur du bas Canada, le général Rowan, qui a compris et consacré le progrès.

Avec quel sentiment de devoir accompli et de responsabilité évitée il doit lire en ce moment même la lettre à lord Palmerston par laquelle Victor Hugo a clos sa lutte au pied du gibet de Guernesey.

« Une chose plus grande encore que le fait lui-même résulte pour nous de ce que nous venons de raconter. À l'heure qu'il est, ce que l'autorité et le despotisme étouffent sur un continent renaît à l'instant même sur l'autre ; et cette même pulsation du grand cœur de l'humanité qu'on comprimait à Guernesey, a son contre-coup au Canada.

Grâce à la démocratie, grâce à la pensée, grâce à la presse, le moment approche où le genre humain n'aura plus qu'une âme. »

SAUVAGERIES DE LA GUERRE DE CRIMÉE

Extrait d'une lettre du 16 septembre 1854 :

« Un événement très extraordinaire qui mérite une sévère censure a eu lieu hier vendredi. Signal fut fait du vaisseau l'Empereur à tous les navires d'envoyer leurs malades à bord du Kanguroo. Dans le cours de la journée, ce dernier fut entouré par des centaines de bateaux chargés d'hommes malades et promptement rempli jusqu'à suffocation (speedily crowded to suffocation). Avant la soirée il contenait environ quinze cents invalides de tout rang souffrant à bord. Le spectacle qui s'offrait était

épouvantable (appalling) et les détails en sont trop effrayants pour que j'y insiste. Quand l'heure d'appareiller fut venue, le Kanguroo, en réplique à l'ordre de partir, hissa le signal : « C'est une tentative dangereuse. » (It is a dangerous experiment.) L'Empereur répondit par signal : « Que voulez-vous dire ? » Le Kanguroo riposta : « Le navire ne peut pas manœuvrer. » (The ship is unmanageable.) Toute la journée, le Kanguroo resta à l'ancre avec ce signal :

« Envoyez des bateaux au secours. » À la fin, des ordres furent donnés pour transporter une partie de ce triste chargement sur d'autres navires partant aussi pour Constantinople.

« Beaucoup de morts ont eu lieu à bord ; il y a eu bien des scènes déchirantes, mais, hélas ! il ne sert à rien de les décrire. Il est évident, toutefois, que ni à bord ni à terre le service médical n'est suffisant. J'ai vu, de mes yeux, des hommes mourir sur le rivage, sur la ligne de marche et au bivouac, sans aucun secours médical ; et cela à la portée d'une flotte de cinq cents voiles, en vue des quartiers généraux ! Nous avons besoin d'un plus grand nombre de chirurgiens, et sur la flotte et dans l'armée ; souvent, trop souvent, le secours médical fait entièrement défaut, et il arrive fréquemment trop tard. »

(Times du samedi 30 septembre 1854.)

Extrait d'une lettre de Constantinople, du 28 septembre 1854 :

« Il est impossible pour personne d'assister aux tristes scènes de ces derniers jours, sans être surpris et indigné de l'insuffisance de notre service médical. La manière dont nos blessés et nos malades sont traités n'est digne que des sauvages de Dahomey. Les souffrances à bord du Vulcain ont été cruelles. Il y avait là trois cents blessés et cent soixante-dix cholériques, et tout ce monde était assisté par quatre chirurgiens ! C'était un spectacle effrayant. Les blessés prenaient les chirurgiens par le pan de leur habit quand ceux-ci se frayaient leur chemin à travers des monceaux de morts et de mourants ; mais les chirurgiens leur faisaient lâcher prise !

On devait s'attendre, avec raison peut-être, à ce que les officiers recevraient les premiers soins et absorberaient sans doute à eux seuls l'assistance des quatre hommes de l'art ; c'était donc nécessairement se mettre en défaut que d'embarquer des masses de blessés sans avoir personne pour leur donner les secours de la chirurgie et pour suffire même à leurs besoins les plus pressants. Un grand nombre sont arrivés à Scutari sans avoir été touchés par le chirurgien, depuis qu'ils étaient tombés, frappés des balles russes, sur les hauteurs de l'Alma. Leurs blessures étaient tendues (stiff) et leurs forces épuisées quand on les a hissés des bateaux pour les transporter à l'hôpital, où heureusement ils

ont pu obtenir les secours de l'art.

« Mais toutes ces horreurs s'effacent, comparées à l'état des malheureux passagers du Colombo.

Ce navire partit de la Crimée le 24 septembre. Les blessés avaient été embarqués deux jours avant de mettre à la voile ; et, quand on leva l'ancre, le bateau emportait vingt-sept officiers blessés, quatre cent vingt-deux soldats blessés et cent quatre prisonniers russes ; en tout, cinq cent cinquante-trois personnes. La moitié environ des blessés avaient été pansés avant d'être mis à bord. Pour subvenir aux besoins de cette masse de douleurs, il y avait quatre médecins dont le chirurgien du bâtiment, déjà suffisamment occupé à veiller sur un équipage qui donne presque toujours des malades dans cette saison et dans ces parages.

Le navire était littéralement couvert de formes couchées à terré. Il était impossible de manœuvrer. Les officiers ne pouvaient se baisser pour trouver leurs sextants et le navire marchait à l'aventure. On est resté douze heures de plus en mer à cause de cet empêchement. Les plus malades étaient mis sur la dunette et, au bout d'un jour ou de deux, ils n'étaient plus qu'un tas de pourritures ! Les coups de feu négligés rendaient des vers qui couraient dans toutes les directions et empoisonnaient la nourriture des malheureux passagers. La matière animale pourrie exhalait une odeur si nauséabonde que les officiers et l'équipage manquaient de se trouver mal, et que le capitaine est aujourd'hui malade de ces cinq jours de misères. Tous les draps de lit, au nombre de quinze cents, avaient été jetés à la mer. Trente hommes sont morts pendant la traversée. Les chirurgiens travaillaient aussi fort que possible, mais ils pouvaient bien peu parmi tant de malades ; aussi beaucoup de ces malheureux ont passé pour la première fois entre les mains du médecin à Scutari, six jours après la bataille !

« C'est une pénible tâche que de signaler les fautes et de parler de l'insuffisance d'hommes qui font de leur mieux, mais une déplorable négligence a eu lieu depuis l'arrivée du steamer. Quarante-six hommes ont été laissés à bord deux jours de plus, quand, avec quelque surcroît d'efforts, on aurait pu les mettre en lieu sûr à l'hôpital.

Le navire est tout à fait infecté ; un grand nombre d'hommes vont être immédiatement employés à le nettoyer et à le fumiger, pour éviter le danger du typhus qui se déclare généralement dans de pareilles conditions.

Deux transports étaient remorqués par le Colombo, et leur état était presque aussi désastreux. »

(Times, no. du vendredi 13 octobre 1854.)

« … Les turcs ont rendu de bons services dans les retranchements. Les

pauvres diables souffrent de la dyssenterie, des fièvres, du typhus.

Leur service médical est nul, et nos chirurgiens n'ont pas le loisir de s'occuper d'eux. »

(Times, correspondance datée du 29 octobre 1854.)

Ce qui suit est extrait d'une correspondance adressée au Morning Herald et datée de Balaklava, 8 novembre 1854 :

« Mais il est inutile d'insister sur ces détails déchirants ; qu'il suffise de dire que parmi les carcasses d'environ deux cents chevaux tués ou blessés, sont couchés les cadavres de nos braves artilleurs anglais et français, tous plus ou moins horriblement mutilés.

Quelques-uns ont la tête détachée du cou, comme par une hache ; d'autres ont la jambe séparée de la hanche, d'autres les bras emportés ; d'autres encore, frappés à la poitrine ou dans l'estomac, ont été littéralement broyés comme s'ils avaient été écrasés par une machine.

Mais ce ne sont pas les alliés seulement qui sont étendus là ; au contraire, il y a dix cadavres russes pour un des nôtres, avec cette différence que les russes ont tous été tués par la mousqueterie avant que l'artillerie ait donné. Sur cette place l'ennemi a maintenu constamment une pluie de bombes pendant toute la nuit, mais, les bombes n'éclataient que sur des morts.

« En traversant la route qui mène à Sébastopol, entre des monceaux de morts russes, on arrive à la place où les gardes ont été obligés d'abandonner la défense du retranchement qui domine la vallée d'Inkermann. Là nos morts sont aussi nombreux que ceux de l'ennemi. En travers du sentier, côte à côte, sont étendus cinq gardes qui ont été tués par le même boulet en chargeant l'ennemi. Ils sont couchés dans la même attitude, serrant leur mousquet de leurs mains crispées, ayant tous sur le visage le même froncement douloureux et terrible. Au-delà de ce groupe, les fantassins de la ligne et de la garde russe sont couchés épais comme des feuilles au milieu des cadavres.

« Sur la droite du retranchement est la route qui mène à la batterie des Deux-Canons. Le sentier passe à travers un fourré épais, mais le sentier est glissant de sang, et le fourré est couché contre terre et encombré de morts. La scène vue de la batterie est terrible, terrible au-delà de toute description. Je me suis tenu sur le parapet vers neuf heures du soir, et j'ai senti mon cœur s'enfoncer comme si j'assistais à la scène même du carnage. La lune était à son plein et éclairait toute chose presque comme de jour.

En face de moi était la vallée d'Inkermann, avec la Tchernaya serpentant gracieusement, entre les hauteurs, comme une bande d'argent.

C'était une vue splendide qui, pour la variété et le pittoresque,

pouvait lutter avec les plus belles du monde. Pourtant je ne me rappellerai jamais la vallée d'Inkermann qu'avec un sentiment de répulsion et d'horreur ; car autour de la place où je regardais étaient couchés plus de cinq mille cadavres. Beaucoup de blessés aussi étaient là ; et les lents et pénibles gémissements de leur agonie frappaient mon oreille avec une précision sinistre, et, ce qui est plus douloureux encore, j'entendais les cris enroués et le râle désespéré de ceux qui se débattaient avant d'expirer.

« Les ambulances aussi vite qu'elles pouvaient venir, recevaient leur charge de souffrants, et on employait jusqu'à des couvertures pour transporter les blessés.

« En dehors de la batterie, les russes sont couchés par deux ou trois les uns sur les autres.

En dedans, la place est littéralement encombrée des gardes russes, du 55e et du 20e régiment. Les belles et hautes formes de nos pauvres compatriotes pouvaient être distinguées d'un coup d'œil, quoique les grands habits gris tachés de leur sang fussent devenus semblables à l'extérieur. Les hommes sont couchés comme ils sont tombés, en tas ; ici un des nôtres sur trois ou quatre russes, là un russe sur trois ou quatre des nôtres.

Quelques-uns s'en sont allés avec le sourire aux lèvres et semblent comme endormis ; d'autres sont horriblement contractés ; leurs yeux hors de tête et leurs traits enflés annoncent qu'ils sont morts agonisants, mais menaçants jusqu'au bout. Quelques-uns reposent comme s'ils étaient préparés pour l'ensevelissement et comme si la main d'un parent avait arrangé leurs membres mutilés, tandis que d'autres sont encore dans des positions de combat, à moitié debout ou à demi agenouillés, serrant leur arme ou déchirant une cartouche. Beaucoup sont étendus, les mains levées vers le ciel, comme pour détourner un coup ou pour proférer une prière, tandis que d'autres ont le froncement hostile de la crainte ou de la haine, comme si vraiment ils étaient morts désespérés. La clarté de la lune répandait sur ces formes une pâleur surnaturelle, et le vent froid et humide qui balayait les collines agitait les branches d'arbres au-dessus de ces faces retournées, si bien que l'ombre leur donnait une apparence horrible de vitalité ; et il semblait que les morts riaient et allaient parler. Ce n'était pas seulement une place qui semblait ainsi animée, c'était tout le champ de bataille.

« Le long de la colline, de petits groupes avec des brancards cherchaient ceux qui vivaient encore ; d'autres avec des lanternes retournaient les morts pour découvrir les officiers qu'on savait tués, mais qu'on n'avait pas retrouvés. Là aussi il y avait des femmes anglaises dont

les maris ou les parents n'étaient pas revenus ; elles couraient partout avec des cris lamentables, tournant avidement le visage de nos morts vers la clarté de la lune, désespérées, et bien plus à plaindre que ceux qui étaient gisants. »

(Morning Herald du vendredi 24 novembre 1854.)

« … On entendait le choc des verres et le bruit des bouteilles brisées. Çà et là, dans l'ombre, une bougie de cire jaune ou une lanterne à la main, des femmes rôdaient parmi les cadavres, regardant l'une après l'autre ces faces pâles et cherchant celle-ci son fils, celle-là son mari. »

(Napoléon le Petit, p. 196.)

1860

ADRESSE DE L'ÎLE DE JERSEY À VICTOR HUGO

Monsieur,

Le comité des amis de la Sicile, devant convoquer une réunion publique des habitants de Jersey le 13 juin 1860, à l'effet d'exprimer leur sympathie pour le peuple sicilien, luttant les armes à la main pour la liberté contre un despotisme exécrable et exécré, les soussignés sollicitent respectueusement la faveur de votre présence et de votre précieuse assistance à la manifestation projetée.

La cause de la Sicile se recommande à tous ceux qui méritent véritablement le nom d'hommes, à tout homme estimant les institutions libres, à tout ami de la liberté et du genre humain, et nous sommes persuadés qu'une cause si sainte a votre plus ardente sympathie. Vous avez consacré votre génie à la liberté, à la justice, à l'humanité ; votre éloquente voix élevée à Jersey en faveur des siciliens honorera notre petite île et contribuera à exciter encore les sympathies de l'Angleterre, de la France et de l'Europe entière en faveur de ce vaillant peuple luttant contre des forces grandement supérieures pour le bien le plus précieux de cette vie. Ce n'est pas aller trop loin que d'affirmer que votre éloquence infusera une nouvelle force dans le cœur des combattants de la liberté, victorieux mais fatigués, et portera la terreur dans l'âme de leurs ennemis.

Oui, monsieur, vos fervents plaidoyers en faveur de la liberté et de l'humanité, vos protestations contre la tyrannie et les cruautés, feront écho dans le camp de Garibaldi et sonneront le glas du désespoir aux oreilles de l'infâme roi de Naples.

Nous sollicitons de nouveau votre coopération, et, en vous exprimant notre sincère respect et admiration, nous avons l'honneur d'être, etc.

(Suivent les signatures.)

1862

LE BANQUET DE BRUXELLES

Un des plus excellents écrivains de la presse belge et française, M. Gustave Frédérix, a publié, en 1862, sur le banquet de Bruxelles, de remarquables pages qui eurent alors un grand retentissement et qui seront consultées un jour, car elles font partie à la fois de l'histoire politique et de l'histoire littéraire de notre temps[21]. Le banquet de Bruxelles fut une mémorable rencontre d'intelligences et de renommées venues de tous les points du monde civilisé pour protester autour d'un proscrit contre l'empire. On trouve dans l'éloquent écrit de M. Gustave Frédérix tous les détails de cette manifestation éclatante. M. Victor Hugo présidait le banquet, ayant à sa droite le bourgmestre de Bruxelles et à sa gauche le président de la chambre des représentants.

De grandes voix parlèrent, Louis Blanc, Eugène Pelletan ; puis, au nom de la presse de tous les pays, d'éminents journalistes, M. Bérardi pour la Belgique, M. Nefftzer pour la France, M. Cuesta pour l'Espagne, M. Ferrari pour l'Italie, M. Low pour l'Angleterre. Les honorables éditeurs des Misérables, MM. Lacroix et Verboëckhoven remercièrent l'auteur du livre au nom de la Librairie internationale. Champfleury salua Victor Hugo au nom des prosateurs, et Théodore de Banville le salua au nom des poëtes. Jamais de plus nobles paroles ne furent entendues. Cette fête fut grave et solennelle.

Dans ce temps-là, le bourgmestre de Bruxelles était un honnête homme ; il s'appelait Fontainas. Ce fut lui qui porta le toast à Victor Hugo ; il le fit en ces termes :

« Il m'est agréable de vous souhaiter la bienvenue, à vous, messieurs, qui visitez la Belgique, si énergiquement dévouée à sa nationalité, si profondément heureuse des libérales institutions qui la gouvernent ; à vous, messieurs, dont le talent charme, console ou élève nos esprits.

Mais, parmi tant de noms illustres, il en est un plus illustre encore ; j'ai nommé Victor Hugo, dont la gloire peut se passer de mes éloges.

« Je porte un toast au grand écrivain, au grand poëte, à Victor Hugo ! » Victor Hugo se leva, et répondit :

« Messieurs,

« Je porte la santé du bourgmestre de Bruxelles.

« Je n'avais jamais rencontré M. Fontainas ; je le connais depuis vingt quatre heures, et je l'aime. Pourquoi ? regardez-le, et vous comprendrez. Jamais plus franche nature ne s'est peinte sur un visage plus cordial ; son serrement de main dit toute son âme ; sa parole est de la sympathie. J'honore et je salue dans cet homme excellent et charmant la noble ville qu'il représente.

« J'ai du bonheur, en vérité, avec les bourgmestres de Bruxelles ; il semble que je sois destiné à toujours les aimer.

Il y a onze ans, quand j'arrivai à Bruxelles, le 12 décembre 1851, la première visite que je reçus, fut celle du bourgmestre, M. Charles de Brouckere.

Celui-là aussi était une haute et pénétrante intelligence, un esprit ferme et bon, un cœur généreux.

« J'habitais la Grand-Place, de Bruxelles, qui, soit dit en passant, avec son magnifique hôtel de ville encadré de maisons magnifiques, est tout entière un monument. Presque tous les jours, M. Charles de Brouckere, en allant à l'hôtel de ville, poussait ma porte et entrait.

Tout ce que je lui demandais pour mes vaillants compagnons d'exil était immédiatement accordé. Il était lui-même un vaillant ; il avait combattu dans les barricades de Bruxelles. Il m'apportait de la cordialité, de la fraternité, de la gaîté, et, en présence des maux de ma patrie, de la consolation. L'amertume de Dante était de monter l'escalier de l'étranger ; la joie de Charles de Brouckere était de monter l'escalier du proscrit. C'était là un homme brave, noble et bon. Eh bien, le chaud et vif accueil de M. de Brouckere, je l'ai retrouvé dans M. Fontainas ; même grâce, même esprit, même bienvenue charmante, même ouverture d'âme et de visage ; les deux hommes sont différents, les deux cœurs sont pareils. Tenez, je viens de faire une promenade en Belgique ; j'ai été un peu partout, depuis les dunes jusqu'aux Ardennes.

Eh bien, partout, j'ai entendu parler de M. Fontainas ; j'ai rencontré partout son nom et son éloge ; il est aimé dans le moindre village, comme dans la capitale ; ce n'est pas là une popularité de clocher, c'est une popularité de nation. Il semble que ce bourgmestre de Bruxelles soit le bourgmestre de la Belgique.

Honneur à de tels magistrats ! ils consolent des autres.

« Je bois à l'honorable M. Fontainas, bourgmestre de Bruxelles ; et je félicite cette illustre ville d'avoir à sa tête un de ces hommes en qui se personnifient l'hospitalité et la liberté, l'hospitalité, qui était la vertu des peuples antiques, et la liberté, qui est la force des peuples nouveaux. »

[21] note : Souvenir du banquet donné à Victor Hugo. Bruxelles.

1863

AUX MEMBRES DU MEETING DE JERSEY POUR LA POLOGNE

Hauteville-House, 27 mars 1863.

Messieurs, — je suis atteint en ce moment d'un accès d'une angine chronique qui m'empêche de me rendre à votre invitation, dont je ressens tout l'honneur. Croyez à mon regret profond.

La sympathie est une présence ; je serai donc en esprit au milieu de vous. Je m'associe du fond de l'âme à toutes vos généreuses pensées.

L'assassinat d'une nation est impossible. Le droit, c'est l'astre ; il s'éclipse, mais il reparaît. La Hongrie le prouve, Venise le prouve, la Pologne le prouve.

La Pologne, à l'heure où nous sommes, est éclatante ; elle n'est pas en pleine vie, mais elle est en pleine gloire ; toute sa lumière lui est revenue, la Pologne, accablée, sanglante et debout, éblouit le monde.

Les peuples vivent et les despotes meurent ; c'est la loi d'en haut. Ne nous lassons pas de la rappeler à ce coupable empereur qui pèse en cet instant sur deux nations, pour le malheur de l'une et pour la honte de l'autre. La plus à plaindre des deux, ce n'est pas la Pologne qu'il égorge, c'est la Russie qu'il déshonore. C'est dégrader un peuple que d'en faire le massacreur d'un autre peuple. Je souhaite à la Pologne la résurrection à la liberté, et à la Russie la résurrection à l'honneur.

Ces deux résurrections, je fais plus que les souhaiter, je les attends.

Oui, le doute serait impie et presque complice, oui, la Pologne triomphera. Sa mort définitive serait un peu notre mort à tous. La Pologne fait partie du cœur de l'Europe. Le jour où le dernier battement de vie s'éteindrait en Pologne, la civilisation tout entière sentirait le froid du sépulcre.

Laissez-moi vous jeter de loin ce cri qui aura de l'écho dans vos âmes ! — Vive la Pologne ! Vive le droit ! Vivent la liberté des hommes et l'indépendance des peuples !

Permettez qu'à cette occasion, j'envoie tous mes vœux de bonheur à l'île de Jersey qui m'est bien chère et à votre excellente population, et recevez, mes amis, mon salut cordial.

VICTOR HUGO.

1864

LE CENTENAIRE DE SHAKESPEARE

Louis Blanc avait fait part à Victor Hugo du désir qu'avait le Comité du centenaire de Shakespeare de le compter parmi ses membres ainsi que son fils François-Victor Hugo, le traducteur de Shakespeare.

Victor Hugo écrivit à M. N. — Hepworth Dixon, secrétaire du Comité de Shakespeare à Londres :

« Hauteville-House, 20 janvier 1864.

« Monsieur,

« La lettre que vous a communiquée mon noble et cher ami M. Louis Blanc est, je pense, la réponse que voici à une lettre de lui :

« Hauteville-House, 11 octobre 1863.

« Cher Louis Blanc,

« Pendant les mois de juin, de juillet et d'août, les journaux ont publié un certain nombre d'acceptations de personnes distinguées, invitées à faire partie du Comité de Shakespeare. Mon fils, le traducteur de Shakespeare, n'a pas été invité. Il l'est aujourd'hui.

Je trouve que c'est trop tard.

« Dans cet espace de trois mois, je n'ai pas été invité non plus, mais peu importe. Il s'agit de mon fils, et c'est dans mon fils que je me sens atteint. Quant à moi, je ne suis pas offensé, ni offensable.

« Je ne serai point du Comité de Shakespeare, mais puisque dans le Comité il y aura Louis Blanc, la France sera admirablement représentée.

« VICTOR HUGO. »

« La courtoise lettre que vous m'écrivez, monsieur, en date du 19 janvier 1864, au nom du Comité de Shakespeare, vient modifier ma situation vis-à-vis du Comité, en me laissant pourtant un regret, — regret, à la vérité, qui n'est sensible que pour moi.

« Ce regret, permettez-moi de vous l'indiquer.

« Si le cordial appel que vous me faites l'honneur de m'adresser aujourd'hui m'avait été fait il y a six mois, comme aux diverses personnes honorables dont vous citez les noms, j'aurais pu, à ce moment-là, prévenu d'avance, disposer mes occupations de façon à pouvoir prendre part aux séances du Comité ; c'eût été pour moi un devoir et un bonheur ; mais n'étant point convié à en faire partie, je n'ai vu nulle

difficulté à accepter, depuis cette époque, des propositions et des engagements qui maintenant absorbent tout mon temps et me créent des obligations de travail impérieux. Ces engagements, pris par suite du malentendu que vous voulez bien m'expliquer, ne me laissent plus la liberté de siéger parmi vous, et, par l'urgence des travaux qu'ils m'imposent, me priveront, selon toute apparence, de l'honneur d'assister à Londres, à votre grandiose solennité du 23 avril.

« C'est un inconvénient, fâcheux pour moi, mais pour moi seulement, je le répète, et très léger à tous les points de vue. Ma présence, comme mon absence, est un fait indifférent.

« À cet inconvénient près, qui est peu de chose, le malentendu, si courtoisement expliqué dans votre lettre, est tout à fait réparable.

Le Comité de Shakespeare, dont vous êtes l'organe, veut bien désirer que mon nom soit inscrit sur son honorable liste, je m'empresse d'y consentir, en regrettant de ne pouvoir compléter cette coopération nominale par une coopération effective. Quant à la fête illustre que vous préparez à votre grand homme, je n'y pourrai assister que de cœur, mais j'y serai présent pourtant dans la personne de mon fils François-Victor, heureux de prendre parmi vous, après votre explication excellente, la place glorieuse que vous lui offrez.

« Le jubilé du 23 avril sera la vraie fête de l'Angleterre. Cette noble Angleterre, représentée par sa fière et éloquente tribune, et par son admirable presse libre et souveraine, a toutes les gloires qui font les grands peuples dignes des grands poëtes. L'Angleterre mérite Shakespeare.

« Veuillez, monsieur, communiquer cette lettre au Comité, et recevoir l'assurance de mes sentiments très distingués.

« VICTOR HUGO. »

1865

LA PEINE DE MORT

Ce qui suit est extrait du Courrier de l'Europe :

« Les symptômes précurseurs de l'abolition de la peine de mort se prononcent de plus en plus, et de tous les côtés à la fois. Les exécutions elle-mêmes, en se multipliant, hâtent la suppression de l'échafaud par le soulèvement de la conscience publique. Tout récemment, M. Victor Hugo a reçu, dans la même semaine, à quelques jours d'intervalle, deux lettres relatives à la peine de mort, venant l'une d'Italie, l'autre d'Angleterre. La première, écrite à Victor Hugo par le comité central italien, était signée « comte Ferdinand Trivulzio, docteur Georges de Giulini, avocat Jean Capretti, docteur Albert Sarola, docteur Joseph Mussi, conseiller provincial, docteur Frédéric Bonola. » Cette lettre, datée de Milan, 1er février, annonçait à Victor Hugo la convocation d'un grand meeting populaire à Milan, pour l'abrogation de la peine capitale, et priait l'exilé de Guernesey d'envoyer, par télégramme, immédiatement, au peuple de Milan assemblé ; quelques paroles « destinées, nous citons la lettre, à produire une commotion électrique dans toute l'Italie ». Le comité ignorait qu'il n'y a malheureusement point de fil télégraphique à Guernesey. La deuxième lettre, envoyée de Londres, émanée d'un philanthrope anglais distingué, M. Lilly, contenait le détail du procès d'un italien nommé Polioni, condamné au gibet pour un coup de couteau donné dans une rixe de cabaret, et priait Victor Hugo d'intervenir pour empêcher l'exécution de cet homme.

M. Victor Hugo a répondu au message venu d'Italie la lettre qu'on va lire :

À MM. LES MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL ITALIEN POUR L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT

Hauteville-House, samedi 4 février 1865.

Messieurs, — Il n'y a point de télégraphe électrique à Guernesey. Votre lettre m'arrive aujourd'hui 4, et la poste ne repart que lundi 6. Mon regret est profond de ne pouvoir répondre en temps utile à votre noble et touchant appel. J'eusse été heureux que mon applaudissement arrivât au peuple de Milan faisant un grand acte.

L'inviolabilité de la vie humaine est le droit des droits. Tous les

principes découlent de celui-là. Il est la racine, ils sont les rameaux. L'échafaud est un crime permanent. C'est le plus insolent des outrages à la dignité humaine, à la civilisation, au progrès. Toutes les fois que l'échafaud est dressé, nous recevons un soufflet. Ce crime est commis en notre nom.

L'Italie a été la mère des grands hommes, et elle est la mère des grands exemples. Elle va, je n'en doute pas, abroger la peine de mort.

Votre commission, composée de tant d'hommes distingués et généreux, réussira. Avant peu, nous verrons cet admirable spectacle : l'Italie, avec l'échafaud de moins et Rome et Venise de plus.

Je serre vos mains dans les miennes, et je suis votre ami.

VICTOR HUGO.

À la lettre venue d'Angleterre, Victor Hugo a répondu :

À M. LILLY, 9, SAINT-PETER'S TERRACE, NOTTING-HILL, LONDRES.

Hauteville-House, 12 février 1865.

Monsieur, — Vous me faites l'honneur de vous tourner vers moi, je vous en remercie.

Un échafaud va se dresser ; vous m'en avertissez. Vous me croyez la puissance de renverser cet échafaud. Hélas ! je ne l'ai pas. Je n'ai pu sauver Tapner, je ne pourrais sauver Polioni. À qui m'adresser ? Au gouvernement ? au peuple ? Pour le peuple anglais je suis un étranger, et pour le gouvernement anglais un proscrit. Moins que rien, vous le voyez. Je suis pour l'Angleterre une voix quelconque, importune peut-être, impuissante à coup sûr. Je ne puis rien, monsieur ; plaignez Polioni et plaignez-moi.

En France, Polioni eût été condamné, pour meurtre sans préméditation, à une peine temporaire. La pénalité anglaise manque de ce grand correctif, les circonstances atténuantes.

Que l'Angleterre, dans sa fierté, y songe ; à l'heure qu'il est, sa législation criminelle ne vaut pas la législation criminelle française, si imparfaite pourtant. De ce côté, l'Angleterre est en retard sur la France. L'Angleterre veut-elle regagner en un instant tout le terrain perdu, et laisser la France derrière elle ? Elle le peut.

Elle n'a qu'à faire ce pas : Abolir la peine de mort.

Cette grande chose est digne de ce grand peuple. Je l'y convie.

La peine de mort vient d'être abolie dans plusieurs républiques de l'Amérique du Sud. Elle va l'être, si elle ne l'est déjà, en Italie, en Portugal, en Suisse, en Roumanie, en Grèce. La Belgique ne tardera point à suivre ces beaux exemples. Il serait admirable que l'Angleterre prît la même initiative, et prouvât, par la suppression de l'échafaud, que la nation de la liberté est aussi la nation de l'humanité.

Il va sans dire, monsieur, que je vous laisse maître de faire de cette lettre l'usage que vous voudrez.

Recevez l'assurance de mes sentiments très distingués.

VICTOR HUGO.

Après avoir cité ces deux lettres, le Courrier de l'Europe ajoute :

« Il y a vraiment quelque chose de touchant à voir les adversaires du bourreau se tourner tous vers le rocher de Guernesey, pour demander aide et assistance à celui dont la main puissante a déjà ébranlé l'échafaud et finira par le renverser, « Le beau, serviteur du vrai » est le plus grand des spectacles. Victor Hugo se faisant l'avocat de Dieu pour revendiquer ses droits immuables-usurpés par la justice humaine-sur la vie de l'homme, c'est naturel. Qui parlera au nom de la divinité ; si ce n'est le génie ! »

1866

LES INSURRECTIONS ÉTOUFFÉES

Hauteville-House, 18 novembre 1866.

J'ai été bien sensible au généreux appel de l'honorable et éloquent rédacteur en chef du journal l'Orient. Malheureusement il est trop tard. De toutes parts on annonce l'insurrection comme étouffée. Encore un cercueil de peuple qui s'ouvre, hélas ! et qui se ferme.

Quant à moi, c'est la quatrième fois qu'un appel de ce genre m'arrive trop tard depuis deux ans. Les insurgés de Haïti, de Roumanie et de Sicile se sont adressés à moi, et toujours trop tard. Dieu sait si je les eusse servis avec zèle ! Mais ne pourrait-on mieux s'entendre ?

Pourquoi les hommes de mouvement ne préviennent-ils pas les hommes de progrès ? Pourquoi les combattants de l'épée ne se concertent-ils pas avec les combattants de l'idée ? C'est avant et non après qu'il faudrait réclamer notre concours. Averti à temps, j'écrirais à propos, et tous s'entr'aideraient pour le succès général de la révolution et pour la délivrance universelle. Communiquez ceci à notre honorable ami, et recevez mon hâtif et cordial serrement de main.

VICTOR HUGO.

LE DINER DES ENFANTS PAUVRES

Pour faire tout à fait comprendre ce qu'on a pu lire dans ce livre sur la petite institution du Dîner des Enfants pauvres, il n'est pas inutile de reproduire un des comptes rendus de la presse anglaise.

Voici la lettre de lady Thompson et l'article de l'Express dont il est question dans le discours de Victor Hugo :

« À VICTOR HUGO

35, Wimpole Street, London, 30 novembre 1866.

« Cher Monsieur, — Après l'intérêt que vous avez pris au succès de nos dîners aux pauvres enfants, j'ai beaucoup de plaisir à vous envoyer le compte rendu de l'année passée. Notre plan marche toujours bien, et je viens de recommencer pour l'année qui vient. J'aime à croire que vous vous portez bien, et que vous trouvez votre généreuse idée de plus en plus répandue.

« Croyez à mon profond respect,

« KATE THOMPSON. »

« Cette fondation des dîners pour les enfants pauvres a ce rare mérite parmi les institutions d'assistance d'être simple, directe, pratique, aisément imitable, sans aucune prétention de secte ni de système. Il ne faut pas oublier l'homme qui le premier a eu l'idée de ces dîners d'enfants indigents. L'Angleterre a dû beaucoup dans les temps passés aux exilés politiques français. Cette « société des dîners d'enfants pauvres » doit sa création au cœur généreux du plus grand poëte de notre temps, à Victor Hugo, qui, depuis des années, donne toutes les semaines, dans sa maison de Guernesey, à ses propres frais, des dîners pour quarante pauvres enfants, dont il ne considère ni la nationalité, ni la religion, mais seulement la misère.

À Noël, Victor Hugo augmente le nombre de ses petits convives et les pourvoit, non seulement de quoi manger et boire, mais d'un choix de jolies étrennes pour égayer et consoler leurs jeunes cœurs et leurs imaginations enfantines, sans oublier de nourrir leurs bouches affamées et de couvrir leurs membres grelottants.

Une société qui a été formée à Londres d'après l'exemple de Victor Hugo, s'adresse à tous « ceux qui ont de la sympathie pour les misères des enfants en haillons et demi-morts de faim dans cette vaste métropole ».

« Le nombre des dîners donnés en 1867, dans trente-sept salles à manger spéciales, a été a peu près de 85,000. Depuis ce temps, des dons nouveaux ont été faits représentant 30,000 dîners. La somme entière dépensée alors a été 1,146 livres, et le nombre entier des dîners 115,000. »

(Express du 17 décembre 1866.)

LA NOËL À HAUTEVILLE-HOUSE

La page qui suit est extraite de la Gazette de Guernesey, en date du 29 décembre 1866 :

« Jeudi dernier, une foule élégante et distinguée se pressait chez M. Victor Hugo pour être témoin de la distribution annuelle de vêtements et de jouets que M. Victor Hugo fait aux petits enfants pauvres qu'il a pris sous ses soins. La fête se composait comme d'usage : 1r d'un goûter de sandwiches, de gâteaux, de fruits et de vin ; 2e d'une distribution de vêtements ; 3e d'un arbre de Noël sur lequel étaient arrangées des masses de jouets.

Avant la distribution de vêtements, M. Victor Hugo a adressé un speech aux personnes présentes. Voici le résumé de ce que nous avons pu recueillir :

« Mesdames,

« Vous connaissez le but de cette petite réunion. C'est ce que j'appelle,

à défaut d'un mot plus simple, la fête des petits enfants pauvres.

Je voudrais en parler dans les termes les plus humbles, je voudrais pouvoir emprunter pour cela la simplicité d'un des petits enfants qui m'écoutent.

« Faire du bien aux enfants pauvres, dans la mesure de ce que je puis, voilà mon but. Il n'y a aucun mérite, croyez-le bien, et ce que je dis là je le pense profondément, il n'y a aucun mérite à faire pour les pauvres ce que l'on peut ; car ce que l'on peut, c'est ce que l'on doit. Connaissez-vous quelque chose de plus triste que la souffrance des enfants ? Quand nous souffrons, nous hommes, c'est justement, nous avons ce que nous méritons, mais les enfants sont innocents, et l'innocence qui souffre, n'est-ce pas ce qu'il y a de plus triste au monde ? Ici, la providence nous confie une partie de sa propre fonction. Dieu dit à l'homme, je te confie l'enfant. Il ne nous confie pas seulement nos propres enfants ; car il est trop simple d'en prendre soin, et les animaux s'acquittent de ce devoir de la nature mieux parfois que les hommes eux-mêmes ; il nous confie tous les enfants qui souffrent. Être le père, la mère des enfants pauvres, voilà notre plus haute mission. Avoir pour eux un sentiment maternel, c'est avoir un sentiment fraternel pour l'humanité. »

« M. Victor Hugo rappelle ensuite les conclusions d'un travail fait par l'Académie de médecine de Paris, il y a dix-huit ans, sur l'hygiène des enfants.

L'enquête faite à ce sujet constate que la plupart des maladies qui emportent tant d'enfants pauvres tiennent uniquement à leur mauvaise nourriture, et que s'ils pouvaient manger de la viande et boire du vin seulement une fois par mois, cela suffirait pour les préserver de tous les maux qui tiennent à l'appauvrissement du sang, c'est-à-dire non seulement des maladies scrofuleuses, mais aussi des affections du cœur, des poumons et du cerveau. L'anémie ou appauvrissement du sang rend en outre les enfants sujets à une foule de maladies contagieuses, telles que le croup et l'angine couenneuse, dont une bonne nourriture prise une fois par mois suffirait pour les exempter.

« Les conclusions de ce travail fait par l'Académie ont frappé profondément M. Victor Hugo. Distrait à Paris par les occupations de la vie publique, il n'a pas eu le temps d'organiser dans sa patrie des dîners d'enfants pauvres. Mais il a, dit-il, profité du loisir que l'empereur des Français lui a fait à Guernesey pour mettre son idée à exécution.

« Pensant que si un bon dîner par mois peut faire tant de bien, un bon dîner tous les quinze jours doit en faire encore plus, il nourrit quarante-deux enfants pauvres, dont la moitié, vingt et un, viennent chez lui chaque semaine.

— Puis, quand arrive la fin de l'année, il veut leur donner la petite joie que tous les enfants riches ont dans leurs familles ; ils veut qu'ils aient leur Christmas.

Cette petite fête annuelle se compose de trois parties : d'un luncheon, d'une distribution de vêtements, et d'une distribution de jouets.

« Car la joie, dit M. Victor Hugo, fait partie de la santé de l'enfance. C'est pourquoi je leur dédie tous les ans un petit arbre de Noël. C'est aujourd'hui la cinquième célébration de cette fête.

« Maintenant, continue M. Victor Hugo, pourquoi dis-je tout cela ? Le seul mérite d'une bonne action (si bonne action il y a) c'est de la taire. Je devrais me taire en effet si je ne pensais qu'à moi. Mais mon but n'est pas seulement de faire du bien à quarante pauvres petits enfants.

Mon but est surtout de donner un exemple utile. Voilà mon excuse. »

« L'exemple que donne M. Victor Hugo est si bien suivi, que les résultats obtenus sont vraiment admirables.

Il pourrait citer l'Amérique, la Suède, la Suisse, où un nombre considérable d'enfants pauvres sont régulièrement nourris, l'Italie, et même l'Espagne, où cette bonne œuvre commence ; il ne parlera que de l'Angleterre, que de Londres, avec les preuves en main.

« Ici M. Victor Hugo lit des extraits d'une lettre écrite par un gentleman anglais au Petit Journal.

« Donc, frappés du spectacle navrant qu'offrent les écoles des quartiers pauvres de Londres, profondément émus à la vue des enfants blêmes et chétifs qui les fréquentent, alarmés des rapides progrès que fait la débilité parmi les générations des villes, débilité qui tend à remplacer notre vigoureuse race anglo-saxonne par une race énervée et fébrile, des hommes charitables, à la tête desquels se trouve le comte de Shaftesbury, ont fondé la société du dîner des enfants pauvres.

« La charité est si douce chose ; donner un peu de son superflu est un acte qui rapporte de si douces jouissances, que, croyant être utile, nous ne résistons pas au désir de faire connaître à la France cette invention de la charité, le nouvel essai que vient d'inaugurer notre vieille Angleterre. »

« M. Victor Hugo a ajouté :

— « Dans cette école seule, il y a trois cent vingt enfants. Vous figurez-vous ce nombre multiplié ; quel immense bien cela doit faire à l'enfance ! »

« Puis M. Victor Hugo a lu une autre lettre écrite au Times par M. Fuller, secrétaire de l'institution établie à Londres, à l'instar de celle de Hauteville-House, par le Rév. Woods :

« À L'ÉDITEUR DU Times,

« Monsieur,

« Vous avez été assez bon l'année dernière pour insérer dans le Times une lettre dans laquelle je démontrais la très remarquable amélioration de la santé des enfants pauvres de l'école des déguenillés de Westminster, amélioration résultant du système régulier du dîner par quinzaine à chaque enfant, et où je provoquais les autres personnes qui en ont l'occasion à faire la même chose, si possible, dans leurs écoles.

« Une année de plus d'expérience a confirmé plus fortement encore tout ce que je disais sur le bon résultat de ces dîners, qui a été aussi grand que les années précédentes, la santé de l'école ayant été généralement bonne, et le choléra n'ayant frappé aucun de ces enfants.

« Je regrette cependant d'avoir à dire que les fonds souscrits pour ce dîner, qui n'ont jamais manqué depuis trois ans, seront prochainement épuisés, et j'espère que vous voudrez bien dans votre journal faire un appel à l'assistance, afin que je puisse continuer pendant cet hiver qui approche le même nombre de dîners.

« WILLIAM FULLER. »

(Suit le compte de revient de chaque dîner et de celui de Noël.)

— Times, 27 décembre 1866.

« M. Victor Hugo a exprimé l'espoir que le mot déplorable ragged disparaîtrait bientôt de la belle et noble langue anglaise et aussi que la classe elle-même ne tarderait pas également à disparaître.

« M. Victor Hugo a fait vivement ressortir ce fait que le choléra n'a frappé aucun des enfants ainsi nourris au milieu des terribles ravages que cette épidémie a faits à Londres l'été dernier. Il ne croit pas que l'on puisse rien dire de plus fort en faveur de l'institution et il livre ce résultat aux réflexions des personnes présentes.

« Voilà, mesdames, dit M. Victor Hugo on terminant, voilà ce qui m'autorise à raconter ce qui se passe ici. Voilà ce qui justifie la publicité donnée à ce dîner de quarante enfants. C'est que de cette humble origine sort une amélioration considérable pour l'innocence souffrante. Soulager les enfants, faire des hommes, voilà notre devoir. Je n'ajouterai plus qu'un mot. Il y a deux manières de construire des églises ; on peut les bâtir en pierre, et on peut les bâtir en chair et en os. Un pauvre que vous avez soulagé, c'est une église que vous avez bâtie et d'où la prière et la reconnaissance montent vers Dieu. » (Applaudissements prolongés.)

1867

LE DINER DES ENFANTS PAUVRES

Ce qui suit est extrait des journaux anglais :

« L'idée de M. Victor Hugo, — le dîner hebdomadaire des enfants, — a été adoptée à Londres sur une très grande échelle et donne d'admirables résultats. Six MILLE petits enfants sont secourus à Londres seulement.

Nous publions la lettre écrite à M. Victor Hugo par lady Thompson, trésorière du Children's Dinner Table.

Londres, 23 octobre 1867, 39, Wimpole Street.

« Cher monsieur, — Je prends la liberté de vous adresser le prospectus qui annonce la seconde saison du dîner des enfants (Children's Dinner Table) de la paroisse de Marylebone, à Londres.

« La dernière saison a eu le plus grand succès, et si vous avez la bonté de lire le compte rendu ci-joint, vous y trouverez que près de six mille enfants ont dîné pendant le peu de mois qui ont suivi l'organisation de cette œuvre (l'exécution du plan).

« C'est parce que la création de ce dîner dans cette paroisse est due entièrement à vos idées, à votre initiative, aux paroles que vous avez prononcées sur ce sujet, et pour rendre témoignage à la valeur et à la popularité de ces dîners auprès de toutes les personnes qui en ont pris connaissance, que je prends la liberté de vous entretenir de ces détails.

« Permettez-moi de vous exprimer le profond respect et la reconnaissance que m'inspire votre généreuse sympathie pour les pauvres, « Et croyez, etc.

« KATE THOMPSON. »

« Suit le compte rendu duquel il résulte qu'en soixante-dix-sept jours, pendant neuf mois, on a fourni un, plusieurs fois deux, et quelquefois trois dîners à cause du grand nombre de demandes.

« Le total des dîners fournis est de 5,442, dont 4,820 ont été mangés dans la salle et dont 722 ont été envoyés à domicile à des enfants malades. L'avantage de la bonne nourriture s'est clairement manifesté dans l'une et l'autre condition, et on a remarqué que l'habitude de s'asseoir à une table proprement servie a produit un excellent effet sur les enfants, car ces dîners sont aussi pour eux une source de bonheur et de

joie, outre la bonne chère qu'ils font, ce qui leur arrive rarement. La joie que cela leur cause vaut à elle seule la peine et le prix que cela coûte. »

(Courrier de l'Europe, 22 novembre 1867.)

1869

On lit dans le Courrier de l'Europe :

Une lettre authentique[22] de Victor Hugo nous tombe sous les yeux ; elle est adressée à l'auteur du livre Marie Dorval, qui avait envoyé son volume à Victor Hugo :

Entre votre lettre et ma réponse, monsieur, il y a le deuil, et vous avez compris mon silence. Je sors aujourd'hui de cette nuit profonde des premières angoisses, et je commence à revivre.

J'ai lu votre livre excellent. Mme Dorval a été la plus grande actrice de ce temps ; Mlle Rachel seule l'a égalée, et l'eût dépassée peut-être, si, au lieu de la tragédie morte, elle eût interprété l'art vivant, le drame, qui est l'homme ; le drame, qui est la femme ; le drame, qui est le cœur. Vous avez dignement parlé de Mme Dorval, et c'est avec émotion que je vous en remercie. Mme Dorval fait partie de notre aurore. Elle y a rayonné comme une étoile de première grandeur.

Vous étiez enfant quand j'étais jeune. Vous êtes homme aujourd'hui et je suis vieillard, mais nous avons des souvenirs communs. Votre jeunesse commençante confine à ma jeunesse finissante ; de là, pour moi, un charme profond dans votre bon et noble livre. L'esprit, le cœur, le style, tout y est, et ce grand et saint enthousiasme qui est la vertu du cerveau.

Le romantisme (mot vide de sens imposé par nos ennemis et dédaigneusement accepté par nous) c'est la révolution française faite littérature. Vous le comprenez, je vous en félicite.

Recevez mon cordial serrement de main.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 15 janvier 1869.

À M. GASTON TISSANDIER

« Je crois, monsieur, à tous les progrès. La navigation aérienne est consécutive à la navigation océanique ; de l'eau l'homme doit passer à l'air. Partout où la création lui sera respirable, l'homme pénétrera dans la création. Notre seule limite est la vie. Là où cesse la colonne d'air, dont la pression empêche notre machine d'éclater, l'homme doit s'arrêter. Mais il peut, doit et veut aller jusque-là, et il ira. Vous le prouvez. Je prends le plus grand intérêt à vos utiles et vaillants voyages. Votre ingénieux et hardi compagnon, M. de Fonvielle, a l'instinct supérieur de

la science vraie. Moi aussi, j'aurais le goût superbe de l'aventure scientifique. L'aventure dans le fait, l'hypothèse dans l'idée, voilà les deux grands procédés de découvertes. Certes l'avenir est à la navigation aérienne et le devoir du présent est de travailler à l'avenir. Ce devoir, vous l'accomplissez. Moi, solitaire mais attentif, je vous suis des yeux et je vous crie courage. »

Avril 1869.

On lit dans la Chronique de Jersey :

VICTOR HUGO SUR LA PEINE DU FOUET

« Nous recevons d'un correspondant la lettre suivante, réponse par le grand poëte à la prière de notre correspondant d'user de son influence et de son crédit pour faire interdire dans tous les tribunaux des possessions anglaises les condamnations à la peine du fouet. Nous remercions Victor Hugo de son empressement. »

Hauteville-House, 19 avril 1869.

J'ai reçu, monsieur, votre excellente lettre. J'ai déjà réclamé énergiquement et publiquement (dans ma lettre au journal Post) contre cette ignominie, la peine du fouet, qui déshonore le juge plus encore que le condamné. Certes, je réclamerai encore. Le Moyen Âge doit disparaître ; 89 a sonné son hallali.

Vous pouvez, si vous le jugez à propos, publier ma lettre.

Recevez, je vous prie, l'assurance de mes sentiments distingués.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 30 mai 1869.

Mon cher Alphonse Karr,

Cette lettre n'aura que la publicité que vous voudrez. Quant à moi, je n'en demande pas. Je ne me justifie jamais. C'est un renseignement de mon amitié à la vôtre. Rien de plus.

On me communique une page de vous, charmante du reste, où vous me montrez comme très assidu à l'Elysée jadis. Laissez-moi vous dire, en toute cordialité, que c'est une erreur. Je suis allé à l'Elysée en tout quatre fois.

Je pourrais citer les dates. À partir du désaveu de la lettre à Edgar Ney, je n'y ai plus mis les pieds.

En 1848, je n'étais que libéral ; c'est en 1849 que je suis devenu républicain. La vérité m'est apparue, vaincue. Après le 13 juin, quand j'ai vu la république à terre, son droit m'a frappé et touché d'autant plus qu'elle était agonisante. C'est alors que je suis allé à elle ; je me suis rangé du côté du plus faible.

Je raconterai peut-être un jour cela. Ceux qui me reprochent de n'être pas un républicain de la veille ont raison ; je suis arrivé dans le parti

républicain assez tard, juste à temps pour avoir part d'exil. Je l'ai. C'est bien.

Votre vieil ami,

VICTOR HUGO.

« Hugo n'a pas douté un moment de la publicité que je donnerais à sa réponse.

« Il y a bien de la bonne grâce et presque de la coquetterie à un homme d'une si haute intelligence d'avouer qu'il s'est trompé ; c'est presque comme une femme d'une beauté incontestable qui vous dit : Je suis à faire peur aujourd'hui.

« ALPHONSE KAHR. »

Voici des extraits de la très belle lettre de Félix Pyat. Malgré les éloquentes incitations de Félix Pyat, Victor Hugo, on le sait, maintint sa résolution.

DEHORS OU DEDANS

« Mon cher Victor Hugo,

« Les tyrans qui savent leur métier font de leurs sujets comme l'enfant fait de ses cerises, ils commencent par les plus rouges. Ils suivent la bonne vieille leçon de leur maître Tarquin, ils abattent les plus hauts épis du champ. Ils s'installent et se maintiennent ainsi en excluant de leur mieux l'élite de leurs ennemis. Ils tuent les uns, chassent les autres et gardent le reste. Ayant banni l'âme, ils tiennent le corps. Les voilà sûrs pour vingt ans. L'histoire prouve que tout parvenu monte par l'élimination des libres et ne tombe que par leur réintégration.

« Si c'est vrai, je me demande donc quel est le devoir des proscrits.

Le devoir ? non, le mot n'est pas juste ici, car il s'agit moins de principe, Dieu merci ! que de moyen. La conduite ? pas même ; il y a encore là une nuance morale qui est de trop. Je dis donc la tactique des proscrits. Eh bien, leur tactique me semble toute tracée par celle du proscripteur. Ils n'ont qu'à prendre le contre-pied de ses actes. La dictature les chasse quand elle les croit forts ? qu'ils rentrent quand elle les croit faibles. En réalité, la tyrannie n'a à craindre que les revenants… les présents plus que les absents. Les libérateurs viennent toujours du dehors, mais ils ne réussissent qu'au dedans. C'est du moins l'histoire du passé. Et le passé dit l'avenir.

« …Sans doute, l'exil du dehors a bien mérité de la patrie. Il a ses services et ses dangers.

Votre fils Charles les a montrés avec une poésie toute naturelle, héréditaire, et qui me ferait recroire au droit de noblesse, si j'étais moins vilain.

« Mais, soyons juste envers les mérites du dedans. Ceux du dehors

n'ont pas besoin d'être surfaits pour être reconnus. Qui nie les vôtres nie le soleil ! Pour moi, caillou erratique, ballotté de prison en prison, en Suisse, en Savoie, en France, en Hollande, en Belgique, j'ai connu toute la gendarmerie européenne et je ne m'en vante ni ne m'en plains, il n'y a pas de quoi. Mes amis et moi, dénoncés en Angleterre comme des Marat par un sénateur délateur et comme des Peltier par un délateur ambassadeur, travestis en Guy-Fawkes et pendus en efligie pour les Lettres à la reine, un peu cause de vos troubles à Jersey, saisis, jugés et menacés de l'alien bill pour l'affaire Orsini et trois fois d'extradition pour la Commune révolutionnaire, nous avons eu aussi notre part d'épreuves ; et, comme vous à Jersey, nous avons eu la sécurité de l'exil à Londres.

« … Le devoir, j'ai dit, est hors de cause comme le péril. Il s'accomplit bravement en Angleterre comme en France, dehors comme dedans, mais moins utilement, j'ose le croire ; avec plus d'éclat, mais avec moins d'effet ; avec plus de liberté et de gloire privée, mais avec moins de salut public.

Si le procès Baudin, le procès d'un revenant mort, a réveillé Paris, que ne ferait pas le procès de la « grande ombre », comme vous nomme le Constitutionnel, le procès d'un revenant vivant, le procès de Victor Hugo ! Tyrtée a soulevé Sparte.

Puis le procès Ledru, Louis Blanc, Quinet, Barbès… le Palais de Justice sauterait ! Sophocle a eu son procès, qu'il a gagné. Il avait vos cheveux blancs et vous avez ses lauriers !

« Le frère de Charles et son égal en talent, votre fils François, a reconnu lui-même, avec le coup d'œil paternel, le mal que nous a fait l'amnistie. L'armée de l'exil, a-t-il dit justement, avait son ordre, ses guides et guidons. L'amnistie l'a licenciée, débandée, dispersée au dedans, avec ses guides au-dehors. L'armée est battue. Rentrée d'Achille, chute d'Hector. Achille meurt, c'est vrai, mais Troie tombe. Si le plus fort attend la victoire du plus faible, c'est le monde renversé. Adieu Patrocle et ses myrmidons !

« Loin de moi l'idée que vous reposez sous, votre tente ! Vos armes, comme la foudre, brillent dans l'immensité. Mais elles s'y perdent aussi. Elles gagneraient à se concentrer du dehors au dedans.

Excusez-moi ! franchise est républicaine. Et la mienne n'est pas bouche d'or comme la vôtre. Elle est de fer. Quel choc dans Paris, si vous rentriez tous le 22 septembre !

« Vous avez fait l'Homme qui Rit, un événement. Vous feriez l'Homme qui Pleure, un tremblement !

« Toutefois, ce n'est là qu'une opinion. L'histoire même n'a point d'ordre à donner. À peine un conseil. Et ce conseil ne gagne pas en

autorité, venant de moi.

Je vous propose, ou plutôt je vous soumets mon avis aussi humblement que témérairement. Prenez-le pour ce qu'il vaut. J'ajouterai même qu'il n'y a rien d'absolu de ce qui est humain ; que les faits du passé peuvent avoir tort pour l'avenir.

« Ainsi donc, en définitive, à chacun l'appréciation de sa propre utilité. Respect à toute conviction ! liberté à toute conscience ! À la vôtre surtout. Vous avez prérogative d'astre, plus splendide encore à votre couchant qu'à votre lever ! Peut-être vaut-il mieux que vous restiez dans votre ciel de feu, comme le dieu d'Homère, pour éclairer le combat. Chacun sa tâche ; le phare porte la flamme et le flot la nef ; soit ! Mais, quelle que soit la décision prise, qu'on agisse en détail ou en bloc, sur un même point ou à différents postes, épars ou massés, de loin ou de près, dedans ou dehors, en France ou en Chine, peu importe ! le devoir sera rempli, l'honneur sauf partout-sinon la victoire !

« Ce qui importe surtout et avant tout, c'est que nous soyons unis.

Sinon, nous sommes morts.

« Pour l'amour du droit, dehors ou dedans, soyons unis ! J'ai admiré et béni votre recommandation magistrale au début du Rappel. C'est le salut.

« En avant donc tous ensemble ! absents ou présents, tout ce qui vibre, tout ce qui vit, tout ce qui hait ; tout ce qui a vécu au nom du droit, de l'ordre, de la paix, de la vie de la France ; tout ce qui préfère le droit aux hommes, le principe à tout ; tout ce qui est prêt à leur sacrifier corps, biens et âme, art, gloire et nom, colonies et mémoire, tout, hors la conscience ; tout ce qui se donnerait au diable même pour allié, s'il pouvait s'attaquer dans sa pire forme ; tout ce qui n'a qu'une colère et qui l'épargne, l'amasse, l'accumule et la capitalise en avare, sans en rien distraire, sans en rien prêter même à la plus mortelle injure ; tout ce qui ne se sent pas trop de tout son être contre l'ennemi commun ! En avant tous contre lui seul, avec un seul cœur, un seul bras, un seul cri, un seul but, le but des pères comme des fils, le but d'aujourd'hui comme d'hier, le but idéal et éternel de la France et du monde, le but à jamais glorieux, à jamais sacré du 22 de ce grand mois de septembre : Liberté, Égalité, Fraternité.

« FÉLIX PYAT.

« Londres, 9 septembre 1869. »

[22] Note : Ce mot est souligné dans le journal, à cause de la quantité de fausses lettres de Victor Hugo, mises en circulation par une certaine presse calomniatrice.

1870

LUCRÈCE BORGIA

À M. RAPHAËL FÉLIX

Monsieur,

Je suis heureux d'être rentré à mon grand et beau théâtre, et d'y être rentré avec vous, digne membre de cette belle famille d'artistes qu'illumine la gloire de Rachel.

Remerciez, je vous prie, et félicitez en mon nom Mme Laurent qui, dans cette création, a égalé, dépassé peut-être, le grand souvenir de Mlle Georges. L'écho de son triomphe est venu jusqu'à moi.

Dites à M. Mélingue, dont le puissant talent m'est connu, que je le remercie d'avoir été charmant, superbe et terrible.

Dites à M. Taillade que j'applaudis à son légitime succès.

Dites à tous que je leur renvoie et que je leur restitue l'acclamation du public.

Vous êtes, monsieur, une rare et belle intelligence. À un grand peuple, il faut le grand art ; vous saurez faire réaliser à votre théâtre cet idéal.

VICTOR HUGO.

LE NAUFRAGE DU NORMANDY

Nous extrayons d'une lettre de Victor Hugo cet épisode poignant et touchant du naufrage du Normandy.

(Le Rappel, 26 mars 1870.)

Hauteville-House, 22 mars 1860.

…On m'écrit pour me demander quelle impression a produite sur moi la mort de Montalembert.

Je réponds : Aucune ; indifférence absolue. — Mais voici qui m'a navré.

Dans le steamer Normandy, sombré en pleine mer il y a quatre jours, il y avait un pauvre charpentier avec sa femme ; des gens d'ici, de la paroisse Saint-Sauveur. Ils revenaient de Londres, où le mari était allé pour une tumeur qu'il avait au bras. Tout à coup dans la nuit noire, le bateau, coupé en deux, s'enfonce.

Il ne restait plus qu'un canot déjà plein de gens qui allaient casser l'amarre et se sauver. Le mari crie : « Attendez-nous, nous allons descendre. » On lui répond du canot : « Il n'y a plus de place que pour

une femme. Que votre femme descende. »

« Va, ma femme », dit le mari.

Et la femme répond : Nenni. Je n'irai pas. Il n'y a pas de place pour toi. Je mourrons ensemble. Ce nenni est adorable. Cet héroïsme qui parle patois serre le cœur. Un doux nenni avec un doux sourire devant le tombeau.

Et la pauvre femme a jeté ses bras autour du col de son mari, et tous deux sont morts.

Et je pleure en vous écrivant cela, et je songe à mon admirable gendre Charles Vacquerie…

VICTOR HUGO.

Les journaux anglais publient la lettre suivante écrite au sujet de la catastrophe du Normandy.

(Courrier de l'Europe.)

AU RÉDACTEUR DU Star.

Hauteville-House, 5 avril 1870.

Monsieur,

Veuillez, je vous prie, m'inscrire dans la souscription pour les familles des marins morts dans le naufrage du Normandy, mémorable par l'héroïque conduite du capitaine Harvey.

Et à ce propos, en présence de ces catastrophes navrantes, il importe de rappeler aux riches compagnies, telles que celle du South Western, que la vie humaine est précieuse, que les hommes de mer méritent une sollicitude spéciale, et que, si le Normandy avait été pourvu, premièrement, de cloissons étanches, qui eussent localisé la voie d'eau ; deuxièmement de ceintures de sauvetage à la disposition des naufragés ; troisièmement, d'appareils Silas, qui illuminent la mer, quelles que soient la nuit et la tempête, et qui permettent de voir clair dans le sinistre ; si ces trois conditions de solidité pour le navire, de sécurité pour les hommes, et d'éclairage de la mer, avaient été remplies, personne probablement n'aurait péri dans le naufrage du Normandy.

Recevez, monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

VICTOR HUGO.

1883

En tête de la première édition de PENDANT L'EXIL (1875), se trouvait la Note qui suit.

Dans ce livre, comme dans l'Année terrible, on pourra remarquer (en trois endroits) des lignes de points. Ces lignes de points constatent le genre de liberté que nous avons. Des choses publiées pendant l'empire ne peuvent être imprimées après l'empire. Ces lignes de points sont la marque de l'état de siége. Cette marque s'effacera des livres, et non de l'histoire. Ceux qui doivent garder cette marque la garderont.

En ce qui touche ce livre, le détail est de peu d'importance ; mais les petitesses du moment présent veulent être signalées, par respect pour la liberté qu'il ne faut pas laisser prescrire.

V.H.

Paris, novembre 1875.

Il va sans dire que les lignes supprimées en 1875 ont été rétablies dans l'édition définitive.

- Poster un commentaire à propos de cette oeuvre
- Découvrir le profil et les autres oeuvres de cet auteur